

CONSEIL
D'ADMINISTRATION

CHARLES CASTEL

Gouverneur

GEORGES HENRY FILS

Gouverneur-Adjoint

JEAN BADEN DUBOIS

Directeur Général

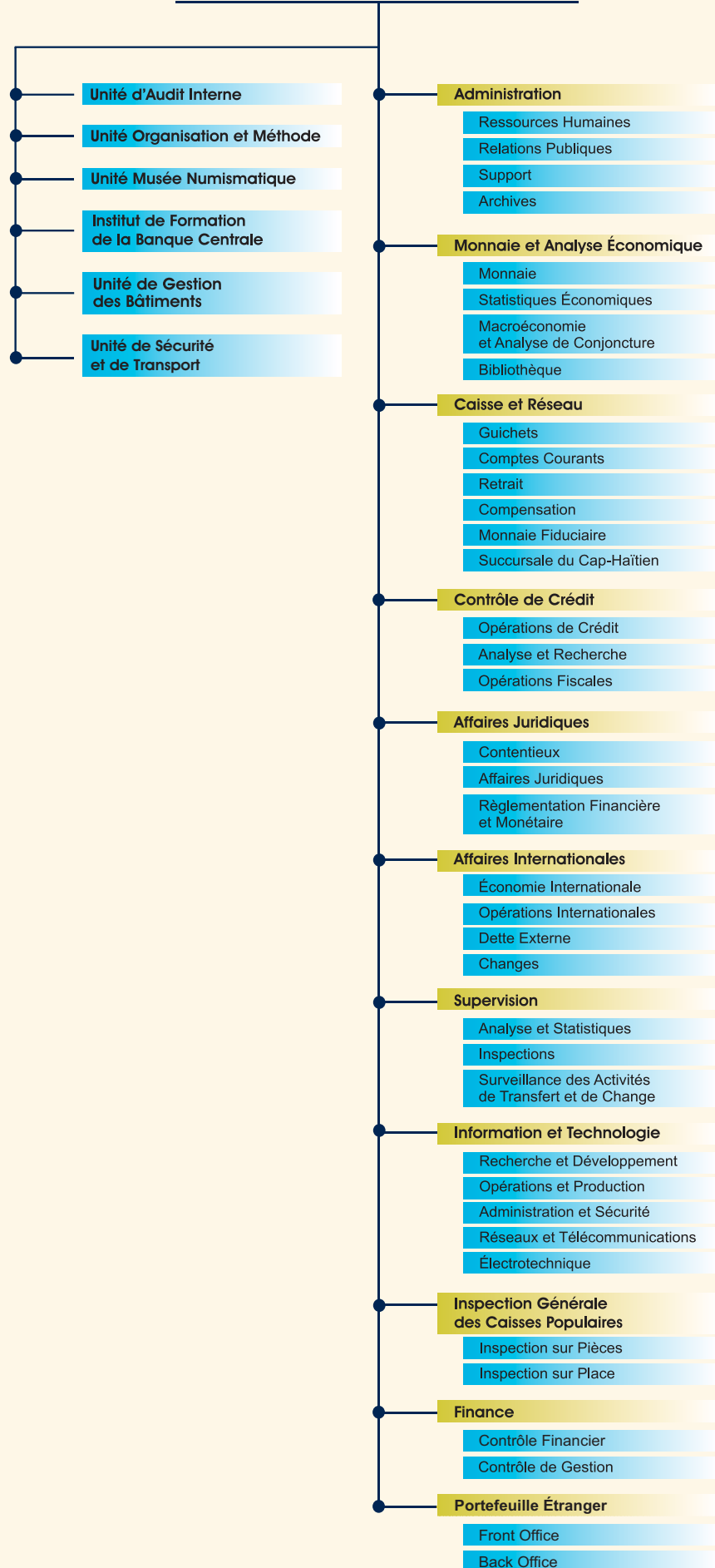
FRITZ DUROSEAU

Membre

GEORGETTE JEAN-LOUIS

Membre

Conseil d'Administration



TABLER

DES MATIÈRES

AVANT PROPOS DU GOUVERNEUR	13
----------------------------------	----

A.- L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2012

I. LE SECTEUR RÉEL EN 2012	18
I.1 Valeur ajoutée par secteur d'activité en 2012.....	20
I.2 Évolution des prix à la consommation en 2012.....	21
I.3 Évolution du salaire minimum réel en 2012.....	24
II. LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN 2012	24
II.1 La politique monétaire en 2012	25
II.1.1 Objectifs et instruments de la politique monétaire en 2012.....	25
II.1.1.1 Les bons BRH	25
II.1.1.2 Les taux de réserves obligatoires.....	27
II.1.1.3 Les interventions de la BRH sur le marché des changes.....	28
II.1.2 Les résultats	29
II.1.2.1 Les résultats intermédiaires.....	29
II.1.2.2 Les résultats finals.....	30
II.2 Évolution des agrégats monétaires en 2012	31
II.2.1 Contreparties de M3 et financement de l'économie	32
III. LES FINANCES PUBLIQUES	33
III.1 Recettes	34
III.1.1 Recettes Internes	34
III.1.2 Recettes Douanières	35
III.1.3 Performance Institutionnelle.....	35
III.1.4 Évolution de la structure des recettes	35
III.2 Dépenses	36
III.2.1 Dépenses Courantes.....	36
III.2.2 Dépenses d'Investissement.....	36
III.3 Financement de l'administration centrale en 2012.....	37
III.4 Évaluation du programme financier en 2012.....	38

IV. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2012.....	38
IV.1 Le solde des transactions courantes.....	39
IV.1.1 La Balance commerciale.....	39
IV.1.2 Transferts courants.....	41
IV.2 Compte de capital.....	41
IV.3 Opérations financières.....	42
V. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL PENDANT L'EXERCICE 2012.....	42
V.1 Les interventions de la Banque Centrale sur le marché.....	44
V.2 Évolution des spreads bancaire et informel.....	44
VI. LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2012.....	44
VI.1 Les créances bilatérales.....	45
VI.2 Les créances multilatérales.....	45
VI.3 Structure de l'encours de la dette publique externe par types de devises.....	45
VI.4 Répartition de l'encours de la dette par secteur économique.....	46
VI.5 Décaissements, Service de la Dette et Arriérés de Paiement.....	47
VI.6 Allègement de dette reçu au cours de l'exercice fiscal 2011-2012.....	49

B. LE SYSTÈME BANCAIRE EN 2012 : VUE D'ENSEMBLE

VII. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2012.....	50
VII.1 Le système bancaire : vue d'ensemble.....	50
VII.2 Le système bancaire : établissements, environnement concurrentiel et taux de bancarisation.....	51
VII.3 Structure du système bancaire.....	53
VII.4 Distribution du crédit.....	56
VII.5 Parts de marché individuelles dans le système bancaire haïtien.....	59
VII.6 Les activités et résultats du système bancaire en 2012.....	61
VII.6.1 Activités bancaires.....	61
VII.6.2 Structure financière et qualité de l'actif.....	69
VII.6.3 Les résultats des activités bancaires.....	72
VII.7 La surveillance des banques.....	78
VII.7.1 Activités de surveillance.....	78
VII.3 Chronologie des Faits marquants du système bancaire au cours de l'exercice 2012.....	79
VIII. ACTIVITÉS GÉNÉRALES D'INSPECTION DES CAISSES POPULAIRES.....	81

C. LA BRH EN 2012

IX. GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS EN 2012.....	82
IX.1 Composition des avoirs extérieurs.....	82
IX.2 Rendement du portefeuille.....	83
X. LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURALE.....	83
X.1 Billets et monnaie divisionnaire.....	83
X.1.1 Emission, destruction et remplacement de la monnaie.....	83
X.1.2 Circulation au sens strict.....	84
X.1.3 Circulation fiduciaire au sens large.....	84
X.1.4 Composition de l'encours des billets.....	84
X.1.5 Billets contrefaits retenus aux guichets de la BRH.....	85
X.2 Les chèques.....	86
X.2.1 Les opérations de la chambre de compensation.....	86
X.2.2 Évolution des activités du service de la compensation au cours des cinq dernières années (2008-2012).....	89
X.2.3 Dépôts et tirages des banques commerciales.....	89
X.3 Services à l'État – Banquier de l'État.....	91
X.3.1 Caissier de l'État.....	91
X.3.2 Chèques traités en compensation.....	92

X.3.3	Chèques traités au service des comptes courants	94
X.4	Système de Paiement Interbancaire Haïtien (SPIH).....	95

D- ETATS FINANCIERS & ANNEXE JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS	99
LISTE DES CIRCULAIRES	173
ANNEXE JURIDIQUE.....	175

E- ANNEXE STATISTIQUE

I.1	Produit intérieur brut par branche d'activité économique	183
I.1a	Contribution à la valeur ajoutée du PIB reel.....	184
I.1b	Taux de croissance du PIB réel	185
I.2	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants).....	186
I.2a	Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants).....	187
I.3	Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986-1987)	188
I.3a	Structure du PIB reel (en millions de gourdes de 1986-1987)	189
I.3b	Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage).....	190
I.3c	Structure de la croissance du PIB reel (variations en pourcentage)	191
I.3d	Contribution à la croissance du PIB reel (en pourcentage).....	192
I.4	Indice des prix à la consommation (IPC) – ensemble du pays.....	193
I.4a	Indice des prix à la consommation (IPC) – ensemble du pays.....	194
I.5	Taux d'inflation (variation de l'ipc en pourcentage).....	195
I.5 (suite)	Taux d'inflation (variation de l'ipc en pourcentage).....	196
I.5a	Taux d'inflation (variation de l'ipc en glissement annuel, en pourcentage).....	197
I.6	Taux de change à Port-au-Prince	198
I.7	Composantes et contreparties de l'agrégat M3.....	199
I.8	La base monétaire et ses sources.....	200
I.9	Bilan de la BRH	201
I.10	Bilan consolidé des banques commerciales	202
I.11	Bilan consolidé des banques commerciales	203
I.12	Résumé des Opérations Financières de l' Administration Centrale	204
I.13	Résumé des opérations financières des administrations publiques	205
I.14	Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti	206
I.15	Position extérieure globale d'Haïti	207
I.16	Exportations d'Haïti par produits	208
I.17	Exportations aux U.S.A (F.O.B) (A base de Matières premières locales).....	209
I.18	Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B).....	210
I.19	Importations totales d'Haïti par Catégories de Produits	211
I.20	Importations de produits pétroliers	212
II.1	Chiffres clés du bilan par banque (en milliers de gourdes)	213
II.2	Chiffres clés des résultats par banque (en milliers de gourdes)	214
II.3	Ratios financiers par banque.....	215
II.4	Ratios financiers par banque – ratios de rentabilité	216
II.5	Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes)	217
II.6	Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque	218

LISTE DES SIGLES	219
-------------------------------	------------

TABLEAUX

1.	Salaire Réel (au 30 septembre)	24
2.	Emplois dans la sous-traitance	24
3.	Évolution des recettes internes par institution.....	35
4.	Structure des recettes	35
5.	Évolution du solde des comptes de l'administration centrale (en millions de gourdes)	38
6.	Allègement de la dette reçue pour l'exercice 2011-2012 (en millions de dollars ÉU)	49

7.	Indicateurs financiers clés au 30 septembre	51
8.	Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2012).....	52
9.	Nombre de succursales et agences autorisées	52
10.	Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire	53
11.	Évolution du nombre de succursales opérationnelles par établissement bancaire.....	53
12.	Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre 2012 (en %)	54
13.	Poids des différentes catégories d'établissements bancaires (en %).....	55
14.	Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre	56
15.	Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre (en MG et en%)	56
16.	Répartition de l'encours des prêts par tranche (au 30 septembre).....	58
17.	Répartition du nombre de prêts par emprunteur (au 30 septembre).....	59
18.	Parts de marché et rang actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre)	60
19.	Parts de marché et rang dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU (au 30 septembre)	61
20.	Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG).....	62
21.	Variation en pourcentage des principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre.....	62
22.	Composition des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (en pourcentage).....	63
23.	Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %).....	64
24.	Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total (au 30 septembre)	65
25.	Variation en pourcentage des dépôts du système	65
26.	Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %).....	66
27.	Évolution des dépôts en dollars ÉU du système en MG (au 30 septembre).....	66
28.	Ratios des actifs productifs	67
29.	Respect des normes de suffisance de fonds propres (au 30 septembre).....	70
30.	Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %).....	71
31.	Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2012	71
32.	Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre (en MG).....	71
33.	Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG).....	71
34.	Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés au 30 septembre 2012	72
35.	Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé au 30 septembre (MG)	74
36.	Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)	75
37.	Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre	75
38.	Rémunération moyenne des dépôts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %).....	76
39.	Rendement moyen des prêts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)	77
40.	Productivité par employé au 30 septembre (en milliers de gourdes et en %).....	78
41.	Ventilation du portefeuille au 30 septembre 2012 par intermédiaire financier (en dollars ÉU)	80
42.	Destruction, remplacement et émission de la monnaie	84
43.	Faux billets dollars ÉU retenus aux guichets de la BRH au cours de l'exercice 2012	85
44.	Faux billets gourdes retenus aux guichets de la BRH au cours de l'exercice 2012.....	86
45.	Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire en 2012 (en milliers d'unités)	86
46.	Nombre de chèques en dollars présentés et reçus par le système bancaire en milliers d'unités	87
47.	Résultat de la compensation par banque en MG	87
48.	Résultat de la compensation par mois en 2011-2012 (en MG).....	87
49.	Résultat de la compensation par banque en 2011-2012 (en M.ÉU)	88
50.	Résultat de la compensation par mois en 2011-2012 (en M.ÉU).....	88
51.	Dépenses du Trésor public enregistrées à la chambre de compensation en 2011-2012 (en MG)	88
52.	Activités de la compensation sur les opérations en gourdes (5 dernières années).....	89
53.	Activités de la compensation sur les opérations en dollars ÉU (5 dernières années)	89
54.	Dépenses du Trésor public au cours des cinq dernières années (en MG)	89
55.	Dépôts des banques commerciales au cours de l'exercice 2012 en MG	90
56.	Dépôts en millions de dollars ÉU des banques commerciales en 2011-2012	90
57.	Tirage des banques commerciales en 2011-2012 (MG)	91
58.	Tirage en milliers de dollars ÉU des banques commerciales en 2011-2012.....	91
59.	Chèques imprimés pour l'exercice 2011-2012	92
60.	Nombre de chèques traités en compensation à la BRH en 2012	92
61.	Chèques certifiés pour l'exercice 2011-2012	93
62.	Chèques retournés pour l'exercice 2011-2012	93
63.	Chèques reçus aux guichets pour l'exercice 2011-2012.....	94
64.	Quantité de dépôts reçus aux guichets de la BRH	95

65. Répartition par participants du nombre de messages échangés sur le système de paiement interbancaire haïtien pour les trois derniers exercices⁹⁵

GRAPHIQUES

1.	Évolution des prix des produits de base	18
2.	Évolution du produit intérieur brut réel	19
3.	Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion (en g.a. en %).....	22
4.	Évolution de l'inflation globale et de l'inflation alimentaire	23
5.	Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH de différentes maturités	26
6.	Composition de l'encours des bons BRH en 2012.....	27
7.	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes	27
8.	Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère	28
9.	Position moyenne de réserves en MG	28
10.	Les composantes de la base monétaire (milliards de gourdes).....	29
11.	Taux d'intérêt moyen pratiqué par les banques commerciales (opérations en gourdes).....	30
12.	Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollars ÉU)	31
13.	Évolution des agrégats monétaires	32
14.	Les contreparties de M3 (en milliards de gourdes).....	33
15.	Financement du déficit budgétaire (en millions de gourdes et en pourcentage du PIB)	34
16.	Projets et programmes par secteur.....	37
17.	Évolution du solde des transactions courantes (en millions de dollars ÉU).....	38
18.	Parts relatives des principales importations (en %)	40
19.	Parts relatives des principaux produits exportés (en %).....	41
20.	Réserves brutes en mois d'importations de biens et services	42
21.	Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (Moyenne mensuelle)	43
22.	Évolution des spreads bancaire et informel (Moyenne mensuelle)	44
23.	Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU).....	45
24.	Composition du portefeuille de la dette externe par type de devises (en %).....	46
25.	Répartition de la dette par secteur économique (en millions de dollars ÉU)	46
26.	Service de la dette par organisme (en millions de dollars ÉU)	47
27.	Évolution comparée des décaissements et des arriérés de paiement	48
28.	Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars ÉU)	48
29.	Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus (au 30 septembre).....	59
30.	Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG).....	64
31.	Croissance des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en MG)	65
32.	Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG).....	67
33.	Volume des achats et ventes de dollars ÉU (en millions de dollars ÉU).....	68
34.	Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres (au 30 septembre).....	69
35.	Évolution des fonds propres du système bancaire au 30 septembre (en MG)	70
36.	Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG)	72
37.	Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé le 30 septembre (en %).....	73
38.	Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) pour l'exercice terminé le 30 Septembre (en %).....	73
39.	Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)	74
40.	Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG).....	76
41.	Évolution du nombre d'employés du système bancaire (au 30 septembre)	77
42.	Évolution des intérêts versés sur Bons BRH au 30 septembre (en MG)	79
43.	Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars ÉU).....	82
44.	Composition des avoirs extérieurs	83
45.	Composition de l'encours et remplacement de billets.....	85

AVANT PROPOS

Conformément à son devoir de reddition de compte et aux missions qui lui sont confiées par la loi du 17 août 1979, le Conseil d'Administration de la Banque de la République d'Haïti (BRH) est heureux de soumettre au public le rapport annuel 2012.

Ce rapport s'adresse en particulier aux décideurs publics et privés, voulant s'informer de la politique monétaire mise en œuvre par la BRH pour préserver la stabilité macroéconomique et contribuer à la croissance. Il analyse le cadre macroéconomique et monétaire, rend compte des progrès réalisés au niveau du système des paiements et renseigne sur la performance et les activités de surveillance du système bancaire et des caisses populaires.

En 2012, la politique monétaire conduite par la BRH s'est déroulée dans un environnement international marqué par le maintien de la politique accommodante (Quantitative Easing) aux États-Unis, l'adoption de politiques budgétaires restrictives dans la Zone Euro et la résilience des pays émergents.

En effet, la Réserve Fédérale américaine a maintenu son taux directeur à un niveau proche de zéro tout en procédant au rachat des titres du Trésor et des titres adossés aux actifs hypothécaires des banques en vue de faire baisser les taux d'intérêt de long terme. De même, la Banque Centrale d'Angleterre (BoE) et la Banque Centrale Européenne (BCE) ont injecté des liquidités dans le système financier pour stimuler l'économie et prévenir la déflation dans un contexte où les mécanismes conventionnels de la politique monétaire sont apparus inadaptés selon les décideurs politiques.

Dans le même temps, certains gouvernements de la Zone Euro ont imprimé à leur politique budgétaire une orientation restrictive pour marquer leur détermination à faire face aux tensions financières provoquées par la crise de la dette souveraine.

Il en est résulté une reprise lente mais soutenue de l'activité aux États-Unis sans impact significatif sur l'emploi, une confirmation de la récession dans la Zone Euro et une faible progression de la demande de produits d'exportations en provenance des pays émergents et en développement.

Contrairement à la situation qui a prévalu en 2011, les pressions inflationnistes observées dans l'économie haïtienne en fin d'exercice n'ont pas résulté de la hausse des prix des produits pétroliers et céréaliers, lesquels ont globalement ralenti. En effet, l'indice des prix du pétrole a suivi une évolution modérée en 2012. De son côté, l'indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) a globalement reculé, grâce à la relative stabilité des prix du riz et à la chute des prix de certains autres produits de grande consommation mondiale comme le sucre et les produits laitiers.

Les risques géopolitiques ont continué de peser sur l'offre de produits pétroliers, tandis que la volatilité des marchés s'est atténuée en 2012. La dégradation des perspectives de reprise de la demande mondiale a permis de garder une relative stabilité des prix des matières premières, mais ceux du maïs ont été affectés par la sécheresse observée chez le premier producteur mondial : les États-Unis d'Amérique.

Sur le plan local, la politique économique a été mise en œuvre dans un environnement politique plus stable qu'en 2011. L'installation de nouveaux dirigeants politiques lançait le signal d'une transition démocratique tournée vers l'apaisement social, la priorité aux grands chantiers économiques et le renforcement des institutions garantes du bon fonctionnement de l'État.

Cependant, les retards enregistrés dans l'aboutissement des négociations politiques devant conduire à la ratification d'un nouveau premier ministre ont eu un impact négatif sur la performance attendue de l'économie. Ces derniers ont contribué à nourrir l'attentisme de certains investisseurs et à alimenter les anticipations pessimistes des agents économiques dans un contexte où la capacité d'absorption du secteur public reste limitée. Ceci a eu pour conséquence un faible taux d'exécution des dépenses publiques autonomes par rapport aux prévisions et une aide externe réduite à 27 millions de dollars ÉU en appui au budget. À cela, se sont ajoutées la perte d'une bonne partie de la récolte du printemps estimée à 60 % de la production agricole et les pertes en capital consécutives au passage de la tempête tropicale Isaac.

De ce fait, l'exercice 2011-2012 s'est terminé avec un taux de croissance de 2,9 % du PIB contre une projection initiale de 4,5 %. Cette baisse de performance, mise en relation avec le taux d'accroissement de la population (1,3 %), se traduit par une baisse du PIB par habitant par rapport aux résultats de 2011¹.

L'analyse des composantes de l'offre globale indique d'une part que le PIB a atteint un taux de croissance supérieur à la moyenne des cinq dernières années et d'autre part que les importations en volume ont diminué de 6,5 % tout en restant au-dessus de leur niveau d'avant 2010. Du côté de la demande globale, on a observé que le taux de croissance de la consommation a reculé de 5,7 % par rapport à l'exercice précédent pour revenir approximativement à son niveau d'avant 2010. Les taux de croissance de l'investissement et des exportations ont poursuivi leur progression pour atteindre 6 % et 3,5 % respectivement.

Au niveau des différents secteurs de l'économie, l'« Électricité, gaz et eau » (15,9 %), les « Industries manufacturières » (7 %), les « Bâtiments et Travaux Publics » (5,3 %), les « Transports et Communications » (4,93 %) et le « Commerce, les Restaurants et les Hôtels » (3,7 %) sont les branches d'activité qui ont eu la plus forte croissance. La branche « Agriculture, Sylviculture, Élevage et Pêche » qui compte pour 25,06 % du PIB, a subi les conséquences de la sécheresse au printemps 2012 et du cyclone Isaac vers la fin de l'exercice et chuté de 2,2 %. Par ailleurs, il faut signaler que la branche « Électricité et Eau » a affiché sa plus forte progression durant les cinq dernières années, mais représente moins de 1 % du PIB.

Dans le domaine des finances publiques, la poursuite de la lutte contre la contrebande et le renforcement des structures administratives ont permis de maintenir les recettes douanières stables malgré la baisse des importations. La hausse de 15,6 % des recettes internes n'a toutefois pas suffi pour augmenter la pression fiscale.

Quant aux dépenses publiques, elles se sont accrues par rapport à 2011, mais elles restent inférieures aux prévisions du programme de la Facilité Élargie de crédit (FEC)². Les dépenses d'investissement ont souffert du retard dans le démarrage des grands travaux de reconstruction. Quoiqu'en hausse de 6 % par rapport à 2011, elles n'ont pas

1 Selon les données du CEPAL.

2 Programme triennal d'un montant de 40 millions de DTS (environ 60 millions de dollars ÉU) signé en 2010 entre les autorités haïtiennes et le FMI en vue d'aider à la reconstruction du pays ainsi qu'à sa croissance économique.

eu l'impact souhaité parce qu'elles ne se sont accélérées qu'au cours du dernier trimestre de l'exercice.

Le ralentissement du rythme de progression des dépenses et la stabilité des recettes ont favorisé l'amélioration des comptes publics, permettant ainsi à l'État de terminer l'exercice avec une baisse des créances de la BRH sur l'administration centrale. Ce résultat est aussi une conséquence de la remise de dette octroyée au pays pour aider les autorités dans leurs efforts de reconstruction.

En 2012, fort de cette situation, la BRH s'est surtout attachée à conserver les acquis de la stabilité monétaire et à renforcer la stabilité du système bancaire.

La stabilité monétaire interne a été préservée dans la mesure où la croissance de la masse monétaire est restée proche de celle du PIB nominal. Les prix ont progressé en moyenne mensuelle de 0,5 % et le taux d'inflation a été ramené de 10,4 % en septembre 2011 à 6,5 % en septembre 2012. Cette évolution résulte fondamentalement d'une politique de stabilisation du cadre macroéconomique initiée en 2004 et s'inscrivant dans la cohérence formelle de deux programmes triennaux (Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance – FRPC/2006-2009) et (FEC/2009-2012) excluant notamment le recours au financement systématique du déficit public par la BRH. Deux autres facteurs y ont aussi contribué : l'accroissement modéré de l'indice des prix des produits importés et les subventions des produits pétroliers à la pompe par le gouvernement haïtien.

Le ralentissement du rythme de progression de l'inflation a favorisé le maintien des taux d'intérêt sur les bons BRH à leurs plus bas niveaux depuis 2011, c'est-à-dire 1 %, 2 % et 3 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement. Cela a eu un impact positif sur l'évolution des taux d'intérêt sur les prêts en gourdes dont l'encours au secteur privé a crû de 35 % environ en 2012. Le taux de refinancement de la BRH a été gardé à 7 % pour encourager les banques à pratiquer entre elles des taux proches de ceux des bons BRH.

L'offre de devises a été principalement alimentée par les transferts privés sans contrepartie, les fonds Petrocaribe et la remise de dette du FMI dans le cadre du « Post Catastrophe Debt Relief ». Cependant, les transferts publics (27 millions de dollars ÉU en 2012 au titre de l'aide en appui au budget de l'État contre une promesse initiale de 114 millions) et les transferts privés sans contrepartie (2 % de croissance en 2012) ont ralenti, alors que la demande de devises a continué de progresser à un rythme très soutenu.

Face à la dépréciation de la gourde liée principalement au repli des transferts publics, la BRH a pris, outre les interventions de routine et d'orientation sur le marché des changes, la décision d'introduire les swaps de devises pour alimenter l'offre de dollars et éviter une diminution des réserves nettes de change.

Ces mesures ont créé de nouvelles conditions de promotion du crédit en gourdes et permis de lisser les fluctuations indésirables du taux de change, sans entraîner une déperdition à court terme des réserves de change. Elles ont été facilitées par le ralentissement de l'inflation, la réduction du déficit du compte courant, l'amélioration de la situation des finances publiques et l'évolution contenue des agrégats monétaires.

Les résultats ont été concluants dans la mesure où l'économie a observé en fin d'exercice une hausse de 29,78 % du crédit au secteur privé dont 58 % proviennent de ceux accordés en gourdes. Le crédit au secteur public non financier et les autres agrégats monétaires ont évolué en deçà des niveaux plafonds fixés dans le programme économique et financier du gouvernement au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC). Malgré, ses interventions sur le marché des changes, la BRH a pu terminer l'exercice avec un volant de réserves internationales nettes de 1,3 milliard de dollars ÉU, soit 400 millions de dollars de plus que le niveau plancher prévu.

La promotion du crédit au secteur privé a été réalisée dans un cadre macroprudentiel sain comme l'attestent les principaux indicateurs financiers retenus pour la surveillance bancaire fondés sur les critères de Bâle I. Les banques sont bien capitalisées avec un ratio

(Fonds propres réglementaires/Actifs pondérés en fonction du risque) supérieur au taux réglementaire. Le taux des improductifs a été ramené à 2,42 % contre 3,69 % en 2011 et le risque de dégradation des fonds propres lié à l'expansion du crédit a été couvert à hauteur de 96 % contre 93 % un an auparavant. La rentabilité du système a été renforcée avec un bénéfice en hausse de 11,5 % et un coefficient de rendement des actifs (ROA) de 1,38 %, soit 0,4 point de plus par rapport à 2011.

S'agissant de son rôle ayant rapport avec l'efficacité et le développement du système des paiements, la BRH a continué ses travaux de modernisation et de surveillance du système des paiements et d'information bancaire du pays. En effet, elle a révisé des circulaires relatives à la compensation des chèques. De même, des modifications ont été apportées aux circulaires sur les chèques sans provision, aux normes sur le fonctionnement de la Chambre de compensation et aux règles de fonctionnement pour la compensation électronique des chèques. La BRH a également mis en place une circulaire sur les cartes de crédit en interdisant les transactions en dollars sur le territoire national afin de limiter l'expansion de la dollarisation de l'économie et faciliter la progression du crédit en gourdes.

Au-delà de ces résultats encourageants, la BRH, en accord avec le Ministère de l'Économie et des Finances et ses partenaires internationaux s'est engagée à renforcer la politique monétaire à travers des mesures structurelles visant à promouvoir le crédit-bail comme outil de financement des petites et moyennes entreprises. Elle entend profiter de la baisse du taux de base bancaire pour favoriser l'accès le plus largement possible au crédit tout en restant attachée à la stabilité des prix. Compte tenu de l'évolution du rôle des banques centrales, elle demeure convaincue que l'approfondissement du système de surveillance macroprudentielle et l'évaluation continue du système financier sont les conditions essentielles de la maîtrise des risques de crédit, opérationnels et de marché auxquels l'économie haïtienne reste exposée.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Castel', with a stylized flourish at the end.

Charles Castel
Gouverneur

A.- L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2012

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL EN 2012

En 2012, la reprise de l'économie mondiale s'est poursuivie, mais son rythme de progression a été freiné par la mise en œuvre des politiques budgétaires plus restrictives, la perception d'un système financier fragile et vulnérable aux effets de contagion et les anticipations liées au sentiment général d'incertitude par rapport à l'avenir. De 3,9 % en 2011, la croissance mondiale est passée à 3,2 % en 2012. Parmi les économies avancées, l'économie américaine est la seule à avoir enregistré un rythme de croissance du PIB supérieur à celui de 2011. La performance de l'économie mondiale a été insuffisante pour faire baisser le chômage de manière significative aux États-Unis, dans la Zone Euro et dans le reste du monde.

Alors que le rééquilibrage budgétaire est apparu nécessaire pour permettre aux États, en proie à la crise de la dette souveraine, d'emprunter à des taux raisonnables, il a contribué à ralentir la demande dans une conjoncture où il existe un consensus sur le fait que les multiplicateurs budgétaires sont plus élevés qu'en temps normal¹. Autrement dit, les effets négatifs de l'austérité budgétaire sur le PIB ont provoqué une réduction du revenu global plus importante que l'épargne qui devait résulter de l'ajustement.

La faiblesse de la croissance, notamment en Europe, a aggravé la situation des banques déjà fragiles, portant celles-ci à maintenir des conditions restrictives d'emprunt. Les tensions sur les taux d'intérêt ont alimenté un climat d'incertitude autour des perspectives d'amélioration de croissance dans la Zone Euro.

En dépit des mesures prises par les dirigeants européens au niveau de l'Euro Système, les doutes ont persisté sur leur capacité à maîtriser la crise de l'euro et à faire face à un éventuel épisode de contagion aux économies comme la France et l'Allemagne, suite aux difficultés observées dans l'exécution du plan de sauvetage financier de la Grèce. Parallèlement à ces problèmes, il y avait d'autres préoccupations nées des désaccords persistants entre les décideurs américains sur la consolidation budgétaire et le plafond de la dette aux États-Unis.

Ces développements ont été à l'origine d'une certaine volatilité des flux de capitaux avec des conséquences plus ou moins sur les échanges entre les économies avancées et les pays émergents et en développement. Le ralentissement de l'économie mondiale s'est ainsi répercuté sur les pays émergents de l'Asie et de l'Amérique latine à travers la baisse de leurs exportations. Conséquemment, le PIB des pays classés dans la catégorie des «Eagles» est passé de 6,6 % en 2011 à 5,1 % en 2012 et celui de l'Amérique Latine a atteint 2,8 % en 2012 contre 4,3 % en 2011². Le fléchissement de la croissance a donc été observé dans les trois plus grandes économies émergentes : la Chine, l'Inde et le Brésil.

L'atonie de l'économie mondiale a constitué un handicap majeur dans la lutte contre le chômage. Une amélioration a été observée dans certains pays émergents d'Asie et d'Amérique latine, mais dans l'ensemble de la zone euro, la situation de l'emploi s'est continuellement détériorée. Le taux de chômage a atteint un niveau record de 11,7 % au quatrième trimestre, contre 11,5 % au troisième trimestre 2012. Aux États-Unis, malgré le bon résultat obtenu en fin d'année (7,8 %), le taux de chômage s'est élevé à 8,3 % en moyenne sur l'exercice fiscal, un niveau bien supérieur à celui qui prévalait avant la crise de 2008.

La faiblesse de la demande mondiale a entraîné une évolution mitigée des cours des produits de base, notamment ceux des produits alimentaires qui ont connu une baisse au cours des trois premiers trimestres de l'exercice. Toutefois, une légère hausse des prix des produits alimentaires a été observée à la fin de l'exercice sous l'effet de la sécheresse qui a prévalu aux États-Unis au printemps de 2012. L'indice FAO des prix des produits alimentaires est passé de 214,4 points en octobre 2011 à 212 points en moyenne en novembre pour terminer l'exercice à 209 points³. Ce résultat est consécutif à la contraction des prix du blé et du riz qui ont plus que compensé la hausse des prix du maïs.

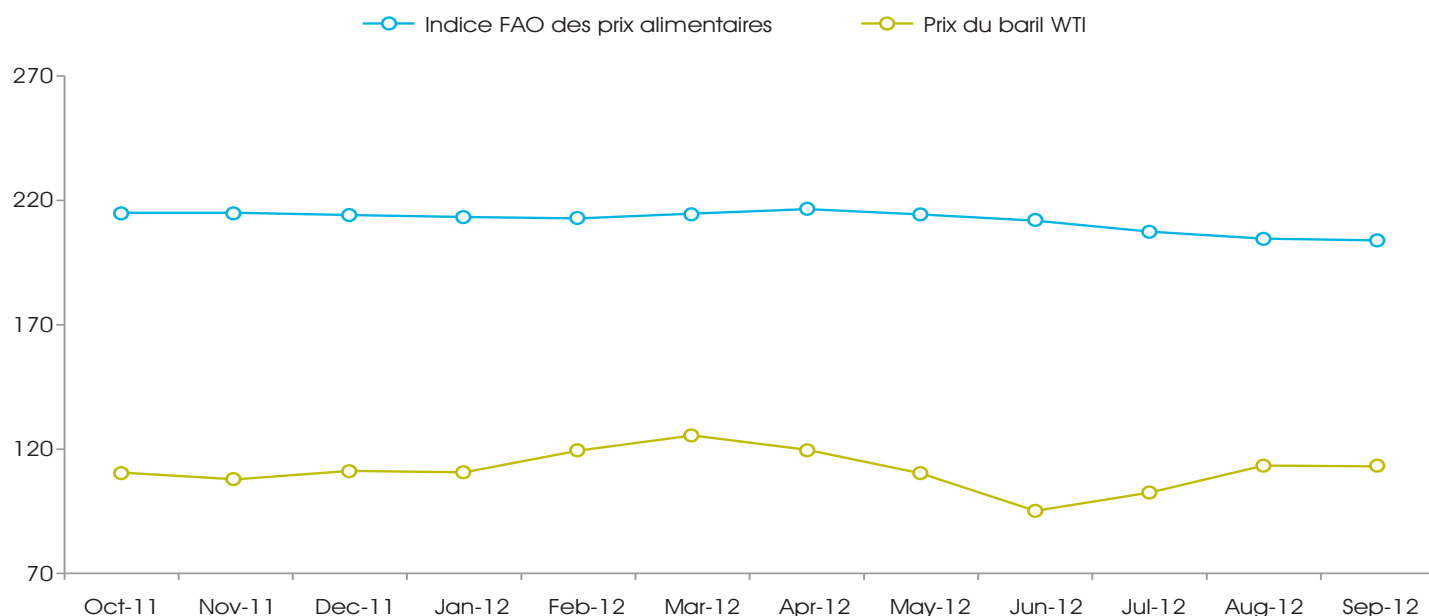
Quant aux cours des produits pétroliers, ils ont évolué de façon erratique en raison non seulement de la baisse de la demande mondiale, mais aussi des tensions géopolitiques au Moyen-Orient ayant influencé l'évolution de l'offre mondiale. Le prix du baril du pétrole Brent a été fixé à 109,4; 124,93; 113,38 dollars ÉU respectivement en octobre 2011, en mars et en septembre 2012. Cette évolution mitigée des prix des produits de base avec une tendance marquée vers la baisse a conduit à une évolution modérée de l'inflation aux États-Unis, dans la Zone Euro et dans la plupart des pays émergents.

1 Le multiplicateur budgétaire mesure les effets de la politique budgétaire sur les niveaux de la production. Il est défini par la variation du PIB consécutive à une variation discrétionnaire du déficit public après avoir isolé la part cyclique des stabilisateurs automatiques. Il est donné par la formule : $\Delta \text{PIB} / (\Delta G^* - \Delta T^*)$.

2 Ce terme renvoie aux pays suivants : Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Corée du Sud, Mexique, Russie, Taïwan et Turquie.

3 L'indice des prix des produits alimentaires (Food Price Index) calculé par la FAO (Food and Agriculture Organization) est une mesure de la variation mensuelle des prix internationaux d'un panier de produits de base. Il se compose d'une moyenne d'indices de prix d'un groupe de cinq produits de base (représentant 55 cotations) pondérée par la moyenne des parts d'exportations de chacun des groupes pour la période 2002-2004.

Graphique 1. Évolution des prix des produits de base



C'est dans ce contexte de lenteur de la reprise économique mondiale et de progression modérée de l'inflation que les banques centrales ont adopté une politique monétaire très accommodante dans les principaux pays avancés. Les taux d'intérêt réels sont aussi restés faibles dans de nombreux pays émergents et en développement, et plusieurs pays ont abaissé leurs taux directeurs au cours des trois (3) derniers mois de l'exercice. Aux États-Unis, les taux directeurs ont été gardés à leur niveau de décembre 2008, soit dans une fourchette de 0 % et 0,25 %. Le Federal Open Market Committee (FOMC) de la Réserve Fédérale américaine (Fed), équivalent du Comité de la Politique Monétaire à la BRH, a réitéré tout au long de l'année 2012 sa volonté de maintenir ces taux inchangés jusqu'en 2014. En Zone Euro, le taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) a atteint son plus bas niveau historique à 0,75 % en juillet 2012. En République Dominicaine, les taux ont été ramenés à 5 % en août 2012.

L'amélioration récente de l'activité économique américaine et le maintien de la politique monétaire accommodante de la Fed sont des facteurs positifs pour l'économie haïtienne en général et pour la conduite de la politique monétaire en particulier. Cependant, les désaccords persistants entre l'Administration Obama et le congrès américain sur le précipice fiscal (Fiscal Cliff⁴) et les révisions à la baisse des prévisions de croissance pour l'année 2013 devraient porter les Autorités Monétaires haïtiennes à rester prudentes compte tenu de la vulnérabilité de notre économie aux chocs exogènes.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL EN 2012

I.- LE SECTEUR RÉEL EN 2012

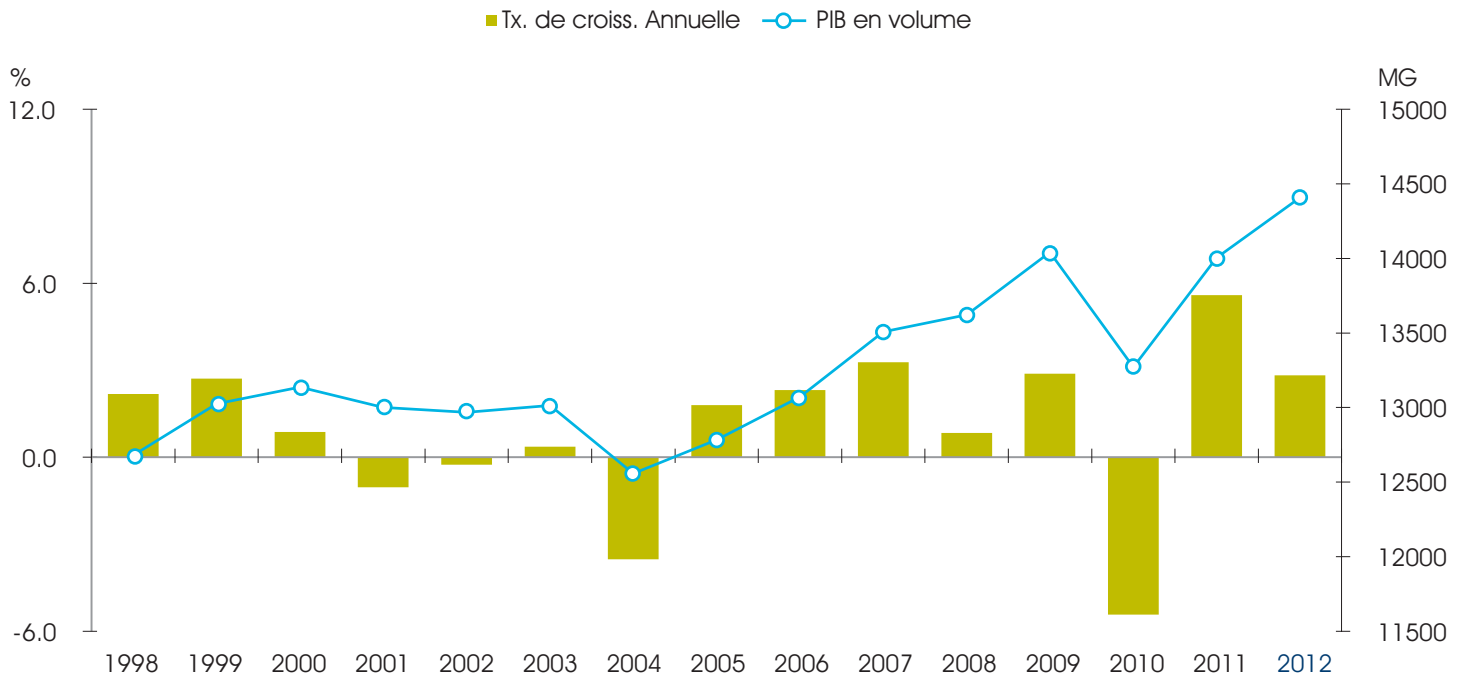
Selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), la reprise de l'économie haïtienne après le séisme de 2010 s'est poursuivie avec une croissance du PIB réel de 2,9 % contre 5,6 % en 2011 et -5,4 % en 2010. En s'élevant à 14 391 millions de gourdes en 2012, le PIB en volume a toutefois dépassé son niveau de 2009, qui était de 14 014 millions de gourdes, à son tour, supérieur à celui de 2011 (13 996 millions de gourdes). Ce regain d'impulsion de l'activité économique est surtout imputable au dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire. De son côté, le secteur primaire a été affecté par une série de chocs climatiques qui ont sévèrement réduit sa valeur ajoutée et restreint sa contribution à la croissance de l'activité économique en 2012.

Cependant, il convient de mentionner que ce taux de croissance réalisé en 2012 est de loin inférieur aux objectifs fixés par les Autorités Monétaires en début d'exercice dans le cadre du programme économique et financier. En effet, tenant compte des bonnes perspectives de relance du secteur de la construction avec notamment le lancement des grands chantiers de reconstruction, il était prévu en début d'exercice un taux de croissance de 7,8 % pour 2012. Les retards observés au niveau des dépenses d'investissement public ont contraint les autorités économiques et financières à réviser à la baisse cet objectif

4 Le « Fiscal Cliff » réfère aux changements prévus dans la loi sur le budget aux États-Unis devant entrer en application le 31 décembre 2012 et prévoyant des hausses d'impôts et une réduction automatique des dépenses dans le contexte d'une faible reprise de l'économie, c'est-à-dire des mesures restrictives susceptibles de réduire le revenu des ménages, d'accroître le taux de chômage et de miner la confiance des consommateurs et des investisseurs. Ces changements devaient pourtant permettre de réduire le déficit budgétaire américain.

de croissance à 4,5 % au cours du mois d'avril 2012. En dépit de tout, ce taux de croissance n'a pas pu être atteint en fin d'exercice compte tenu de la contre performance du secteur agricole durant la deuxième moitié de l'exercice et des facteurs susmentionnés.

Graphique 2. Évolution du produit intérieur brut réel



L'activité économique au cours de l'exercice 2012 s'est déroulée dans un contexte national difficile marqué par des moments d'incertitude politique et des aléas climatiques ayant des impacts négatifs sur la performance de l'économie.

Après une longue période de négociations politiques consécutive à la prestation de serment du nouveau président en mai 2011, un nouveau gouvernement a été installé en octobre 2011. La prise de fonction de ce dernier a mis fin à un vide gouvernemental qui aurait été préjudiciable au lancement des activités de reconstruction du pays, lesquelles devaient favoriser la dynamique de la croissance économique haïtienne. Cependant, la démission du chef du gouvernement survenue en février 2012, quatre mois après sa prise de fonction, et la ratification tardive du prochain gouvernement en mai 2012 ont renforcé les incertitudes de l'environnement socio-économique et par conséquent entravé le bon déroulement de l'activité économique. Ainsi, des retards considérables ont été accumulés dans l'exécution des dépenses publiques et un écart a été enregistré entre les promesses d'aide en appui budgétaire et les décaissements effectués. De même, la capacité d'absorption du pays a été affectée par la lenteur et la complexité des procédures de passation de marchés.

L'ensemble de ces problèmes, combinés à d'autres difficultés liées au cadastre et à la propriété foncière, ont réduit les possibilités de raffermissement de la croissance de l'économie dont le principal moteur serait encore, comme en 2011, le secteur de la construction.

Par ailleurs, une période de sécheresse a sévi dans plusieurs régions agricoles du pays au cours du printemps. Cette situation a affecté les activités de cette saison agricole avec comme effets immédiats une diminution de la superficie emblavée et une baisse des récoltes de la campagne de printemps dans ces régions, lesquelles représentent 60 % de la production agricole du pays en temps normal. De plus, à la fin du mois d'août 2012, le passage de la tempête tropicale Isaac a causé des dégâts considérables dans le secteur agricole en termes de pertes de récoltes et de destruction des infrastructures de base.

En ce qui a trait à la demande globale, l'analyse des composantes du PIB a fait ressortir les investissements et les exportations comme les principales sources de croissance en 2012, tandis que la consommation a chuté de 5,7 %, l'investissement global en volume de son côté a augmenté de 6 %. Les exportations globales à prix constant ont crû de 3,46 %, après avoir connu une hausse considérable de 18,01 % en 2011.

I.1- VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2012

La croissance économique enregistrée en 2012 découle du dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire qui ont crû de 6,5 % et 3,5 % respectivement. En revanche, le secteur primaire a affiché un repli de 2,2 % contre une hausse de 1,1 % en 2011. Cette contre performance du secteur primaire reflète essentiellement celle de la branche « Agriculture, Élevage, Pêche » qui représente à elle seule près de 99 % de ce secteur. La hausse constatée au niveau du secteur secondaire est imputable à l'augmentation de la valeur ajoutée de toutes ses branches, tandis que celle du secteur tertiaire est essentiellement liée à la croissance des branches « Commerce, Restaurants et Hôtels » et « Transports et Communications ».

SECTEUR PRIMAIRE

Au cours de l'exercice 2011-2012, le secteur primaire a encore perdu de son importance, comme en témoigne le ralentissement de sa croissance (-2,2 % contre 1,1 % en 2011). En effet, le secteur agricole qui reste le pilier du secteur primaire au cours de l'année 2012 a été frappé par une série d'aléas climatiques caractérisés par deux périodes de sécheresse (mai-juin et août-septembre) et le passage de l'ouragan Isaac. Ces chocs ont causé des dégâts énormes, paralysé les campagnes agricoles de printemps et d'automne et entraîné d'importantes pertes de cultures notamment dans le Sud-Est et l'Ouest. De ce fait, le poids relatif du secteur dans le PIB a diminué de plus d'un point de pourcentage, passant de 23,89 % en 2011 à 22,73 % en 2012.

Dès le début du mois de mai 2012, Haïti a fait face à une diminution de la pluviométrie qui a paralysé l'activité agricole. Cette sécheresse généralisée a surtout touché les régions agricoles du pays. Cette baisse des précipitations a, entre autres, réduit de plus de 40 % la récolte de maïs (la deuxième céréale la plus consommée par la population haïtienne après le riz) par rapport à une année normale. Par ailleurs, à la fin du mois d'août 2012, la production agricole a été fortement touchée par la tempête Isaac qui a causé plus de 254 millions de dollars ÉU de pertes de diverses cultures notamment les bananeraies, les tubercules et haricots ainsi que les arbres fruitiers selon les informations fournies par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA).

D'après les données de l'IHSI, la valeur ajoutée des industries extractives n'a pas bougé en 2012, elle s'est stabilisée à 18 MG. Parallèlement, son poids dans la formation du PIB réel est resté pratiquement inchangé d'une année à l'autre (0,13 % en 2012, 2011, 2010 contre 0,12 % en 2009).

SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire a connu un ralentissement significatif de son rythme de croissance en 2012 qui a été réduit de moitié, en passant de 13,5 % à 6,5 %. Cette baisse de performance reflète celle de toutes ses branches.

Les industries manufacturières ont connu une croissance de 7,1 %, soit moins de 11 points de pourcentage par rapport à 2011. L'évolution haussière de cette branche d'activité est imputable aux retombées positives de la loi Help votée par le Congrès des États-Unis après le séisme du 12 janvier 2010. Toutefois, la performance de cette branche aurait été meilleure s'il n'y avait pas eu dans plusieurs villes américaines au quatrième trimestre, la grève des syndicats de la grande chaîne de magasins Wal-Mart, l'un des plus grands donneurs d'ordre (importateurs) dans l'industrie de produits textiles haïtiens.

La branche « Électricité, Gaz et Eau » a enregistré un taux de croissance de 15,9 % en 2012 contre 27,5 % en 2011 et 1,5 % en 2010. Quant au sous-secteur des « Bâtiments et Travaux Publics », il a maintenu quand même son dynamisme en affichant un taux de croissance de 5,3 % en 2012 contre 9,2 % l'année précédente. Cependant, il est à rappeler que cette branche aurait dû être le fer de lance de la croissance en 2012, puisque les projections de croissance de 7,8 % pour 2012 réalisées au début de l'exercice étaient basées sur l'hypothèse du lancement des grands chantiers de la reconstruction du pays.

SECTEUR TERTIAIRE

Constituant près de 51 % du PIB, le secteur tertiaire représente le secteur le plus important de l'économie haïtienne. Il a affiché un ralentissement significatif de son rythme de croissance en 2012, soit 3,5 % contre 5,2 % un an plus tôt. Si les branches « Commerce, Restaurants et Hôtels » et « Services non marchands » ont connu une diminution de leur rythme de progression, la branche « Autres services marchands » a relativement accéléré au cours de l'exercice.

L'activité du sous-secteur « Commerce, Restaurants et Hôtels », principale composante du secteur tertiaire, a ralenti en 2012. En effet, cette branche d'activité, qui a une forte contribution à la valeur ajoutée globale a seulement crû de 3,7 % en 2012 contre une hausse de 4,6 % en 2011.

La reprise du sous-secteur «Transports et Communications» a été confirmée par un taux de croissance de 4,9 % en 2012 suite à son redressement de 7,4 % en 2011. Le transport terrestre comme le transport aérien a maintenu son dynamisme en 2012. Le premier, grand créateur d'emplois, demeure très robuste à cause de la forte demande de services par rapport à l'offre, d'autant plus qu'il a bénéficié de la stabilité des prix des produits pétroliers à la pompe durant tout l'exercice. Quant au second, les résultats enregistrés montrent que cette branche est en pleine expansion. En effet, ses activités accusent un taux de croissance de plus de 15 % en 2012, comme l'attestent les flux croissants de visiteurs étrangers et d'haïtiens de la diaspora qui rentrent au pays, pour des raisons personnelles, professionnelles, touristiques ou humanitaires.

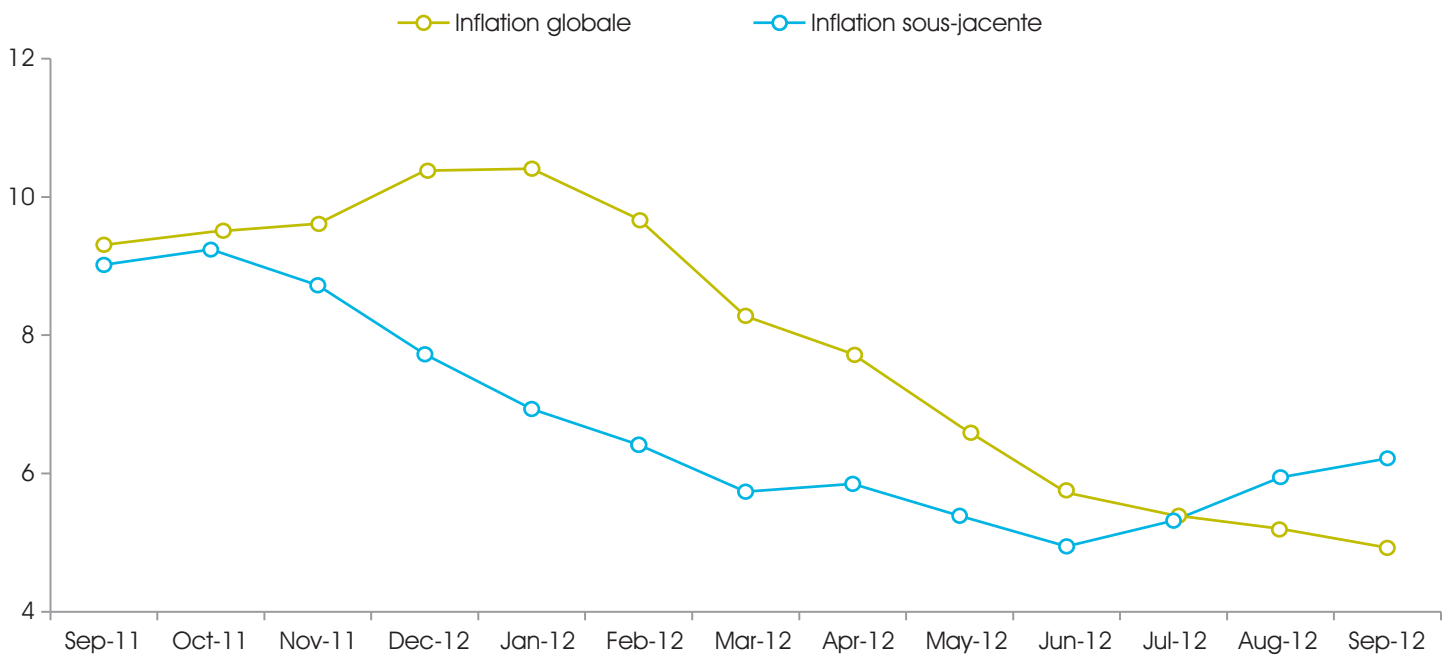
La branche des Télécommunications, toujours tirée par le dynamisme soutenu de l'activité des opérateurs de la téléphonie mobile s'est très bien comportée en dépit de certaines transformations opérées dans cette industrie au cours de cet exercice. En effet, les deux plus grands opérateurs de la téléphonie mobile en Haïti se sont fusionnés alors qu'une autre compagnie concurrente a complètement suspendu ses services en 2012.

I.2- ÉVOLUTION DES PRIX À LA CONSOMMATION EN 2012

L'exercice fiscal 2012 a été caractérisé par le ralentissement de l'inflation dans l'économie haïtienne après une année d'intensification des pressions inflationnistes. En effet, en septembre 2012, l'inflation mesurée par la variation annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'est établie à 6,5 %, soit une décélération de 3,9 points de pourcentage par rapport à septembre 2011. L'analyse de l'évolution du niveau général des prix au cours de cet exercice a révélé deux situations contrastées : la première indique une décélération de l'inflation au cours de la période d'octobre 2011 à juin 2012, tandis que la seconde présente une hausse de l'inflation de juillet à septembre 2012. En effet, de son niveau d'octobre 2011 (10,4 %), le taux d'inflation s'est replié à 8,3 % en décembre 2011, à 5,7 % en mars 2012 et à 4,9 % en juin 2012. Cependant, le dernier trimestre a été caractérisé par un renversement de tendance : l'inflation a atteint 5,3 % en juillet, 6,1 % en août pour atteindre 6,5 % en septembre 2012. Ce taux d'inflation enregistré en fin d'exercice a dépassé de 0,5 point de pourcentage l'objectif d'inflation de 6 % visé dans le cadre du programme économique et financier du gouvernement haïtien pour l'exercice fiscal 2011-2012.

L'inflation sous-jacente a suivi la même évolution que l'inflation globale pendant l'exercice. Son rythme d'accroissement s'est progressivement affaibli au cours des neuf premiers mois de l'exercice en s'inscrivant à 9,24 % en octobre 2011, 7,72 % en décembre 2011, 5,74 % en mars 2012 et 4,95 % en juin 2012. De plus, elle a adopté le même comportement à la hausse que l'inflation globale au cours du quatrième trimestre en s'affichant à 5,32 % en juillet 2012, 5,95 % en août 2012 et 6,2 % en septembre 2012. Il est important de souligner que l'inflation sous-jacente a évolué en-dessous de l'inflation globale au cours des mois d'octobre 2011 à février 2012 et de juillet à septembre 2012. Ces mouvements démontrent clairement que ce sont les principales composantes volatiles de l'indice des prix à la consommation (Alimentation et autres postes contenant des produits dont les prix sont volatils) qui sont surtout responsables de l'évolution de l'inflation en Haïti en 2012. Il convient de noter que l'inflation sous-jacente reflète la tendance fondamentale des prix en faisant abstraction des perturbations résultant des chocs d'offre temporaires. Elle renvoie surtout à la hausse des prix susceptible d'être influencée par la politique monétaire.

Graphique 3. Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion (en g.a. en %)



Par ailleurs, la tendance à la baisse observée pour l'inflation de base ou sous-jacente, a été la conséquence directe du mouvement de ralentissement dans leur rythme de croissance de presque toutes les fonctions de consommation composant l'IPC.

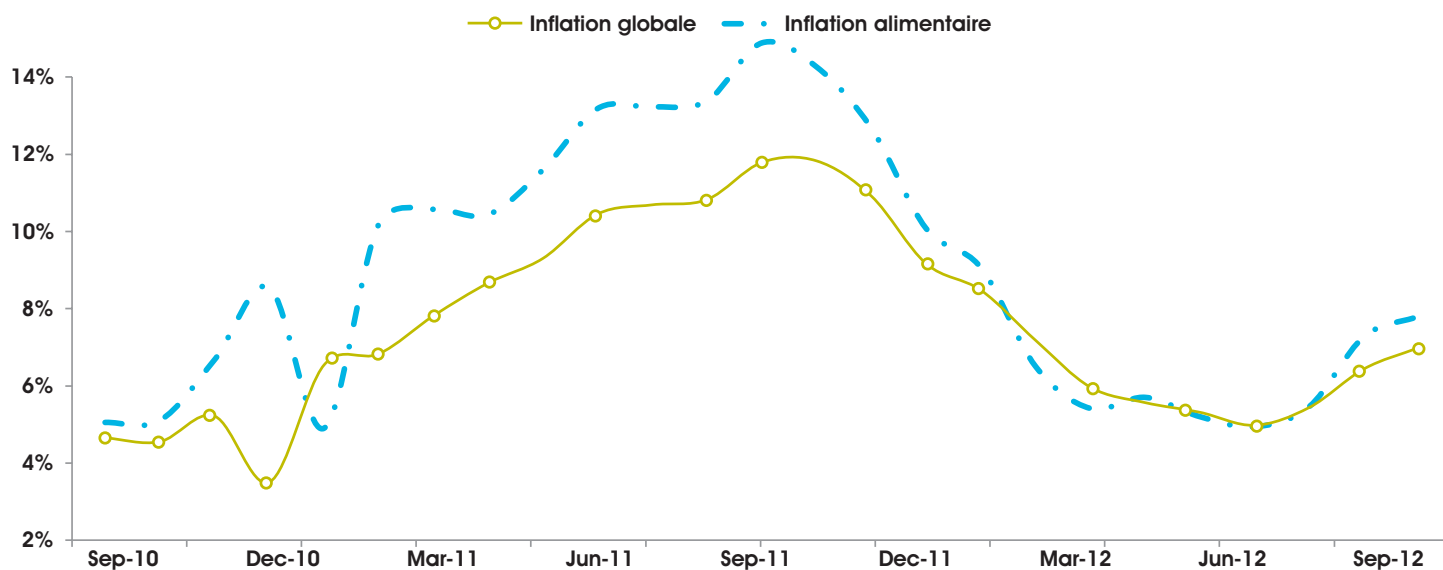
La décélération du rythme de progression du niveau général des prix s'est manifestée dans toutes les composantes de l'IPC à l'exception du poste « Loisirs, spectacles, enseignement et culture » dont l'indice a affiché une hausse de 4,1 points de pourcentage à 6,6 % en septembre 2012, due notamment aux dépenses réalisées pour la rentrée des classes. Le taux de croissance de l'indice de la fonction « Alimentation, boissons et tabac » dont la contribution à l'indice général représente 50,3 %, est passé de 12,9 % en 2011 à 7,2 % en 2012 ; celui de la fonction « Loyer du logement, énergie et eau » a décéléré pour s'établir à 6,6 % en 2012 contre 13,2 % un an auparavant ; celui de la fonction « Transport » dont le poids dans l'indice général représente 13,74 % est passé de 5,5 % à 3,6 % ; celui de la fonction « Autres biens et Services » a fini l'exercice 2012 à 5,5 %, perdant ainsi 3 points de pourcentage par rapport à septembre 2011.

La remontée de l'inflation au cours du quatrième trimestre est la résultante d'une combinaison de deux faits. En effet, au cours de cette période, on a observé une augmentation des prix de la fonction de consommation « Alimentation, boissons et tabac ». De fait, le taux de variation mensuelle des prix de cette fonction de consommation a gagné 110 points de base entre juillet et août 2012 en se portant à 1,3 %. Cette situation découle de la hausse des prix de la plupart des produits de première nécessité à forte consommation: riz (+1,2 %), maïs (+2,9 %), pain (+3,7 %), banane (+2,3 %), pois vert (+3,5 %), etc. L'augmentation des prix des produits alimentaires en août 2012 est la conséquence des pertes de cultures causées par la sécheresse de printemps provoquant ainsi une baisse de l'offre alimentaire locale conjuguée aux dégâts considérables dans le secteur agricole occasionnés par le passage de l'ouragan Isaac. Il est important de mentionner que l'indice FAO des prix alimentaires qui permet de suivre l'évolution des prix des produits alimentaires sur le marché international était demeuré stable à 213 points en août 2012 par rapport à juillet de la même année. De plus, cet indice s'est orienté à la baisse au cours de la période sous revue en tombant à 215,8 en septembre 2012 contre 225,1 un an plus tôt en dépit de la sécheresse qui a durement affecté le secteur agricole américain pendant la saison d'été.

L'inflation mensuelle a évolué en dents de scie dans une fourchette allant de 0,2 % en novembre 2011 à 1,1 % en septembre 2012. Le taux d'inflation mensuel moyen pour l'année s'est établi à 0,54 % en 2012 contre 0,83 % pour l'exercice précédent.

En variation trimestrielle, la tendance baissière de l'inflation a été observée durant les trois premiers trimestres et s'est renversée au cours du quatrième trimestre quoique le niveau de l'inflation au quatrième trimestre soit de loin inférieur à celui enregistré au premier. En effet, l'indice des prix à la consommation a, en moyenne, progressé de 9,46 % au premier trimestre, 6,7 % au deuxième, 5,16 % au troisième et 5,96 % au quatrième. Cette progression des pressions inflationnistes au quatrième trimestre est due, entre autres, au renchérissement des produits alimentaires à la suite du passage de l'ouragan Isaac à la fin du mois d'août 2012.

Graphique 4. Évolution de l'inflation Globale et de l'inflation alimentaire



L'analyse de l'évolution des prix selon l'origine des produits indique que les prix des produits importés et ceux des produits locaux ont évolué en tandem au cours de l'exercice 2012. En moyenne annuelle, le rythme de progression des prix a été de 7 % pour les produits locaux et de 6,10 % pour les produits importés. En évoluant à un rythme légèrement inférieur à celui des prix des produits locaux, les prix des produits importés ont joué un rôle important dans la décélération du rythme de progression de l'inflation en 2012.

Toutes les régions du pays ont enregistré une variation à la baisse de l'indice des prix à la consommation au cours de cet exercice comparativement à 2011. La moyenne de l'inflation mensuelle sur douze mois (octobre 2011 à septembre 2012) a baissé de 20 points de base dans les régions de l'Aire métropolitaine et le « Reste Ouest », de 40 points de base dans les régions Nord et Transversale et de 30 points de base dans la région Sud.

Un élément important qui a permis la désinflation en 2012 a été le respect des engagements pris par les autorités de renoncer au financement monétaire du déficit budgétaire de l'État conformément à ce qui était prévu dans le cadre du programme financier dénommé Facilité Élargie de Crédit (FEC). En effet, au lieu de recourir au financement monétaire, le gouvernement central a de préférence amélioré sa position budgétaire en augmentant ses dépôts à la Banque Centrale d'un montant de 122 millions de gourdes en fin d'exercice. Par ailleurs, la décision du gouvernement de maintenir les subventions à la consommation des produits pétroliers serait aussi un autre facteur favorable à la bonne évolution de l'inflation pendant cet exercice fiscal. Quoique les cours du pétrole sur le marché international n'aient pas subi de fortes fluctuations en évoluant autour de 110 dollars ÉU le baril en moyenne au cours de cet exercice, le gouvernement a décidé de ne pas procéder à la modification des prix du carburant à la pompe pendant une période relativement longue. Conséquemment, les pertes de recettes dues à cette décision s'élèvent à plus de cinq milliards de gourdes sur l'exercice.

Il est important de souligner que cette tendance à la baisse des prix n'est pas une particularité haïtienne puisque la majorité des pays ont connu une baisse de l'inflation en 2012. C'est ainsi que, chez les principaux partenaires commerciaux d'Haïti, l'inflation qui était à 3,9 % et 9,6 % aux États-Unis et en République Dominicaine respectivement en septembre 2011 est tombée à 2,0 % et 2,6 % en septembre 2012. De plus, au cours de la même période, l'inflation est passée de 2,7 % à 1,9 % dans les pays avancés et de 7,2 % à 6,1 % dans les pays émergents et en développement. Cette baisse de l'inflation à l'échelle mondiale est imputable à l'atonie de l'économie mondiale puisque le raffermissement de l'activité économique attendu en 2012 ne s'est pas matérialisé dans beaucoup de pays notamment dans la Zone Euro et aux États-Unis.

La décélération de l'inflation a conforté la BRH dans sa volonté de poursuivre la politique de détente monétaire mise en œuvre depuis 2009, laquelle a porté les taux à leurs niveaux historiques les plus bas depuis l'introduction des bons BRH en 1996. En effet, les Autorités monétaires, profitant de cette conjoncture favorable en matière d'inflation, ont maintenu les taux sur les bons BRH inchangés depuis janvier 2011 pour stimuler le crédit au secteur privé et promouvoir la croissance économique et la création d'emplois. Les résultats d'une telle politique sont très encourageants puisque le volume du crédit bancaire a augmenté de près de 25 % et 30 % en 2011 et 2012 respectivement.

I.3- ÉVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM RÉEL EN 2012

Selon les informations présentées dans le tableau 1, le salaire réel a diminué de 6,13 % en 2012 contre 9,40 %, en 2011, suite à une forte augmentation (+173 %) en 2010 sous l'effet conjugué d'une inflation faible (4,67 %) et de la mise en vigueur de la nouvelle loi qui a consacré la révision à la hausse du salaire minimum, qui est passé de 70 gourdes à 200 gourdes. En effet, alors que le salaire nominal a été maintenu au même niveau de 2011, l'inflation n'a atteint que 6,5 % en septembre 2012 contre 10,4 % un an plus tôt.

Il importe de souligner que le salaire réel est un indicateur qui exprime le pouvoir d'achat effectif en termes de biens et services que le salaire nominal permet de se procurer. Obtenu en divisant le salaire nominal par l'indice des prix à la consommation, le salaire réel évolue en fonction de la variation du salaire nominal et de celle des prix à la consommation.

Tableau 1. Salaire Réel (au 30 septembre)

	Indice des prix à la consommation	Taux d'inflation (en %)	Salaire nominal	Salaire réel (Gdes d'août 2004)	Taux de croissance Salaire réel (en %)
2001	55,00	1,50	36	65,45	
2002	60,80	10,55	36	59,21	-9,54
2003	84,15	38,40	70	83,18	40,49
2004	102,40	21,69	70	68,36	-17,82
2005	117,60	14,84	70	59,52	-12,93
2006	132,20	12,41	70	52,95	-11,04
2007	142,60	7,87	70	49,09	-7,29
2008	170,90	19,85	70	40,96	-16,56
2009	162,90	-4,68	70	42,97	4,91
2010	170,50	4,67	200	117,30	172,98
2011	188,20	10,38	200	106,27	-9,40
2012	200,50	6,50	200	99,75	-6,13

N.B : Le salaire réel est calculé par le ratio (Salaire nominal / IPC)*100 | Base 100 : Août 2004

Sources : IHSI, BRH/MAE

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR DE LA SOUS-TRAITANCE

Au cours de l'exercice 2011-2012, le nombre de travailleurs engagés dans le secteur de la sous-traitance s'est chiffré à 28 726 contre 27 858 en 2010 et 27 983 en 2011, ce qui représente une hausse de 3,12 % en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'exercice en cours, le nombre moyen cumulé de salariés de la sous-traitance a atteint 27 644 contre 27 839 en 2011. On peut noter également qu'il y a eu 868 emplois additionnels au cours de l'exercice 2012 par rapport à 2011.

Tableau 2. Emplois dans la sous-traitance

	Emplois de la Sous-traitance	Taux de croissance (%)	Nouveaux emplois créés
2008	24,965		
2009	25,791	3,31	826
2010	27 983	8,50	2,192
2011	27,858	-0,45	-125
2012	28,726	3,12	868

Sources : ADIH, BRH/MAE

II.- LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE EN 2012

La situation monétaire au cours de l'exercice fiscal 2011-2012 a été caractérisée par une croissance notable du crédit à l'économie principalement du crédit accordé au secteur privé. Cette évolution s'explique par une harmonisation de la politique monétaire et fiscale qui a été mise en œuvre au cours de cette année.

II.1- LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2012

La politique monétaire menée par la BRH en 2012 s'est inscrite dans le cadre de la dernière phase de l'application du programme de la Facilité Élargie de Crédit (FEC). Les principaux critères concernaient notamment le taux de croissance du PIB réel, du crédit au secteur privé, de la base monétaire et des prix. En effet, à côté des repères structurels, le programme économique et financier tablait préalablement sur un déficit budgétaire global de 7,7 % du PIB, un taux de croissance du PIB réel de 7,8 %, un taux d'inflation de 8 %, des taux de croissance de la base monétaire et du crédit au secteur privé de 11,2 % et de 16,6 % respectivement. Ces objectifs ont été révisés en fonction de l'évolution de la conjoncture économique ainsi que des aléas climatiques enregistrés au cours de l'exercice.

En plus des ressources internes, des décaissements en appui budgétaire et des dons, le programme économique et financier du gouvernement s'appuyait beaucoup sur les fonds devant être dégagés dans le cadre du programme PetroCaribe et le reliquat sur la remise de dette du FMI. Conséquemment, une diminution de 172,5 millions de dollars ÉU était prévue pour les réserves internationales nettes de la BRH. Ainsi, compte tenu de la présence d'une inflation non monétaire, laquelle avait terminé l'exercice antérieur avec un pic de 10,40 %, les Autorités Monétaires ont décidé de maintenir le statu quo en ce qui concerne la politique monétaire accommodante adoptée depuis trois ans visant à stimuler le crédit privé. Afin de faire face à l'intensification du phénomène de dollarisation de l'économie, la BRH a enclenché un processus de modification progressive de la structure de constitution des réserves obligatoires sur les passifs en devises. De plus, outre ses interventions habituelles (ventes nettes pour cet exercice), la Banque Centrale a dû introduire un nouvel instrument (les swaps sur devises) qui lui a permis de faire face à l'instabilité du marché des changes tout en limitant l'impact négatif à moyen et long termes de ses interventions sur les réserves internationales nettes (RIN).

II.1.1- OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2012

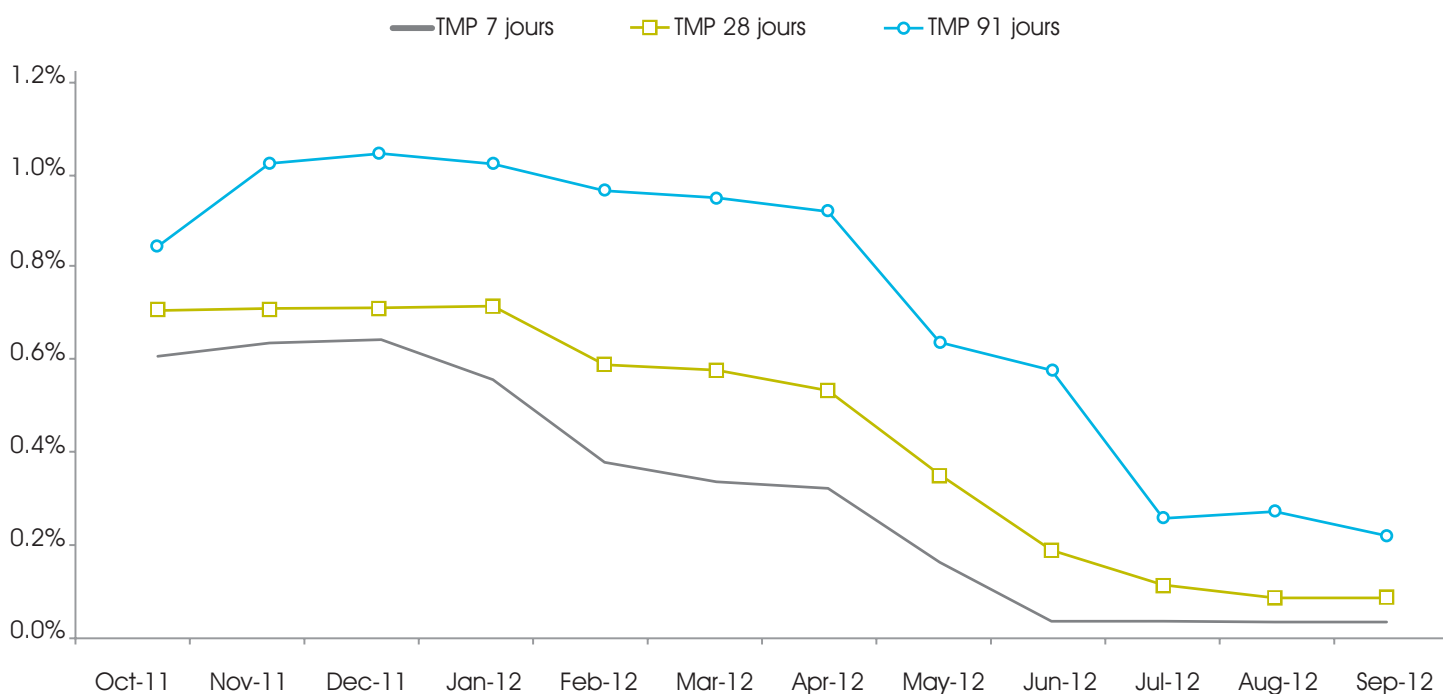
Les décisions prises au cours de l'exercice 2011-2012 par les Autorités Monétaires poursuivaient deux grands objectifs : d'abord, maintenir la dynamique de croissance du crédit au secteur privé (notamment le crédit en gourdes) qui, à côté d'autres composantes structurelles et conjoncturelles, devrait concourir à l'atteinte du taux de croissance du PIB visé par le gouvernement ; ensuite, garantir une stabilité des changes devant être compatible, avec la compétitivité-prix internationale du pays.

Face aux objectifs sus-mentionnés et dans un contexte de décélération des prix en Haïti, en glissement annuel, durant les trois premiers trimestres de l'exercice, la BRH tenait à garder la posture accommodante adoptée au lendemain du séisme de janvier 2010. Ainsi, les taux d'intérêt nominaux sur les bons BRH sont restés à leur niveau de janvier 2011, alors que l'encours des bons a été relativement stabilisé.

II.1.1.1- LES BONS BRH

Après une hausse durant le premier trimestre, les taux moyens pondérés (TMP) ont graduellement baissé, terminant l'exercice à un niveau historiquement bas. En effet, compte tenu du pic du taux d'inflation à la fin de l'exercice fiscal 2011, les Autorités Monétaires ont ajusté les TMP sur les bons à 7 jours, 28 jours et 91 jours, en les faisant passer respectivement de 0,41 %, 0,59 % et 0,79 % en septembre 2011 à 0,66 %, 0,73 % et 1,06 % en décembre 2011. Avec la décélération consécutive de l'inflation sur les deux trimestres suivants, ils ont suivi une tendance à la baisse pour terminer l'exercice 2012 à 0,05 % ; 0,10 % et 0,24 % respectivement.

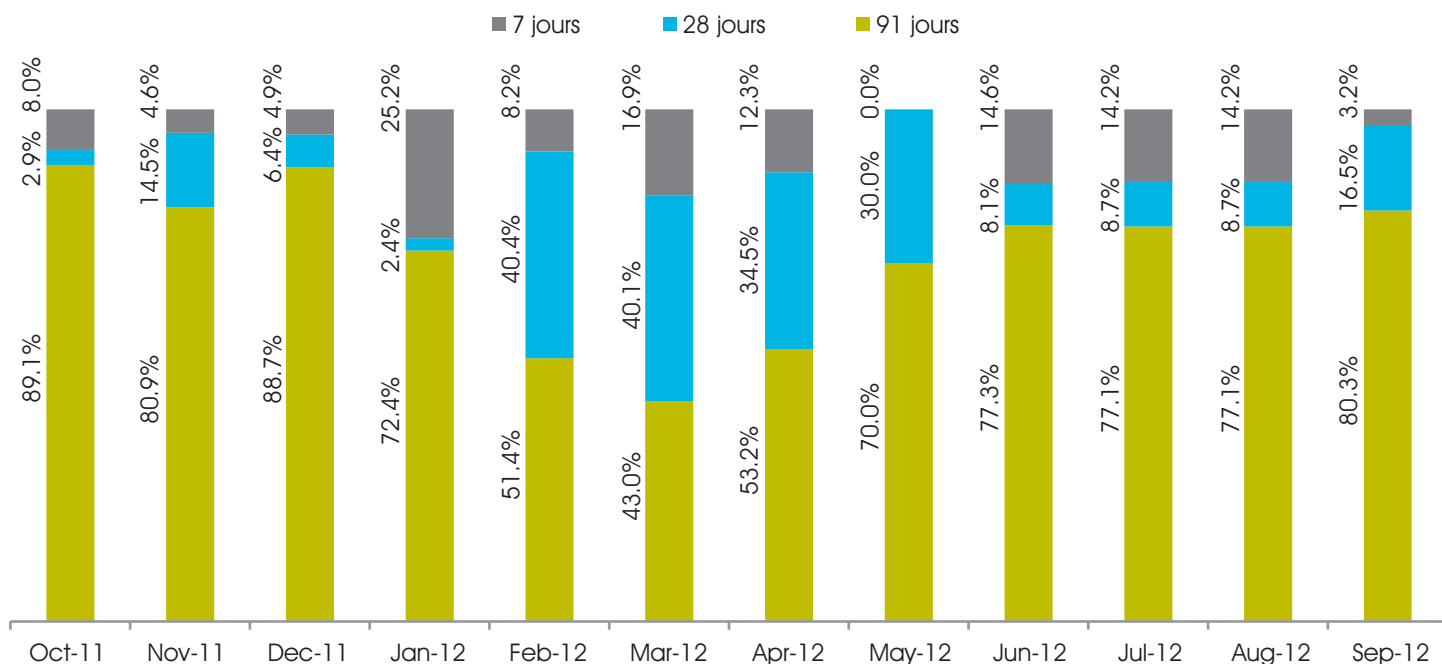
Graphique 5. Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH de différentes maturités



Quant aux taux d'intérêt réels, ils sont demeurés négatifs durant l'exercice. Toutefois, ils ont progressivement augmenté à la faveur de la baisse de l'inflation en glissement annuel durant les trois premiers trimestres, passant ainsi de -7,4 % à -1,9 % pour les bons de 91 jours entre octobre 2011 et juin 2012. La remontée de ces taux vers des niveaux positifs a cependant pris fin au 4^{ème} trimestre suite à l'intensification des pressions inflationnistes due à une augmentation des prix des produits de base sur le marché international, à la diminution de l'offre alimentaire locale liée à la sécheresse enregistrée dans certaines régions du pays et aux dégâts causés par la tempête Isaac.

Le maintien de la politique de détente des taux d'intérêt a été couplé à la modulation de l'encours des bons. Ce dernier a ainsi affiché une baisse de 8,84 % pour se fixer à 6 056 MG alors qu'il avait chuté de 29,71 % durant l'exercice précédent. En ce qui a trait à la structure de l'encours, le poids des bons de 91 jours a progressivement baissé durant le premier trimestre passant de 90,5 % à 43 % en mars avant de remonter graduellement pour représenter 80,3 % de l'encours au 30 septembre 2012. Le repli de l'encours des bons à 91 jours observé entre septembre 2011 et mars 2012 s'est opéré au profit des bons à 28 jours, lesquels ont constitué plus de 40 % de l'encours en février et en mars 2012. Cette modification a permis, non seulement aux Autorités d'être en accord avec la politique en cours en réduisant le volume des soumissions, mais aussi de diminuer leurs coûts de remboursement.

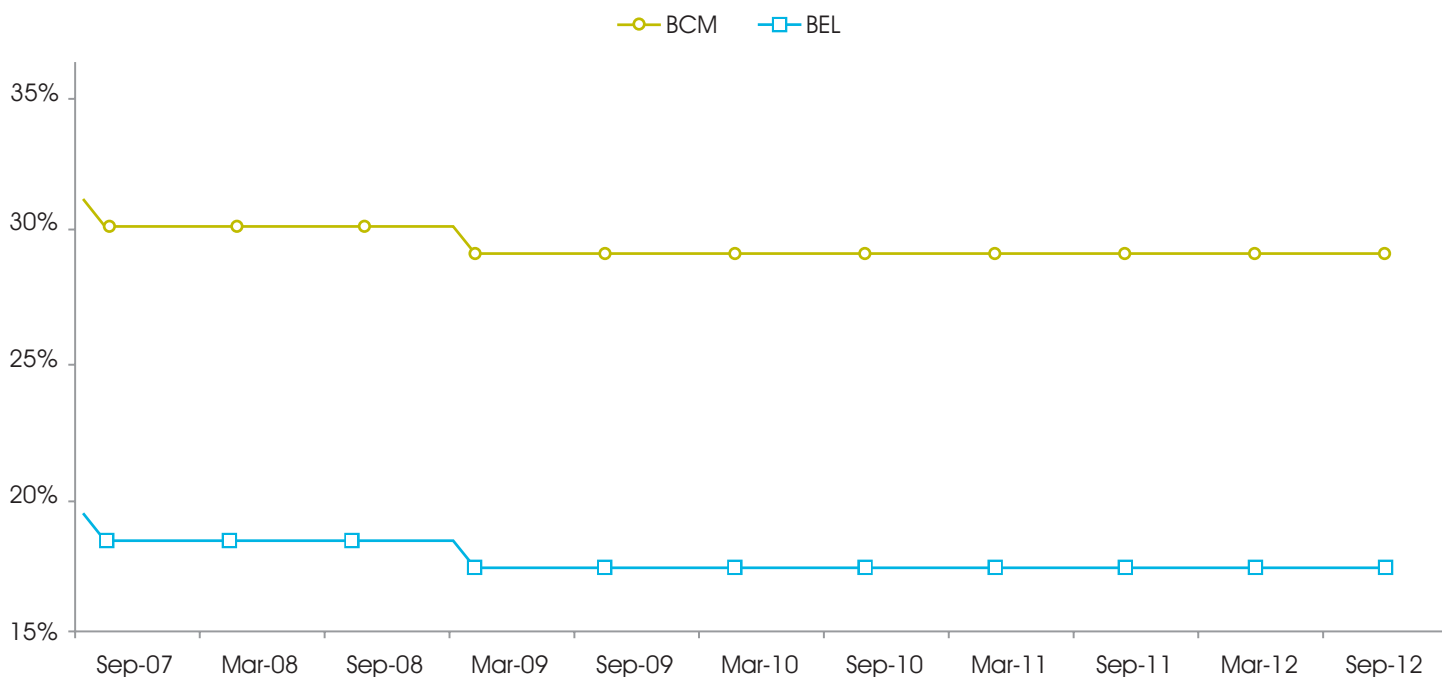
Graphique 6. Composition de l'encours des bons BRH en 2012



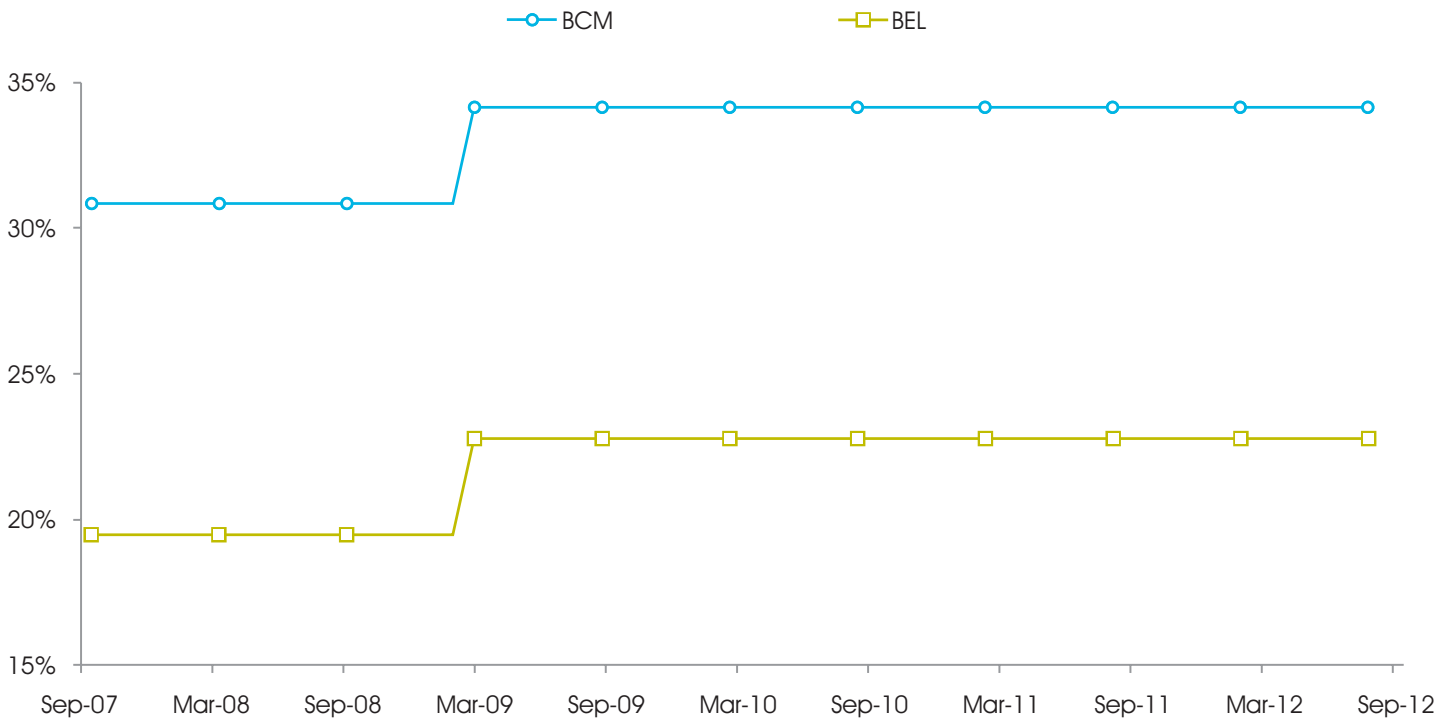
II.1.1.2- LES TAUX DE RÉSERVES OBLIGATOIRES

Si la Banque Centrale a maintenu les taux de réserves obligatoires à leurs niveaux de mars 2009, elle a cependant modifié le mode de constitution des réserves sur les passifs en devises. De 30 %, la couverture en gourdes des dépôts en dollars est ainsi passée à 20 % en janvier 2012, ramenée ensuite à 10 % le 16 avril et a été complètement éliminée à partir du 16 mai. Cette baisse graduelle a ainsi libéré de nouvelles liquidités en gourdes au niveau du système bancaire, et a conforté les Autorités Monétaires dans le cadre de leur politique de limitation du processus de dollarisation du crédit dans l'économie.

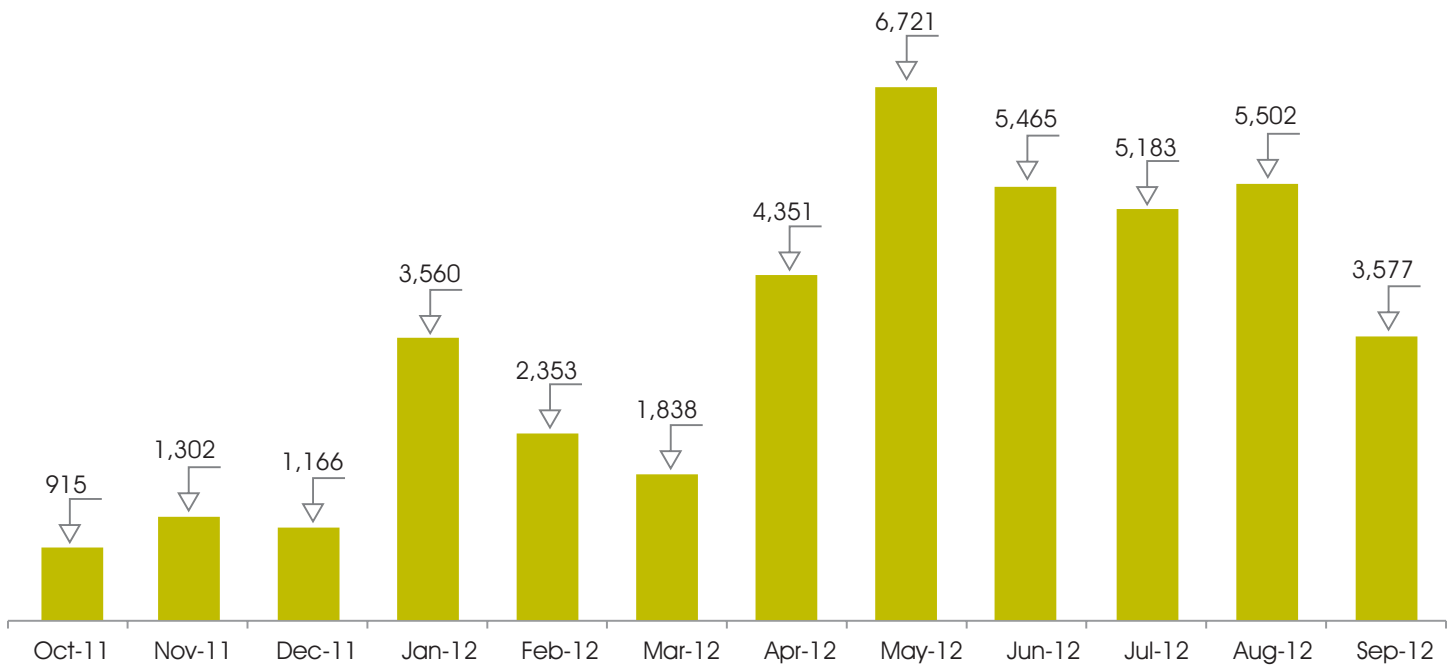
Graphique 7. Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes



Graphique 8. Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère



Graphique 9. Position moyenne de réserves en MG



II.1.1.3- LES INTERVENTIONS DE LA BRH SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Sur le marché des changes, la BRH a procédé à des interventions à l'achat pour 33,07 millions de dollars ÉU alors que les ventes se sont chiffrées à 72 millions. Les interventions à l'achat ont toutes eu lieu durant le premier trimestre alors que les ventes se sont étalées en fonction des épisodes de dépréciation de la gourde observés sur le marché. Ainsi, de mai à septembre 2012, la Banque Centrale a procédé à des ventes de l'ordre de 48 millions de dollars ÉU.

Par ailleurs, pour faire face aux déséquilibres entre l'offre et la demande de dollars, la BRH a introduit dès le début de l'exercice 2012, les contrats à terme de devises (swaps) comme un nouvel instrument d'interventions sur le marché des changes. Les swaps, qui ont permis un accroissement de l'offre de devises sans toutefois entraîner une baisse des réserves de change, ont aidé à contenir la dépréciation de la gourde. Initiées au cours du mois de juin, les opérations à titre de contrats à terme de devises se sont chiffrées à 70,75 millions de dollars ÉU sur l'exercice. De ce montant, 37,5 millions de dollars ÉU ont été déjà remboursés entre août et septembre 2012.

II.1.2- LES RÉSULTATS

Les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens pratiqués par les banques commerciales vis-à-vis de leurs clients ainsi que ceux en vigueur sur le marché interbancaire ont connu une évolution mitigée. Ainsi, une comparaison des taux sur les dépôts à terme et les prêts en gourdes entre septembre 2011 et septembre 2012 fait apparaître une hausse de 79 points de base pour le premier et une baisse de 1,85 point de pourcentage pour le second. Cette variation en glissement annuel tend, toutefois, à occulter les légères fluctuations enregistrées tout au long de l'année pour chaque type de taux.

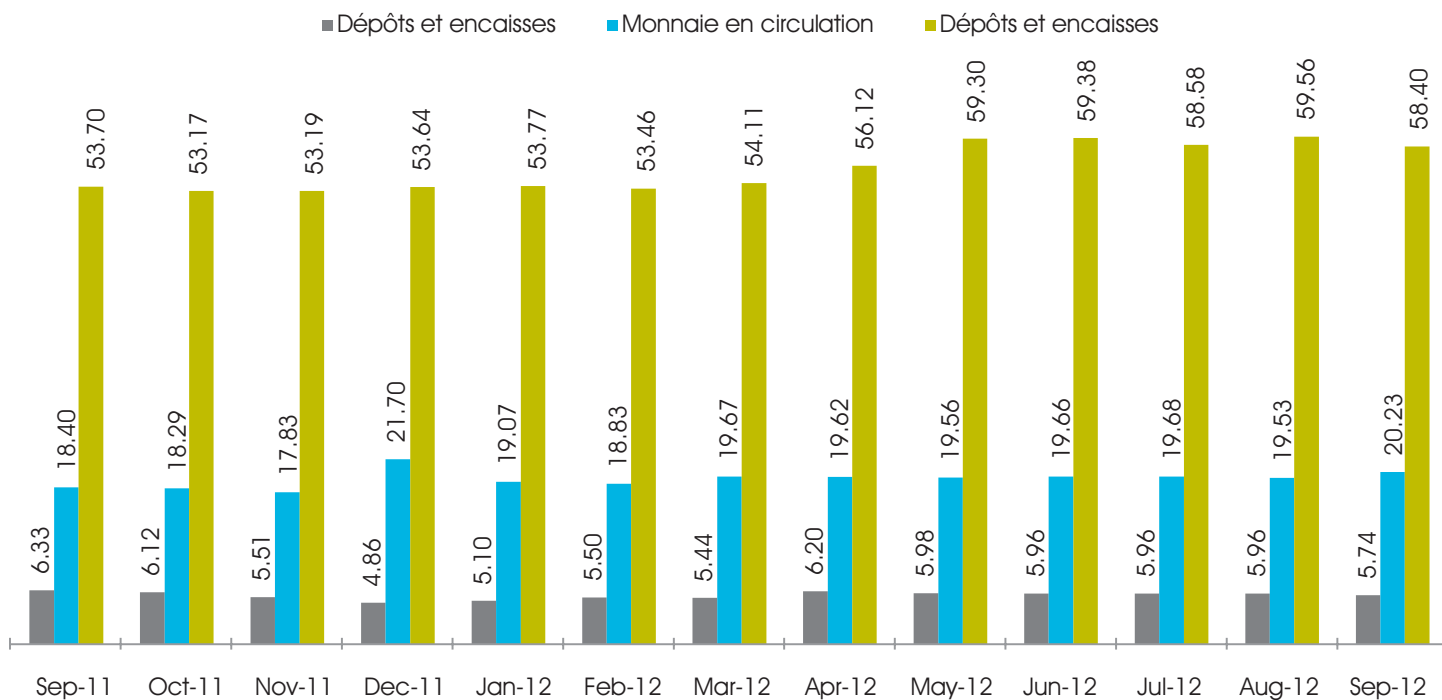
Quant aux créances des banques commerciales sur le secteur privé, elles ont, pour la deuxième année consécutive, affiché une hausse significative, soit 29,78 % contre 24,49 % durant l'exercice précédent. La hausse des créances en gourdes a été, cependant, plus prononcée, avec 35,47 % contre 22,66 % pour les créances en dollars.

II.1.2.1- LES RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

La base monétaire selon la définition retenue dans le programme financier (FEC) a baissé de 3,69 % alors que la base monétaire au sens large a affiché une hausse de 10,28 %. Cette différence reflète particulièrement la hausse des dépôts des banques commerciales à la BRH suite aux modifications du mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs en dollars. Ces dépôts en dollars ont ainsi crû de 28,28 % alors que les dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH ont baissé de 14,47 %. Quant à la monnaie en circulation, elle s'est accrue de 9,95 %, affichant ainsi une accélération significative par rapport à l'exercice précédent où elle avait augmenté de 6,47 %.

Du côté des sources de la base monétaire au sens large, la croissance observée a surtout été une résultante de la forte hausse des réserves internationales nettes, alors que le deuxième poste en importance, les créances nettes sur le gouvernement central, a baissé de 2,5 %. Cette contraction des avances à l'État central a été rendue possible à la fois grâce à un niveau d'exécution relativement faible des dépenses publiques d'investissement ainsi qu'au financement de différents projets publics à partir de tirages sur le fonds PetroCaribe et de la remise de dette accordée par le Fonds Monétaire International suite au séisme de 2010.

Graphique 10. Les composantes de la base monétaire (milliards de gourdes)



II.1.2.2- LES RÉSULTATS FINALS

La base monétaire au sens restreint a progressé de façon modérée en 2012. Considéré au sens large, le rythme de croissance de la monnaie centrale s'est accéléré de 1,94 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par l'augmentation des réserves consécutive à la modification du mode de constitution des réserves sur les passifs libellés en monnaies étrangères.

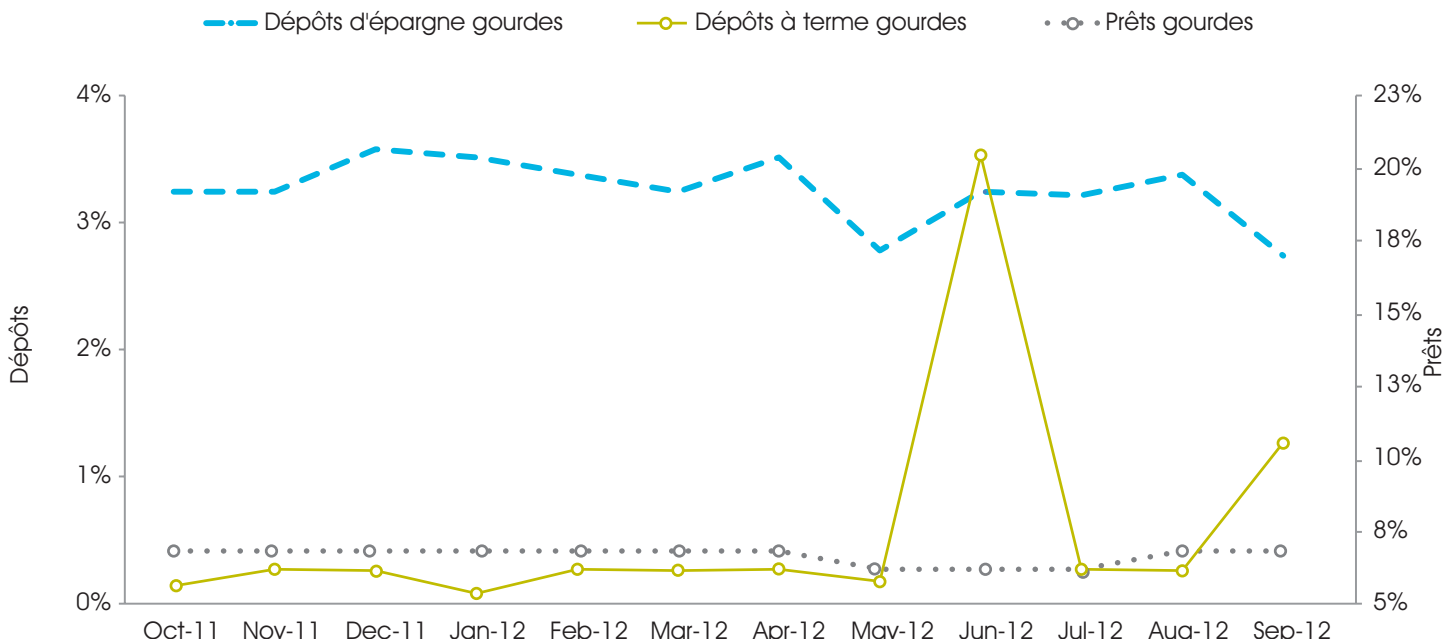
Par ailleurs, les avances au gouvernement central ont diminué de 2,5 % contre -24,64 % en 2011, pour se fixer à 8 726,26 MG au 30 septembre 2012, dans un contexte de renforcement des efforts de perception fiscale et de faiblesse d'exécution des dépenses publiques. Ainsi, comme constaté au cours de l'année précédente, les pressions inflationnistes observées en fin d'exercice n'ont pas directement découlé du comportement de la monnaie centrale mais des pressions constatées sur le marché des produits alimentaires au niveau mondial.

LES OPÉRATIONS EN GOURDES

Les taux d'intérêt sur les dépôts libellés en gourdes sont restés très faibles, affichant ainsi une moyenne de 0,40 % pour les dépôts à terme et de 0,32 % pour les dépôts d'épargne. Il est vrai qu'en glissement annuel, ces taux ont augmenté respectivement de 79 et de 13 points de base mais l'observation des données sur l'exercice en cours ne révèle pas une tendance claire quant à l'évolution de ces taux ou à leur réactivité par rapport aux différentes mesures de politique monétaire.

Au niveau des taux débiteurs sur les opérations en gourdes, malgré une baisse de 1,85 point de pourcentage entre septembre 2011 et septembre 2012, le niveau moyen observé sur l'exercice fiscal 2012 a été de 19,71 % contre 20,12 % durant l'exercice passé. La baisse observée en glissement annuel aurait reflété surtout certaines variations ponctuelles en lieu et place d'une tendance baissière clairement définie.

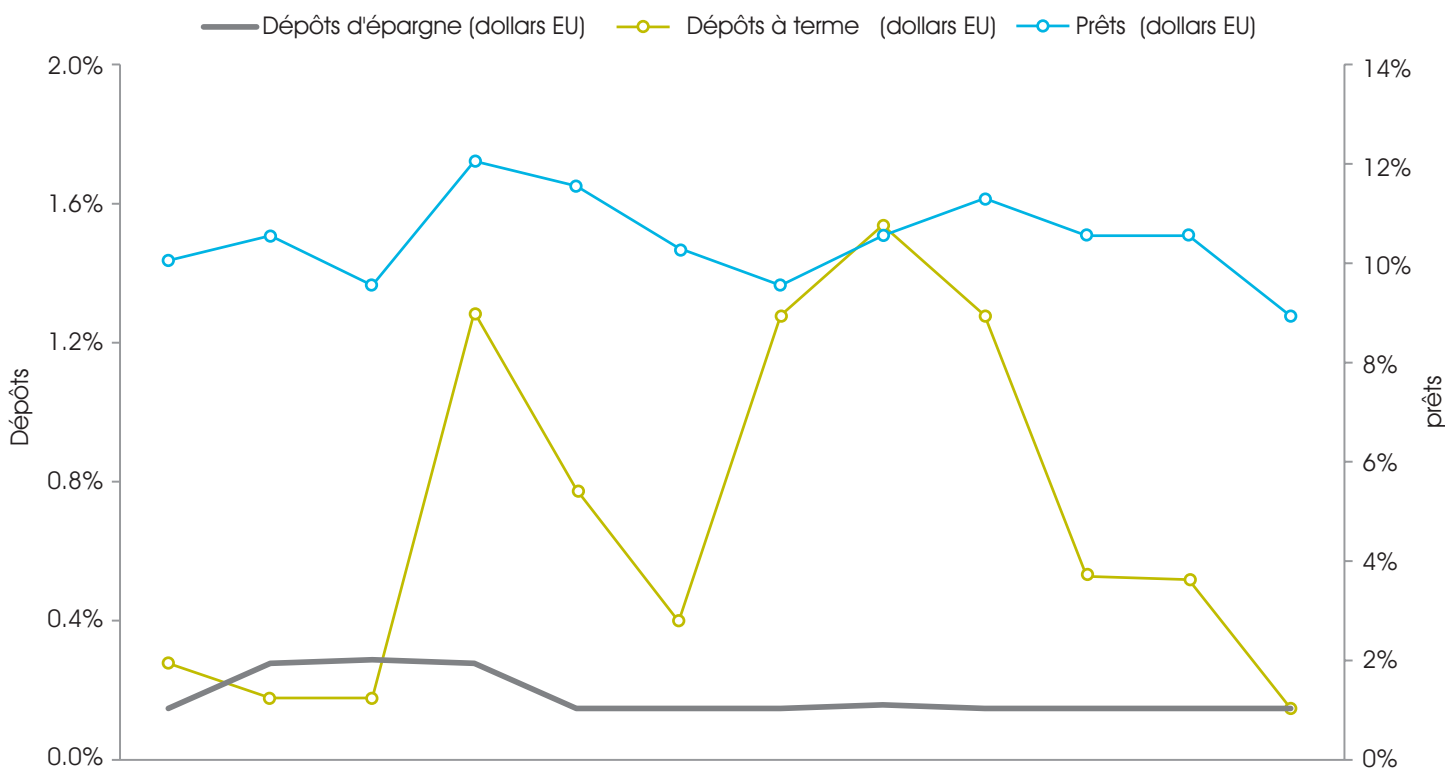
Graphique 11. Taux d'intérêt moyen pratiqué par les banques commerciales (opérations en gourdes)



LES OPÉRATIONS EN DEVISES

Les taux sur les dépôts en dollars sont également demeurés à des niveaux très faibles, avec une rémunération moyenne de 0,18 % en 2012 pour les dépôts d'épargne contre 0,21 % un an plus tôt, alors que les dépôts à terme affichaient un rendement de 0,57 % contre 0,26 % durant l'exercice précédent. Les taux sur les dépôts d'épargne ont connu une baisse significative dès le deuxième trimestre alors que les dépôts à terme ont affiché une relative hausse entre février et juin, avant de s'afficher en baisse à partir du troisième trimestre. Quant aux taux sur les prêts en dollars, après avoir évolué en dents de scie au cours du premier semestre, ils ont adopté une tendance baissière dès le mois d'avril. Sur l'année, la baisse affichée a été de 2,50 points de pourcentage.

Graphique 12. Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollars ÉU)



II.2- ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES EN 2012

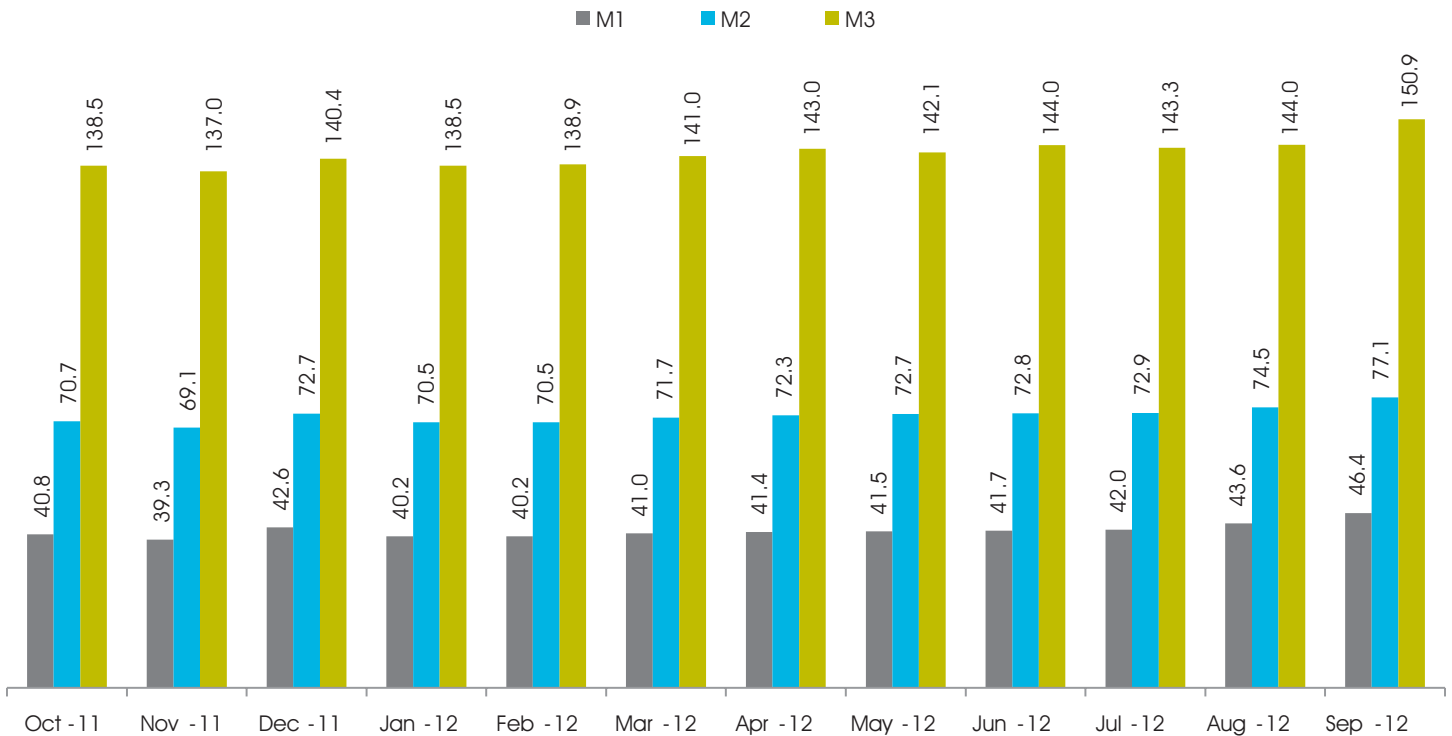
Pour la seconde année consécutive, le rythme de croissance de la masse monétaire a ralenti. La monnaie au sens large (M3), a ainsi crû de 7,76 % pour se fixer à 150 866,49 MG contre des progressions de 10,74 % et 22,73 % respectivement en 2011 et 2010.

Cette croissance résulte principalement de la hausse de 7,29 % des dépôts en dollars et de la dépréciation de la gourde vis-à-vis du dollar américain. Celle-ci s'est dépréciée de 3,55 % de septembre 2011 à septembre 2012⁵. L'augmentation des dépôts en dollars a été observée pour toutes les catégories de dépôts. Elle a ainsi été de 7,39 % pour les dépôts à vue; 7,29 % pour les dépôts d'épargne et 7,02 % pour les dépôts à terme. Au niveau de l'agrégat M1, une accélération de l'accroissement de la monnaie en circulation a été observée, soit 13,2 % pour l'exercice sous étude contre 9,43 % en 2011. Quant à la faible progression de la quasi-monnaie, elle reflète la hausse de 2,56 % des dépôts d'épargne alors que les dépôts à terme en gourdes ont diminué de 2,06 %.

La part des dépôts en dollars dans les dépôts totaux est toutefois demeurée quasiment stable passant de 56,47 % à 56,55 % de septembre 2011 à septembre 2012.

⁵ Puisque les dépôts représentent des données de stocks, c'est le taux de fin de période qui est utilisé pour calculer la dépréciation dans ce cas-ci.

Graphique 13. Évolution des agrégats monétaires

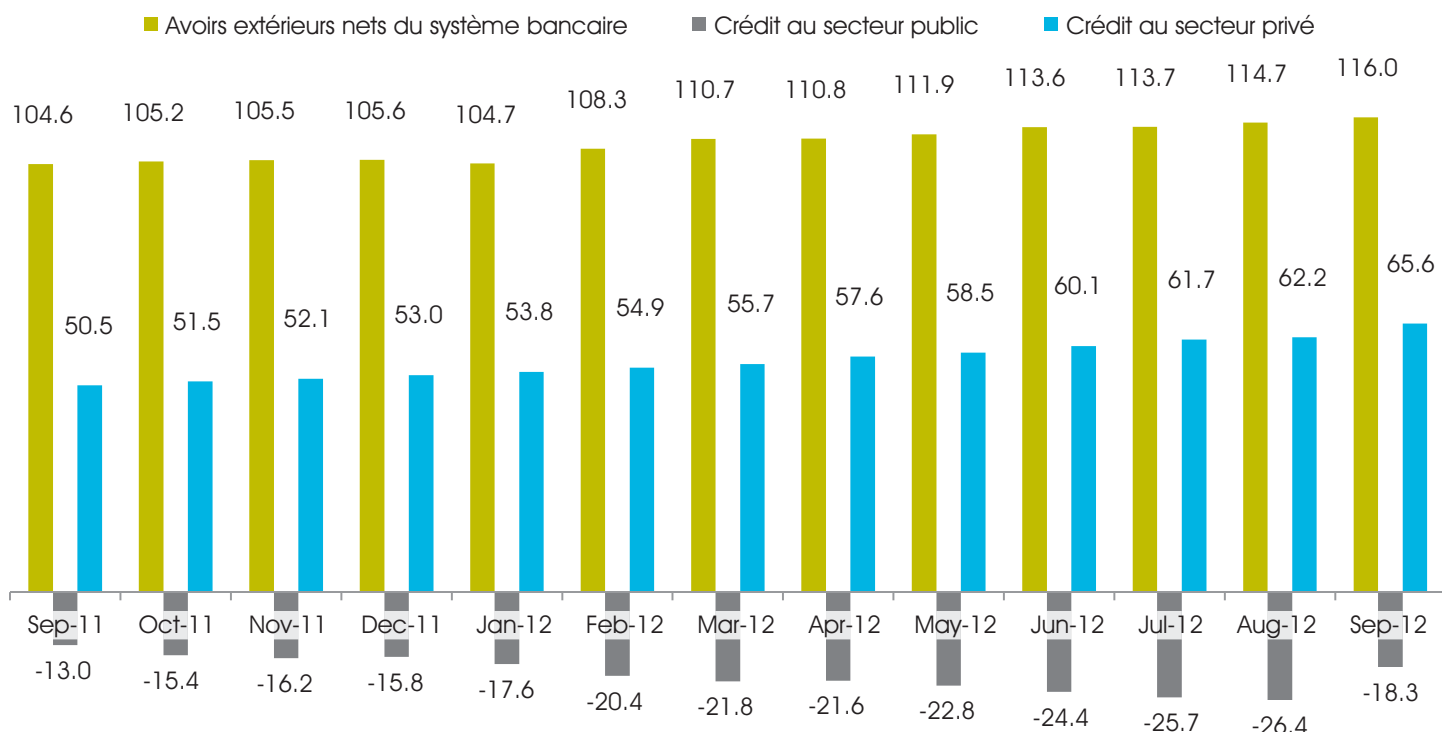


II.2.1- CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Du côté de l'actif du bilan du système bancaire, la hausse de la masse monétaire a été principalement favorisée par la croissance de 29,78 % des créances sur le secteur privé et dans une moindre mesure par ceux des avoirs extérieurs nets du système bancaire. Il convient toutefois de noter que si les avoirs extérieurs nets de la BRH ont crû de 20,70 %, ceux des banques commerciales ont accusé un repli de 11,12 %. Ce comportement des avoirs extérieurs nets des banques commerciales est imputable, d'une part, au manque d'attractivité des placements à l'étranger et d'autre part à l'augmentation des réserves en dollars des banques commerciales à la BRH, ce qui a donc limité les possibilités de placement des dépôts des banques à l'étranger, suite aux diverses mesures de politique monétaire prises par les autorités concernées.

La politique de stimulation du crédit en gourdes au secteur privé s'est aussi traduite par la hausse des créances en monnaie nationale de 35,47 %, alors que celles en devises ont progressé de 22,66 %. Cette évolution a ainsi conduit à une baisse de 2,44 points de pourcentage au niveau du ratio de dollarisation du crédit mesuré par la part des créances en dollars dans les créances totales.

Graphique 14. Les contreparties de M3 (en milliards de gourdes)



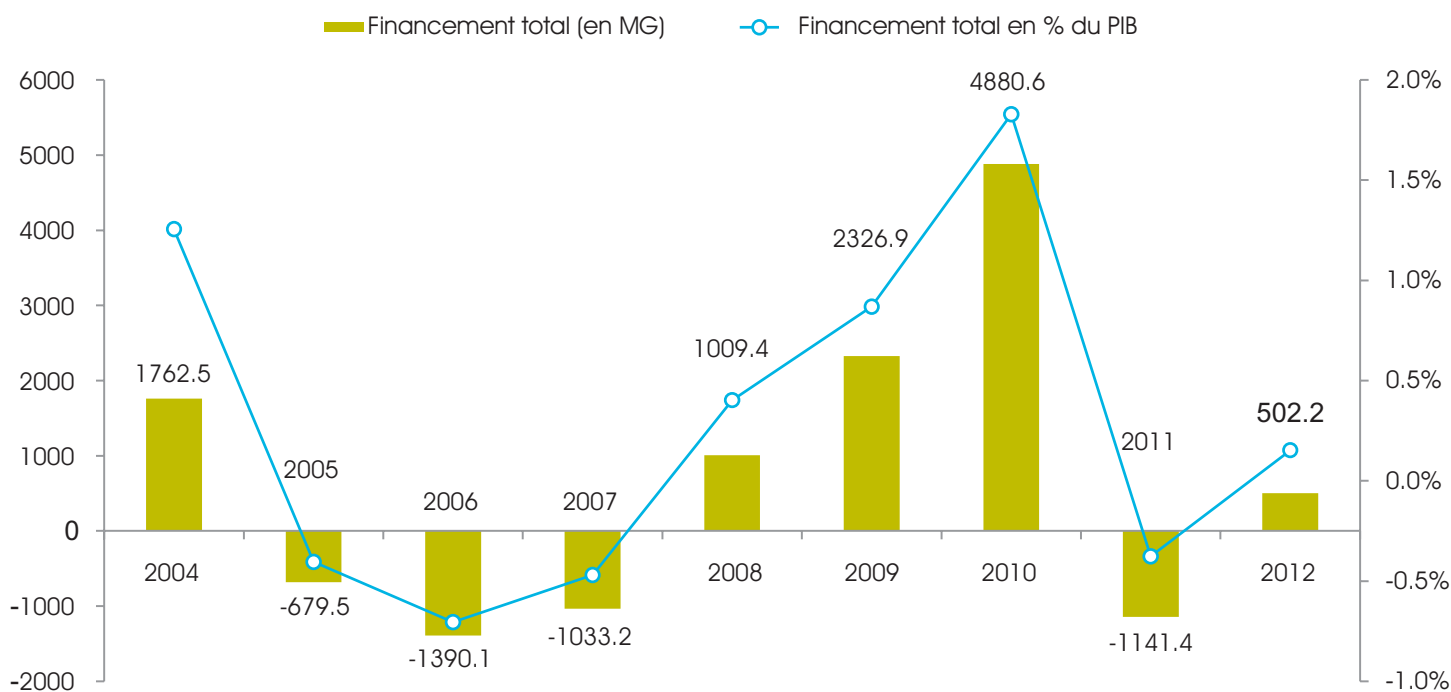
III- LES FINANCES PUBLIQUES

Au cours de l'exercice 2011-2012, la gestion des finances publiques a été menée selon les grandes lignes du budget 2010/2011 qui a été reconduit, et du programme économique et financier signé entre les Autorités Gouvernementales et le Fonds Monétaire International. Ce programme dénommé « Facilité Élargie de Crédit » vise, entre autres, à redynamiser la croissance, à renforcer le plan de reconstruction du pays et à consolider les acquis en termes de stabilité macroéconomique.

Au cours de l'exercice, la plupart des mesures structurelles adoptées par le gouvernement ont été mises en application, en dépit du remaniement ministériel et des dégâts causés par le cyclone Isaac vers la fin de la période. En effet, un budget rectificatif a été voté et mis en exécution. De plus, des mesures fiscales et douanières ont été adoptées telles que : la mise en place d'un comité interinstitutionnel de lutte contre la contrebande, la fraude et l'évasion fiscale; la création d'une unité au niveau du Ministère de l'Économie et des Finances, chargée des analyses de politiques fiscales dans le cadre de la réforme; la demande d'acquittement de dettes fiscales adressée aux entreprises publiques; le recouvrement forcé à travers la publication des listes de contribuables ayant des redevances envers le fisc et le maintien des mesures prises durant l'exercice antérieur, relatives aux frais sur prêts hypothécaires et aux plus-values sur indemnisations par les assurances, ont favorisé la croissance des recettes autour de 8,7 %.

La facilité accordée aux autorités gouvernementales sous forme de financement monétaire (5 910 MG) dans le cadre de l'utilisation du produit de l'annulation de la dette du FMI, en vue des travaux de reconstruction du pays, n'a pas été exploitée. En revanche, les opérations du gouvernement se sont soldées par une réduction de 269 MG de ses dettes envers la Banque Centrale.

Graphique 15. Financement du déficit budgétaire (en millions de gourdes et en pourcentage du PIB)



III.1- RECETTES

Les recettes de l'exercice 2011-2012 totalisant 42 313,1 MG, ont connu une progression de 8,7 % soit une performance de 92,8 % des prévisions du programme. Cette croissance est due principalement à l'augmentation de 15,1 % des recettes internes par rapport à l'exercice précédent. Cependant, malgré la croissance des recettes fiscales au cours de l'exercice 2012, sa progression reste moins rapide que celle du PIB nominal. Toutefois, le rythme de croissance des recettes totales a connu un ralentissement de 15,1 points de pourcentage comparé à la même période un an plus tôt. En effet, la part des recettes fiscales dans le PIB nominal, si elle a pu augmenter largement l'année dernière pour des raisons conjoncturelles, a été orientée à la baisse pour l'exercice 2012. Elle est passée à 12,9 % contre 13,1 % du PIB en 2011, soit son plus haut niveau pendant ces quinze dernières années.

III.1.1- RECETTES INTERNES

Au 30 septembre 2012, les recettes internes qui constituent 67 % du total des recettes se sont établies à 28 330,6 MG, soit une augmentation de 15,1 % par rapport à l'exercice 2011. Cet accroissement s'explique principalement par la hausse des recettes perçues au titre de la TCA, de l'impôt sur le revenu et des droits d'accise respectivement de 15,9 %, 44,3 % et 17,6 %.

Suite à l'intensification des opérations de contrôle de la TCA ciblant particulièrement mille cinq cents (1 500) des plus grands importateurs, une hausse de ces taxes de 15,9 % a été enregistrée. En effet, les recettes perçues au titre de la TCA s'élèvent à 11 974,8 MG contre 10 329,2 MG. Elles représentent la part la plus importante des recettes internes, soit 42,3 %.

Par ailleurs, dans le cadre de l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu, les autorités fiscales ont entrepris un programme de dépistage des immeubles utilisés comme appartements résidentiels ou centres commerciaux dans la zone métropolitaine. Cette initiative a permis une augmentation de 3 044,9 MG de ces impôts, soit une hausse de 44,3 % par rapport à l'exercice précédent. Quant aux droits d'accise, ils constituent la source de perception des recettes internes la moins significative soit 3,9 % avec une croissance de 17,6 % en glissement annuel.

A noter que durant l'exercice sous-étude, les recettes auraient été plus importantes si l'État n'avait pas consenti des pertes de recettes sur les produits pétroliers totalisant plus de 5,5 milliards de gourdes, puisque depuis le début de l'exercice 2011-2012, les prix des produits pétroliers à la pompe n'ont subi aucune modification.

III.1.2- RECETTES DOUANIÈRES

Au cours de l'exercice 2011-2012, les recettes douanières ont atteint 13 843,3 MG contre 13 765 MG un an auparavant, soit une légère progression de 0,6 %. Toutefois, elles ont connu un ralentissement considérable de leur rythme de croissance dû essentiellement à la baisse de 11,1 % des importations durant cette même période.

Par ailleurs, les droits de douane aussi bien que les frais de vérification, composantes principales des recettes douanières, se sont établis à 8 162,8 MG et 4 852,7 MG, affichant des croissances positives de 6,9 % et 11,8 % respectivement.

III.1.3- PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE

La Direction Générale des Impôts, à travers ses différentes unités, a collecté des recettes qui s'élèvent à 19 433,39 MG, soit une croissance de 21,5 % en glissement annuel. Cette progression est consécutive à la hausse simultanée des recettes perçues au Bureau Central et à la Direction des Grands Contribuables (DGC) communément appelée Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal (UGCF). En effet, les recettes perçues par le bureau central ont enregistré une hausse de 30,4 %, et celles des autres points de perception ont crû de 25,4 %. Par ailleurs, la DGC, en dépit d'une croissance moindre (17,9 %) par rapport aux autres sources, demeure le point de perception le plus important. L'apport de ces différentes entités dans la collecte des recettes internes, selon l'ordre pré-indiqué, s'est établi à 21,2 %, 15,6 % et 63,3 %.

Quant à l'Administration Générale des Douanes (AGD), sa contribution à la perception des recettes internes a augmenté de 3,24 % en rythme annuel. L'apport de ladite institution est de 31,4 % du total, correspondant à 8 897,2 MG.

Tableau 3. Évolution des recettes internes par institution

	Encours 2010-2011	Recettes Internes	Encours 2011-2012	Recettes Internes	Variation (en %)
DGI	15,995.4	65.0%	19,433.4	68.6%	3.6%
Bureau Central	3,153.2	19.7%	4,111.9	21.2%	1.5%
DGC	10,429.2	65.2%	12,296.2	63.3%	-1.9%
Autres Points de perception	2,413.0	15.1%	3,025.3	15.6%	0.5%
Douane	8,617.8	35.0%	8,897.2	31.4%	-3.6%
Total	24,613.1	100.0%	28,330.6	100.0%	

Source : BRH/DCC

III.1.4- ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RECETTES

Hormis les impôts directs sur le revenu et les bénéfiques, dont le poids a augmenté de 4 points de pourcentage au cours de l'exercice, la part relative des impôts indirects à la consommation ainsi que celle des recettes diverses ont affiché des fléchissements respectifs de 1,03 et 2,8 points de pourcentage.

Tableau 4. Structure des recettes

	Exercice 09-10	Exercice 10-11	Exercice 11-12
Recettes totales	100.00%	100.00%	100.00%
Impôts directs sur le revenu et les bénéfiques	17.63%	17.02%	20.98%
Sociétés et autres personnes morales	10.68%	8.94%	7.86%
Personnes physiques	6.95%	8.08%	13.12%
Impôts indirects à la consommation	68.14%	64.33%	63.67%
TCA	26.96%	26.53%	28.30%
Accises	4.63%	2.45%	2.65%
Recettes douanières	36.55%	35.36%	32.72%
Autres	14.23%	18.64%	15.35%

Source : BRH/DCC

La part des impôts indirects à la consommation a perdu 0,66 point de pourcentage, passant de 64,3 % en 2010-2011 à 63,7 % en 2011-2012. Cette baisse est compatible avec celle de 2,6 % des recettes douanières non compensée par la

hausse des recettes au titre de la TCA (1,7 %) et des droits d'accises (0,2 %). Toutefois, la structure des recettes n'a pas subi de modification, dans la mesure où les impôts indirects à la consommation demeurent la source principale de revenus pour le Trésor Public.

III.2- DÉPENSES

Les dépenses effectuées durant l'exercice 2011-2012 se sont établies à 52 092,9 MG contre 42 842,1 MG l'exercice précédent. Ces dépenses représentent 88 % des 59 177 MG ciblées dans le programme et correspondent à 15,8 % du PIB annuel. Par ailleurs, pour l'exercice 2011-2012, la structure des dépenses n'a pas beaucoup changé par rapport à celle de l'exercice précédent. La majeure partie des dépenses ont été allouées aux opérations courantes (76,4 %) et à des projets d'investissement (23,6 %) contre respectivement 83,9 % et 16,1 % en 2010-2011, d'où une modification de structure favorisant les dépenses d'investissement.

III.2.1- DÉPENSES COURANTES

Au cours de l'exercice 2011-2012, les dépenses courantes ont totalisé 39 804,9 MG contre 35 959 MG pour l'exercice précédent, soit une progression de 10,7 % en glissement annuel attribuable surtout à l'évolution des dépenses sur biens et services représentant 89,0 % du total. Quant aux autres rubriques (paiements d'intérêts, subventions et transferts courants), elles ont contribué à hauteur de 2,5 % et 8,5 % respectivement.

Totalisant 35 438,6 MG, les dépenses sur biens et services ont connu une hausse de 9,6 % par rapport à l'exercice 2010-2011 résultant essentiellement d'un accroissement de 21,8 % des dépenses liées aux traitements et salaires. Ces dernières sont passées de 15 474,1 MG à 18 847,5 MG. L'augmentation de la masse salariale s'explique par les ajustements appliqués au bénéfice des employés et les débours effectués dans le cadre des recrutements au sein de la fonction publique. En effet, de 66 466 employés en 2010-2011, l'effectif a augmenté de 1,8 % pour se situer à 67 700 employés en 2011-2012.

De 2 787,3 MG en 2010-2011, les subventions et transferts ont crû de 21,4 % pour s'établir à 3 383,1 MG au cours de l'exercice. De ces dépenses, la majeure partie a été transférée à la compagnie Sogener pour le paiement des services fournis à l'EDH et la différence, à des Ministères dans le cadre de leurs activités sociales, de frais aux étudiants boursiers et comme dotations pour les fêtes patronales.

Quant aux dépenses d'intérêt sur la dette publique, elles ont connu une progression de 16,0 % pour l'année fiscale contre une régression de 39,8 % un an auparavant. En effet, elles sont passées de 847,9 MG à 983,3 MG et distribuées de la façon suivante : 916,5 MG de paiements d'intérêt au titre de la dette interne, 66,8 MG au titre de la dette externe qui constitue approximativement le triple du montant de 2010-2011.

III.2.2- DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Au 30 septembre 2012, les dépenses de capital financées sur fonds locaux et exécutées dans le cadre du programme d'investissement public ont affiché une hausse de 78,5 % par rapport à l'exercice précédent, pour se chiffrer à 12 288 MG. Ces dépenses ont été effectuées notamment dans des projets à caractère éducatif, dans des infrastructures sanitaires et routières et de réaménagement du territoire. Ce total des dépenses a été attribué pour la plupart :

- Au Ministère de la Planification, qui a bénéficié de 40,5 % des fonds du programme, soit la plus grande part. La quasi-totalité de ces fonds a été consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des différents programmes et projets, à l'amélioration du système national de planification et de coordination de l'assistance externe, à la promotion des activités de développement local et régional, à l'encadrement des collectivités territoriales dans la poursuite du processus de décentralisation.
- Au Ministère de l'Éducation Nationale qui a reçu 9,3 % du budget d'investissement pour améliorer la qualité de l'éducation, réorganiser l'offre scolaire en faveur des élèves les plus démunis, encourager la scolarisation et promouvoir le développement de la formation professionnelle, compte tenu de l'importance de l'éducation dans la réduction de la pauvreté et le développement.
- Au Ministère des Travaux Publics, bénéficiaire de 7,8 % des fonds investis en vue de poursuivre les efforts de reconstruction, de réhabilitation des infrastructures routières et l'entretien de celles existantes, de favoriser l'intégration d'Haïti dans la zone Caraïbe et dans le commerce international et de moderniser le secteur des communications.
- Au Ministère de l'Économie et des Finances qui a reçu 3,2 % du montant des dépenses d'investissement en vue de poursuivre la modernisation nécessaire à l'augmentation des recettes.

- Au Ministère de la Justice qui a reçu 1,1 % du total des dépenses destinées aux investissements en vue notamment du renforcement de la chaîne pénale, du développement de la Police Nationale, de la lutte contre la détention préventive prolongée, de la modernisation de la législation haïtienne et du système d'enregistrement et de transcription des actes d'état civil.

Et finalement le reste, dans les proportions suivantes :

- 5,3 % au Ministère de l'Agriculture afin d'augmenter principalement la production et la productivité de ce secteur en vue d'améliorer la sécurité alimentaire de la population;
- 1,1 % au Ministère de l'Environnement pour rénover le Système National de Gestion de l'environnement afin qu'il soit un centre d'attraction pour les investissements, et pour lutter contre la dégradation des terres afin de réduire la vulnérabilité du territoire face aux désastres naturels;
- 1,0 % au Ministère de la Santé pour étendre la couverture sanitaire tout en renforçant la prise en charge des maladies prioritairement ciblées (tuberculose, malaria, VIH/sida, filariose, choléra, etc.), en contrôlant l'hygiène de l'environnement, en garantissant à la population l'accès à des médicaments essentiels afin de réduire le taux de mortalité materno-infantile;
- 0,8 % au Ministère du Tourisme en vue de valoriser les ressources touristiques du pays et de promouvoir l'investissement dans ce secteur;
- 29,8 % aux autres administrations et organismes indépendants pour procéder, entre autres, à une redynamisation de leurs structures.

Graphique 16. Projets et programmes par secteur

Économie et finances, 3.2%

Éducation, 9.3%

Autres, 29.8%

Transport, 7.8%

Agriculture, 5.4%

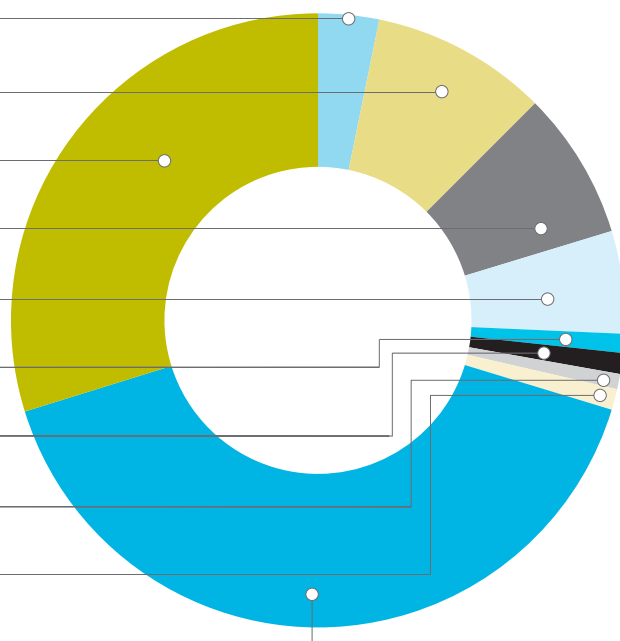
Santé, 1.0%

Environnement, 1.1%

Tourisme, 0.8%

Justice, 1.1%

Plan, 40.5%



III.3- FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE EN 2012

Les opérations financières du Gouvernement Central se sont soldées par un financement de 502,3 MG, représentant 0,2 % du PIB contre un surplus de 0,4 % l'exercice précédent. Ce financement comprend une composante externe chiffrée à 1 112,6 MG et une composante interne affichant un montant négatif de 610,3 MG. Ce solde négatif est dû particulièrement à une réduction des dettes du gouvernement vis-à-vis des banques commerciales (341,5 MG) et de la Banque Centrale (269 MG) résultant :

- d'un déficit budgétaire d'un montant de 1 412,1 MG;
- d'une hausse des dépôts de l'État auprès de la BRH de 1 663,6 MG;
- d'une baisse des comptes spéciaux du gouvernement central de 17,4 MG.

III.4- ÉVALUATION DU PROGRAMME FINANCIER EN 2012

Dans l'ensemble, les résultats du programme de la « Facilité Élargie de Crédit » négocié avec le Fonds Monétaire International ont été relativement satisfaisants. Au terme de l'exercice, les recettes totales collectées ont été inférieures aux prévisions de 7,2 %. Quant aux dépenses totales, elles ont été exécutées à 88 % des prévisions. Par ailleurs, au regard du niveau de financement monétaire prévu, une réduction des dettes de l'Administration Centrale de 269 MG a été plutôt observée.

Tableau 5. Évolution du solde des comptes de l'administration centrale (en millions de gourdes)

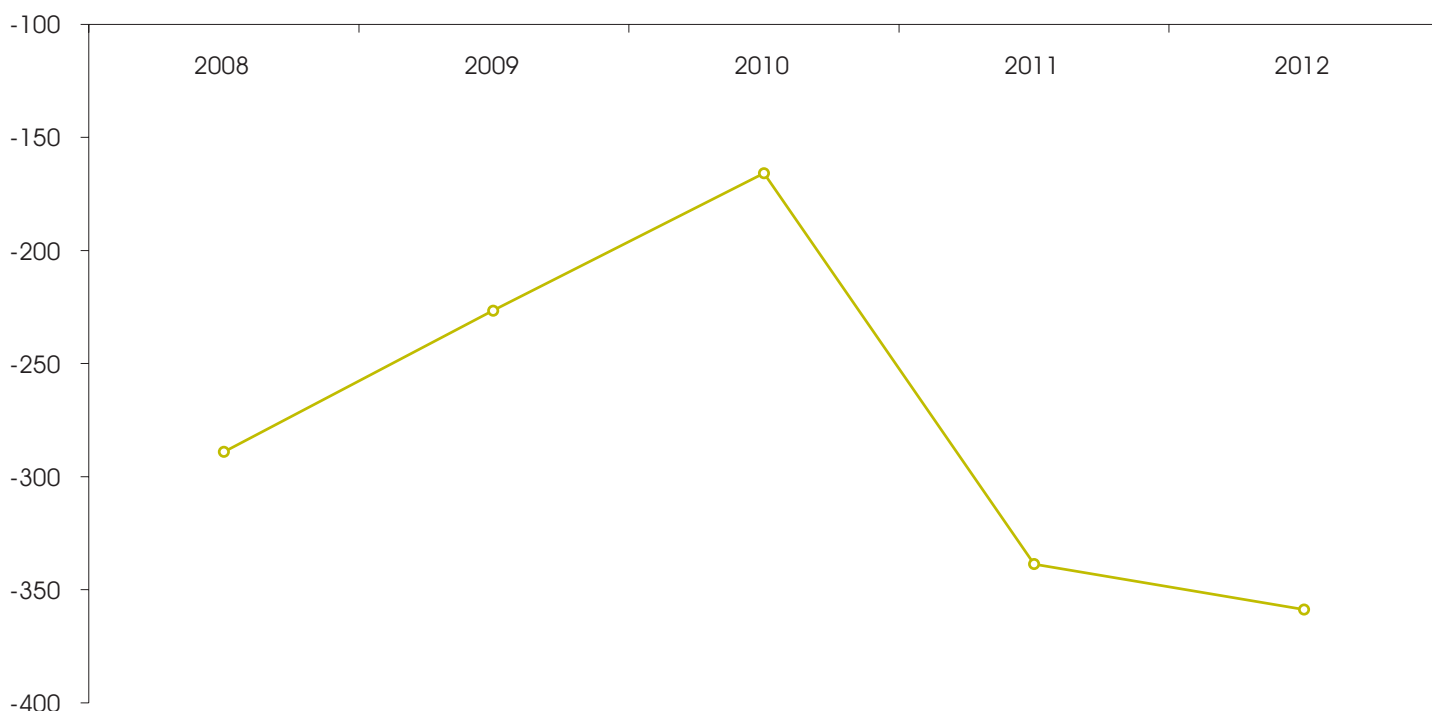
Rubriques/Exercices	2009/2010	2010/2011	2011/2012
1. Position nette du Trésor	4,992. 3	1,000.6	1,412.1
2. Dépôts de l'État	17,742. 8	4,025.9	1,663.6
3. Arriérés d'intérêts	0	91. 6	0
4. Autres créances	1,975. 5	0	0
5. Comptes spéciaux	-19. 5	-23. 7	-17.4
Financement monétaire	-54. 2	2,910. 1	-268.9

Source : BRH/DCC

IV- LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2012

Au cours de l'année 2012, les flux des comptes de la balance des paiements (BDP) ont évolué dans un environnement économique international marqué par un tassement des échanges mondiaux en raison de la crise budgétaire dans la Zone Euro et du faible rythme de croissance de l'économie américaine, ce qui a occasionné l'affaiblissement de la demande provenant de ces pays. Dans ce cadre, le solde des transactions courantes s'est légèrement détérioré dans un contexte d'une légère progression des exportations et de ralentissement de l'aide externe pour s'établir à -358.86 millions de dollars ÉU. Les investissements directs étrangers ont été évalués à 178,75 millions de dollars. Les autres investissements ont favorisé des entrées nettes de fonds de 376,29 millions de dollars ÉU et les avoirs de réserves ont affiché une accumulation de 284,58 millions de dollars.

Graphique 17. Évolution du solde des transactions courantes (en millions de dollars ÉU)



Au cours de l'exercice 2012, le solde des transactions courantes qui s'est faiblement aggravé de 5,9 %, a exhibé un solde négatif de 358,86 millions de dollars ÉU représentant 4,53 % du PIB contre 4,59 % en 2011. Le déficit des échanges de biens s'est atténué pour approcher 1,90 milliard de dollars, après les 2,25 milliards atteints en 2010 et 2011. Le solde

déficitaire des services a légèrement régressé avec un taux de croissance de 1,11 % pour s'établir à -900,85 millions de dollars ÉU. Le solde excédentaire des revenus s'est renforcé, il est passé de 41 à 68,45 millions de dollars ÉU entre 2011 et 2012. Les transferts courants nets sans contrepartie ont baissé de 14,12 % par rapport à 2011, pour s'établir à 2 367,91 millions de dollars ÉU.

IV.1- LE SOLDE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les opérations sur biens et services se sont soldées par un déficit de l'ordre de 2 795 millions de dollars ÉU. En retrait de 10,89 % par rapport à l'exercice 2011, cette réduction du déficit a surtout résulté de la baisse du déficit commercial. Cependant, les échanges de services, défavorables au cours de l'exercice, ont de leur côté contribué à l'élargir.

S'agissant du taux d'ouverture de l'économie qui mesure la somme des importations et des exportations de biens et services rapportée au PIB, il est passé de 70 % en 2011 à 61,75 % en 2012, soit une baisse de 8,25 points de pourcentage. Le niveau de cet indicateur est inférieur à la moyenne des trois dernières années (72,3 %), mais supérieur à celle des deux années ayant précédé le tremblement de terre (56,6 %). Cependant, cette évolution doit être relativisée dans la mesure où les importations de 2010 et 2011 n'étaient pas forcément liées au dynamisme interne de l'économie, mais à la nécessité pour la communauté internationale de fournir temporairement à Haïti des aides en terme d'équipements collectifs et des services de base.

Le taux de couverture de l'économie, soit le montant total des exportations de biens et services divisé par la valeur des importations, a évolué à la hausse passant de 24,5 % en 2011 à 27,2 % en 2012. Cette évolution est due aux effets conjugués de la progression des exportations et de la diminution des importations.

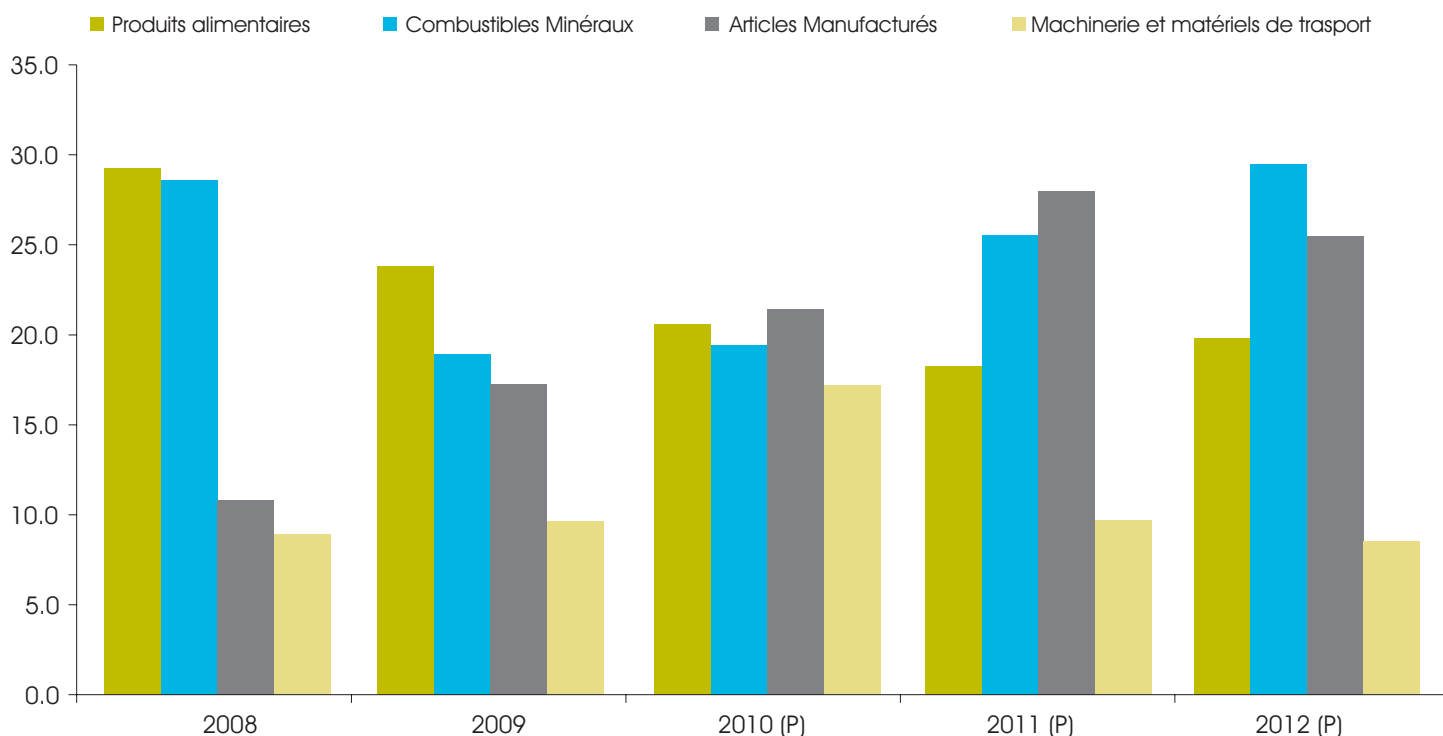
IV.1.1- LA BALANCE COMMERCIALE

Le déficit commercial, sous l'effet combiné d'une contraction de 11,10 % des importations et d'une hausse de 2,20 % des exportations, a enregistré un repli de 15,65 % par rapport à l'année 2011. La progression des exportations s'est révélée insuffisante pour induire une baisse plus prononcée de l'écart défavorable de la balance commerciale à cause du poids des importations dans le commerce des biens, soit 77,34 % en 2012.

IMPORTATIONS

La valeur totale des importations de biens atteignant 2,67 milliards de dollars ÉU a connu une régression de 11,10 %. Tributaire en partie des transferts courants nets qui ont reculé de 14,12 %, la baisse des importations s'est reflétée dans ses principales composantes: produits alimentaires, combustibles minéraux, machineries et matériels de transport et articles manufacturés. Ces quatre groupes de produits ont représenté 83,28 % du total en 2012.

Graphique 18. Parts relatives des principales importations (en %)



Les importations de produits alimentaires se sont établies à 522,97 millions de dollars, soit une baisse de 5,13 % par rapport à 2011 et de 9,6 % par rapport à 2010. Les cours mondiaux des différents produits de base principalement consommés en Haïti n'ont pas eu un comportement uniforme sur la période. La tonne métrique du maïs a crû de 8,27 % en glissement annuel, entre septembre 2011 et septembre 2012, alors que le coût moyen d'acquisition de la tonne métrique du riz a baissé de 4,07 % sur la même période.

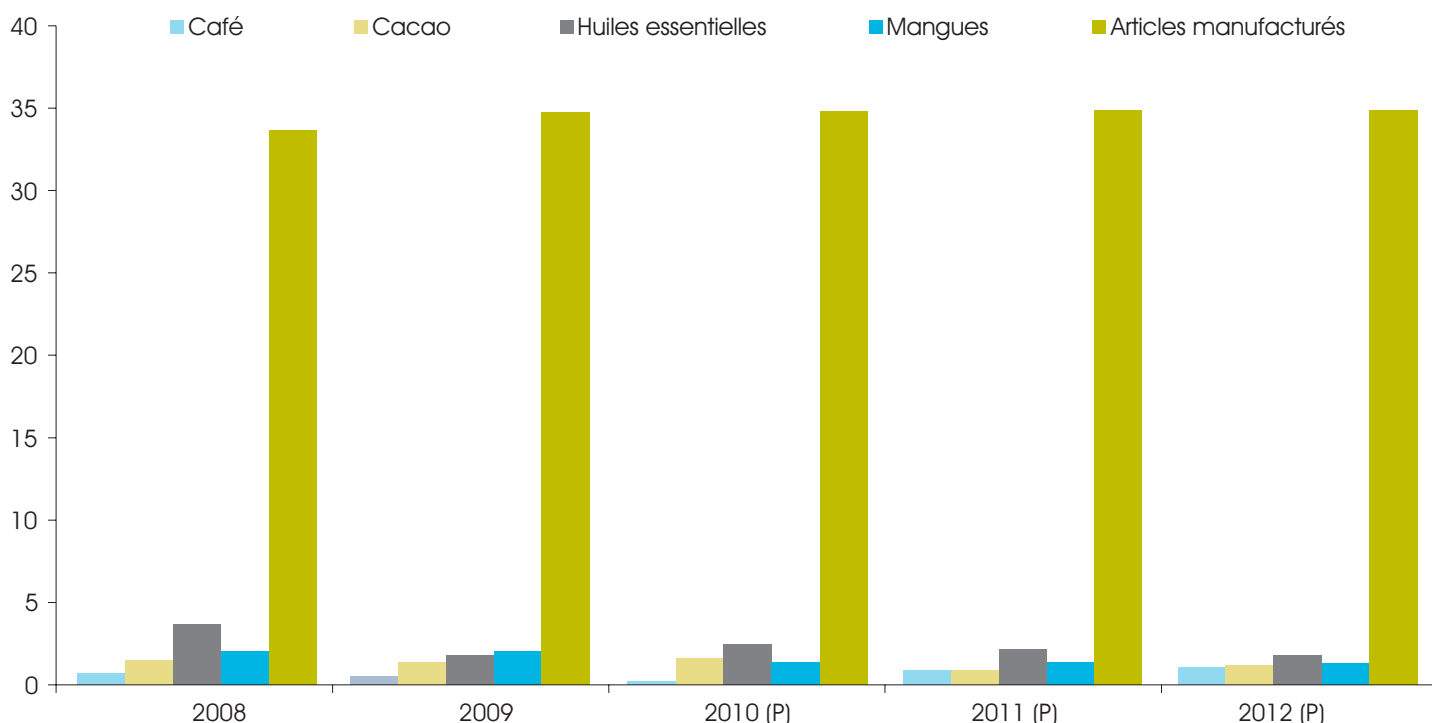
Les importations des combustibles minéraux ont progressé de 6,50 % en valeur. Cette hausse de la facture pétrolière a été enregistrée alors que le volume commandé a régressé de 1,38 %, à 5,92 millions de barils de pétrole en 2012 contre 6 millions de barils l'année précédente. La hausse du cours mondial de 6,03 % a favorisé cette évolution.

Les articles manufacturés, représentant plus de 25 % des importations totales en 2012, ont connu une baisse de 20,17 % pour se situer à 673,06 millions de dollars. Le démarrage tardif des grands chantiers de reconstruction annoncés en 2012 pourrait être à la base de ce comportement. Le groupe « machinerie et matériels de transport » a suivi le mouvement baissier des principaux produits d'importations pour accuser un recul de 23,28 %.

EXPORTATIONS

Les recettes d'exportations sur biens pour la période se sont élevées à 784,96 millions de dollars ÉU contre 768,09 millions un an auparavant, soit une amélioration de 2,2 %. Elles proviennent surtout du secteur de l'assemblage qui représente plus de 80 % des exportations totales. L'adoption des lois HOPE et HELP, accordant un accès préférentiel aux produits des industries du textile et de l'habillement, a entraîné un certain dynamisme du secteur. N'était-ce la baisse de la demande externe pour ces produits survenue au deuxième trimestre de l'exercice, le regain de dynamisme observé avec l'implantation de la zone franche de Caracol dans le Nord-Est aurait porté la croissance des exportations à un niveau plus élevé.

Graphique 19. Parts relatives des principaux produits exportés (en %)



Les recettes de café ont de leur côté progressé de 20,31 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse témoigne d'un effet volume puisque le cours mondial de ce produit a, pour une nouvelle fois, replié au niveau des deux types les plus commercialisés de septembre 2011 à septembre 2012 (arabica : -34,83 % et robusta : -2,69 %).

Les exportations de cacao, en dépit d'un repli du cours mondial (-8,82 % de septembre 2011 à septembre 2012) ont enregistré une augmentation de 34,67 %.

Les exportations de mangues ont enregistré une baisse de 4,76 % pour atteindre 10,06 millions de dollars. Les huiles essentielles, avec un poids relatif non négligeable, ont considérablement régressé en 2012. En 2011, elles avaient été de l'ordre de 16,37 millions de dollars et ont diminué à 14,26 millions de dollars en 2012, soit une contraction de 12,9 %.

SERVICES

Le solde déficitaire des services s'est détérioré de 1,11 % en 2012. Les exportations de services constituées majoritairement par les dépenses des touristes dans l'économie ont accusé une hausse de 4,61 %. Bien que la situation du marché de l'emploi aux États-Unis soit peu favorable, cela n'a pas découragé bon nombre de nos compatriotes de la diaspora à visiter le pays pendant l'année 2012.

Au niveau des importations de services, une progression de 1,87 % a été observée reflétant l'augmentation des frais des billets d'avion payés par les compatriotes pour leur séjour à l'étranger. Les autres composantes des paiements de services ont toutes régressé, les services liés aux dons ont décliné de 4,73 %, le fret a enregistré une baisse de 11,10 %.

IV.1.2- TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants nets ont diminué de 14,12 % par rapport à l'exercice précédent. La forte réduction des dons officiels en est la principale cause. Par ailleurs, les envois de fonds des travailleurs expatriés ont connu une croissance légère de 3,93 % à 1 612,33 millions de dollars. Les transferts sortants sont en régression de 3,46 % par rapport à 2011, ils se situent autour de 232 millions de dollars ÉU.

IV.2- COMPTE DE CAPITAL

En 2012, le pays n'a pas bénéficié de remises sur le stock de la dette externe, ce qui explique le faible niveau du compte de capital qui a affiché un montant de 75,69 millions de dollars ÉU, représentant les différents dons en équipement faits au pays par les bailleurs de fonds internationaux.

IV.3- OPÉRATIONS FINANCIÈRES

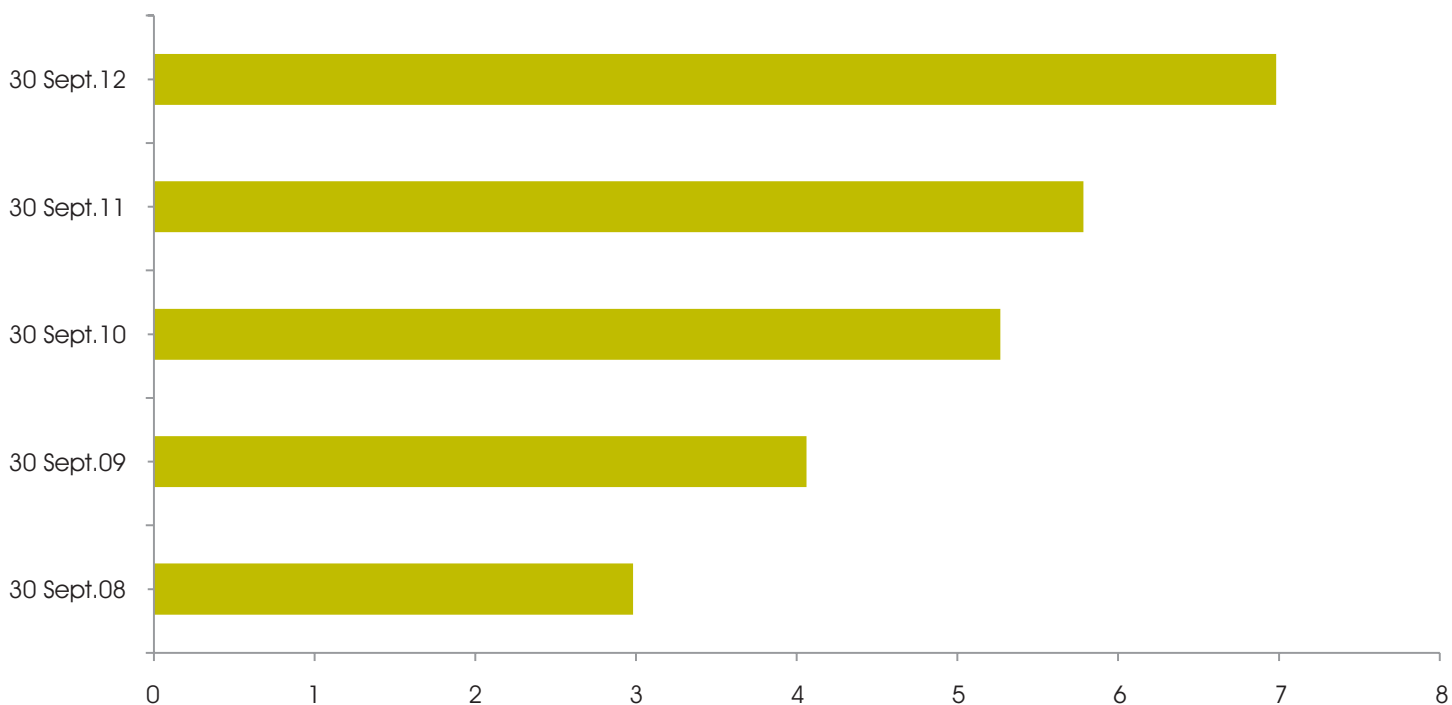
Le solde des opérations financières a connu une progression très marquée pour se chiffrer à 557,8 millions de dollars ÉU. Cette croissance est due à l'augmentation importante des flux au niveau des autres investissements.

Les entrées nettes de capitaux au titre des autres investissements s'élèvent à 379,05 millions de dollars contre un flux net négatif de 318,13 millions de dollars ÉU en 2011. Ceci est lié au fait que le solde des administrations publiques n'a pas enregistré de sorties significatives au titre d'amortissement dû à des annulations portant sur le stock de la dette externe. Ce secteur a enregistré des décaissements de l'ordre de 374,7 millions de dollars ÉU, en hausse de 9,75 % par rapport à 2011.

Les flux d'investissements directs étrangers ont atteint 178,75 millions de dollars, mais ont connu un repli de 1,24 % par rapport à 2011. Les secteurs de la sous-traitance, des services hôteliers, des télécommunications en sont les principaux bénéficiaires.

Le secteur bancaire a enregistré des entrées nettes de 111,24 millions de dollars. Les Autorités Monétaires ont accumulé pendant l'exercice 2012 des réserves à hauteur de 284,58 millions de dollars. Ainsi, au 30 septembre, le stock des réserves brutes équivaut à plus de 6 mois d'importations de biens et services.

Graphique 20. Réserves brutes en mois d'importations de biens et services

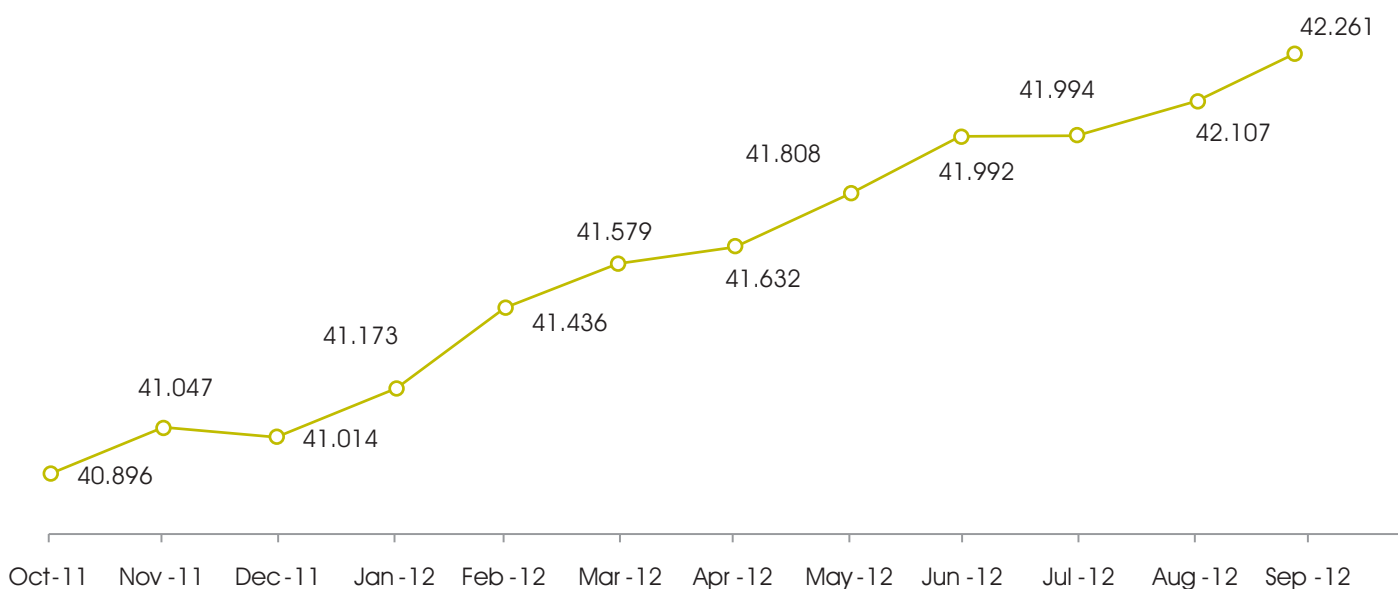


V- ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL PENDANT L'EXERCICE 2012

Une hausse modeste du taux de change du dollar américain par rapport à la gourde a constitué la principale tendance observée sur le marché local des changes durant l'exercice fiscal 2011-2012.

De 40,8963 gourdes pour un dollar américain en octobre 2011, le taux de référence moyen mensuel s'est graduellement accru et a atteint 42,2606 gourdes pour un dollar ÉU en septembre 2012, soit une dépréciation de 3,71 % par rapport à septembre 2011. À l'origine de ce léger renchérissement du dollar américain se trouve un faible et persistant déficit d'offre ne permettant pas de satisfaire adéquatement une demande croissante de devises dans un contexte de faible relance économique. Par ailleurs, le climat socio-économique tendu sévissant au pays pendant une certaine période de l'année fiscale pourrait avoir alimenté les anticipations négatives des agents économiques quant à l'évolution du taux de change.

Graphique 21. Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (Moyenne mensuelle)



Cette légère hausse du taux de change réalisée par paliers s'explique par les éléments suivants :

- **Augmentation de la demande de dollars**

Une nette progression de la demande de dollars ÉU a été constatée au niveau du marché des changes. Celle-ci pourrait résulter principalement de la croissance des activités dans les secteurs de la « construction », du « commerce de gros et de détail » et de la « communication ». Cette accentuation de la demande s'est donc accompagnée d'une augmentation du volume des transactions de change. Ainsi, au cours de l'exercice fiscal 2012, le système bancaire a acheté 2 246 millions de dollars ÉU au taux moyen de 41,6491 gourdes et a vendu 2 266 millions de dollars ÉU au taux moyen de 41,9167 gourdes. En 2011, le volume total des achats s'était chiffré à 2 014 millions de dollars ÉU au taux moyen de 40,3121 gourdes contre des ventes totales de 2 032 millions de dollars au taux moyen de 40,6557 gourdes. Ainsi, les achats et les ventes ont connu un rythme de progression similaire, soit de 11,52 %.

- **Renchérissement du prix moyen du baril de pétrole**

Au mois de septembre 2012, le prix moyen du baril de pétrole Brent a atteint 109,64 dollars ÉU contre 106,29 dollars ÉU en octobre 2011, soit une légère augmentation de 3,35 dollars ÉU. L'augmentation de la facture pétrolière, liée également à la hausse du volume importé des produits pétroliers pour la production énergétique et la consommation des agents économiques, a donc contribué à maintenir une pression additionnelle sur le marché local des changes.

Cependant, d'autres facteurs ont contribué à contenir la progression du taux de change :

- **Hausse des transferts privés reçus**

Les transferts privés sans contrepartie, qui constituent l'une des principales composantes de l'offre de devises, ont connu une augmentation de 3,93 %, atteignant 1 612,3 millions de dollars ÉU pour l'exercice 2011-2012.

- **Réduction des transferts expédiés**

Pour l'exercice sous étude, les transferts expédiés se sont chiffrés à 231,92 millions de dollars ÉU. Ainsi une différence de 8,32 millions de dollars a été observée par rapport à l'année fiscale précédente au cours de laquelle ils avaient atteint 240,24 millions de dollars.

- **Hausse des exportations**

Les exportations, de leur côté, ont connu une faible progression de 2,20 %, totalisant 784,95 millions de dollars ÉU au cours de l'exercice 2011-2012 contre 768,09 millions de dollars ÉU pendant l'année 2011⁶.

- **Baisse des importations**

Les importations de biens, principal déterminant de la demande de devises, ont connu une baisse de 11,1 % en rythme annuel, pour se chiffrer à 2 679,33 millions de dollars pour la période sous étude contre une hausse de 7,3 % pendant l'exercice précédent.

6 Les données du mois de septembre 2012 constituent une estimation.

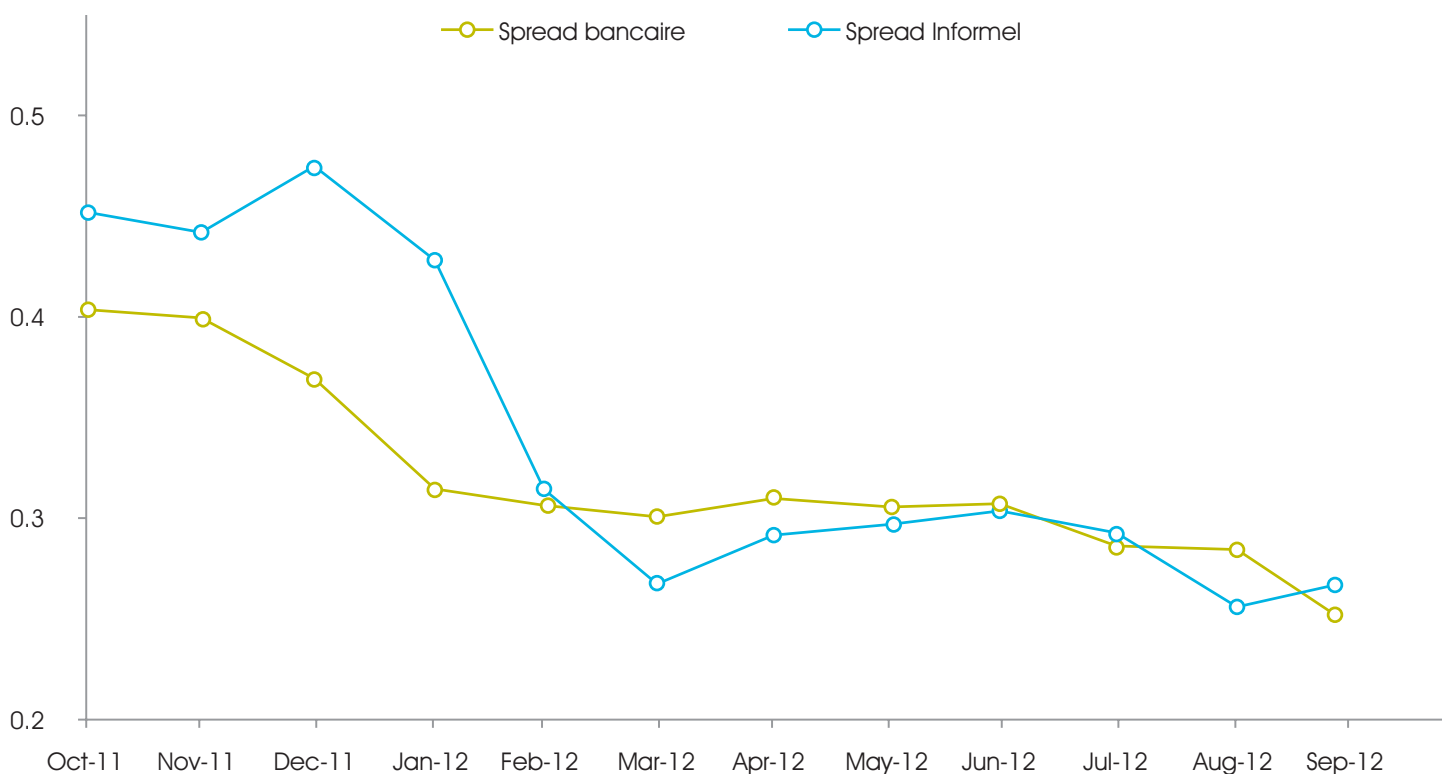
V.1- LES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE SUR LE MARCHÉ

En vue de limiter la volatilité de la gourde par rapport au dollar, les Autorités Monétaires ont réalisé des ventes nettes de devises de l'ordre de 38,93 millions de dollars ÉU. Les ventes de devises ont atteint 72 millions de dollars ÉU sur l'exercice 2012. Par ailleurs, la BRH a effectué pendant l'exercice fiscal sous-revue des opérations de swaps de devises avec les banques commerciales. Un montant nominal de 70,75 millions de dollars a été cédé aux banques au taux moyen de 42,1350 gourdes. Le taux rémunérateur moyen des gourdes empruntées par la BRH pour une durée maximale de 91 jours a été fixé à 4,83 %. Les banques qui ont participé au marché des swaps de devises ont été au nombre de cinq : la Unibank, Sogebank, Capital Bank, BNC et BPH. Un remboursement de 41,75 millions de dollars ÉU a été réalisé au 30 septembre 2012 par les banques susmentionnées.

V.2- ÉVOLUTION DES SPREADS BANCAIRE ET INFORMEL

Les gains générés sur les transactions de change par les banques commerciales ont été estimés à une moyenne de 27 centimes sur chaque dollar transigé pour l'exercice 2012 contre 35 centimes l'année précédente. En 2012, au niveau du marché informel, une marge bénéficiaire de 29 centimes est réalisée en moyenne. Il faut souligner que pour l'exercice précédent, le spread informel avait été estimé à une moyenne annuelle de 35 centimes. La baisse du spread au niveau des marchés bancaire et informel est due à une augmentation de la compétition entre les cambistes et suggère que le marché a été bien approvisionné au cours de l'exercice.

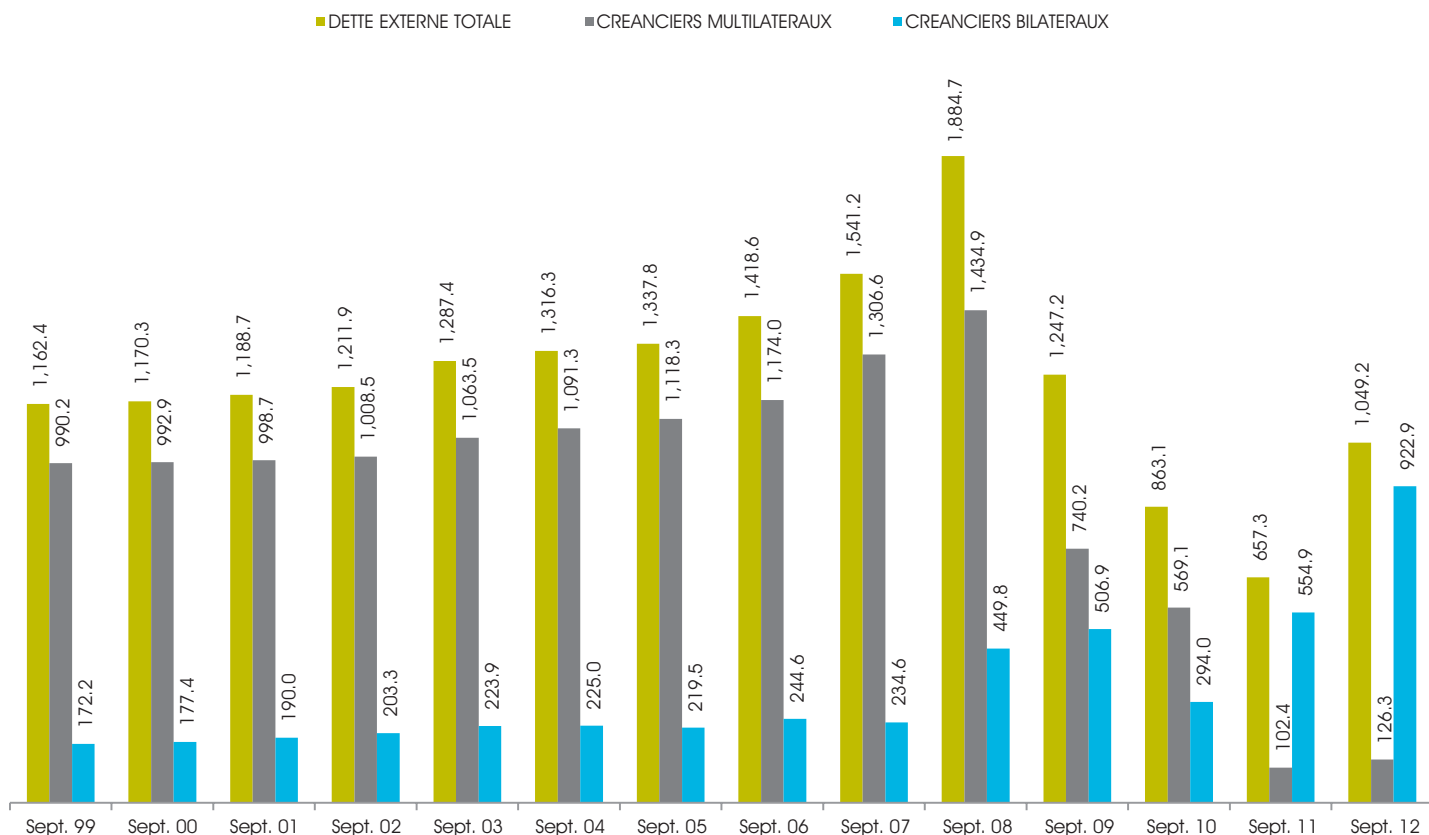
Graphique 22. Évolution des spreads bancaire et informel (Moyenne mensuelle)



VI- LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2012

L'encours de la dette publique externe a enregistré une hausse de 59,62 % en septembre 2012 comparé au stock de 2011. Ceci est dû à l'augmentation de 66,33 % des créances bilatérales au cours de la période considérée. Les créances multilatérales ont également augmenté, mais en proportion bien moindre par rapport aux créances bilatérales.

Graphique 23. Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU)



VI.1- LES CRÉANCES BILATÉRALES

Au 30 septembre 2012, les créances bilatérales constituaient 87,96 % de l'encours total de la dette publique externe. De 2011 à 2012, elles sont passées de 554,90 à 922,94 millions de dollars ÉU. L'augmentation observée à ce niveau, est imputable en grande partie aux décaissements effectués par le Venezuela au titre de l'accord Petrocaribe. En effet, l'encours total des prêts de Petroleos de Venezuela S.A. (PDVSA) est passé de 461,9 millions de dollars ÉU en 2011 à 823,3 millions de dollars en 2012, ce qui représente une augmentation de 78,24 %.

VI.2- LES CRÉANCES MULTILATÉRALES

La dette multilatérale a progressé de 23,28 % au cours de l'exercice finissant le 30 septembre 2012. En effet, de 102,43 millions de dollars ÉU à la fin de l'exercice précédent, elle est passée à 126,28 millions de dollars ÉU. Cette hausse s'explique surtout par les décaissements effectués par le FMI dans le cadre du programme de la Facilité Élargie de Crédit (FEC).

VI.3- STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR TYPES DE DEVISES

Au 30 septembre 2012, la plus grande partie du portefeuille de la dette publique externe est libellée en dollars ÉU, avec une proportion atteignant 89,2 %. Le DTS, deuxième composante de l'encours, suit de très loin avec un poids de 10,7 % du stock total.

Néanmoins, le DTS, instrument de réserve international, utilisé comme unité de compte par certains organismes internationaux, est constitué de quatre principales monnaies qui sont: le dollar à 45 %, l'euro à 29 %, le yen japonais à 15 % et la livre sterling à 11 %. Ainsi, toute fluctuation de ces trois dernières devises par rapport au dollar ÉU pèse de manière significative dans l'évolution de l'encours de la dette publique externe d'Haïti.

Graphique 24. Composition du portefeuille de la dette externe par type de devises



VI.4- RÉPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

L'encours de la dette externe en fonction des principaux secteurs d'activité est ainsi réparti: énergie (78,47 %); transport (7,66 %); agriculture (6,32 %) et balance des paiements (4,57 %). Les secteurs : Éducation, Eau et infrastructure et autres se partagent les 2,98 % restants. On constate ainsi une forte concentration de la dette au niveau du secteur énergie due à l'augmentation de la dette du pays envers le Venezuela, principal fournisseur de produits pétroliers. Comparé à la répartition sectorielle durant le précédent exercice, l'encours de la dette a gardé à peu près la même structure avec une hausse considérable liée aux secteurs de l'énergie et à la balance des paiements.

Graphique 25. Répartition de la dette par secteur économique (en millions de dollars ÉU)



VI.5- DÉCAISSEMENTS, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENT

Les décaissements pour l'exercice 2011-2012 ont affiché une croissance de 12,11 % par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 397,28 millions de dollars ÉU. Ceux effectués par le Venezuela au titre de l'accord Petrocaribe constituent 90,98 % du total. Les décaissements des organismes multilatéraux en faveur d'Haïti sont passés de 22,41 à 29,46 millions de dollars ÉU entre 2011 et 2012, enregistrant ainsi une hausse de 28,5 %. Cette augmentation est surtout liée aux décaissements effectués dans le cadre du programme de Facilité Élargie de Crédit avec le Fonds Monétaire International (FMI). Les décaissements des bailleurs bilatéraux ont, pour leur part, crû de 10,80 %.

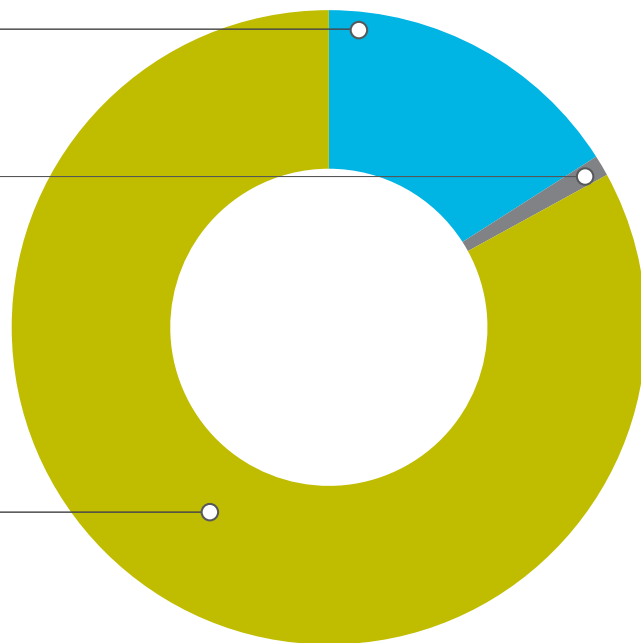
Considérant la répartition sectorielle des décaissements, l'énergie a obtenu la part la plus importante, soit 90,98 %, suivie des autres secteurs qui sont: la balance des paiements, les infrastructures, l'agriculture, le transport, etc. avec une participation d'environ 9 %.

Graphique 26. Service de la dette par organisme (en millions de dollars ÉU)

Bandes, 0.15

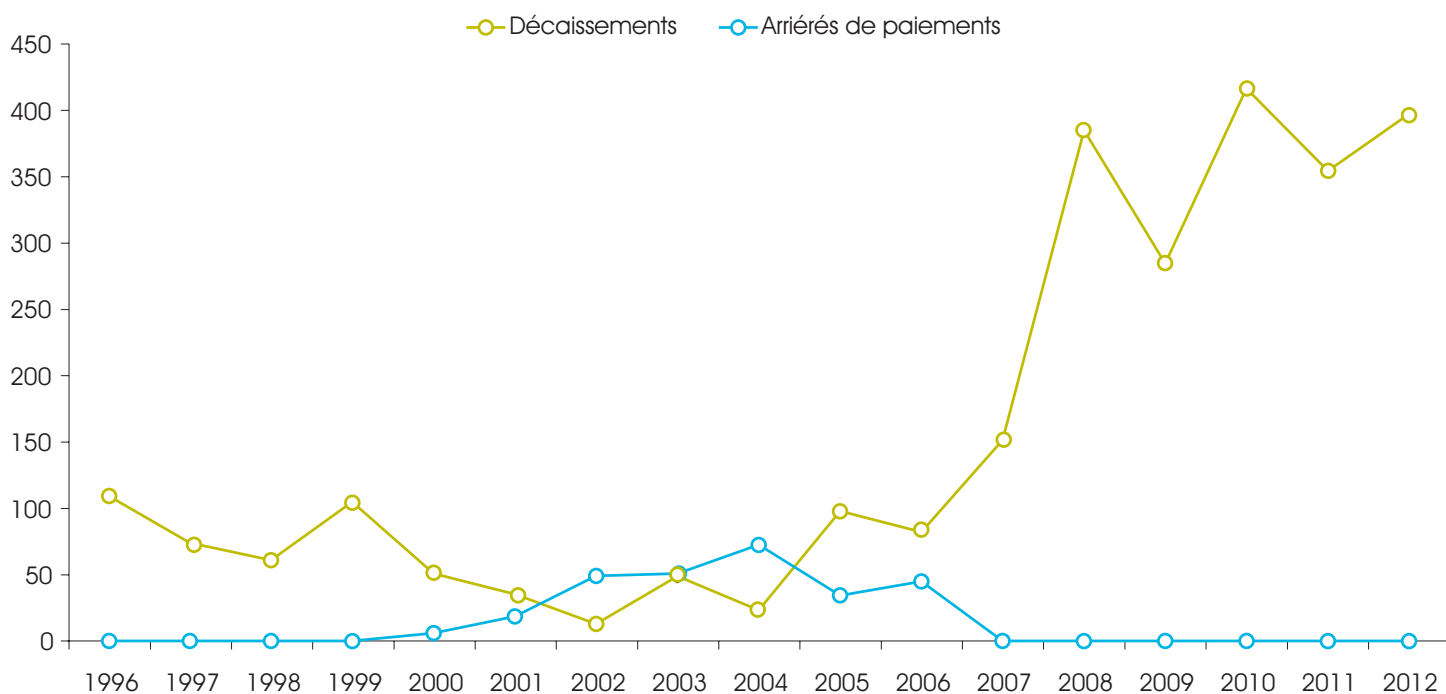
BID, 0.01

OPEC, 0.78

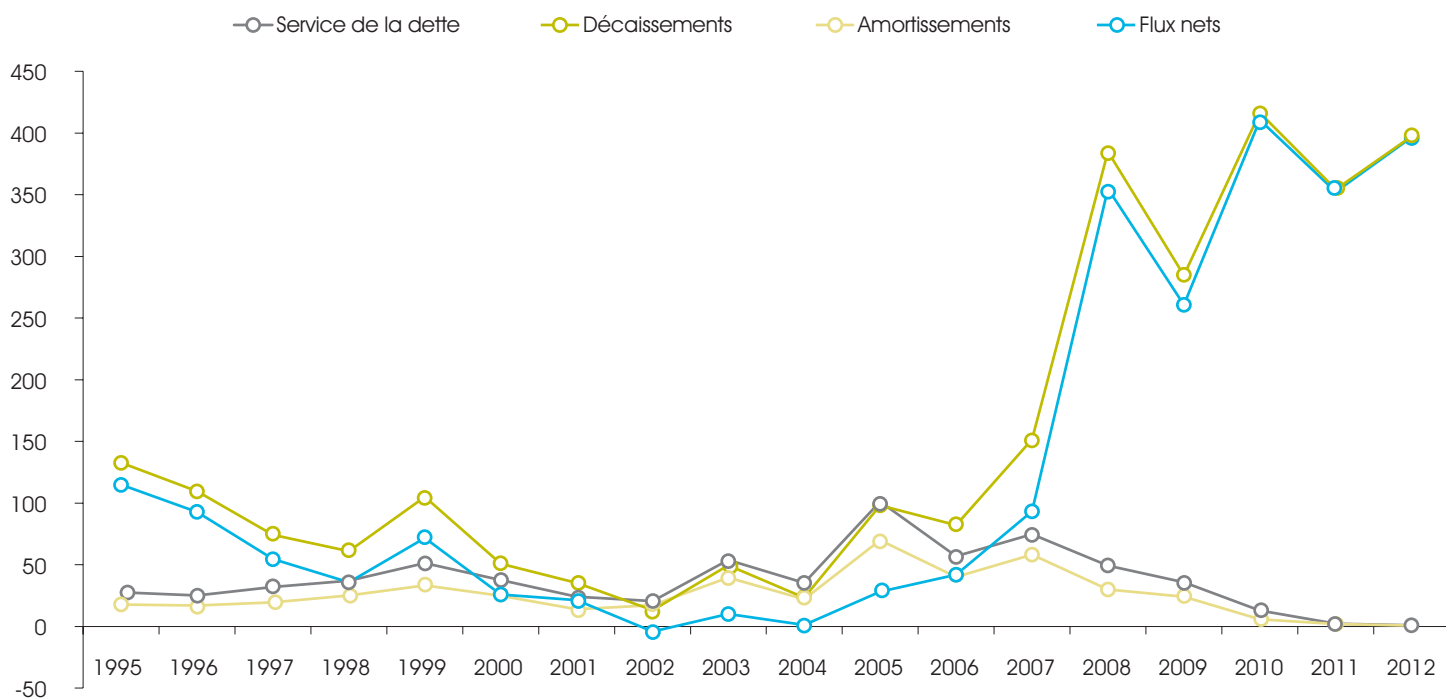


Parallèlement, les débours consentis par le Trésor Public en vue d'honorer les échéances au titre du service de la dette ont baissé au cours de la période, passant de 2,23 millions de dollars ÉU en 2011 à 0,94 million de dollars ÉU en 2012. Cette baisse du service de la dette constitue une résultante de l'annulation d'une grande partie de la dette survenue en 2009 puis en 2010. Par ailleurs, 83,3 % du montant versé soit 0,78 million de dollars ÉU représente le service de la dette envers l'OPEC.

Graphique 27. Évolution comparée des décaissements et des arriérés de paiement



Graphique 28. Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars EU)



Le service de la dette au cours de l'exercice 2011-2012, rapporté aux exportations, représente 0,09 % contre 0,22 % pour l'exercice précédent. Cette diminution peut s'expliquer par la baisse de 57,07 % du service de la dette due aux allègements post-séisme réalisés par les créanciers et aussi à l'augmentation des exportations.

Les flux nets ont de leur côté progressé de 12,45 %, ils sont passés de 352,45 millions de dollars EU en 2011 à 396,34 millions de dollars EU en 2012 en raison d'une augmentation des décaissements.

VI.6 ALLÈGEMENT DE DETTE REÇU AU COURS DE L'EXERCICE FISCAL 2011-2012

Au cours de l'exercice fiscal 2011-2012, Haïti a bénéficié d'un allègement de 7,91 millions de dollars ÉU dont 4,93 millions de dollars ÉU en réduction du service de sa dette et 2,98 millions en rééchelonnement du service. L'allègement reçu provient de deux créanciers : FIDA (créancier multilatéral) et EXIMBANK de Chine dont les contributions respectives ont été de 51,32 % et 48,68 %. Concernant les 2,98 millions de dollars de rééchelonnement du service de la dette dont a bénéficié le pays, une grande part provient de Taiwan.

Tableau 6. Allègement de la dette reçu pour l'exercice 2011-2012 (En millions de dollars ÉU)

	Bilatéraux	Multilatéraux	Total
Réduction/Service-dette	2.4	2.53	4.93
Réduction/Stock			
Total (I)	2.4	2.53	4.93
Rééchelonnement/Service-dette	2.98	0	2.98
Total (II)	2.98	0	2.98
Total (I & II)	5.38	2.53	7.91

Source : BRH/DAI-Service Dette Externe

B. LE SYSTÈME BANCAIRE EN 2012 : VUE D'ENSEMBLE

VII- ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2012

Au cours de l'exercice 2011-2012, le système bancaire a évolué dans un environnement d'affaires plus serein confirmant la poursuite de la reprise amorcée dès l'exercice antérieur après la baisse des indicateurs économiques et financiers en 2010. Ainsi, les établissements bancaires, soutenus par les différentes mesures d'accompagnement de la Banque Centrale ont pu relancer le crédit dans l'économie tout en augmentant et diversifiant davantage leur portefeuille d'actifs.

La taille du bilan du système totalisant 170,56 milliards de gourdes (MMG) au 30 septembre 2012, continue de s'élargir avec, toutefois, un léger ralentissement de son rythme de croissance par rapport à l'exercice antérieur (10,80 % en 2012 contre 11,6 % en 2011). Parallèlement, les activités d'intermédiation bancaire se sont encore intensifiées : le crédit bancaire et le volume de dépôts captés auprès de la clientèle ont progressé respectivement de 32,5 % et 8,3 % par rapport à l'an dernier pour atteindre 53,10 et 146,84 milliards de gourdes au 30 septembre 2012.

La croissance des dépôts a assuré le financement des activités bancaires à un niveau moindre que l'an dernier (86,1 % en 2012 contre 88,0 % en 2011). Par ailleurs, l'avoir des actionnaires a connu une croissance de 14,9 % en glissement annuel, favorisant un renforcement de 23 points de base de l'assise financière du système (6,4 % au 30 septembre 2012 contre 6,17 % au 30 septembre 2011), car l'actif total a crû moins rapidement (10,8 %) sur la période.

Du point de vue financier, la rentabilité du secteur s'est également améliorée. En effet, les établissements bancaires ont pu générer au total 2,24 milliards de gourdes comme bénéfice net en 2012 contre 2,01 milliards au cours de l'exercice précédent. Toutefois, les indicateurs de performance n'ont pas reflété ce renforcement des résultats : si le rendement de l'actif (ROA) a stagné à 1,38 % suite à la croissance quasiment proportionnelle de l'actif et du bénéfice net, le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) a reculé de 23 points de base (21,93 % en 2012 contre 22,16 % en 2011), conséquence de l'accroissement plus marqué des fonds propres comptables des banques du secteur.

VII.1- LE SYSTÈME BANCAIRE : VUE D'ENSEMBLE

L'actif des banques du système a crû de 10,8 %, passant de 153,99 MMG au 30 septembre 2011 à 170,56 MMG un an après. Financé à hauteur de 86,09 % par les dépôts totaux, l'actif est à 45,48 % composé en grande partie des liquidités (Disponibilités : 41,80 % et Bons BRH : 3,68 %), du portefeuille de crédit net (30,41 %) et des Autres Placements (17,78 %). Sous l'influence d'une légère dépréciation de 3,54 %⁷ de la gourde par rapport au dollar américain pendant l'exercice 2012, les actifs libellés en devises converties (98,64 MMG) ont progressé plus rapidement que les actifs libellés en gourdes (71,92 MMG), soit 11,78 % contre 9,46 %. Cependant, en volume, l'actif en dollar n'a crû que de 7,89 %. Au 30 septembre 2012, le système bancaire est dollarisé à 57,83 %.

L'intermédiation des banques du système en 2012 est surtout marquée par une croissance plus proportionnelle du portefeuille de prêts bruts par rapport aux dépôts totaux. En effet, le crédit brut a connu une augmentation annuelle de 32,5 % pour atteindre 53,10 MMG au 30 septembre 2012, tandis que les dépôts n'ont progressé que de 8,3 % à 146,84 MMG.

Le crédit net en pourcentage de l'actif a affiché la même tendance à la hausse observée au niveau des prêts bruts. De 25,1 % en 2011, il représente 30,41 % en 2012, soit un gain de 5,31 points de pourcentage. Parallèlement, les Disponibilités, les Bons BRH et les Autres Placements ont perdu respectivement 3,6, 0,42 et 1,52 points de pourcentage en termes de part dans l'actif total.

La qualité du portefeuille de crédit s'est encore améliorée en 2012. Le repli de 13,2 % du stock de prêts improductifs a entraîné une baisse de 1,27 point de pourcentage du taux d'improductifs qui est passé de 3,69 % à la fin de septembre de 2011 à 2,42 % à la fin de septembre 2012. De plus, les banques ont relevé leur niveau de provisionnement au 30 septembre 2012, en affichant un taux de couverture de 96,66 % contre 93,10 %, soit une amélioration de 3,56 points de pourcentage. En conséquence, un net progrès au niveau du taux d'exposition des fonds propres au risque de crédit a été constaté. De 1,07 % en 2011, il est passé à 0,39 %, soit un recul de 68 points de base.

L'activité bancaire s'est révélée plus rentable en 2012 qu'en 2011. En effet, le bénéfice net a connu une croissance de 11,5 % pour s'établir à 2 239,47 MMG au cours l'exercice 2011-2012, contre 2 007,95 MMG réalisé un an auparavant.

La progression des revenus nets d'intérêt de 14,2 % (494,39 MG) ajoutée à celle des autres revenus de 4,6 % (188,17 MG), composés à hauteur de 17,7 % des gains sur change, ont contribué à l'augmentation de 9,0 % (682,56 MG) du produit net bancaire (PNB) qui avoisine 8 231 MG au cours de cet exercice. L'effet ciseau positif résultant de la hausse plus soutenue du PNB par rapport à celle des dépenses d'exploitation a expliqué en grande partie la croissance du bénéfice net.

7 C'est le taux de fin de période qui est utilisé dans ce cas-ci.

Par contre, les indicateurs de performance, en l'occurrence le ROA (1,38 %) et le ROE (21,93 %) sont restés quasiment stables comparativement à l'exercice précédent.

Tableau 7. Indicateurs financiers clés au 30 septembre

(en millions de gourdes)	2012	2011	2010	2009	2008
BILAN					
Actif	170,555.7	153,995.3	137,937.4	107,913.1	100,301.6
Bons BRH	6,269.5	6,327.9	9,249.1	9,551.9	9,396.7
Prêts nets	51,860.2	38,697.3	29,430.7	33,315.2	29,180.8
Dépôts	146,838.1	135,549.0	119,252.7	92,460.4	84,724.7
Avoir des actionnaires	10,917.2	9,504.4	8,617.1	7,244.8	6,511.2
RÉSULTATS					
Revenus nets d'intérêt	3,987.4	3,493.0	3,474.3	3,983.8	3,667.8
Autres revenus	4,243.5	4,055.3	3,608.4	2,851.0	2,749.3
Dotation à la Provision pour Créances douteuses	391.8	226.7	644.5	299.5	116.0
Frais d'exploitation	5,491.8	5,114.1	4,901.6	4,975.2	4,704.2
Bénéfice net (perte nette)	2,239.5	2,008.0	1,462.8	1,256.6	1,310.0
STRUCTURE FINANCIÈRE (En pourcentage)					
Avoir des actionnaires en % de l'actif	6.4	6.2	6.3	6.7	6.5
Dépôts en % de l'actif	86.1	88.0	86.5	85.7	84.5
QUALITÉ DE L'ACTIF					
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts	2.4	3.7	5.7	8.5	9.7
Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts	96.7	93.1	84.1	69.6	66.4
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires	0.4	1.1	3.2	12.6	15.6
RENTABILITÉ					
Rendement de l'actif (ROA)	1.4	1.4	1.2	1.2	1.5
Rendement de l'avoir des actionnaires	21.9	22.2	18.4	18.3	21.7
Revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt	92.4	91.4	87.4	84.8	77.4
Rendement moyen des prêts	8.1	9.2	10.1	11.0	12.6
Rémunération moyenne des dépôts ^a	0.2	0.3	0.5	0.8	1.4
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire	66.7	67.8	69.2	72.8	73.3
Produit net bancaire par employé (en milliers de gourdes)	2223.4	2166.9	1936.8	1742.5	1609.9
Nombre d'employés	3832.0	3572.0	3395.0	3919.0	3909.0

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a) Dépôts moyens de la période, y compris les dépôts à vue.

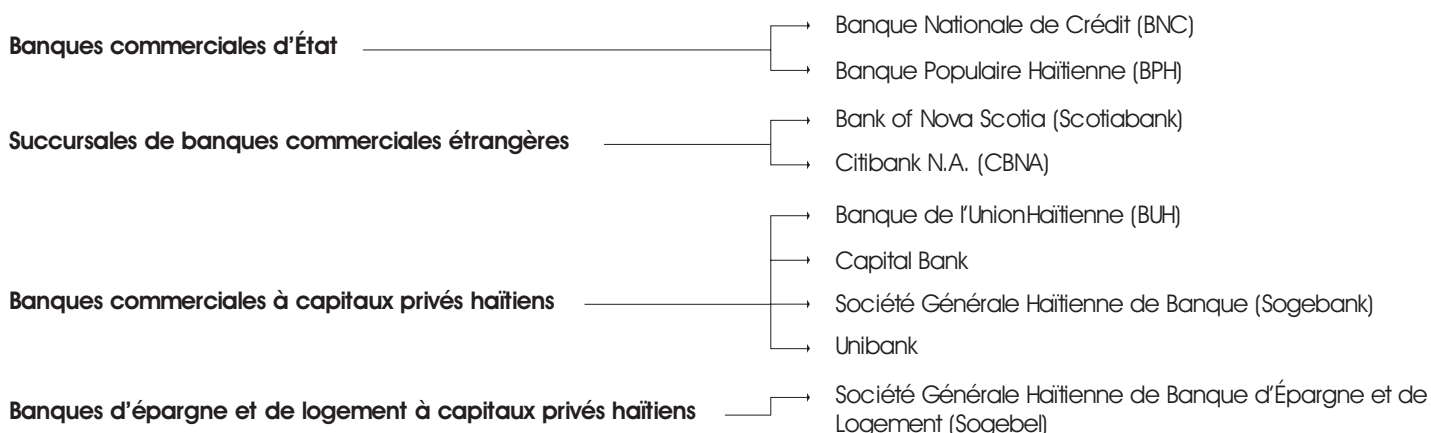
VII.2- LE SYSTÈME BANCAIRE : ÉTABLISSEMENTS, ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL ET TAUX DE BANCARISATION

Au terme de l'année fiscale 2012, le nombre d'établissements bancaires en exploitation dans le pays s'élève à neuf (9). Selon l'origine de leurs capitaux et leurs activités principales⁸, ces neuf (9) établissements sont répartis comme suit :

8 Le décret du 14 novembre 1980 réglementant le fonctionnement des banques et les activités bancaires sur le territoire de la République d'Haïti définit les banques commerciales comme des établissements dont les activités principales consistent à recevoir du public des dépôts à vue ou à terme et à effectuer des opérations de crédit à court, à moyen ou à long terme selon les prescriptions de la BRH. La loi du 28 août 1984 portant création et fonctionnement des banques d'épargne et de logement (BEL) définit ces dernières comme des établissements dont les activités principales consistent à mobiliser l'épargne privée et publique, nationale ou étrangère, en vue de l'octroi de prêts hypothécaires à moyen et long terme devant servir à l'acquisition, à la construction ou à la restauration d'immeubles à usage résidentiel, commercial, industriel ou à caractère social.

deux (2) banques commerciales d'État, deux (2) succursales de banques étrangères, quatre (4) banques commerciales à capitaux privés haïtiens dont une (1) banque d'épargne et de logement.

Tableau 8. Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2012)



Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

En 2012, la BRH a traité trois (3) demandes d'ouverture de nouvelles succursales bancaires contre aucune pour l'année précédente. Pendant cette année, plusieurs des succursales de banques affectées par le tremblement de terre ont été réparées ou relocalisées. De plus, les banques ont commencé à retourner timidement au centre-ville, c'est le cas de la BNC qui a réouvert son siège social de la rue des Miracles et sa succursale « Pavée 2 » à la rue Pavée ainsi que la Sogebank qui a rouvert la succursale de l'angle des rues des Miracles et du Quai. Le nombre de points de services bancaires a atteint 172 succursales et agences dont 60 fonctionnent en province.

Tableau 9. Nombre de succursales et agences autorisées

	2012	2011	2010	2009	2008
Succursales et agences autorisées	3	0	3	3	2

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au cours de l'exercice 2011-2012, aucune tentative officielle de rapprochement bancaire n'a été enregistrée. De plus, aucune demande d'agrément pour l'octroi de licence de banque n'a été produite.

Tableau 10. Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire

Etablissements	2012		2011		Variation	
	Nombre de succursales et agences autorisées ^a		Nombre de succursales et agences autorisées			
	P-AU-P & environs ^b	Villes de province	P-AU-P & environs	Villes de province	P-AU-P & environs	Villes de province
BNC	20	19	20	19	0	0
BPH	5	0	5	0	0	0
BUH	5	7	5	7	0	0
Capital Bank	14	4	13	4	1	0
Citibank	1	0	1	0	0	0
Scotiabank	4	0	4	0	0	0
Sogebank	27	14	27	14	0	0
Sogebel	3	0	3	0	0	0
Unibank	33	16	30	16	3	0
Total	112	60	108	60	4	0

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Par agence, on entend une unité qui offre des services bancaires limités et qui ne jouit pas d'une autonomie de fonctionnement.

b) Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques : Pétiouville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul-de-sac et Croix-des-bouquets.

En 2012, parmi les succursales détruites et non opérationnelles suite au séisme du 12 janvier 2010, quatre (4) ont été réparées, ce qui porte à 150 le nombre de succursales ou agences opérationnelles, soit 87,20 % du réseau bancaire avant 2010. Il faut souligner que le processus de réparation ou de relocalisation de succursales devrait se poursuivre tout au long du prochain exercice.

Tableau 11. Évolution du nombre de succursales opérationnelles par établissement bancaire

Nombres de succursales et agences opérationnelles ^a		Nombre de succursales et agences détruites ou en réparation		Total	
P-AU-P & environs ^b	Villes de province	P-AU-P & environs	Villes de province	P-AU-P & environs	Villes de province
14	19	6	0	20	19
5	0	0	0	5	0
4	7	1	0	5	7
12	4	1	0	13	4
1	0	1	0	2	0
4	0	0	0	4	0
20	14	7	0	27	14
2	0	1	0	3	0
28	16	5	0	33	16
90	60	22	0	112	60

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.3- STRUCTURE DU SYSTÈME BANCAIRE

Le secteur bancaire haïtien demeure très concentré : les trois plus grandes banques détiennent des parts avoisinant 80 % sur tous les segments de marché, à l'exception du marché des prêts bruts où leur part totale tourne autour de 76 %. De fait, l'indice Herfindhal-Hirschman traduit cette très forte concentration observée dans le secteur depuis plusieurs exercices.

POIDS DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Au 30 septembre 2012, les trois plus grands établissements bancaires détenaient à eux seuls 82,62 % des actifs du système et avaient réussi à capter 83,31 % des dépôts. Comparativement à la fin de l'exercice antérieur, leurs parts sont en baisse sur tous les segments de marché, sauf pour le marché des prêts bruts où leur part a connu une progression de 2,85 points de pourcentage pour atteindre 75,88 % contre 73,03 % en 2011.

Tableau 12. Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre 2012 (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars EU
2012 (9 établissements)				
Les trois premiers établissements	82.62	75.88	82.88	83.54
2011 (9 établissements)				
Les trois premiers établissements	82.63	73.03	83.31	83.87
Variation 2012/2011				
Les trois premiers établissements	-0.01	2.85	-0.43	-0.33

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

POIDS DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

L'évolution des parts de marché des différentes catégories d'établissements bancaires durant les cinq (5) derniers exercices est présentée dans le tableau ci-dessous. Par rapport à l'an dernier, une contraction des parts de marché a été observée par les quatre (4) banques commerciales privées haïtiennes à l'exception du segment du crédit sur lequel leur part a stagné à 74,05 %. Au 30 septembre 2012, elles ont en effet détenu 65,69 % de l'actif du système et capté 65,52 % des dépôts, avec des parts en recul respectivement de 88 points de base et 1,88 point de pourcentage sur ces marchés.

Par rapport à cet aspect, les deux (2) banques d'État ont continué leur progression. En effet, leur part a augmenté sur tous les segments de marché : +1,1 point de pourcentage pour l'actif, +2,52 points de pourcentage pour les prêts bruts et +1,68 point de pourcentage pour les dépôts. En ce qui a trait aux deux (2) succursales de banques étrangères, elles ont renforcé leur position sur le marché des dépôts où leur part collective a crû de 23 points de base pour s'établir à 5,83 %. Sur les segments de l'actif et du crédit, ces deux banques ont perdu respectivement 14 points de base et 2,11 points de pourcentage comparativement à l'exercice précédent. De son côté, la Sogebel, seule banque d'épargne et de logement du système, a vu ses parts reculer à tous les niveaux avec une baisse beaucoup plus accentuée sur le marché du crédit (-41 points de base).

Tableau 13. Poids des différentes catégories d'établissements bancaires (en %)

Catégories de banques	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux	Dépôts en dollars EU
2012				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.69	74.05	65.52	64.62
2 Succursales de banques étrangères	6.17	7.3	6.06	5.21
2 Banques d'État	25.61	14.58	26.19	27.36
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.53	4.07	2.23	2.81
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2011				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	66.57	74.05	67.40	66.84
2 Succursales de banques étrangères	6.31	9.41	5.83	5.15
2 Banques d'État	24.51	12.06	24.51	25.13
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.61	4.48	2.26	2.88
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2010				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	67.76	68.51	68.45	68.22
2 Succursales de banques étrangères	6.33	10.49	6.14	5.93
2 Banques d'État	23.15	16.33	23.00	22.63
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.76	4.67	2.41	3.22
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2009				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	69.63	67.06	71.69	73.71
2 Succursales de banques étrangères	6.83	10.04	6.19	5.91
2 Banques d'État	20.11	18.34	19.11	16.1
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.43	4.56	3.01	4.28
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00
2008				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	67.82	64.23	68.92	69.37
2 Succursales de banques étrangères	6.63	12.07	5.99	5.67
2 Banques d'État	22.22	18.97	22.09	20.8
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.33	4.73	3.00	4.16
Le système bancaire hormis BRH	100.00	100.00	100.00	100.00

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

INDICATEUR DE CONCENTRATION HERFINDHAL-HIRSCHMAN

Quoiqu'en baisse au niveau de l'actif, des dépôts totaux et des dépôts en dollars américains par rapport aux valeurs observées au 30 septembre 2011, l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman signale une forte concentration du secteur bancaire haïtien sur tous les segments de marché pour l'exercice 2012. Cependant, l'indice a haussé uniquement sur le marché du crédit (+66,26 unités), mais le segment le plus fortement concentré reste celui des dépôts en devises américaines avec une valeur de 2 418,59 pour l'indice.

9 Cet indicateur est donné par la somme des carrés des parts de marché de l'ensemble des banques. Une diminution de l'indice traduit une baisse du degré de concentration. En général, pour un marché donné, une valeur inférieure à 1 000 témoigne d'une faible concentration, une valeur comprise entre 1 000 et 1 800 une concentration modérée et une valeur supérieure à 1 800 une forte concentration.

Tableau 14. Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre

	Actif total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars ÉU
2012	2,361.46	2,289.48	2,373.28	2,418.59
2011	2,365.85	2,223.22	2,401.55	2,438.32
2010	2,371.45	2,007.52	2,402.33	2,410.52
2009	2,338.43	2,045.96	2,416.93	2,478.21
2008	2,307.99	1,923.86	2,356.98	2,392.81

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.4- DISTRIBUTION DU CRÉDIT

Au cours de l'exercice 2011-2012, la distribution du crédit a favorisé les secteurs d'activité «Electricité, Gaz et Eau», «Transport, Entrepôt et Communication» et surtout le secteur «Immobilier résidentiel et commercial» qui vient immédiatement après le secteur «Commerce de gros et de détail » en termes de crédit octroyé. Par ailleurs, l'encours des prêts à longue échéance a connu la plus forte hausse pour totaliser près de 40 % du portefeuille de crédit global du système bancaire.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Au 30 septembre 2012, le secteur «Commerce de gros et de détail » a bénéficié de plus d'un quart (25,81 %; +1,17 point) du crédit bancaire alloué par le système. De même, le secteur «Immobilier résidentiel et commercial» a reçu une part plus importante de crédit (15,12 %; +1,61 point) comparativement à l'année fiscale 2011, devançant ainsi au cours de cet exercice les secteurs « Services et autres » (13,14 %; -6,45 points) et « Industries manufacturières » (14,95 %; -1,27 point) qui avaient bénéficié d'une meilleure allocation de crédit l'an dernier. À eux seuls, les quatre (4) secteurs précités ont reçu 69,02 % du crédit bancaire (contre 73,97 % au 30 septembre 2011).

La baisse de 6,45 points de pourcentage du poids du crédit alloué au secteur des « Services et autres » a surtout profité aux secteurs « Électricité, Gaz et Eau » et «Transport, Entrepôt et Communication» dont le poids de crédit a progressé respectivement de 3,87 et 2,26 points de pourcentage pour atteindre 9,92 % et 6,80 % au 30 septembre 2012. Le secteur «Agriculture, sylviculture et pêche», représentant 25,06 % du PIB, tout en demeurant le secteur qui a reçu la plus faible part du crédit bancaire total, soit 0,16 %, a connu un accroissement relatif non négligeable (+1 196,96 %, +82,59 MG) par rapport au 30 septembre 2011.

Tableau 15. Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre (en MG et en%)

Secteurs d'activité	2012		2011		Variation
	Montant ^a	%	Montant ^a	%	
Commerce de Gros et Détail	14,443.7	25.8%	11,733.8	24.6%	1.2%
Services et autres	7,353.4	13.1%	6,196.2	19.6%	-6.5%
Industries manufacturières	8,366.9	15.0%	6,738.7	16.2%	-1.3%
Prêts aux particuliers	5,765.5	10.3%	4,722.3	12.2%	-1.9%
Immobilier résidentiel et commercial	8,458.4	15.1%	6,275.2	13.5%	1.6%
Transport, Entrepôt et Communication	3,803.3	6.8%	2,644.8	4.5%	2.3%
Bâtiments et travaux publics	2,121.5	3.8%	1,835.5	3.2%	0.6%
Électricité, Gaz et Eau	5,551.4	9.9%	2,664.0	6.1%	3.9%
Agriculture, Sylviculture et Pêche	89.5	0.2%	6.9	0.0%	0.1%
Total	55,953.6	100.0%	42,817.4	100.0%	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR TRANCHE

Comparativement au 30 septembre 2011, la distribution du crédit par tranche affiche les mêmes caractéristiques. Ainsi, à la fin de l'exercice 2012, une faible minorité (1 102 ou 7,88 % contre 907 ou 7,83 % en septembre 2011) des emprunteurs du système a bénéficié de la plus grande part (87,26 % contre 85,31 % en septembre 2011) de l'encours des prêts octroyés dans le secteur et se trouvent dans la tranche de crédit de 5 000 000 gourdes et plus. Parallèlement, la majorité des emprunteurs (8 584 ou 61,42 % contre 7 013 ou 60,54 % en septembre 2011) n'ont reçu que 2,13 % du crédit et se trouvent dans la tranche de crédit variant entre 75 000 et moins de 250 000 gourdes. La part du crédit accordé à cette tranche est en baisse de 33 points de base par rapport à septembre 2011.

Globalement, le nombre d'emprunteurs est passé de 11 585 au 30 septembre 2011 à 13 977 au 30 septembre 2012, soit un accroissement de 20,65 % alors que l'encours total des prêts bruts a haussé de 36,40 %, s'établissant à 48,68 milliards de gourdes au terme de l'exercice 2011-2012. Cette évolution traduit en partie les décisions et mesures prises par la BRH en vue de permettre à une plus grande partie de la population (inclusion financière) d'avoir accès au crédit bancaire.

En 2012, l'analyse des prêts par tranche a témoigné d'une baisse du poids des emprunteurs par rapport à septembre 2011, à l'exception des tranches de 500 000 à 999 999 gourdes et de 5 000 000 ou plus. Par ailleurs, la tranche comprise entre 2 500 000 et 4 999 999 gourdes contient le nombre le moins élevé d'emprunteurs (574), soit 4,11 % du total (contre 4,13 % en 2011) et bénéficie de 4,15 % (4,77 % en 2011) du crédit total, soit 2,02 milliards de gourdes.

Tableau 16. Répartition de l'encours des prêts par tranche ¹⁰ (au 30 septembre)

	Nombre d'emprunteurs	Nombre d'emprunteurs (en %)	Encours prêts en millions de gourdes	Encours des prêts en %
2012				
75 000 à 249 999	8,584	61.4	1,037.4	2.1
250 000 à 499 999	1,381	9.9	478.5	1.0
500 000 à 999 999	1,187	8.5	866.9	1.8
1 000 000 à 2 499 999	1,149	8.2	1,798.1	3.7
2 500 000 à 4 999 999	574	4.1	2,022.3	4.2
5 000 000 ou plus	1,102	7.9	42,479.5	87.3
Total	13,977	100.0	48,682.7	100.0
2011				
75 000 à 249 999	7,013	60.5	874.5	2.5
250 000 à 499 999	1,262	10.9	437.3	1.2
500 000 à 999 999	954	8.2	692.8	1.9
1 000 000 à 2 499 999	970	8.4	1,535.0	4.3
2 500 000 à 4 999 999	479	4.1	1,704.0	4.8
5 000 000 ou plus	907	7.8	30,448.5	85.3
Total	11,585	100.0	35,692.1	100.0
2010				
75 000 à 249 999	7,246	62.5	886.9	3.3
250 000 à 499 999	1,352	11.7	468.3	1.7
500 000 à 999 999	924	8.0	652.7	2.4
1 000 000 à 2 499 999	829	7.2	1,338.0	4.9
2 500 000 à 4 999 999	451	3.9	1,578.1	5.8
5 000 000 ou plus	795	6.9	22,246.5	81.9
Total	11,597	100.0	27,170.4	100.0
2009				
75 000 à 249 999	6,235	57.2	778.6	2.5
250 000 à 499 999	1,325	12.2	468.7	1.5
500 000 à 999 999	1,033	9.5	740.0	2.4
1 000 000 à 2 499 999	894	8.2	1,429.0	4.6
2 500 000 à 4 999 999	507	4.7	1,800.5	5.8
5 000 000 ou plus	905	8.3	26,023.9	83.3
Total	10,899	100.0	31,240.7	100.0
2008				
75 000 à 249 999	9 030	66.5	1058,23	3.7
250 000 à 499 999	1 355	10.0	479.5	1.7
500 000 à 999 999	1 021	7.5	720.5	2.5
1 000 000 à 2 499 999	873	6.4	1,406.6	5.0
2 500 000 à 4 999 999	454	3.3	1,608.2	5.7
5 000 000 ou plus	850	6.3	23,040.6	81.4
Total	13,583	100	28,313.6	100.0

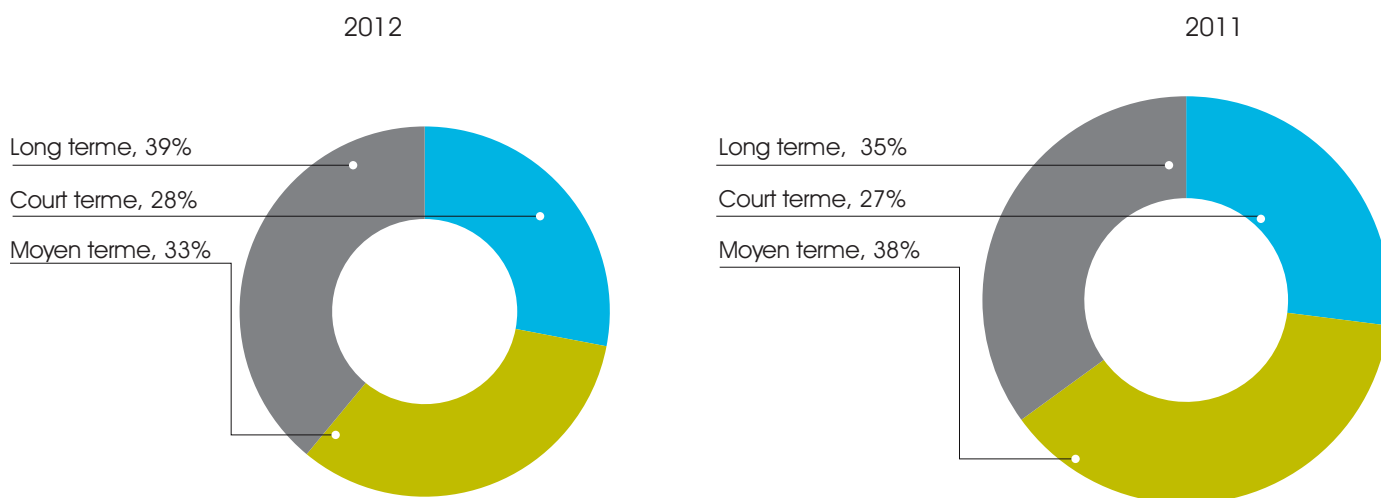
Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

10 Ce tableau porte sur les prêts dont l'encours global est supérieur à 75 000 gourdes. Il indique le taux de concentration par tranche d'emprunteurs pour la population considérée.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR ÉCHÉANCE¹¹

Par rapport au 30 septembre 2011, le poids des prêts à moyen terme s'est replié de 5 points de pourcentage, passant de 38 % à 33 % dans l'encours total. Par contre, ceux du crédit à court et à long terme ont augmenté respectivement d'un (1) et de quatre (4) points de pourcentage pour s'inscrire à 28 % et 39 % en septembre 2012.

Graphique 29. Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus (au 30 septembre)



RÉPARTITION DU NOMBRE DE PRÊTS PAR EMPRUNTEUR

Durant les cinq dernières années, le nombre de prêts octroyés dans le système bancaire et le nombre d'emprunteurs ont globalement évolué à la hausse. Par rapport à l'exercice antérieur, le nombre d'emprunteurs a crû plus rapidement (+20,37 %) que le nombre de prêts (+18,74 %), ce qui a entraîné une légère baisse du ratio «nombre de prêts/emprunteur» (6 en 2012 contre 7 en 2011).

Tableau 17. Répartition du nombre de prêts par emprunteur (au 30 septembre)

	2012	2011	2010	2009	2008
Nombre de prêts	91310	76900	69772	75 648	63 597
Nombre d'emprunteurs	14061	11681	11734	11 069	13680
Nombre de prêts/nombre d'emprunteurs	6	7	6	7	5

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.5- PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES DANS LE SYSTÈME BANCAIRE HAÏTIEN

Au cours de cet exercice, la Unibank en termes d'actifs a maintenu sa position de leader du système bancaire en dépit de la relative stabilité de sa part de marché (31,34 % contre 31,20 % en 2011); tandis que la Sogebank, après avoir perdu la deuxième place pendant deux trimestres au profit de la BNC, l'a reprise avec une part de marché de 26,89 % contre 27,93 % en 2011, soit une perte de 1,04 point de pourcentage. En se basant sur la taille du bilan, l'écart entre les deux premières banques du système continue de s'élargir (4,45 % en 2012 contre 3,27 % en 2011). La BNC, tout en conservant la troisième position, continue lentement de ravir quelques points (1,43 point de pourcentage en 2011 et 89 points de base en 2012). De leur côté, la Capital Bank et la BPH ont gagné respectivement des parts de marché de 0,29 et de 0,22 point tandis que la Scotiabank (-0,08; 2,90 %), la Citibank (-0,06; 3,27 %), la Sogebel (-0,08; 2,53 %) et la BUH (-0,28; 1,92 %) ont enregistré des pertes de parts de marché. La Unibank, la Sogebank et la BNC détiennent en 2012 environ 82,62 % de l'actif total du système.

¹¹ a) court terme : prêts ayant une échéance initiale comprise entre 0 et 12 mois ; moyen terme : prêts ayant une échéance initiale comprise entre 13 et 48 mois ; long terme : prêts ayant une échéance initiale supérieure à 48 mois.

Tableau 18. Parts de marché et rang actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre)

	Actif Total						Prêts Bruts					
	2012		2011		2010		2012		2011		2010	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	31.34	1	31.20	1	29.93	2	32.45	1	32.93	1	26.32	2
Sogebank	26.89	2	27.93	2	30.49	1	31.11	2	29.76	2	31.02	1
BNC	24.39	3	23.50	3	22.07	3	12.32	3	10.34	3	13.97	3
Capital Bank	5.53	4	5.24	4	4.92	4	7.79	4	8.34	4	7.98	4
Citibank	3.27	5	3.33	5	3.31	5	3.05	7	4.49	6	4.48	7
scotiabank	2.90	6	2.98	6	2.42	8	4.25	5	4.92	5	3.19	8
Sogebel	2.53	7	2.61	7	2.76	7	4.07	6	4.48	7	4.67	6
BUH	1.92	8	2.2	8	3.02	6	2.7	8	3.02	8	6.01	5
BPH	1.23	9	1.01	9	1.08	9	2.26	9	1.72	9	2.35	9
Total	100		100		100		100		100		100	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Après avoir été détrônée de la première place par la Unibank en 2011 au niveau du crédit, la Sogebank conserve encore la deuxième place sur le marché des prêts, quoiqu'elle ait pu récupérer quelques points de parts de marché perdus (+1,35 point de pourcentage) en 2011 pour atteindre 31,31 % en septembre 2012. Quant à la Unibank (première place en terme de crédit), sa part de marché (32,45 %) a varié à la baisse (-48 points de base); ce qui réduit l'écart existant entre les deux premières banques en termes de prêts bruts (1,34 % en 2012 contre 3,17 % en 2011). À l'exception de la BNC (troisième place ; 12,32 %) et la BPH (neuvième place ; 2,26 %) qui ont amélioré leur situation en gagnant respectivement 1,98 et 0,54 point de pourcentage, les autres banques : la Capital Bank (-0,55 ; 7,79 %), la Citibank (-1,44 ; 3,05 %), la Scotiabank (-0,67 ; 4,25 %), la Sogebel (-0,41% ; 4,07 %) et la BUH (-0,32 ; 2,70 %) ont perdu des parts de marché. La Unibank, la Sogebank et la BNC contrôlent 75,88 % du marché du crédit bancaire.

Au niveau des dépôts totaux gourdes, la Unibank, en dépit d'une très faible amélioration (+0,10 point), a conservé la première place conquise en 2011 avec 31,65 % de part de marché. Quant à la Sogebank (deuxième place), sa part de marché (26,29 %) a varié à la baisse (- 2,02 points de pourcentage). La BNC (troisième place; 24,94 %) et la Capital Bank (quatrième place; 5,39 %) ont conforté leur position en gagnant respectivement 1.49 et 28 point de pourcentage. De leur côté, les succursales des banques étrangères, la Citibank (cinquième place; 3,23 % du marché) et la Scotiabank (sixième place; 2,84 % du marché) ainsi que la BPH (neuvième place; 1,25 %) ont amélioré leur situation respectivement de 6,28 et 18 points de base; tandis que la BUH (huitième place; 2,20 %) et la Sogebel (septième place; 2,23 %) ont connu un recul de leur position (respectivement 23 et 2 points de base), par rapport au 30 septembre 2011. La Unibank, la Sogebank et la BNC détiennent en 2012 environ 82,88 % des dépôts totaux en gourdes.

Tableau 19. Parts de marché et rang dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU (au 30 septembre)

	Dépôts totaux						Dépôts en dollars ÉU					
	2012		2011		2010		2012		2011		2010	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	31.7	1	31.6	1	30.6	2	32.4	1	32.8	1	31.7	1
Sogebank	26.3	2	28.3	2	30.6	1	24.7	3	26.8	2	29.6	2
BNC	24.9	3	23.5	3	21.9	3	26.4	2	24.2	3	21.7	3
Capital Bank	5.4	4	5.1	4	4.8	4	5.8	4	5.3	4	5.0	4
Citibank	3.2	5	3.1	5	3.3	5	3.2	5	3.3	5	4.0	5
Scotiabank	2.8	6	2.8	6	2.9	6	2.0	7	1.9	7	1.9	8
Sogebel	2.2	7	2.3	8	2.4	8	2.8	6	2.9	6	3.2	6
BUH	2.2	8	2.4	7	2.6	7	1.7	8	1.9	8	2.0	7
BPH	1.3	9	1.1	9	1.1	9	1.0	9	0.9	9	0.9	9
	100.0		100.0		100.0		100.0		100.0		100.0	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Sur le segment du marché des dépôts en dollars américains, si, en dépit d'un recul de 37 points de base, la Unibank (32,43 %) a pu conserver sa première place, la Sogebank (-2,14 points; 24,70 %) a perdu la deuxième place au profit de la BNC (+2,18 points; 26,41 %) qui ne cesse de gagner des parts de marché depuis 2010, essentiellement en raison des fonds de Petrocaribe. Pour les autres banques, malgré des gains ou pertes de parts de marché, elles ont conservé leur rang respectif. En effet, la Citibank (cinquième place), la Sogebel (sixième place) et la BUH (huitième place), ont perdu des parts de marché respectivement de 4, 7 et 19 points de base. En ce qui a trait à la Scotiabank et la BPH, elles ont gagné respectivement 11 et 5 points de base.

VII.6- LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2012

VII.6.1- ACTIVITÉS BANCAIRES

ÉVOLUTION DU BILAN

La taille du bilan du système bancaire, après une croissance de 10,8 % (+16,56 MMG), a atteint 170,56 MMG au 30 septembre 2012. Cette hausse est supportée par le renforcement des principaux postes d'actifs : Disponibilités (+1,9 %; +1,32 MMG), Portefeuille de crédit net (+34,0 %; +13,16 MMG), Immobilisations (+13,4 % ; +0,58 MMG), Autres Placements (+2,2 % ; +0,65 MMG) et Autres Actifs (+18,1 % ; +0,90 MMG). Les Bons BRH ont, pour leur part, reculé de 0,9 % (-58,46 MG) par rapport au 30 septembre 2011. Le portefeuille de crédit net reste le poste d'actif ayant le plus évolué, avec une accélération de son rythme de croissance atteignant 34 % en 2012 (contre +31,5 % en 2011).

Tableau 20. Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG)

	2012	2011	2010	2009	2008
Disponibilités	71,284.1	69,961.9	61,161.6	41,074.7	35,518.6
Bons BRH	6,269.5	6,327.9	9,249.1	9,551.9	9,396.7
Autres placements	30,318.7	29,666.6	28,488.1	16,319.5	17,570.6
Prêts nets	51,860.2	38,697.3	29,430.7	33,315.2	29,180.8
Immobilisations	4,948.8	4,365.8	4,435.9	4,107.0	4,266.7
Autres actifs	5,874.4	4,975.8	5,172.0	3,544.8	4,368.1
Actif total	170,555.7	153,995.3	137,937.4	107,913.1	100,301.6
Dépôts	146,838.1	135,549.0	119,252.7	92,460.4	84,724.7
Obligations à vue	5,030.2	4,318.1	4,026.3	2,827.2	3,542.6
Obligations à terme	4,772.7	2,342.3	3,380.9	3,574.0	2,534.5
Autres passifs	2,997.5	2,281.5	2,660.4	1,806.7	2,988.5
Passif total	159,638.5	144,490.9	129,320.3	100,668.3	93,790.3
Avoir des actionnaires	10,917.2	9,504.4	8,617.1	7,244.8	6,511.2
Passif et avoir des actionnaires	170,555.7	153,995.3	137,937.4	107,913.1	100,301.5

Source : BRH/Direction de la Supervision des banques et des institutions financières

L'expansion de la taille du bilan a été financée par l'accroissement des dépôts (+8,3 %; +11,29 MMG), celui des obligations à vue (+16,5 %; +0,71 MMG), celui des obligations à terme (+103,8 %; +2,43 MMG), celui des autres passifs (+31,4%; +0,72 MMG) et celui de l'avoir des actionnaires (+14,9 %; +1,41 MMG). Le total du passif, composé à hauteur de 92 % par les dépôts, a crû de 10,5 % (+15,15 MMG) par rapport au 30 septembre 2011. Par ailleurs, le volume des dépôts capté auprès de la clientèle totalise 146,84 milliards de gourdes au 30 septembre 2012 et finance l'actif à hauteur de 86,1 %.

Tableau 21. Variation en pourcentage des principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre

	2012	2011	2010	2009	2008
Disponibilités	1.9	14.4	48.9	15.6	26.6
Bons BRH	-0.9	-31.6	-3.2	1.7	4.3
Autres placements	2.2	4.1	74.6	-7.1	44.9
Prêts nets	30.4	31.5	-11.7	14.2	29.3
Immobilisations nettes	13.4	-1.6	8	-3.7	-3.6
Autres actifs	18.1	-3.8	45.9	-18.8	22.3
Actif total	10.8	11.6	27.8	7.6	25.7
Dépôts	8.3	13.7	29	9.1	28.3
Obligations à vue	16.5	7.2	42.4	-20.2	-16.5
Obligations à terme	103.8	-30.7	-5.4	41	49.8
Autres passifs	31.4	-14.2	47.3	-39.5	35.2
Passif total	10.5	11.7	28.5	7.3	26.4
Avoir des actionnaires	14.9	10.3	18.9	11.3	16.5
Passif et avoir des actionnaires	10.8	11.6	27.8	7.6	25.7

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

L'avoir des actionnaires du système, en nette progression de 14,9 %, a affiché une meilleure croissance que l'an dernier (+10,3 %) sans dépasser toutefois le niveau atteint en 2010 (+18,9 %). Le renforcement des fonds propres par rapport au 30 septembre 2011 résulte de l'accroissement du capital versé (+2,3 %; +93,49 MG), de celui des réserves (+15,15 %; +264,30 MG) et celui des bénéfices non répartis (+7,9 %; +259,12 MG). Les surplus d'apport ont, de leur côté, stagné à 219,51 MG entre les deux exercices.

Les banques du système ont exhibé une meilleure assise financière en 2012 qu'en 2011 suite à l'accroissement plus marqué des fonds propres comptables (+14,8 %) par rapport à celui de l'actif total (+10,8 %). En effet, le ratio «Avoir des Actionnaires en pourcentage de l'actif» a connu une augmentation de 23 points de base pour se fixer à 6,40 % au 30

septembre 2012 contre 6,17 % au 30 septembre 2011. Par ailleurs, le levier financier du système s'est établi à 15,62 % en 2012 contre 16,20 % en 2011.

Tableau 22. Composition des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (en %)

	2012	2011	2010	2009	2008
Disponibilités	41.8	45.4	44.3	38.1	35.4
Bons BRH	3.7	4.1	6.7	8.9	9.4
Autres placements	17.8	19.3	20.7	15.1	17.5
Prêts nets	30.4	25.1	21.3	30.9	29.1
Immobilisations nettes	2.9	2.8	3.2	3.8	4.3
Autres actifs	3.4	3.2	3.7	3.3	4.4
Actif total	100.0	99.9	100.0	100.0	100.0
Dépôts	86.1	88.0	86.5	85.7	84.5
Obligations à vue	2.9	2.8	2.9	2.6	3.5
Obligations à terme	2.8	1.5	2.5	3.3	2.5
Autres passifs	1.8	1.5	1.9	1.7	3.0
Passif total	93.6	93.8	93.8	93.3	93.5
Avoir des actionnaires	6.4	6.2	6.2	6.7	6.5
Passif et avoir des actionnaires	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

En ce qui concerne la composition de l'actif bancaire, les Disponibilités ont perdu en importance (-3,6 points de pourcentage) au profit des prêts nets (+5,3 points de pourcentage). En effet, au 30 septembre 2012, les Disponibilités représentent 41,8 % de l'actif contre 45,4 % au 30 septembre 2011 alors que le portefeuille de crédit net a atteint 30,4 % de l'actif total en 2012 contre seulement 25,1 % en 2011. Le comportement du poids des Disponibilités dans l'actif bancaire a ainsi inversé la tendance haussière observée au cours des 5 dernières années. Parallèlement, la part des prêts nets a continué leur progression, confirmant ainsi la poursuite de la reprise du crédit bancaire amorcée depuis 2011.

Les Immobilisations et les Autres actifs ont vu leur poids dans l'actif total progresser respectivement de 10 et de 20 points de base pour s'établir à 2,9 % et 3,4 % au 30 septembre 2012. Inversement, le poids des Autres Placements s'est renforcé de 1,5 point de pourcentage, s'inscrivant à 17,8 % de l'actif total en septembre 2012. Quant aux placements en Bons BRH, ils ont continué à perdre en importance (-40 points de base) pour se fixer à 3,7 % de l'actif total.

LIQUIDITÉS

Le rythme de croissance des liquidités du système bancaire (77 553,68 MG) a ralenti en 2012 (+1,66 % contre +8,35 % en 2011). Cet accroissement modéré des liquidités par rapport au 30 septembre 2011 a fait suite au recul des Bons BRH (-0,9 % ; -0,58 MMG) et de la baisse du taux de progression des Disponibilités (+1,9 % ; +1,32 MMG contre +14,4 % ; +8,8 MG). La faible expansion des Disponibilités est essentiellement due à l'importante chute (-29,6 % ; -3,42 MG) des Avoirs à l'étranger et de la légère contraction des avoirs dans les banques locales (-1,7 % ; -0,30 MMG) face à l'expansion de l'encaisse (+16,6 % ; +0,72 MMG), des Avoirs à la BRH (+6,8 % ; +3,46 MMG) et des Autres liquidités (+38,6 % ; +0,59 MMG).

Graphique 30. Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG)



Au 30 septembre 2012, le poids des Disponibilités dans la composition des liquidités s'inscrit à 91,92 %, soit 21 points de base de plus qu'en septembre 2011. Ce gain d'importance des disponibilités s'est réalisé au détriment des Bons BRH dont le niveau a diminué dans les liquidités (8,08 % en 2012 contre 8,29 % en 2011). Les avoirs à la BRH, composante majoritaire des Disponibilités, ont atteint à eux seuls 69,91 % des liquidités, soit une hausse de 3,39 points de pourcentage de leur poids de 2011. Les avoirs à l'étranger, deuxième composante des Disponibilités, ont le plus perdu en importance (-4,67 points de pourcentage), pour représenter 10,48 % des liquidités au 30 septembre 2012.

Tableau 23. Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)

	2012		2011		2010		2009		2008	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Encaisse	5,061.6	6.5	4,341.5	5.7	3,521.6	5.0	5,397.9	12	3,029.0	8.2
Avoirs à la BRH	54,214.4	69.9	50,750.3	66.5	45,133.0	64.1	22,238.2	49.5	18,252.2	49.2
Avoirs à l'étranger	8,130.9	10.5	11,555.5	15.1	9,273.4	13.2	4,575.2	10.2	3,343.8	9
Avoirs dans les banques locales	1,749.4	2.3	1,779.5	2.3	1,996.9	2.8	1,721.1	3.8	1,726.5	4.7
Autres	2,127.8	2.7	1,535.1	2.0	1,236.8	1.8	1,586.3	3.5	1,715.1	4.6
Disponibilités	71,284.1	91.9	69,961.9	91.7	61,161.6	86.9	35,518.6	79.1	28,066.5	75.7
Bons BRH	6,269.5	8.1	6,327.9	8.3	9,249.1	13.1	9,396.7	20.9	9,008.4	24.3
Liquidités	77,553.6	100.0	76,289.8	100.0	70,410.7	100.0	44,915.4	100	37,074.9	100

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les liquidités représentent 45,5 % de l'actif total du système au 30 septembre 2012 contre 49,5 % en septembre 2011, soit un repli de 4 points de pourcentage. L'accroissement plus rapide de l'actif total (+10,8 %) que celui des liquidités (+1,7 %) explique le recul dudit ratio.

Tableau 24. Liquidités du système bancaire en pourcentage de l'actif total (au 30 septembre)

	2012	2011	2010	2009	2008
Disponibilités	41.8	45.4	44.3	38.1	35.4
Bons BRH	3.7	4.1	6.7	8.9	9.4
Liquidités	45.5	49.5	51.0	47.0	44.8

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

DÉPÔTS

Au 30 septembre 2012, les dépôts de la clientèle ont atteint 146,84 MMG après une hausse de 8,3 % (+11,29 MMG) par rapport au 30 septembre 2011. Cependant, on observe une décélération du rythme de croissance des dépôts depuis 2010 (+29,0 % en 2010 contre +13,7 % en 2011 et +8,3 % en 2012). Relativement à 2011, les dépôts à vue ont enregistré la plus forte variation (+12,0 % ; +8,21 MMG). De leur côté, les dépôts d'épargne (+5,0 %) et les dépôts à terme (+3,6 %) ont connu un accroissement moins marqué.

Graphique 31. Croissance des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en MG)



Conformément à la tendance observée depuis 2008, les dépôts à vue (52,21 %) demeurent les plus importants dans la composition des dépôts totaux. Ce type de compte de dépôts est non seulement moins coûteux pour les banques mais aussi offre plus de facilités aux transactions des clients (utilisation de chèquiers). De leur côté, les dépôts d'épargne et à terme représentent respectivement 34,31 % et 13,47 % des dépôts totaux.

Tableau 25. Variation en pourcentage des dépôts du système

Catégorie	2012	2011	2010	2009	2008
Dépôts à vue	12.0%	17.3%	57.9%	13.4%	63.2%
Dépôts d'épargne	5.0%	13.4%	20.9%	12.0%	23.3%
Dépôts à terme	3.6%	2.9%	-9.3%	-1.8%	0.8%
Dépôts totaux	8.3%	13.7%	29.0%	9.1%	28.3%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les poids des dépôts d'épargne et à terme dans le total des dépôts ont respectivement reculé de 1,1 et de 0,61 point de pourcentage au profit des dépôts à vue qui ont vu leur part augmenter de 1,7 point de pourcentage par rapport à l'exercice antérieur.

Tableau 26. Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)

Catégorie	2012		2011		2010		2009		2008	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Dépôts à vue	76,669.2	52.2%	68,461.4	50.5%	58,360.1	48.9%	36,969.0	40.0%	32,601.4	30.3%
Dépôts d'épargne	50,385.4	34.3%	47,996.9	35.4%	42,333.5	35.5%	35,028.2	37.9%	31,279.8	38.4%
Dépôts à terme	19,783.5	13.5%	19,090.8	14.1%	18,559.1	15.6%	20,463.3	22.1%	20,843.4	31.3%
Total	146,838.1	100.0%	135,549.0	100.0%	119,252.7	100.0%	92,460.4	100.0%	84,724.7	100.0%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

La part des dépôts en devises dans les dépôts totaux s'est inscrite à 62,94 % au 30 septembre 2012, soit une augmentation de 62 points de base par rapport au 30 septembre 2011. Ce renforcement de la tendance à la dollarisation des dépôts totaux est une conséquence, d'une part, de la croissance plus soutenue des dépôts en devises converties (+9,41 %) que celle des dépôts totaux en gourdes (+8,3 %) et, d'autre part, à la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain sur la période. En effet, le taux de change a augmenté de 3,54 % (42,3222 gourdes pour 1 dollar au 30 septembre 2012 contre 40,8742 gourdes pour 1 dollar au 30 septembre 2011).

Par ailleurs, le volume des ressources collectées en dollars ÉU continue de croître. Totalisant 2 183,86 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2012, les dépôts en dollars ont progressé de 5,68 % en 2012, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2011 (+14,30 %) et 2010 (+43,5 %) suite au ralentissement des activités post-séismes des ONG et organisations internationales, lesquelles ont pu mobiliser des quantités importantes de devises en faveur du pays.

Tableau 27- Évolution des dépôts en dollars ÉU du système en MG (au 30 septembre)

Catégorie	2012			2011				
	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts dollars ÉU convertis ^a	Dépôts Totaux	Dollars Convertis/ Dépôts totaux	Dépôts Dollars ÉU	Dépôts dollars ÉU convertis ^a	Dépôts Totaux	Dollars Convertis/ Dépôts totaux
Dépôts à vue	1,247.9	52,815.6	76,669.2	68.9%	1162.2	47503.4	68461.4	69.4%
Dépôts d'épargne	628.8	26,611.3	50,385.4	52.8%	607.3	24822.6	47996.9	51.7%
Dépôts à terme	307.1	12,998.9	19,783.5	65.7%	297.1	12143.2	19090.8	63.6%
Total	2,183.9	92,425.7	146,838.1	62.9%	2066.6	84469.2	135549.0	62.3%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Taux de conversion : 42.3222 et 40.8742 gourdes aux 30 septembre 2012 et 2011 respectivement.

EMPLOIS DU SYSTÈME ET ÉVOLUTION DES ACTIFS PRODUCTIFS

ÉVOLUTION DES ACTIFS PRODUCTIFS

La part des ressources allouées à des emplois productifs a augmenté par rapport à 2011. En effet, le poids de l'actif productif dans l'actif total a connu une hausse de 49 points de base pour se fixer à 57,65 % au 30 septembre 2012. Ce ratio se rapproche davantage de son niveau de 2009 (61,49 %) confirmant ainsi une certaine reprise de l'activité économique amorcée depuis l'an dernier après le terrible choc de 2010.

Les prêts nets, composant majoritairement les actifs productifs (52,74 % en 2012), restent le poste des emplois le plus utilisé par le secteur bancaire. Leur poids dans l'actif productif est en nette augmentation (+8,78 points de pourcentage) par rapport au 30 septembre 2011 dépassant même leur niveau d'avant le séisme du 12 janvier 2010 (50,20 % en 2009). Par ailleurs, leur poids dans l'actif total a aussi progressé (+5,3 points de pourcentage) pour atteindre 30,4 % (contre 25,1 % en 2011).

Tableau 28. Ratios des actifs productifs

	2012	2011	2010	2009	2008
Actif productif / Actif total	57.7%	57.2%	56.9%	61.5%	62.3%
Prêt net en % d'actif total	30.4%	25.1%	21.3%	30.9%	29.1%
Prêt net en % d'actif productif^a	52.7%	44.0%	37.5%	50.2%	46.7%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a/Actifs productifs = Avoirs à l'étranger + Avoirs dans les banques locales + Prêts + Bons BRH + Autres placements

Au cours de l'exercice 2011-2012, la capacité de financement du système bancaire a augmenté. La relance du crédit amorcée l'an dernier (croissance de 29,7 % en 2011) s'est accélérée au cours de cet exercice. En effet, ayant totalisé 53,10 MMG au 30 septembre 2012, le portefeuille de crédit brut a crû de 32,5 % (+13,03 MMG) par rapport à septembre 2011, soit le plus fort taux de croissance observé au cours des cinq (5) dernières années. Parallèlement, le portefeuille de prêts nets a progressé de 34,0 % (+13,16 MMG) pour s'inscrire à 51,86 MMG au 30 septembre 2012. Son renforcement résulte tant de l'accroissement de la composante en gourdes (+46,2 % ; +7,92 MMG) que de celui de la composante en devises converties (+24,3 % ; +5,25 MMG). Au 30 septembre 2012, le niveau de dollarisation du portefeuille de crédit net s'est replié pour atteindre 51,68 % (contre 55,70 % en septembre 2011).

Graphique 32. Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG)



OPÉRATIONS SUR TITRES

Les opérations sur titres englobent les transactions du système bancaire se rapportant aux bons BRH et aux placements.

BONS BRH

Les placements en Bons BRH ont continué de décroître (-0,9 %; -58,46 MG) au cours de l'exercice 2012. En cinq années, le volume de ces placements a chuté de 33,3 % (-3 127,28 MG) passant de 9,4 MMG en septembre 2008 à 6,27 MMG en septembre 2012 avec une chute plus marquée en 2011 (-31,6 %). Quoique les taux nominaux appliqués par la BRH sur les bons de différentes maturités n'ont pas varié par rapport à la fin de l'exercice précédent (3 % sur les bons à échéance de 91 jours, 2 % sur les bons de 28 jours et 1 % sur les Bons de 7 jours), les banques du système continuent de réduire le volume de placements en Bons BRH dans leur actif.

AUTRES PLACEMENTS

Ayant totalisé 30,32 MMG au 30 septembre 2012, les Autres placements ont perdu en importance dans l'actif total (17,8 % contre 19,3 % en septembre 2011) en dépit de la hausse de 2,2 % (+652,17 MG) de leur encours. Cette progression résulte de l'accroissement de 18,02 % (+1 407,55 MG) de leur composante en gourdes, les « Autres Placements » en devises

converties étant en nette régression sur la période (-3,46 % ; -755,38 MG). Au 30 septembre 2012, les Autres placements sont dollarisés à hauteur de 69,59 % (contre 73,67 % à la fin de l'exercice 2011).

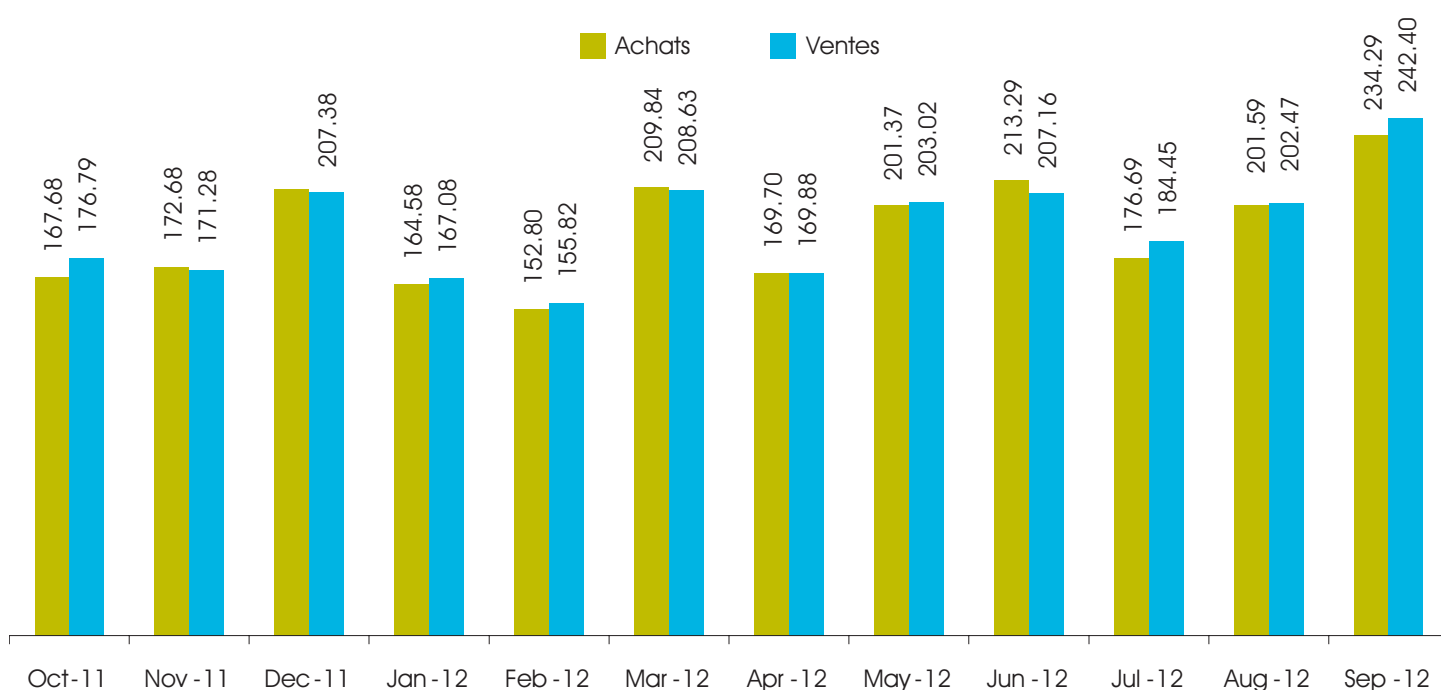
OPÉRATIONS DE CHANGE

Les établissements bancaires interviennent sur le marché des changes tant pour satisfaire les besoins de leurs clients que pour effectuer des transactions pour leur propre compte.

TRANSACTIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Au cours de l'exercice 2011-2012, les opérations de change du système bancaire se sont intensifiées. En effet, les achats de devises ont crû de 23,36 % (+44,37 millions de dollars ÉU) par rapport à septembre 2011 ainsi que les ventes de devises (+24,19 %). Ces opérations de change avec la clientèle ont été plus intenses au mois de septembre 2012 où les achats ont atteint 234,29 millions de dollars ÉU et les ventes 242,4 millions de dollars ÉU. Sur l'ensemble de l'exercice, les achats ont totalisé 2 273,41 millions de dollars ÉU et les ventes 2 296,36 millions de dollars ÉU. Aussi, la position cambiste de change s'est-elle quelque peu détériorée (-22,95 millions de dollars ÉU en 2012 contre -17,19 millions de dollars ÉU en 2011).

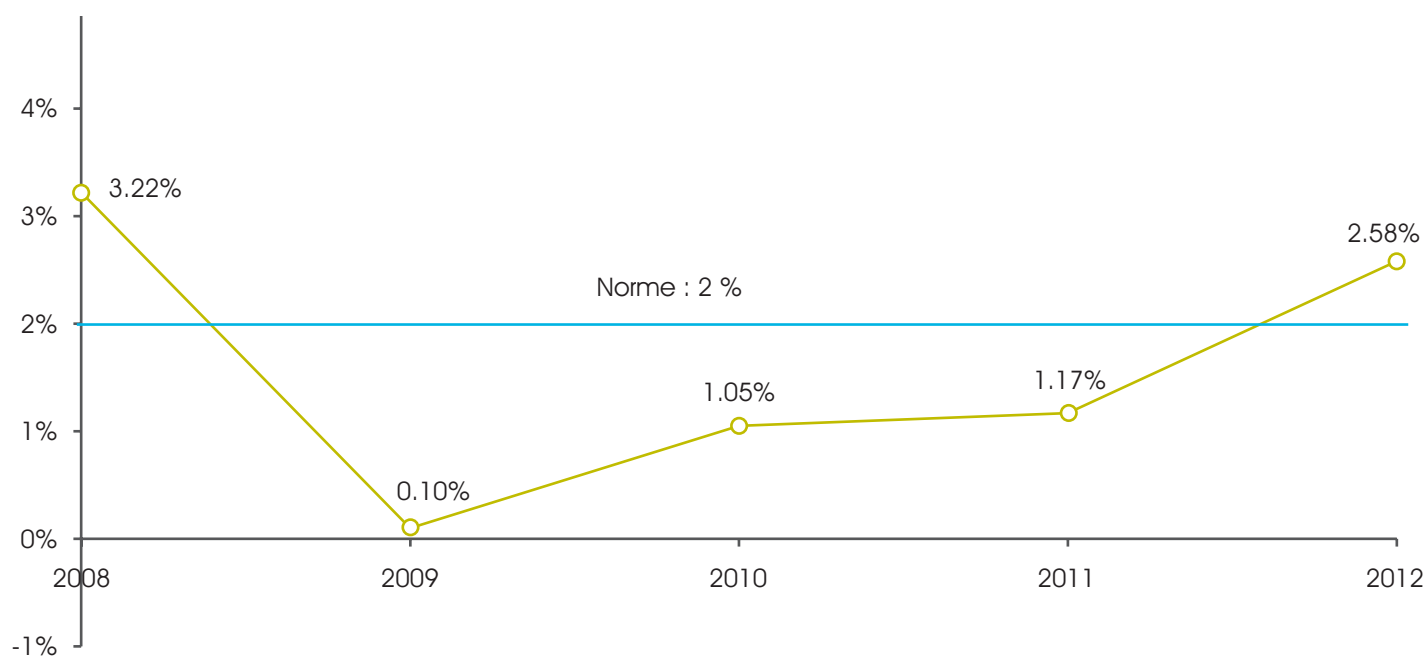
Graphique 33. Volume des achats et ventes de dollars ÉU (en millions de dollars ÉU)



TRANSACTIONS DES BANQUES POUR LEUR PROPRE COMPTE

Au terme de l'exercice 2011-2012, la position nette de change du système bancaire exprimée en pourcentage de ses fonds propres s'est inscrite à 2,6 %. Cette position non conforme à l'exigence réglementaire de 2 % imposée par le régulateur est la conséquence de plusieurs contrats de swaps de devises entre la BRH et diverses banques du secteur ayant amplifié la position nette de change de ces dernières.

Graphique 34. Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres (au 30 septembre)



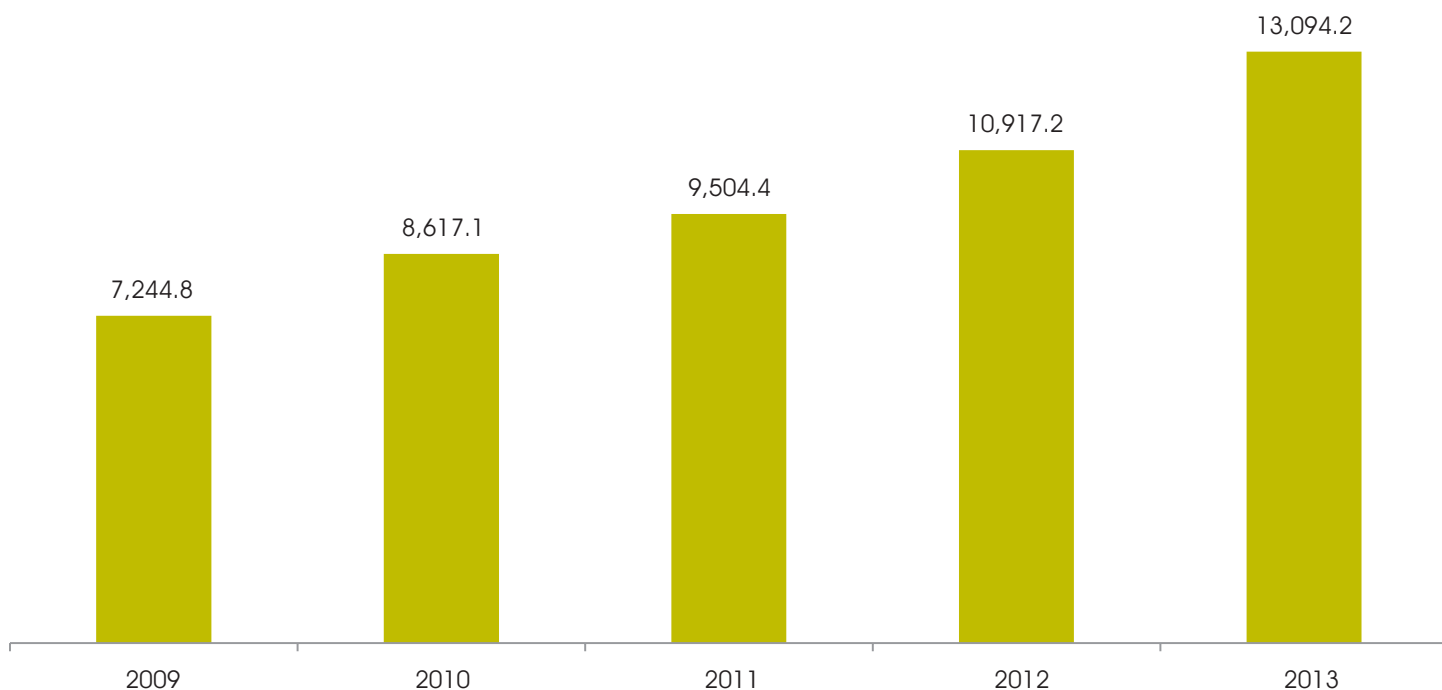
VII.6.2- STRUCTURE FINANCIÈRE ET QUALITÉ DE L'ACTIF

ASSISE FINANCIÈRE ET FONDS PROPRES

Au terme de l'exercice fiscal 2011-2012, le solde des fonds propres comptables du système bancaire s'est établi à 2 239,47 MG suite à une croissance de 14,86 % (+231,52 MG) par rapport à la fin de l'exercice précédent. L'essentiel de cette hausse provient de celle des Bénéfices Non Répartis (BNR) (+29,7 % ; +1 054,98 MG) et des réserves (+15,5 %, +264,30 MG).

En outre, on a observé au cours de l'exercice un rythme plus accéléré de l'évolution des fonds propres du système bancaire comparativement au taux de progression de l'exercice précédent qui était de 10,3 %. De plus, l'Avoir des actionnaires du système a enregistré un taux de croissance plus soutenu que celui de l'actif total (+10,8 %). En conséquence, l'assise financière s'est renforcée, en témoigne le ratio Avoir des actionnaires/Actif total qui a atteint 6,4 % au 30 septembre 2012 contre 6,17 % un an plus tôt.

Graphique 35. Évolution des fonds propres du système bancaire au 30 septembre (en MG)



D'une manière générale, le niveau des fonds propres réglementaires du système bancaire est en conformité par rapport aux limites réglementaires fixées par la Circulaire 88 sur la suffisance des fonds propres réglementaires ; le ratio fonds propres réglementaires sur actifs à risque s'établissant à 16,79 % (contre 16,52 % en 2011) s'est positionné au-dessus du minimum de 12 % requis.

Tableau 29. Respect des normes de suffisance de fonds propres (au 30 septembre)

Catégories d'établissement	Fonds propres / actif à risque ^b	
	2012	2011
		Limite réglementaire
		Min: 12 %
Système bancaire	16.79	16.52

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a : Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu de l'importance de l'actif et de la croissance de celui-ci.

b : Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu du risque de contrepartie de chacun des éléments d'actif au bilan et des hors bilan.

QUALITÉ DE L'ACTIF

La qualité du portefeuille de crédit bancaire s'est encore améliorée au cours de l'exercice. Par rapport à l'exercice antérieur, le taux de crédit non productif a baissé passant de 3,69 % à 2,42 % à la fin de septembre 2012. Parallèlement, le volume de crédit brut a connu une hausse en glissement annuel de 32,5 % (+13 026,72 MG), ce qui a dû avoir une incidence positive sur le résultat net du système.

Rappelons que, dans l'optique d'accompagner les banques après le passage du tremblement de terre du 12 janvier 2010, la BRH a pris le 12 avril 2010 une mesure visant la restructuration de tout prêt contracté avant le 12 janvier mais qui pourrait devenir improductif à cause du séisme moyennant que le client soit encore viable. Cette mesure a habilité, depuis lors, les banques à ne pas classer les prêts concernés comme Prêts douteux (donc improductifs) et à les provisionner à 2 % au lieu de 50 %.

Tableau 30. Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)

	2012	Var.	2011	Var.	2010	Var.	2009	Var.	2008	Var.
Prêts improductifs bruts	1,285.1	-13.2%	1,480.4	-15.3%	1,748.5	-41.7%	3,001.5	-0.7%	3,021.7	22.8%
Prêts bruts totaux	53,102.3	32.5%	40,075.6	29.7%	30,900.7	-12.7%	35,405.5	13.5%	31,186.7	26.4%
Taux d'improductifs	2.4%		3.7%		5.7%		8.5%		9.7%	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Une analyse de la qualité du portefeuille de crédit bancaire par catégorie en 2012 montre que les prêts au logement sont relativement les plus contaminés avec un taux d'improductifs de 8 %. Toutefois, la qualité de cette catégorie s'est améliorée par rapport à l'année précédente où le taux d'improductifs était de 11,85 %. Les improductifs au niveau des catégories « prêts à la consommation et prêts commerciaux » ont été respectivement de 4,1 % et de 4,2 % et ont aussi connu des améliorations de 0,98 et de 1,68 point de pourcentage.

Vu la concentration du portefeuille bancaire dans la catégorie des prêts commerciaux (plus de 80 % du portefeuille), l'exposition du système au risque de crédit provient essentiellement des improductifs relatifs à cette catégorie.

Tableau 31. Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2012

	Consommation	Logement	Commerciaux
Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie)	4.1%	8.0%	4.2%
Taux d'improductifs (en % des prêts totaux du système)	0.5%	0.5%	3.4%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

En dépit de l'amélioration continue de la qualité du portefeuille, les banques ont, durant cet exercice, consolidé leur effort de provisionnement des prêts en constituant un taux de provisions pour créances douteuses de 96,66 % au 30 septembre 2012 contre 93,10 % en septembre 2011. En effet, le stock de provisions pour créances douteuses (1 242,14 MG) s'est replié de 9,9 % (-136,14 MG) conformément à la tendance baissière du volume des prêts improductifs observée. Cependant, la baisse plus soutenue de 13,2 % (-195,26 MG) des improductifs bruts que celle du stock de provisions a favorisé l'évolution à la hausse de leur taux de couverture mentionné ci-dessus.

Tableau 32. Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre (en MG)

Catégorie	2012	Var.	2011	Var.	2010	Var.	2009	Var.	2008	Var.
Provisions pour créances douteuses	1,242.1	-9.9%	1,378.3	-6.2%	1,470.0	-29.7%	2,090.3	-4.2%	2,005.9	-4.7%
Prêts improductifs bruts	1,285.1	-13.2%	1,480.4	-15.3%	1,748.5	-41.7%	3,001.5	-0.7%	3,021.7	22.8%
Taux de couverture	96.7%		93.1%		84.1%		69.6%		66.4%	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

L'exposition des fonds propres comptables du système bancaire au risque de crédit a considérablement diminué sur les cinq dernières années selon l'indication du ratio prêts improductifs nets/Avoir des actionnaires, lequel est passé de 15,60 % en 2008 à 0,39 % au terme de l'exercice fiscal 2011-2012.

Tableau 33. Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG)

Catégorie	2012	2011	2010	2009	2008
Prêts improductifs bruts	1,285.1	1,480.4	1,748.5	3,001.5	3,021.7
moins : provisions pour créances douteuses	1,242.1	1,378.3	1,470.0	2,090.3	2,005.9
Prêts improductifs nets	43.0	102.1	278.5	911.2	1,015.8
Fonds Propres Comptables Proportion des prêts	10,917.2	9,504.4	8,617.1	7,244.8	6,511.2
improductifs nets par rapport aux fonds propres	0.4%	1.1%	3.2%	12.6%	15.6%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Du point de vue des grands risques, le risque de crédit aux apparentés, mesuré par le ratio exposition nette de crédit aux apparentés sur les fonds propres réglementaires, a connu une certaine amélioration en passant de 30 % au 30 septembre 2011 à 25,17 % à la fin de l'exercice. Le niveau de ce ratio indique que le système a pu se conformer aux prescrits de la norme traitant de la gestion des grands risques. L'exigence réglementaire en matière de concentration des risques de crédit aux apparentés impose une limite cumulative maximale de 200 % au ratio exposition nette de crédit aux apparentés sur fonds propres réglementaires.

Au terme de l'exercice fiscal 2011-2012, les banques commerciales privées haïtiennes ont un pourcentage de 27,2 % (33,5 % en 2011) de leurs fonds propres réglementaires exposés au risque lié aux apparentés. Les succursales des banques étrangères suivent avec un taux d'exposition de 37,49 % (29,10 % en 2011) ; la banque d'épargne et de logement a enregistré un taux de 23,7 % (25,6 % l'année précédente) et les banques commerciales d'État sont les moins exposées avec un taux de 3,34 % (9,08 % pour l'exercice antérieur).

Tableau 34. Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés au 30 septembre 2012

	Banques commerciales d'État	Banques commerciales privées	Banques d'épargne et de logement	Succursales de banques étrangères	Système
Risques apparentés (MG)	33.9	2,131.5	84.0	214.8	2,464.3
Fonds propres réglementaires (MG)	1,013.9	7,850.1	355.3	573.0	9,792.4
Risques apparentés en % Fonds propres réglementaires	3.3%	27.2%	23.7%	37.5%	25.2%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.6.3- LES RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

Au cours de l'exercice, le système bancaire a accumulé 2 239,47 MG de bénéfice net. Ceci représente une hausse de 11,5 % (+231,52 MG) par rapport à l'année précédente. Toutefois, le taux de croissance de cette année a décéléré comparativement au taux de 37,3 % qu'a connu le système durant l'exercice fiscal 2010-2011.

Graphique 36. Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG)

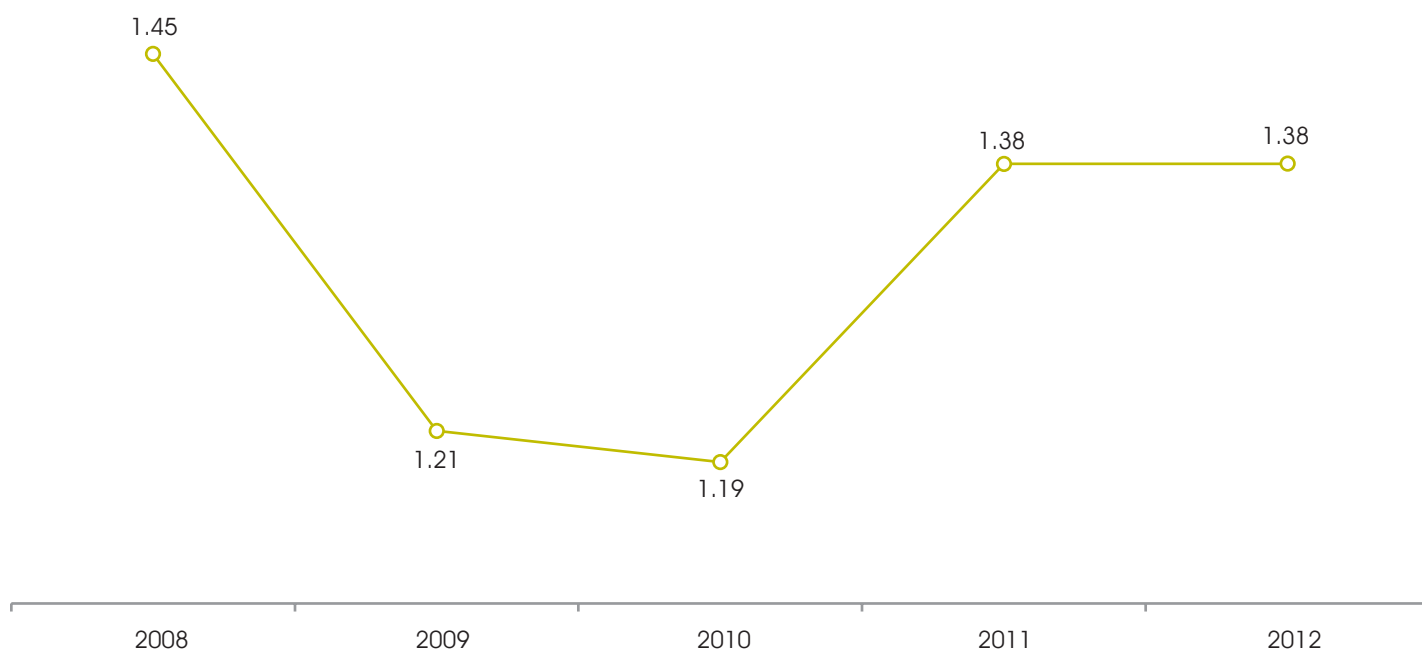


L'amélioration de la situation bénéficiaire des banques peut s'expliquer par la croissance plus soutenue (+9 %) du produit net bancaire (passant de 7 548,31 MG à 8 230,87 MG en septembre 2012) par rapport à celle de 7,4 % (+371,71 MG) des dépenses d'exploitation qui se sont établies à 5 491,8 MG au 30 septembre 2012.

Du point de vue opérationnel, le bénéfice avant impôt sur le revenu a haussé de 6,3 % en glissement annuel pour se solder à 2 347,31 MG au terme de l'exercice.

En dépit de l'augmentation du bénéfice net, l'indicateur de rentabilité de l'actif moyen bancaire (ROA) a pratiquement stagné en gardant son niveau de 1,38 % atteint en septembre 2011. Cette situation résulte du fait que le bénéfice net et l'actif moyen bancaire ont affiché un même taux de croissance (environ 11 %) au cours de l'année.

Graphique 37. Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé le 30 septembre (en %)



L'indicateur de rendement des actionnaires du système, le ROE, a perdu 23 points de base en glissement annuel pour s'établir à 21,93 % au 30 septembre 2012. La baisse du ROE s'explique par le recul du levier financier passant de 16,11 en septembre 2011 à 15,89 en septembre 2012 suite à la plus forte hausse annuelle (+14,9 %) de l'avoir des actionnaires moyen comparativement à celle de 11,2 % de l'actif moyen bancaire pour la même période.

Graphique 38. Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) pour l'exercice terminé le 30 Septembre (en %)



REVENUS NETS D'INTÉRÊT

Les revenus nets d'intérêts (3 987,39 MG) ont affiché un taux de croissance annuel de 14,2 % (+494,39 MG). L'évolution favorable des revenus nets d'intérêts est le résultat essentiel de la progression annuelle de 15,7 % (+511,33 MG) des revenus d'intérêts sur prêts et de la baisse de 1,3 % des dépenses d'intérêt. Les intérêts sur les Bons BRH (43,71 MG) ont chuté de 25,7 % (-15,08 MG) et les Autres revenus d'intérêts (326,18 MG) ont reculé de 1,2 % (-4,35 MG) par rapport à l'exercice fiscal précédent.

Tableau 35. Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé au 30 septembre (MG)

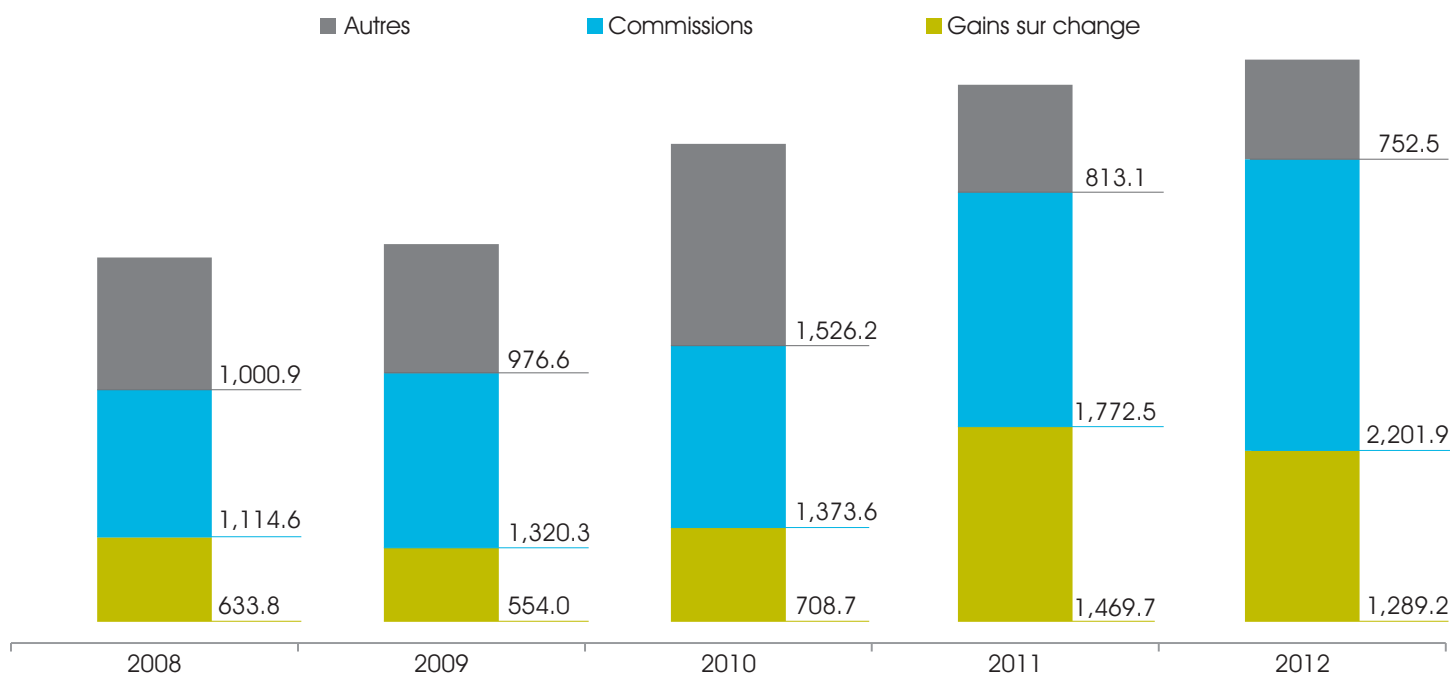
	2012	2011	2010	2009	2008
Revenus d'intérêt					
Prêts	3,760.2	3,248.8	3,346.2	3 670,0	3,529.4
Intérêts sur bons BRH	43.7	58.8	209.5	556.8	585.4
Autres	509.7	515.9	419.0	471.0	621.5
	4,313.6	3,823.5	3,974.7	4 698,0	4,736.4
Dépenses d'intérêt	326.2	330.5	500.3	714.1	1 068.5
Revenus nets d'intérêt	3,987.4	3,493.0	3,474.3	3 983,8	3,667.8
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	92.4%	91.4%	87.4%	84.8%	77.4%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

AUTRES REVENUS

La prédominance des Autres Revenus sur les revenus nets d'intérêts observée depuis la fin de l'année 2010 a été maintenue au cours de l'exercice 2011-2012. Ils ont crû de 4,6 % cette année pour se solder à 4 243,48 MG. Les Commissions (2 201,85 MG) représentent le seul poste à avoir alimenté l'évolution positive des Autres Revenus ; les Gains sur change (752,45 MG) et Autres (1 289,18 MG) se sont respectivement repliés de 7,5 % (-60,68 MG) et de 12,3 % (-180,54 MG).

Graphique 39. Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



PRODUIT NET BANCAIRE ET PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Suite à la croissance de 14,2 % des revenus d'intérêts et celle de 4,2 % des Autres Revenus, le Produit net bancaire a atteint 8 230,87 MG à la fin de l'exercice, soit une croissance de 9 % (+682,56 MG) par rapport à l'exercice précédent. Il est important de noter que les Autres Revenus ont contribué à hauteur de 51,55 % dans la formation du produit net bancaire.

La dotation à la provision pour créances douteuses a augmenté de 72,8 %, à 391,76 MG. Cette augmentation a ralenti la croissance du bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts sur le revenu (7 839,10 MG): il a crû de 7,1 % (+517,50 MG) contre 13,7 % (+883,34 MG) pour l'exercice fiscal 2010-2011.

Tableau 36. Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)

	2012		2011		2010		2009		2008	
	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%	MG	%
Revenus nets d'intérêt	3,987.4	48.4	3,493.0	46.3	3,474.3	49.1	3,983.8	58.3	3,667.8	57.2
Autres revenus	4,243.5	51.6	4,055.3	53.7	3,608.4	50.9	2,851.0	41.7	2,749.3	42.9
Produit net bancaire	8,230.9	100.0	7,548.3	100.0	7,082.7	100.0	6,834.8	100.0	6,417.1	100.0
Dotation à la Provision pour créances douteuses	391.8		226.7	0.0	644.5		299.5	0.0	116.0	0.0
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts	7,839.1		7,321.6		6,438.3		6 535,38		6,301.1	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Par rapport à l'exercice fiscal 2010-2011, les dépenses d'exploitation du système bancaire ont évolué à la hausse de 7,4 % (+377,71 MG) pour se solder à 5 491,8 MG au terme de l'année 2012. Les Salaires et avantages sociaux, représentant 43,07 % (2 365,49 MG) des dépenses d'exploitation, ont progressé en glissement annuel de 12,8 % ; les Autres dépenses d'exploitation (2 355,16 MG) ont crû de 4 % (+89,7 MG) et comptent pour 42,88 % des dépenses d'exploitation. Les frais de locaux (346,99 MG) et Amortissement (424,15 MG) ont respectivement crû de 1,5 % et de 3,7 %.

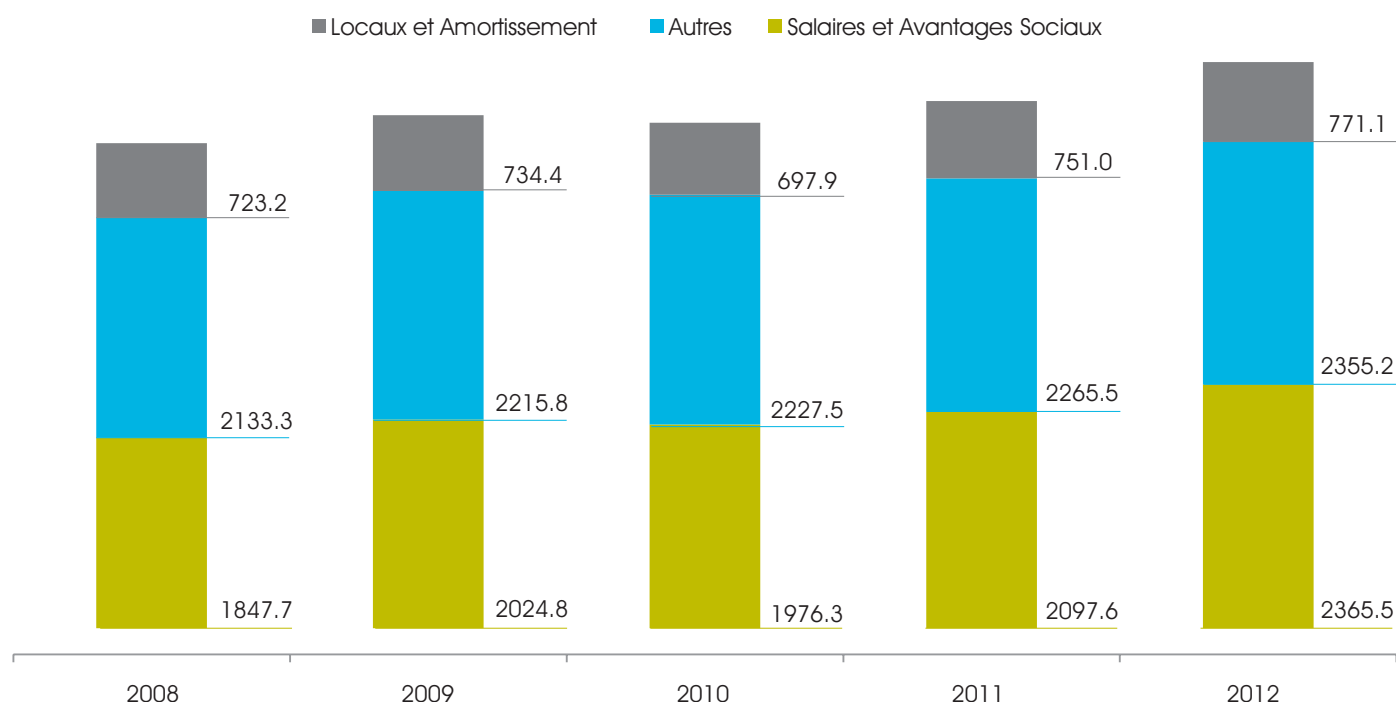
Tableau 37. Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre

	2012	2011	2010	2009	2008
Coefficient brut d'exploitation (Dépenses d'exploitation/produit net bancaire)	66.7%	67.8%	69.2%	72.8%	73.3%
Ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus d'intérêt	78.5%	74.8%	81.1%	80.0%	78.0%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au cours de l'exercice, l'efficacité du système en termes de maîtrise des coûts d'exploitation s'est consolidée. Le coefficient brut d'exploitation est passé de 67,75 % au 30 septembre 2011 à 66,72 % au 30 septembre 2012. Cet indicateur est à son meilleur niveau depuis les cinq dernières années. La hausse plus rapide du produit net bancaire (+9 %) que celle des dépenses d'exploitation (+7,4 %) est essentiellement à la base de l'amélioration de l'indicateur d'efficacité.

Graphique 40. Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



TAUX DE RÉMUNÉRATION MOYENNE DES DÉPÔTS ET DE RENDEMENT MOYEN DES PRÊTS

La tendance à la baisse du taux de rémunération moyenne des dépôts a continué son cours durant cet exercice, passant de 0,52 % en septembre 2011 à 0,23 %. C'est le niveau de rémunération des dépôts le plus faible enregistré au cours des sept dernières années.

Tableau 38. Rémunération moyenne des dépôts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)

	Dépôts Moyens ^a	Dépenses d'intérêt	Rémunération moyenne des dépôts (%)	Variation (%)
2008	49,087.9	1,068.5	1.42	-1.40
2009	53,807.3	714.2	0.81	-1.39
2010	58,192.0	500.3	0.86	0.05
2011	63,990.1	330.5	0.52	-0.34
2012	68,628.3	326.2	0.23	-0.29

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

En dépit de la croissance appréciable du portefeuille de prêts bancaires et de la maîtrise des improductifs, la tendance baissière du rendement moyen des prêts bruts observée depuis quelques années, s'est poursuivie en 2012. Le taux de rendement est passé de 9 % au 30 septembre 2011 à 8 % au 30 septembre 2012. En effet, le taux de croissance du portefeuille (+31,28 %) représentant pratiquement le double des revenus d'intérêts sur prêts (+15,74 %) explique la baisse du rendement moyen des prêts bruts. Par ailleurs, le ralentissement de la croissance des revenus d'intérêt peut s'expliquer par la baisse des taux d'intérêt sur les prêts au cours de l'exercice.

Tableau 39. Rendement moyen des prêts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)

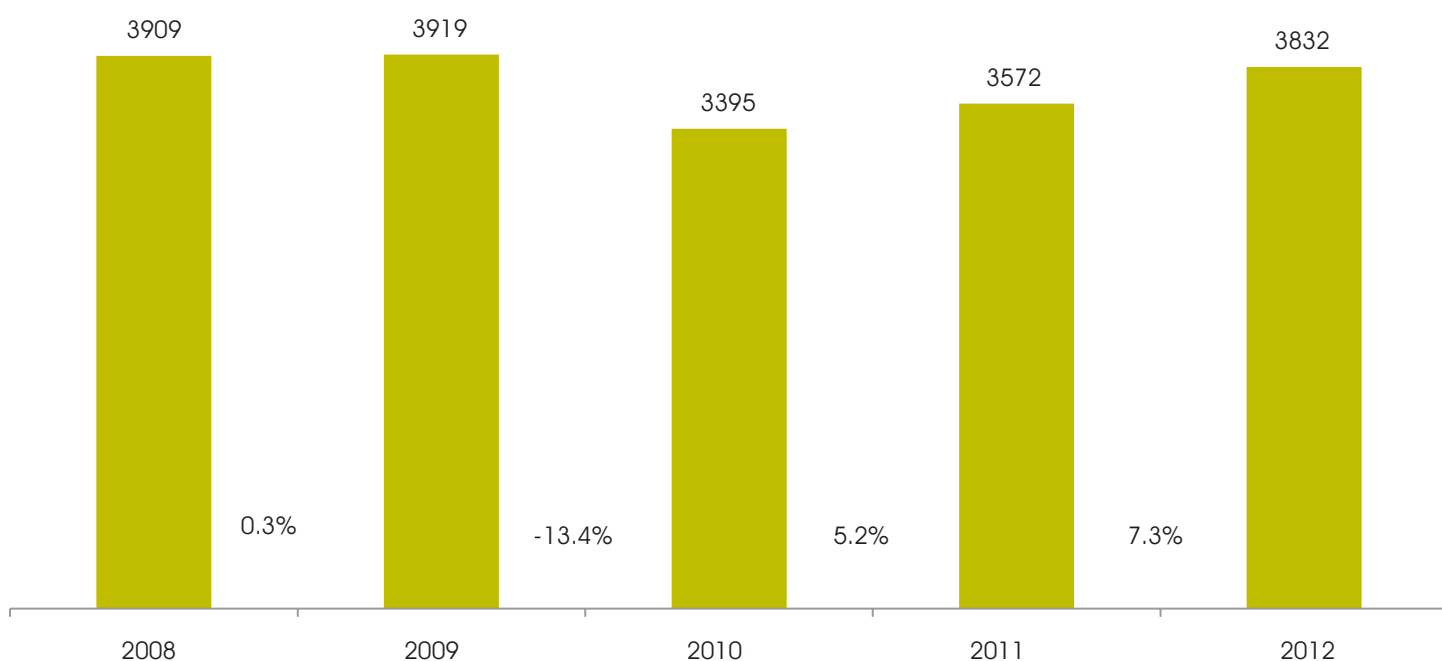
	Prêts bruts Moyens	Revenus d'intérêt sur prêts	Rendement moyen des prêts (%)	Variation (%)
2008	27,928.2	3 529,4	12.6	-1.6
2009	33,296.1	3,670.0	11.0	-1.6
2010	33,153.1	3,346.2	10.1	-0.9
2011	35,488.2	3,248.8	9.2	-0.9
2012	46,588.9	3,760.2	8.1	-1

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

EFFECTIF DES BANQUES ET PRODUCTIVITÉ

L'amélioration de la situation de l'emploi dans le secteur bancaire amorcée en 2011 s'est renforcée au cours de cet exercice. L'effectif des employés du système est passé de 3 395 en 2011 à 3 832 en septembre 2012, soit une augmentation de 437 employés.

Graphique 41. Évolution du nombre d'employés du système bancaire (au 30 septembre)



Parallèlement à l'augmentation du nombre d'employés du système bancaire, les ratios de productivité ont progressé au cours de l'exercice : le ratio Prêts bruts/employé a crû de 23,53 % à 13,86 MG au 30 septembre 2012 ; celui de l'Actif/employé est passé de 43,11 MG à 44,51 MG. Le ratio PNB/employé a haussé de 1,42 % pour s'établir à 2,14 MG en fin de l'exercice. Quant aux Bénéfice net/employé (584,41 MG) et Dépôts totaux/employé (38,32 MG), ils ont accusé respectivement une croissance de 1,38 % et de 0,97 %.

Tableau 40 Productivité par employé au 30 septembre (en milliers de gourdes et en %)

	2012	Variation	2011	Variation	2010	Variation	2009	Variation	2008	Variation
Actif/employé¹	44,508.3	3.2%	43,111.8	6.1%	40,629.6	47.6%	27,535.9	7.3%	25659.13	30.7%
Prêts bruts/employé	13,857.6	23.5%	11,219.4	23.3%	9,101.8	0.7%	9,034.3	13.2%	7978.17	31.4%
Dépôts/employé	38,318.9	1.0%	37,947.6	8.0%	35,126.0	48.9%	23,592.9	8.9%	21674.25	33.4%
PNB/employé	2,147.9	1.6%	2,113.2	9.1%	1,936.8	11.2%	1,742.5	6.3%	1609.91	14.7%
Bénéfice net/employé	584.4	1.4%	576.4	44.1%	400.0	24.7%	320.6	-4.3%	335.12	6.4%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

¹ Nombre d'employés au 30 septembre uniquement.

VII.7- LA SURVEILLANCE DES BANQUES

VII.7.1- ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE

La BRH a poursuivi ses activités de surveillance au sein du système bancaire et des institutions financières, au cours de l'exercice 2011-2012, conformément aux deux modes de contrôle en vigueur : surveillance sur pièces et inspection sur place (surveillance des banques et surveillance des activités de transfert et de change).

INSPECTIONS SUR PLACE

Au cours de l'exercice 2011-2012, le Service Inspection a réalisé cinq (5) missions d'inspection sur la problématique de la lutte contre le blanchiment des avoirs avec l'assistance de l'*Office of Technical Assistance* (OTA) du Département du Trésor Américain respectivement à la Sogebank, Unibank, Scotiabank, Banque Populaire Haïtienne (BPH) et Sogebel. Deux inspections générales ont été aussi conduites respectivement à la Banque Populaire Haïtienne et à la Sogebel. De même, le Service a réalisé un séminaire sur la lutte contre le blanchiment en faveur de la BPH.

CONTRÔLE SUR PIÈCES

Le contrôle sur pièces, étant un processus permettant de suivre de façon permanente l'évolution du système bancaire, à travers des rapports soumis par les banques, consiste à :

- analyser l'évolution des ratios prudentiels;
- déceler des facteurs de vulnérabilité;
- formuler des interrogations qui permettront de planifier des entretiens avec les responsables d'un établissement et/ou diligenter un contrôle sur place communément appelé inspection ponctuelle.

Pour ce faire, la BRH utilise des rapports, formulaires et états financiers provenant des différents établissements bancaires, dans la production de différents rapports tels :

- d'autres rapports internes à la BRH et constituant des études analytiques des tendances observées tant au niveau du système bancaire en général et pour chaque entité le composant en particulier.

VII.2- SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE TRANSFERTS ET DE CHANGE

Au cours de l'exercice 2011-2012, le service de Surveillance des Activités de Transfert et de Change a réalisé deux inspections sur la problématique de la lutte contre le blanchiment des avoirs :

- l'une de septembre à décembre 2011 au Caribbean Center S. A. (CCSA) ;
- l'autre de février à juin 2012 à la Sogexpress.

De plus, il a produit sur une base régulière des rapports tels que :

- celui sur les transferts internationaux, où l'État haïtien perçoit 1,50 dollar ÉU sur les transferts reçus et expédiés;
- celui sur les chèques émis par les banques et les maisons de transfert pour la remise des frais de 1,50 dollar ÉU collectés pour le compte du Trésor Public ;
- celui sur le nombre des transferts reçus et expédiés ;
- celui sur les achats et ventes de devises effectués par les agents de change.

AUTRES

DEMANDES D'AGRÉMENT

Au cours de l'exercice 2011-2012, la BRH a accepté la demande formulée par la Capital Bank en vue d'ouvrir une succursale à Pétion-Ville à l'angle des rues Faubert et Louverture pour la réception exclusive des transactions de la Capital Carte. Les maisons de transfert et de la profession d'agent de change n'ont pas formulé de demande.

PÉNALISATION

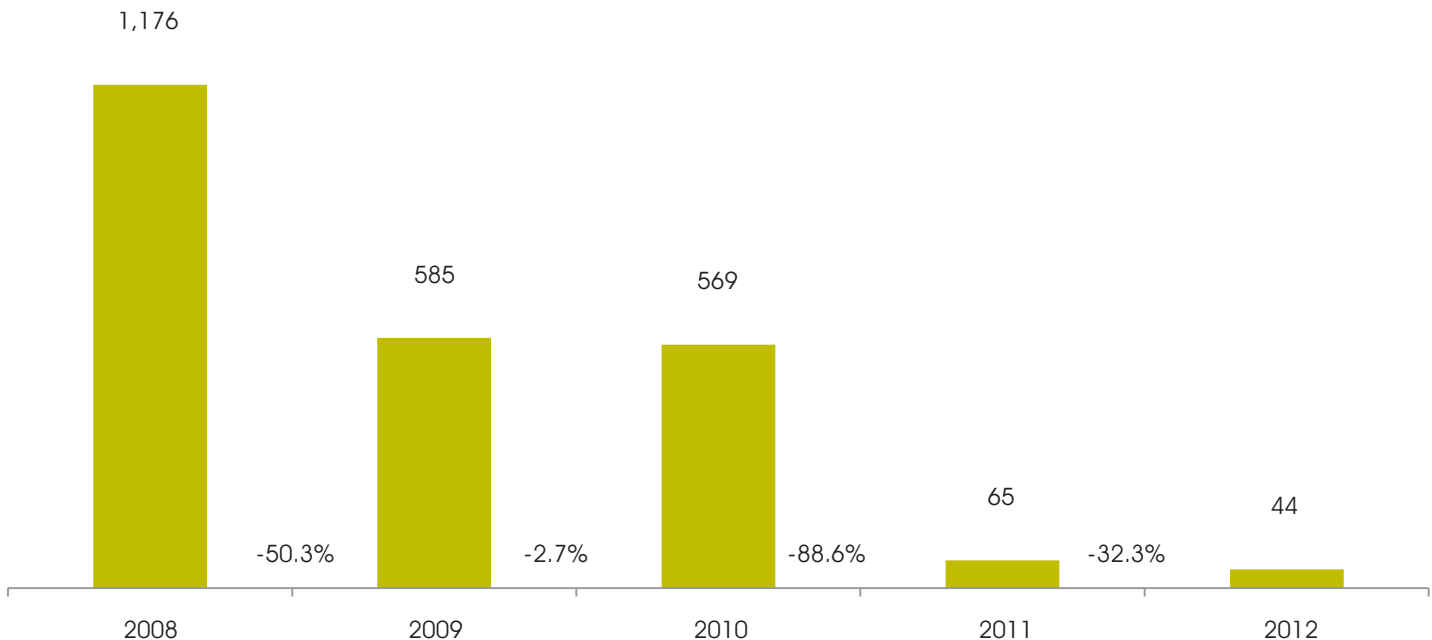
En termes de pénalité, les banques ont payé des frais s'élevant à 406 000 gourdes. Ces pénalités découlent de deux sources :

- celles liées au dépassement relatif à la position nette de change (166 252,11 gdes) réparties entre la Unibank (2 426,99 gdes), la Capital Bank (28 583,34 gdes) et la BUH (132 814,79 gdes);
- celles appliquées à la Bank of Nova Scotia pour le non respect du niveau de réserves en dollars au cours de la 1^{ère} quinzaine de juin 2012 (242 622,98 gdes).

INTÉRÊTS PAYÉS

Les intérêts payés sur les bons BRH sont passés de 64,7 millions de gourdes au cours de l'exercice 2010-2011 à 43,7 millions en 2011-2012, soit une diminution de 32 % qui s'explique par la diminution de l'encours des bons BRH; les taux d'intérêts sur les bons sont restés inchangés depuis le second trimestre de 2011.

Graphique 42. Évolution des intérêts versés sur Bons BRH au 30 septembre (en MG)



VII.3- CHRONOLOGIE DES FAITS MARQUANTS DU SYSTÈME BANCAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2012

- Depuis juillet 2011, la Direction de la Supervision a délégué un cadre sur place en tant que Contrôleur à la Banque de l'Union Haïtienne en raison des signes de faiblesse au niveau de la gestion de cette dernière en général et des problèmes au niveau de la situation financière en particulier;
- En septembre 2012, une commission a été formée en vue de travailler à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de restructuration de la BUH qui devra explorer et présenter toutes les solutions alternatives pour la résolution définitive des problèmes de ladite banque ;

12 / Un écart comptable peut exister entre le montant des intérêts sur Bons BRH calculés à la BRH et celui reporté par les banques dans leurs états financiers.

- Un document a été élaboré sur les motifs du refus de l'offre du Groupe Financier de l'Union (GFU) et d'acceptation de celle de la *Haitian Building Society* (HBS) et dans le cadre de la recapitalisation de la BUH ;
- Une commission travaille aussi sur un plan de restructuration et de modernisation de la Banque Populaire Haïtienne;
- Suite à la publication de la nouvelle loi bancaire publiée en août 2012, une commission mixte composée des membres de la Direction de la Supervision et de la Direction des Affaires Juridiques de la BRH a été formée en vue de travailler à l'élaboration de nouvelles circulaires et l'adaptation de celles existantes par rapport à cette nouvelle loi.

Dans le cadre des efforts de la BRH pour maintenir l'efficacité, l'intégrité, la fiabilité des informations et la sécurité du système de paiements, elle a procédé à :

1. la révision de la circulaire 96-1 sur les nouveaux prêts, crédits et taux d'intérêt afin de rendre les informations plus facilement interprétables par les utilisateurs;
2. l'élaboration de la circulaire 101 sur les cartes de crédit en vue de déterminer les modalités de facturation des transactions effectuées à partir de cet instrument financier.

LE FONDS DE GARANTIE PARTIELLE DE CRÉDIT (FGPC)

Géré par le Fonds de Développement Industriel (FDI), le Fonds de garantie partielle de crédit (FGPC) a été créé en vue de réduire les risques de défaillance du système bancaire en Haïti suite au séisme et favoriser en même temps la reprise des activités économiques en facilitant aux entreprises l'accès au crédit.

Il dispose de deux piliers. Le premier consiste en un programme de restructuration de prêts sains. Le second favorise de nouveaux investissements dans l'économie haïtienne à travers un programme de garantie de nouveaux crédits, soit à des entreprises existantes entreprenant des projets d'expansion, de modernisation ou autre, soit à de nouvelles entreprises.

Les fonds du FGPC ont été ainsi répartis : 19 millions de dollars ÉU de la BID, 2,5 millions de la Banque Mondiale à travers l'IDA et 12,5 millions du Fonds Haïtien de Reconstruction combinés à des ressources d'un (1) million de dollars ÉU pour l'assistance technique fournis intégralement par la BID. Le fonds de garantie a effectivement démarré en mars 2011 avec le premier décaissement des bailleurs et l'émission par le FDI des premières lettres de garantie.

Au 30 septembre 2012, les ressources effectivement reçues des bailleurs se sont élevées à 7,7 millions de dollars ÉU, alors que les utilisations représentent des lettres de garantie octroyées pour un montant de 3,3 millions de dollars ÉU et des dépenses d'assistance technique pour 0,91 millions de dollars ÉU. En ce sens, les ressources disponibles pour de nouveaux engagements (garanties + assistance technique) s'élèvent globalement à 4,3 millions de dollars.

Les opérations de garantie sont ventilées comme suit :

Tableau 41. Ventilation du portefeuille au 30 septembre 2012 par intermédiaire financier (en dollars ÉU)

Intermédiaires financiers	Montant des prêts sous-jacents	Montant des Garanties	Nombre d'employés des bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires
Capital Bank	189,221	94,611	108	54
Sogebank	6,388,223	2,036,161	532	195
Unibank	3,947,228	1,202,444	120	4
Total	10,524,672	3,333,216	760	253

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VIII- ACTIVITÉS GÉNÉRALES D'INSPECTION DES CAISSES POPULAIRES

Au cours de l'exercice 2011-2012, l'accent a été mis sur la conduite des inspections sur place et le processus de légalisation des Caisses d'Épargne et de Crédit (CEC). En effet, la Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaires (DIGCP) a mis en œuvre un calendrier d'inspection exécuté dans 88 % des cas. Ainsi, sur un total de 27 caisses programmées, 24 missions d'inspection ont été menées selon les procédures légales et réglementaires en vigueur dans le secteur. Ces missions ont permis de déceler les forces et les faiblesses de ces caisses ainsi que les nouvelles tendances qui se dessinent dans la micro finance mutualiste. Des recommandations visant à l'amélioration de la performance de cette catégorie d'institutions financières de proximité ont ainsi été adressées aux responsables de chacune des entités concernées.

De plus, les dirigeants des caisses sont convoqués régulièrement à la BRH dans le but d'assurer un suivi des rapports produits par les équipes d'inspecteurs. Ils ont vite compris que la Banque de la République d'Haïti (BRH), loin de nuire au déroulement harmonieux de leurs activités, leur fournit a contrario un encadrement garantissant la bonne gouvernance des caisses populaires, et de surcroît, la sécurité de l'épargne tant des sociétaires que des usagers.

Il convient de noter que l'actif de ces caisses inspectées a atteint ces derniers temps un peu plus de 1,5 milliard gourdes. Hormis les entités qui reçoivent un appui technique de la part de Développement International Desjardins (DID), aucune d'entre elles ne reçoit de subventions ou d'appui financier. Il s'agit de la génération de leur propre épargne.

A l'heure actuelle, la taille de l'actif global des CEC avoisine les 3,7 milliards de gourdes contre un passif de 2,8 milliards. Les caisses inspectées accusent dans l'ensemble un portefeuille de crédit de l'ordre de 2,2 milliards de gourdes. Le montant de l'épargne est estimé à 2,6 milliards de gourdes tandis que le nombre de sociétaires tourne autour de 515 000. Les fonds externes et les fonds propres ont atteint respectivement 50 et 746 millions de gourdes.

En outre, le processus de la légalisation des CEC ne s'est pas arrêté en chemin. La DIGCP a tout mis en œuvre pour que les demandes des Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC), suivant les instruments juridiques de la loi de juin 2002, soient traitées avec célérité, une fois acheminées à la BRH. Dans cette même veine, les demandes pour l'ouverture des succursales, particulièrement dans les départements de l'Artibonite et de l'Ouest ont connu une nette augmentation. Ainsi donc, sur 10 demandes d'agrément reçues cette année, 7 autorisations ont été accordées dont une pour une caisse d'épargne et de crédit et six pour des succursales. Le nombre de caisses agréées a cru modestement à 46 au cours de cet exercice.

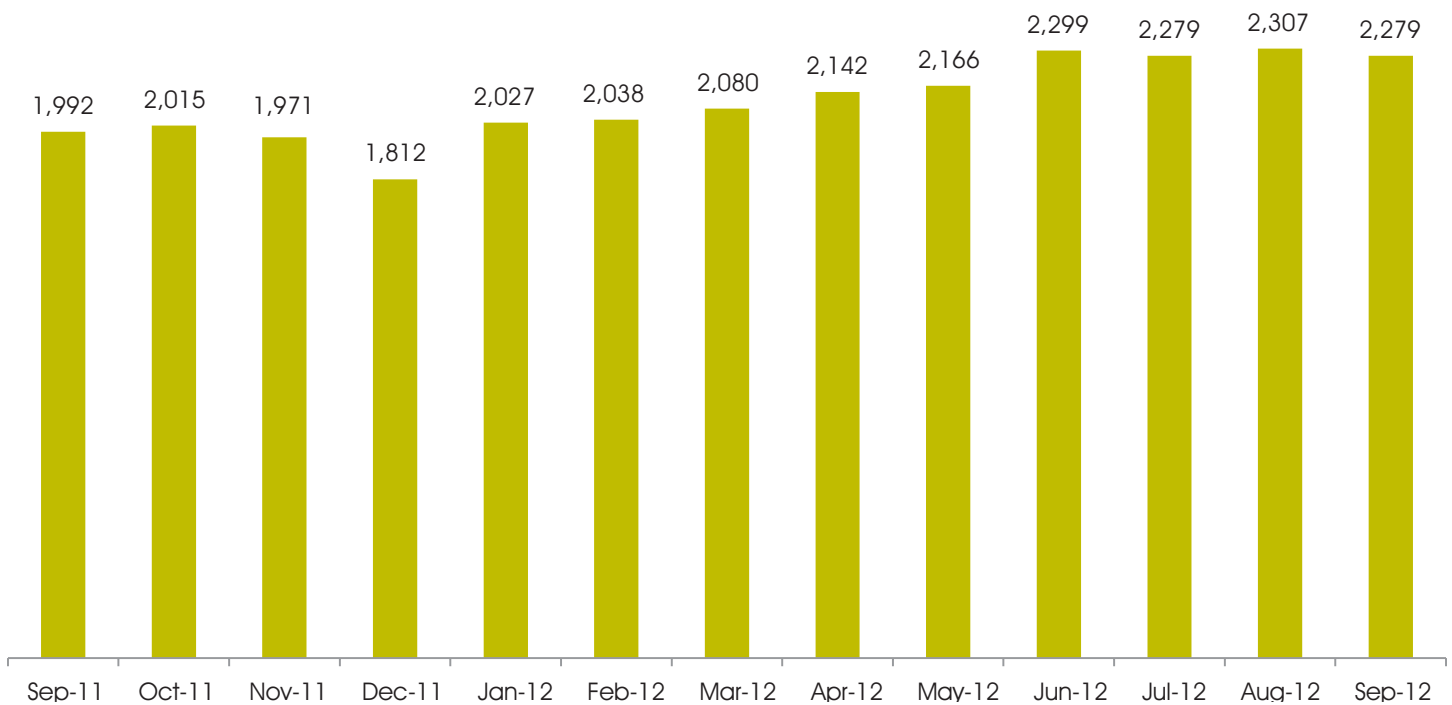
Le secteur de la micro finance non mutualiste a également focalisé l'attention de la DIGCP. Dans le but de mieux cerner ces entités qui contribuent d'une certaine façon à doper l'économie nationale, la DIGCP a mis sur pied un projet visant à l'inspection dudit secteur. Ce projet exécuté par la firme MERIDIES grâce à un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) a eu pour finalité l'élaboration d'un avant-projet de loi sur les institutions financières non coopératives. Dans cette optique, plusieurs missions techniques et de formation ont eu lieu au cours de l'exercice 2011-2012. Des cadres de la DIGCP ont pris part à des séminaires de formation tant en Haïti (IFBC) qu'à l'étranger (Boulder, Turin). Ce projet devrait s'achever à la fin de l'année 2012.

C. LA BRH EN 2012

IX- GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS EN 2012

Le total des avoirs extérieurs de la Banque de la République d'Haïti a connu, par rapport à son niveau de l'année antérieure, une hausse de 14,42 % au 30 septembre 2012 pour se situer à 2 279 millions de dollars ÉU environ. Cet accroissement de plus de 287 millions de dollars ÉU a contribué grandement à renforcer la capacité de la BRH à combler les déséquilibres de court et de moyen terme de la balance des paiements, puis à intervenir sur le marché des changes en vue de maintenir une relative stabilité de la valeur de la gourde vis-à-vis du dollar américain. Au cours de l'exercice, la Banque Centrale est intervenue sur le marché des changes en vendant 72 millions de dollars ÉU pour contenir les pressions sur la gourde.

Graphique 43. Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars ÉU)



Les réserves brutes de change de la BRH se sont accumulées grâce aux acquisitions de devises effectuées par la BRH sur le marché des changes qui totalisent 33,07 millions de dollars ÉU, aux décaissements de la communauté internationale qui ont atteint un niveau de 397 millions de dollars ÉU et aux revenus d'intérêt sur les placements à court et moyen terme qui s'élèvent à environ 75 millions de dollars ÉU.

IX.1- COMPOSITION DES AVOIRS EXTÉRIEURS

Au 30 septembre 2012, les réserves internationales brutes de la BRH étaient constituées pour 62,01 % environ par des titres de court et moyen terme ; 26,34 % par des placements sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour¹³ ; 2,48 % par des fonds en attente de placement à l'étranger¹⁴ ; 9,17 % étaient constitués d'or et de DTS.

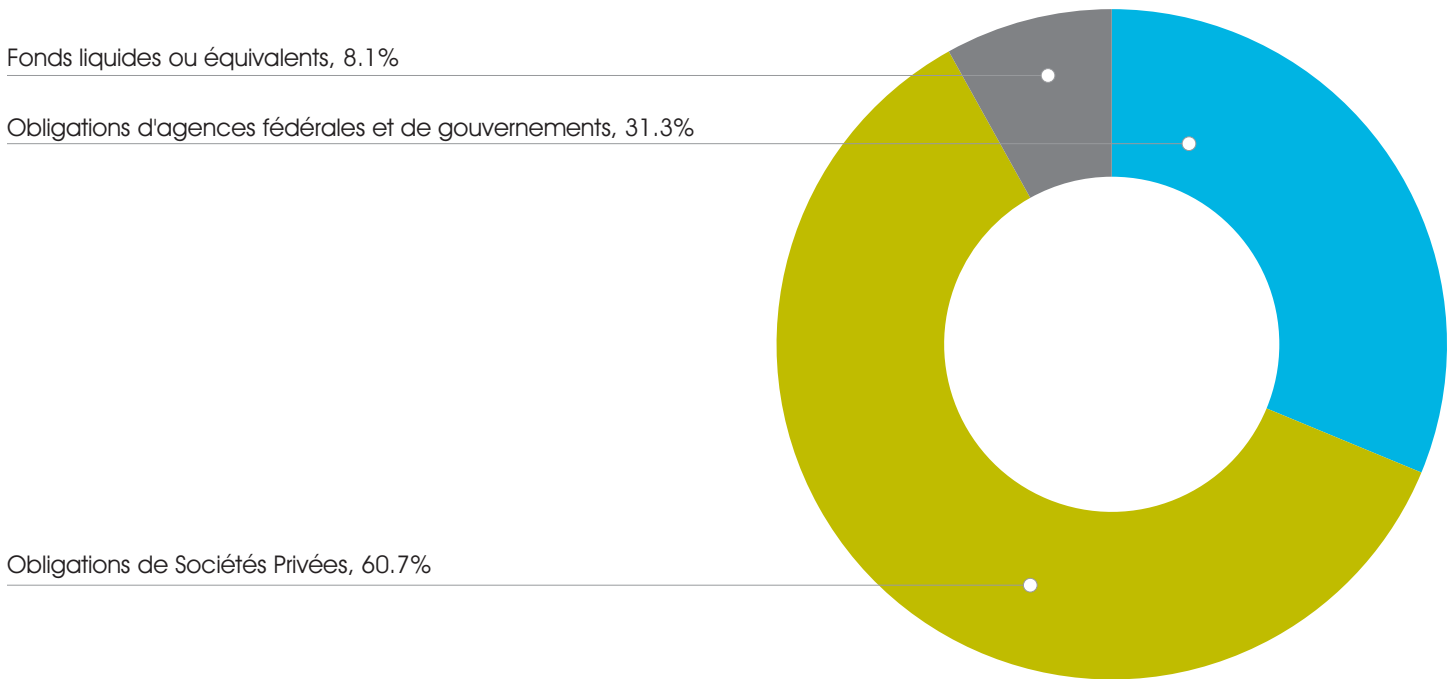
L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2012 se présente ainsi :

- 31,25 % d'obligations d'agences fédérales et de gouvernements locaux des États-Unis contre 24,25 % l'an dernier ;
- 60,67 % d'obligations de sociétés privées contre 58,13 % durant l'exercice 2010-2011 ;
- 8,08 % en fonds liquides ou équivalents, contre 17,49 % l'année dernière.

¹³ Repo market, ou repurchase agreement. Vente avec accord de rachat à terme.

¹⁴ Étant donné le délai lié au transport de billets à l'étranger.

Graphique 44. Composition des avoirs extérieurs



Cette allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque et de notation AAA à A-, selon la notation de la firme S&P, reflète essentiellement l'optique d'optimisation de la rentabilité sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut d'une banque centrale¹⁵. Elle est conforme aux termes des contrats de gestion convenus entre la BRH et ses gérants de portefeuille. En effet, cette année, ces derniers sont autorisés à placer jusqu'à 75 % des fonds dans des titres émis par des sociétés privées, en raison de l'environnement des taux très bas prévalant dans le secteur gouvernemental.

IX.2- RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement moyen de 10,09 % cette année alors qu'il avait généré -0,02 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement est supérieur à la performance du Barclays Capital US Aggregate Bond Index (5,16 % en 2012), lequel est le repère retenu par la BRH pour son portefeuille de titres.

RENDEMENT DES FONDS PLACÉS SUR LE MARCHÉ DU LOYER AU JOUR LE JOUR (REPOS)

Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transactions de la BRH sont investis à chaque fin de journée, puis les jours fériés, sur le « Repo Market ». Ces fonds ont généré un rendement moyen de 0,06 % au cours de l'exercice 2012, tandis qu'ils avaient produit 0,07 % l'année antérieure.

X- LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURALE

X.1- BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

X.1.1- EMISSION, DESTRUCTION ET REMPLACEMENT DE LA MONNAIE

En raison du niveau élevé des billets mis en circulation pendant l'année 2011, la BRH n'a pas fait d'émission monétaire au cours de l'exercice fiscal 2012.

Les billets de banque détruits ont augmenté de manière significative, passant de 75 millions d'unités en 2011 à 88 millions d'unités en 2012, soit une hausse de plus de 17 %. Les grosses coupures ont le plus contribué à cette situation : billets de 250 gourdes, (95 %); billets de 500 gourdes, (88 %) et billets de 1 000 gourdes, (61 %) et à un degré moindre, les billets de 100 et 50 gourdes. Les billets de banque mis en circulation au titre de remplacement des billets mutilés détruits ont connu

¹⁵ Les obligations de classe BBB-, par Standard & Poor, sont des titres présentant les caractéristiques d'un placement à long terme de qualité moyenne inférieure. Celles de classe AAA présentent le plus haut degré de protection du capital et génèrent un rendement équitable.

une croissance de 62 % par rapport à l'exercice précédent. La disponibilité des différentes dénominations en quantités suffisantes au cours de la période a, en grande partie, expliqué cette évolution.

L'encours des billets de banque en valeur a crû de 1 % par rapport à l'exercice précédent, passant de 23,4 à 23,7 milliards de gourdes, affichant ainsi une relative stabilité. Par ailleurs, le volume de l'encours a évolué en sens opposé, puisqu'il a décré de 2,4 % passant de 160,6 millions de billets à 156,8 millions de billets en rythme annuel.

Tableau 42. Destruction, remplacement et émission de la monnaie

Coupure (en milliers d'unités)	Destruction	Pourcentage	Remplacement	Pourcentage	Emission	Pourcentage
Billets gourdes						
1	8	0%	-	-	-	-
2	-	-	-	-	-	-
5	9	0%	-	-	-	-
10	15,445	18%	14,000	16%	-	-
20	192	0%	100	0%	-	-
25	15,914	18%	23,000	27%	-	-
50	14,840	17%	11,000	13%	-	-
100	23,364	27%	20,000	23%	-	-
250	7,172	8%	6,940	8%	-	-
500	6,346	7%	5,300	6%	-	-
1 000	4,627	5%	5,120	6%	-	-
Total billets	87,917	100%	85,460	100%	-	0%
Pièces						
0,05	-	-	-	-	-	-
0,10	-	-	-	-	-	-
0,20	-	-	-	-	-	-
0,50	-	-	-	-	-	-
1	-	-	10,450	100%	-	-
5	-	-	-	0%	-	-
Total pièces			10,450	100%		

Source : BRH/DCR

X.1.2- CIRCULATION AU SENS STRICT

La monnaie en circulation au sens strict a augmenté de 2,7 % en glissement annuel au 30 septembre 2012; les billets et les pièces de monnaie en dehors de la BRH et des coffres-forts des banques commerciales ayant donc passé de 20,95 milliards en 2011 à 21,51 milliards de gourdes un an après.

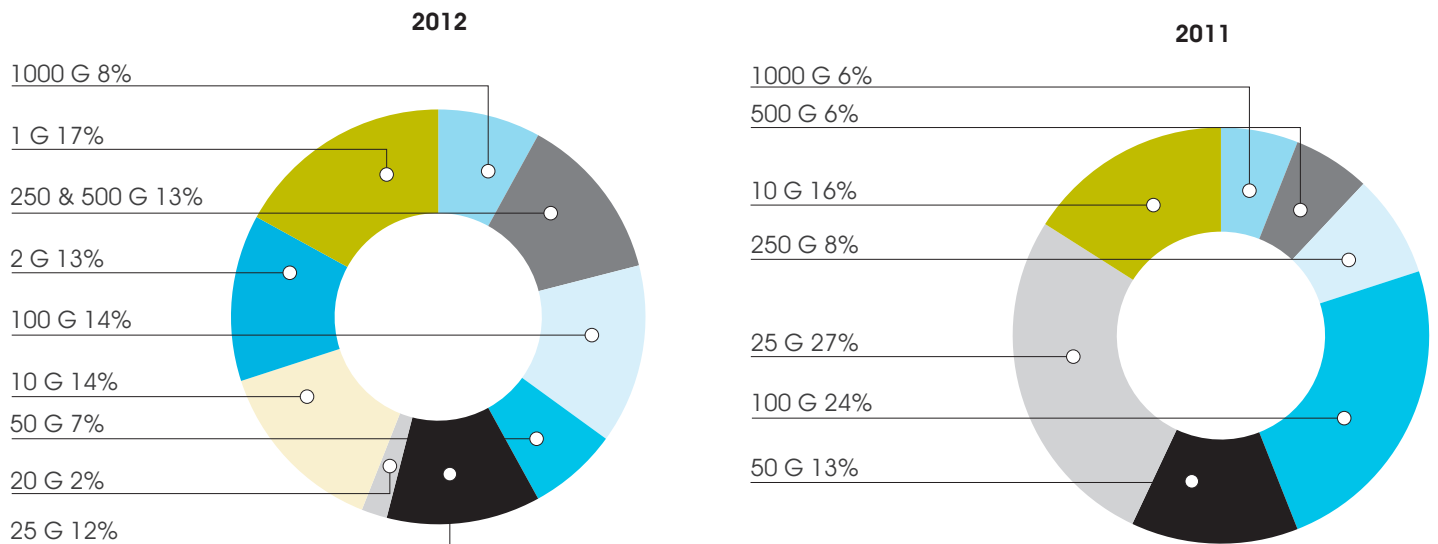
X.1.3- CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS LARGE

La valeur globale des billets de banque et des pièces de monnaie en circulation en dehors de la BRH est passée de 23,88 à 28,18 milliards de gourdes, soit une augmentation de 18 %.

X.1.4- COMPOSITION DE L'ENCOURS DES BILLETS

La tendance à une répartition relativement égalitaire des parts des différentes dénominations en circulation observées pendant l'année 2011, semble s'être maintenue au cours de l'exercice sous étude. En effet, les dénominations de 500, 250, 100, 25 et 10 gourdes ont un poids variant entre 12 % et 14 % dans l'encours des billets. Toutefois, les billets de 50 gourdes représentant 7 % de l'encours ont fait l'objet d'un certain rationnement, ceux de 20 gourdes, avec une part de 2 %, sont en rupture de stocks depuis plusieurs exercices alors que les coupures de 1000 gourdes ne détiennent que 8 %, .

Graphique 45. Composition de l'encours et remplacement de billets



X.1.5- BILLETS CONTREFAITS RETENUS AUX GUICHETS DE LA BRH

Une forte intensification de l'activité des faussaires (surtout pour la devise américaine) a été observée pour l'exercice fiscal 2012 par rapport à 2011. En effet, le nombre de faux billets en gourdes et en dollars ÉU enlevés de la circulation s'est élevé respectivement à 1 713 et 759 unités contre 1 208 et 208 unités, soit des progressions respectives de 41,8 % et 264,9 %.

Les coupures de 250, 500 et 1 000 gourdes représentent pour l'exercice en cours 84 % du total des billets contrefaits. Aussi, les billets de 100 dollars ÉU ont-ils compté pour plus de 95 % de l'ensemble des fausses coupures en dollars américains.

La contrefaçon, eu égard aux pics mensuels, a évolué de façon significative en fonction des activités saisonnières telles que : fêtes de fin d'année (décembre) et ouverture des classes (septembre), confirmant une fois de plus la préférence des faussaires pour les billets à valeur faciale plus élevée.

Tableau 43. Faux billets dollars ÉU retenus aux guichets de la BRH au cours de l'exercice 2012

Période/coupure	1	5	10	20	50	100	TOTAL
Oct-11						5	5
Nov-11			1		3	27	31
Dec-11	1	2	3	14	9	107	136
Jan-12			1			12	13
Feb-12				1		6	7
Mar-12						7	7
Apr-12						295	295
May-12				1		11	12
Jun-12					1	8	9
Jul-12						2	2
Aug-12					1	10	11
Sep-12				1		230	231
TOTAL	1	2	5	17	14	720	759

Source : BRH/DCR

Tableau 44. Faux billets gourdes retenus aux guichets de la BRH au cours de l'exercice 2012

	10	20	25	50	100	250	500	1000	TOTAL
Oct-11					2	4	5	20	31
Nov-11				1	21	9	6	48	85
Dec-11					16	5	4	195	220
Jan-12				1	57	88	107	30	283
Feb-12				2	15	8	23	66	114
Mar-12					11	10	4	34	59
Apr-12					5	5		10	20
May-12			2	9	59	53	59	318	500
Jun-12			2		3	4	3	12	24
Jul-12					2	3	1	13	19
Aug-12			1		5	7	4	24	41
Sep-12					58	55	33	171	317
TOTAL	0	0	5	13	254	251	249	941	1,713

Source : BRH/DCR

X.2- LES CHÈQUES

X.2.1- LES OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Le nombre de chèques en gourdes reçus par les banques du système bancaire s'est accru de 3 % pour se fixer à 2 196 625 unités pour une valeur de 172 333,2 MG (débit et crédit). Le solde final de la compensation en gourdes a atteint 28 300,9 MG durant l'année 2012.

Le nombre de chèques libellés en dollars transitant à la chambre de compensation a cumulé à 636 758 unités pour une somme de 2 791,6 millions de dollars ÉU (débit et crédit). Il en est résulté une balance finale de compensation de 422 millions de dollars ÉU, soit une hausse de 15,1 % par rapport à l'exercice antérieur.

Les frais prélevés sur les chèques libellés en gourdes et en dollars par la BRH pour la période 2012 s'élèvent respectivement à 2 196,6 milliers de gourdes et 636,7 milliers de dollars ÉU.

Les dépenses du trésor public enregistrées à la chambre de compensation sont de l'ordre de 15 690,4 MG, en augmentation de 15 % par rapport à 2011. 96,6 % de ces dépenses sont affectées à Port-au-Prince et seulement 3,4 % à la succursale du Cap-Haïtien.

Tableau 45. Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire en 2012 (en milliers d'unités)

	Nombre de chèques présentés	Nombre de chèques reçus	Frais prélevés en gourdes
BRH	139.2	960.7	960.7
BNC	568.7	178.2	178.2
Sogebank	472.8	364.6	364.6
BPH	96.5	24.7	24.7
BUH	49.6	43.2	43.2
Scotiabank	72.3	72.8	72.8
Citibank	45.2	34.1	34.1
Capital Bank	209.8	152.3	152.3
Sogebel	34.0	42.7	42.7
Unibank	508.7	323.3	323.3
Total	2196.6	2196.6	2196.6

Source : BRH/DCR

Tableau 46. Nombre de chèques en dollars présentés et reçus par le système bancaire en milliers d'unités

	Nombre de chèques présentés	Nombre de chèques reçus	Frais prélevés en dollar EU
BRH	3.12	8.27	8.27
BNC	34.99	53.58	53.58
Sogebank	186.63	183.59	183.59
BPH	16.04	15.36	15.36
BUH	21	20.7	20.7
Scotiabank	30.01	43.78	43.78
Citibank	25.39	28.2	28.2
Capital Bank	97.91	85.16	85.16
Sogebel	14.62	22.92	22.92
Unibank	207.04	175.22	175.22
Total	636.76	636.76	636.76

Source : BRH/DCR

Tableau 47. Résultat de la compensation par banque en MG

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
BRH	25,767.8	43,054.4	0.0	17,286.5
BNC	20,387.2	17,689.9	2,697.3	0.0
Sogebank	47,538.8	25,626.2	21,912.6	0.0
BPH	2,756.6	3,030.4	0.0	273.8
BUH	3,508.9	2,141.5	1,367.3	0.0
Scotiabank	4,398.2	4,972.3	0.0	574.1
Citibank	12,924.9	19,831.4	0.0	6,906.4
Capital Bank	14,902.7	14,269.4	633.3	0.0
Sogebel	1,439.8	2,020.8	0.0	581.1
Unibank	38,708.4	39,697.0	0.0	988.6
Total	172,333.2	172,333.2	26,610.5	26,610.5

Source : BRH/DCR

Tableau 48. Résultat de la compensation par mois en 2011-2012 (en MG)

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
Oct-11	14,716.3	14,716.3	3,059.9	3,059.9
Nov-11	13,654.3	13,654.3	2,370.3	2,370.3
Dec-11	15,097.3	15,097.3	1,585.5	1,585.5
Jan-12	11,730.9	11,730.9	1,642.8	1,642.8
Feb-12	13,555.3	13,555.3	2,822.8	2,822.8
Mar-12	16,264.3	16,264.3	2,646.3	2,646.3
Apr-12	13,026.7	13,026.7	2,630.8	2,630.8
May-12	15,073.2	15,073.2	2,409.0	2,409.0
Jun-12	13,560.5	13,560.5	2,427.4	2,427.4
Jul-12	15,523.8	15,523.8	2,136.7	2,136.7
Aug-12	15,147.3	15,147.3	2,587.1	2,587.1
Sep-12	14,983.3	14,983.3	1,982.3	1,982.3
Total	172,333.2	172,333.2	28,301.0	28,301.0

Source : BRH/DCR

Tableau 49. Résultat de la compensation par banque en 2011-2012 (en M.ÉU)

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
BRH	61.1	77.7	0.0	16.6
BNC	326.9	168.0	158.9	0.0
Sogebank	784.5	631.2	153.3	0.0
BPH	85.3	61.2	24.0	0.0
BUH	108.2	93.9	14.3	0.0
Scotiabank	195.9	143.1	52.8	0.0
Citibank	203.4	277.6	0.0	74.2
Capital Bank	334.4	409.2	0.0	74.9
Sogebel	45.1	44.3	0.8	0.0
Unibank	646.9	885.4	0.0	238.5
Total	2791.6	2791.6	404.1	404.1

Source : BRH/DCR

Tableau 50. Résultat de la compensation par mois en 2011-2012 (en M.ÉU)

	Débit	Crédit	Solde débiteur	Solde créditeur
Oct-11	229.2	229.2	28.7	28.7
Nov-11	221.5	221.5	22.8	22.8
Dec-11	261.9	261.9	31.0	31.0
Jan-12	221.2	221.2	31.8	31.8
Feb-12	211.5	211.5	28.4	28.4
Mar-12	252.7	252.7	42.1	42.1
Apr-12	215.5	215.5	37.2	37.2
May-12	246.2	246.2	39.5	39.5
Jun-12	230.9	230.9	30.3	30.3
Jul-12	242.3	242.3	46.6	46.6
Aug-12	226.9	226.9	35.0	35.0
Sep-12	232.0	232.0	48.9	48.9
TOTAL	2,791.6	2,791.6	422.1	422.1

Source : BRH/DCR

Tableau 51. Dépenses du Trésor public enregistrées à la chambre de compensation en 2011-2012 (en MG)

	Port-au-Prince	Cap-Haïtien	Total en MG
Oct-11	1,357.2	41.7	1,398.9
Nov-11	1,180.2	52.7	1,232.8
Dec-11	1,734.8	61.0	1,795.8
Jan-12	1,286.6	43.4	1,330.0
Feb-12	944.1	33.5	977.6
Mar-12	1,549.3	41.5	1,590.8
Apr-12	889.6	35.3	924.9
May-12	1,311.7	42.4	1,354.1
Jun-12	1,014.4	37.8	1,052.2
Jul-12	1,192.3	39.1	1,231.3
Aug-12	1,266.3	41.8	1,308.1
Sep-12	1,444.1	49.8	1,493.9
Total	15,170.5	519.9	15,690.4

Source : BRH/DCR

X.2.2- ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE LA COMPENSATION AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2008-2012)

D'octobre 2007 à septembre 2012, les opérations de compensation en gourdes ont évolué à la hausse tant en volume qu'en valeur. Cette tendance est également observée pour les activités de compensation en dollars ÉU mais avec un léger recul en valeur pour l'année sous étude.

Tableau 52. Activités de la compensation sur les opérations en gourdes (5 dernières années)

	Nombre de chèques compensés	Résultat de la Compensation (en MG)
2008	2,473,767	137,152.6
2009	2,369,437	131,764.0
2010	1,872,653	130,596.5
2011	2,129,717	161,438.0
2012	2,196,625	172,333.2

Source : BRH/DCR

Tableau 53. Activités de la compensation sur les opérations en dollars ÉU (5 dernières années)

	Nombre de chèques compensés	Résultat de la Compensation en millions de dollars ÉU
2008	493,216	2,752.5
2009	493,732	2,323.3
2010	455,403	2,384.3
2011	589,663	2,866.5
2012	636,758	2,791.6

Source : BRH/DCR

Tableau 54. Dépenses du Trésor public au cours des cinq dernières années (en MG)

	Port-au-Prince	Cap-Haïtien	Total
2008	12,597.4	531.6	13,129.0
2009	12,112.9	469.5	12,582.4
2010	10,662.7	366.7	11,029.4
2011	13,111.3	458.5	13,569.8
2012	15,170.4	519.9	15,690.3

Source : BRH/DCR

X.2.3- DÉPÔTS ET TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES

En 2012, les dépôts en gourdes et en dollars ÉU des banques commerciales à la BRH ont atteint respectivement 14 534,7 MG et 102 millions de dollars ÉU, affichant ainsi des taux de croissance respectifs de 24,1 % et 0,3 % en glissement annuel.

De leur côté, les tirages des banques commerciales sur leurs comptes en gourdes détenus à la BRH ont évolué à la hausse pour la monnaie nationale passant de 8 261 à 11 962,6 MG dont 7 715 MG proviennent de prélèvements de la Unibank.

Quant aux tirages en dollars ÉU, ils ont largement régressé en variant de 106,3 à 27,1 millions de dollars ÉU dont 43,2 % représentent des retraits de la Capital Bank.

Tableau 55. Dépôts des banques commerciales au cours de l'exercice 2012 en MG

	Sogebank	Unibank	BUH	Capital	BPH	Citibank	Scotiabank	BNC	Total
Oct-11	716.5	132.3	1.6	118.3	14.3	150.4	5.8	255.8	1,394.9
Nov-11	593.2	86.8	0.0	144.6	7.4	152.1	19.7	270.1	1,273.9
Dec-11	519.0	144.1	0.0	124.2	8.6	152.6	16.7	194.7	1,159.7
Jan-12	696.6	444.6	45.3	342.1	22.2	174.9	11.1	487.4	2,224.1
Feb-12	1,000.5	154.5	34.3	78.9	13.5	122.1	6.5	114.1	1,524.2
Mar-12	1,500.5	110.7	0.0	40.7	26.0	132.1	25.0	105.6	1,940.6
Apr-12	793.4	112.7	2.2	61.3	11.8	139.4	7.9	43.3	1,171.9
May-12	912.3	140.8	0.0	33.5	7.7	145.4	7.3	82.2	1,329.0
Jun-12	1,091.1	132.8	0.0	64.7	19.3	129.7	6.2	101.2	1,545.0
Jul-12	1,447.3	115.1	2.0	82.9	8.3	109.9	19.5	41.7	1,826.6
Aug-12	866.6	151.2	0.0	62.8	6.7	137.2	11.2	39.9	1,275.5
Sep-12	967.8	123.9	1.9	69.4	22.4	102.1	6.3	81.5	1,375.3
Total	11,104.8	1,849.4	87.3	1,223.1	168.0	1,647.6	143.2	1,817.4	18,040.7

Source : BRH/DCR

Tableau 56. Dépôts en millions de dollars ÉU des banques commerciales en 2011-2012

	Sogebank	Unibank	BUH	Capital Bank	BPH	Citibank	Scotiabank	BNC	Total
Oct-11	0.2	0.0	0.1	0.0	0.6	0.0	0.0	5.1	6.2
Nov-11	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.2
Dec-11	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3
Jan-12	0.0	0.0	0.0	1.3	0.0	0.0	0.0	6.2	7.5
Feb-12	0.9	0.4	0.0	0.0	0.1	0.5	0.0	0.0	1.9
Mar-12	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Apr-12	0.0	0.3	0.1	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.9
May-12	12.1	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	17.1
Jun-12	11.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	11.2
Jul-12	13.1	5.0	0.0	0.0	0.2	0.3	0.0	0.0	18.6
Aug-12	13.4	10.0	0.0	0.0	1.2	0.3	0.0	0.0	24.9
Sep-12	9.1	1.0	1.6	0.4	1.0	0.3	0.0	0.0	13.4
Total	60.0	22.0	1.8	2.4	3.4	1.4	0.0	11.3	102.3

Source : BRH/DCR

Tableau 57. Tirage des banques commerciales en 2011-2012 (MG)

	Sogebank	Unibank	BUH	Capital Bank	BNC	BPH	Citibank	Scotiabank	Total
Oct-11	16.0	0.0	0.0	12.0	0.0	57.5	110.0	110.0	305.5
Nov-11	0.0	600.0	30.0	14.1	12.0	37.1	6.7	0.0	699.9
Dec-11	150.0	2,100.0	0.0	94.0	450.1	182.0	0.0	157.0	3,133.1
Jan-12	0.0	0.0	0.0	0.0	200.0	21.3	0.0	29.5	250.8
Feb-12	0.0	500.0	64.8	0.0	0.0	73.0	6.7	76.0	720.4
Mar-12	20.0	900.0	0.0	126.0	100.1	128.2	0.0	39.2	1,313.5
Apr-12	15.0	950.0	0.0	93.5	150.0	62.6	20.7	96.0	1,387.8
May-12	20.0	700.0	0.0	80.0	200.1	67.5	1.2	87.0	1,155.8
Jun-12	0.0	15.0	0.0	20.0	0.0	94.5	20.0	71.0	220.5
Jul-12	0.0	600.0	0.0	40.0	100.1	94.3	6.7	57.0	898.1
Aug-12	10.0	850.0	0.0	68.6	0.0	50.2	0.0	80.0	1,058.8
Sep-12	0.0	500.0	0.0	40.0	160.1	82.4	0.0	36.0	818.5
Total	231.0	7,715.0	94.8	588.1	1,372.5	950.5	172.0	838.7	11,962.6

Source : BRH/DCR

Tableau 58. Tirage en milliers de dollars ÉU des banques commerciales en 2011-2012

	Sogebank	Unibank	BUH	Capital Bank	Sogebel	Citibank	Scotiabank	BNC	Total
Oct-11	1,000.0	0.0	0.0	0.0	0.0	150.0	0.0	0.0	1,150.0
Nov-11	300.0	1,600.0	0.0	1,000.0	0.0	400.0	100.0	0.0	3,400.0
Dec-11	3,500.0	500.0	0.0	1,900.0	0.0	550.0	900.0	0.0	7,350.0
Jan-12	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	400.0	0.0	400.0
Feb-12	0.0	0.0	0.0	1,800.0	0.0	0.0	440.0	0.0	2,240.0
Mar-12	0.0	0.0	0.0	500.0	0.0	0.0	450.0	0.0	950.0
Apr-12	0.0	0.0	0.0	800.0	0.0	0.0	1,100.0	0.0	1,900.0
May-12	0.0	0.0	0.0	1,300.0	0.0	0.0	850.0	0.0	2,150.0
Jun-12	0.0	0.0	0.0	2,400.0	0.0	0.5	680.0	0.0	3,080.5
Jul-12	0.0	0.0	0.0	1,500.0	0.0	0.0	900.0	0.0	2,400.0
Aug-12	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	870.0	0.0	870.0
Sep-12	0.0	0.0	0.0	500.0	0.0	0.0	710.0	0.0	1,210.0
Total	4,800.0	2,100.0	0.0	11,700.0	0.0	1,100.5	7,400.0	0.0	27,100.5

Source : BRH/DCR

X.3 SERVICES À L'ÉTAT – BANQUIER DE L'ÉTAT

X.3.1 CAISSIER DE L'ÉTAT

Le Service des Guichets a encaissé pour le compte du Trésor Public 20 079,2 MG de recettes internes et 22 302,0 MG de recettes douanières, ce qui a donné au total 42 381,2 MG de recettes pour l'exercice fiscal 2012. Il a ainsi traité 404 625 bordereaux dont les avis de cotisation et les reçus de caisse.

CHÈQUES IMPRIMÉS

Il est important de rappeler qu'un chèque est un ordre de paiement et suscite du même coup la convoitise des réseaux de contrefaçon. La BRH, dans le but de se préserver contre ces réseaux a établi des standards de qualité et a renforcé au maximum ses mesures de sécurité.

Au niveau des commandes, le délai de livraison est fixé à 48 heures pour les réquisitions de moins de 1 500 unités de chèques et pour les demandes excédant 2 000 unités, le délai de livraison varie entre 3 et 5 jours.

Les commandes de chèques qui avaient accusé une augmentation de 10,13 % en 2011, ont enregistré une baisse de 9,29 % soit 39 654 chèques de moins pour l'exercice 2012.

Cette diminution a été grandement favorisée par l'installation des distributeurs automatiques de billets (ATM) depuis janvier 2012. Cela a entraîné du même coup une utilisation plus fréquente du système de paiement interbancaire haïtien (SPIH) par les organismes de l'Etat. La rapidité et la fiabilité de ce mode de paiement justifient son choix par les agents économiques.

Tableau 59. Chèques imprimés pour l'exercice 2011-2012

	Chèques personnels	Chèques commerciaux	80 Colonnes		Chèques de direction
			Gourdes	Dollars ÉU	
Oct-11	2,100	15,860	10,500	900	0
Nov-11	3,420	19,840	10,300	500	0
Dec-11	4,140	27,740	8,300	0	1,000
Jan-12	2,760	11,902	9,300	2,100	0
Feb-12	1,440	3,960	5,000	100	0
Mar-12	3,780	41,050	11,300	1,100	1,000
Apr-12	2,340	13,300	2,100	1,250	0
May-12	2,940	25,200	2,500	600	0
Jun-12	4,260	11,100	7,500	600	2,500
Jul-12	9,240	13,252	4,900	2,800	0
Aug-12	4,680	26,900	2,700	1,700	0
Sep-12	4,560	28,114	11,702	1,250	0
Total	45,660	238,218	86,102	12,900	4,500

Source : BRH/DCR

X.3.2 CHÈQUES TRAITÉS EN COMPENSATION

Par rapport aux chèques compensés pour le système bancaire, la BRH a eu à traiter 199 531 chèques libellés en gourdes et 8 204 chèques en dollars américains pour des montants respectifs de 10 134,38 millions de gourdes et 61,08 millions de dollars ÉU.

Tableau 60. Nombre de chèques traités en compensation à la BRH en 2012

	Chèques gourdes	Montant en MG	Chèques dollars ÉU	
			Chèques dollars ÉU	Montant en M.ÉU
Oct-11	16,790	691.1	647	2.6
Nov-11	10,440	487.0	578	3.0
Dec-11	19,579	758.4	743	7.4
Jan-12	16,169	556.2	583	4.5
Feb-12	15,131	737.9	651	6.6
Mar-12	18,987	849.2	801	4.2
Apr-12	14,109	935.8	755	3.3
May-12	19,852	880.2	789	3.3
Jun-12	18,827	803.0	630	12.4
Jul-12	15,591	1397.3	727	6.3
Aug-12	15,387	1026.0	613	1.9
Sep-12	18,669	1012.5	687	5.5
Total	199,531	10134.4	8,204	61.1

Source : BRH/DCR

CHÈQUES CERTIFIÉS

Les règlements avec les fournisseurs de biens et de services ainsi que le paiement des taxes ponctuelles se font par chèques certifiés. Il en est de même pour les paiements inter-institutionnels dans l'Administration Publique. Ainsi, au niveau des chèques certifiés, une nette progression de 21,16 % et 105,54 % a été observée respectivement pour les transactions en monnaie nationale et en dollars américains au cours de l'exercice 2012 comparativement à l'exercice antérieur. La recherche de garantie sur la solvabilité des clients et des institutions expliquent l'essentiel de cette évolution. Le tableau suivant donne une vue détaillée des chèques certifiés par mois et par devise.

Tableau 61. Chèques certifiés pour l'exercice 2011-2012

	Nombre de chèques gourdes	Montants en MG	Nombre de chèques dollars EU	Montants en milliers de dollars EU
Oct-11	708	134.5	84	98.8
Nov-11	382	34.3	36	90.9
Dec-11	576	159.3	42	212.9
Jan-12	635	189.6	43	25.7
Feb-12	529	121.3	44	46.6
Mar-12	775	112.5	68	43.9
Apr-12	536	94.4	47	48.7
May-12	741	120.2	60	269.6
Jun-12	647	200.2	26	132.0
Jul-12	580	200.4	48	93.1
Aug-12	704	91.4	59	366.1
Sep-12	719	160.0	50	231.9
Total	7,532	1,618.1	607	1,660.3

Source : BRH/DCR

CHÈQUES RETOURNÉS

Considéré comme un effet de commerce, le chèque, pour être accepté, doit répondre à des normes de forme, de fonds et de transmission (endossement). Dans le cas contraire, il sera retourné à la banque qui l'aura présenté en compensation.

C'est ainsi que, pour l'exercice 2011-2012, la quantité de chèques retournés a atteint 1 570 en monnaie locale contre 1 950 pour l'exercice antérieur et 84 en dollars EU contre 65 pour l'exercice 2010-2011.

Tableau 62. Chèques retournés pour l'exercice 2011-2012

	Nombre de chèques gourdes	Montants en MG	Nombre de chèques dollars EU	Montants en millions de dollars EU
Oct-11	84	9.9	5	10.9
Nov-11	64	4.9	4	17.1
Dec-11	122	9.6	9	1,684.6
Jan-12	134	24.2	12	323.0
Feb-12	134	46.3	9	77.0
Mar-12	139	23.4	15	134.1
Apr-12	125	15.5	6	10.2
May-12	233	44.7	5	22.6
Jun-12	314	15.6	8	2,049.1
Jul-12	109	93.3	6	127.0
Aug-12	112	44.6	5	18.2
Sep-12	291	157.4	6	268.0
Total	1,861	376.5	90	4,741.8

Source : BRH/DCR

Il est important de signaler que les motifs de retour sont multiples :

1. Insuffisance de fonds ;
2. Non endossement du chèque par le bénéficiaire ;
3. Signature incomplète ;
4. Signature contrefaite ;
5. Absence de signature, etc.

X.3.3 CHÈQUES TRAITÉS AU SERVICE DES COMPTES COURANTS

Au niveau de la DCR, les services Guichets et Comptes Courants effectuent plusieurs tâches communes parmi lesquelles :

1. honorer les chèques émis par les institutions publiques, les organismes déconcentrés de l'État, les ministères et les mairies (un chèque, pour être honoré, doit répondre à certaines normes : solvabilité, endossement, signature conforme, montant correct, etc.) ;
2. recevoir les dépôts provenant des institutions publiques, les organismes déconcentrés de l'État, les ministères et les mairies ;
3. vérifier l'enregistrement et l'affectation des chèques sur leurs comptes respectifs (pointage).

Au cours de l'exercice 2012, le nombre de chèques honorés en gourdes est de 182 411 pour un montant total de 11 166 millions de gourdes et de 2 828 libellés en devise américaine pour un montant total de 241,14 millions de dollars ÉU.

Au niveau des dépôts, un total de 12 434 chèques a été observé et réparti comme suit : 11 469 chèques en gourdes et 965 chèques en dollars ÉU. Ces chèques ont été traités pour des montants respectifs de 16 441,9 millions de gourdes et 68,9 millions de dollars ÉU.

Tableau 63. Chèques reçus aux guichets pour l'exercice 2011-2012

	Nombre de chèques gourdes	Montants en MG	Nombre de chèques dollars	Montants en millions de dollars ÉU
Oct-11	13,215	991.68	268	19.28
Nov-11	11,499	702.9	301	20.39
Dec-11	23,229	1,558.62	274	173.64
Jan-12	12,733	617.63	255	10.14
Feb-12	12,727	646.91	208	7.58
Mar-12	13,034	561.19	233	0.98
Apr-12	13,826	690.69	271	0.88
May-12	18,254	1,453.87	215	0.61
Jun-12	15,121	1,306.38	176	0.65
Jul-12	15,593	752.39	179	4.86
Aug-12	16,081	1,009.42	193	1.24
Sep-12	17,099	874.3	255	0.89
Total	182,411	11,165.99	2,828	241.14

Source : BRH/DCR

Tableau 64. Quantité de dépôts reçus aux guichets de la BRH

	Nombre de chèques gourdes	Montants en MG	Nombre de chèques dollars	Montants en millions de dollars EU
Oct-11	907	1,335.4	78	5.87
Nov-11	830	1,362.7	74	3.68
Dec-11	1,059	1,359.7	82	8.47
Jan-12	877	1,226.7	71	4.24
Feb-12	804	1,017.5	77	3.55
Mar-12	948	1,332.9	84	5.67
Apr-12	896	1,213.9	69	3.72
May-12	1,077	2,490.4	96	5.05
Jun-12	1,006	1,729.9	91	5.63
Jul-12	951	1,095.0	86	6.09
Aug-12	1,091	1,347.6	71	5.75
Sep-12	1,023	930.3	86	11.13
Total	11,469	16,441.9	965	68.86

Source : BRH/DCR

X.4 SYSTÈME DE PAIEMENT INTERBANCAIRE HAÏTIEN (SPIH)

Établi depuis octobre 2007, le système de paiement interbancaire haïtien (SPIH) permet aux banques commerciales et aux particuliers de réaliser des transactions en toute sécurité. Chacune d'entre elles (les banques) est inscrite sous le nom de « participants » et obtient du même coup le droit d'émettre des messages de paiement et d'en recevoir à partir d'un compte de règlement ouvert dans le système.

Il est important de rappeler que ce système a été aussi utilisé par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) pour lancer, en juillet 2008, le programme de Crédit Direct par lequel les employés de l'Administration Publique reçoivent leurs salaires par avis de crédit sur leurs comptes ouverts dans les livres des 'participants'(comptes d'épargne et comptes courants dans les différentes banques locales).

Ce programme qui vise la totalité des cadres de l'État, a continué à enregistrer une évolution croissante en 2012.

Tableau 65. Répartition par participants du nombre de messages échangés sur le système de paiement interbancaire haïtien pour les trois derniers exercices

Participants	Nombre de transactions			Revenus en gourdes		
	2009-10	2010-11	2011-12	2009-10	2010-11	2011-12
BNC	1,916	4,762	5,861	117,060.0	216,670.0	255,135.0
BPH	168	595	846	55,880.0	70,825.0	79,610.0
BUH	465	1,252	1,654	66,275.0	93,820.0	107,890.0
Capital Bank	2,013	8,118	7,537	120,455.0	334,130.0	313,795.0
Citibank	15,591	51,101	49,637	595,685.0	1,838,535.0	1,787,295.0
Scotiabank	4,085	23,127	18,614	192,975.0	859,445.0	701,490.0
Sogebank	9,238	30,828	18,549	373,330.0	1,128,980.0	699,215.0
Sogebel	226	798	848	57,910.0	77,930.0	79,680.0
Unibank	4,361	14,589	16,634	202,635.0	560,615.0	632,190.0
Crédit Direct						
MEF	268,471	195,350	190,830	---	---	---
Total	306,534	330,520	311,010	1,782,205.0	5,180,950.0	4,656,300.0

Source : BRH/DCR

La diminution constatée au niveau des revenus et du nombre de transactions pour l'exercice 2010 est liée au séisme du 12 janvier 2010 qui a affecté le système bancaire haïtien par la destruction de nombreuses succursales de banques.

Par contre, la demande pour le produit SPIH qui a connu une nette augmentation au cours de l'exercice 2011, s'est stabilisée pendant l'exercice 2012. Il est important de mentionner que l'augmentation des transactions durant l'année fiscale 2011 est attribuable à :

- a. l'effort consenti par la BRH et les participants pour remettre le système (SPIH) en marche ;
- b. l'ensemble des dons recueillis par le gouvernement, les ONG et autres ;
- c. la confiance manifestée par les utilisateurs pour le SPIH au lieu de transiter par cash.

ENCADRÉ 2 : FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2012 SUR LE PLAN JURIDIQUE

La BRH a travaillé sur des avant-projets de lois portant sur la modernisation du système des paiements et sur la régulation du système financier.

- Concernant le système des paiements, la BRH a révisé des circulaires relatives à la compensation dans le cadre du projet de la modernisation du système de paiements. Les modifications ont visé la circulaire sur les chèques sans provision, les nouvelles normes sur le fonctionnement de la Chambre de compensation, les règles de fonctionnement pour la compensation électronique.
- Concernant la régulation du système financier, nous avons eu :

AVANT-PROJET DE LOI SUR LES ASSURANCES

Dans le cadre des travaux d'élaboration d'une réglementation du secteur des assurances, le Ministère de l'Economie et des Finances a transmis à la BRH deux avant-projets portant sur les assurances et sur l'autorité de supervision des ces dernières pour commentaires. Ces avant-projets visent à répondre à la nécessité d'établir une surveillance efficace du secteur financier dans lequel se retrouvent les assurances.

AVANT-PROJET DE LOI SUR LES SÛRETÉS

Le Département du Climat d'Investissement du Groupe de la Banque Mondiale, a produit en décembre 2011 un document d'analyse sur le droit des sûretés réelles mobilières en Haïti. Suite à ce document, il a soumis un avant-projet de loi sur la réforme du droit des sûretés réelles mobilières.

- Par ailleurs, la BRH a travaillé de concert avec les commissions Finances du Parlement sur le **projet de loi portant sur les banques et autres institutions financières** qui a été voté respectivement par le Sénat de la République le 13 mars 2012 et par la Chambre des Députés le 14 mai 2012.
- Elle a collaboré et révisé l'avant-projet de loi sur **l'organisation et le fonctionnement des institutions de micro-finance** préparé par la Firme MERIDIES.
- La BRH a également apporté son concours pour la finalisation de **l'avant-projet de loi sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme** déposé par l'Exécutif en juillet 2012 au Parlement.
- La BRH a élaboré et révisé des circulaires et lignes directrices à l'intention des banques, des maisons de transfert et des coopératives d'épargne et de crédit, notamment la circulaire 99 sur l'obligation d'identification de la clientèle, la circulaire 100 sur l'obligation par les banques de mettre en place un programme écrit de prévention et de conformité relatif à la lutte contre le blanchiment, la circulaire 94-2 sur la standardisation des chèques, les lignes directrices aux maisons de transfert et aux agents de change sur leurs principales obligations quant à la lutte anti-blanchiment, les lignes directrices à l'intention des coopératives d'épargne et de crédit et des fédérations de coopératives et de crédit sur leurs principales obligations en matière de lutte anti-blanchiment.

En outre, la BRH est en train d'élaborer un nouveau cadre réglementaire à l'intention des institutions financières dans le cadre de la mise en application de la nouvelle loi bancaire.

**ETATS FINANCIERS
&
ANNEXE JURIDIQUE**

FIRME TURNIER
60, Rue Mérisier
Delmas 48, Port-au-Prince
République d'Haïti

ERNST & YOUNG (RACINE)
22, Rue Ramez Bourgi
BP 545 - Dakar
République du Sénégal

**Banque de la République d'Haïti
(BRH)**

Rapport des auditeurs indépendants

Etats financiers annuels

Exercice clos le 30 septembre 2012

FIRME TURNIER
60, Rue Mérisier
Delmas 48, Port-au-Prince
République d'Haïti

ERNST & YOUNG (RACINE)
22, Rue Ramez Bourgi
BP 545 - Dakar
République du Sénégal

Banque de la République d'Haïti (BRH)

Rapport des auditeurs indépendants

Etats financiers annuels

Exercice clos le 30 septembre 2012

Madame, Messieurs les Administrateurs,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République d'Haïti (BRH) comprenant le bilan au 30 septembre 2012, ainsi que le compte de pertes et profits, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et les notes annexes (ci-après désignés « les états financiers »). Ces états financiers ont été établis par le Management conformément aux principes et méthodes comptables édictés par la BRH qui sont décrits dans les notes annexes.

Responsabilité du Management dans l'établissement et la présentation des états financiers

Le Management de la BRH est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par la BRH, ainsi que d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

(1) Participation TELECO

La quote-part de la BRH dans les résultats annuels enregistrés par la TELECO s'élève à un montant cumulé de G.1.900 millions au 30 septembre 2012. En l'absence d'états financiers audités de la TELECO, nous n'avons pas été en mesure de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour justifier, d'une part, la valeur comptable de la participation dans la société TELECO au 30 septembre 2012 et, d'autre part, la quote-part du résultat net de cette société revenant à la BRH à cette date.

(2) Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours s'élèvent à G.404 millions au 30 septembre 2012. Ce solde comprend un montant de G.263 millions relatif au projet du site de contingence de Boutillier mis en service sur l'exercice 2007.

En l'absence d'une analyse des immobilisations du site par composante, nous n'avons pas été en mesure de nous prononcer sur les ajustements à comptabiliser au titre de la dotation aux amortissements.

(3) Confirmation de solde banques non résidentes

Nous n'avons pas obtenu les réponses à notre demande de confirmation de solde envoyée aux banques non résidentes suivantes :

Banque	En devise	En milliers de Gourdes
Correspondants USD		
Citibank NY	269 991 756	11 426 645
Federal Reserve	316 702 886	13 403 563
Citibank Collateral	307 107	12 997
Citibank IDA	359 707	15 224
Bladex	570 723	24 154
Bladex collateral	2 691 404	113 906
Total		24 996 489

En l'absence de réponse à nos demandes, nous n'avons pas pu obtenir pour ces banques les confirmations relatives à la liste des signataires autorisés, la liste des emprunts et prêts et la liste des engagements hors bilan.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve des incidences éventuelles des points décrits dans le paragraphe « Justification de l'opinion avec réserves » ci-dessus, les états financiers sont réguliers et donnent une image fidèle de la situation financière de la BRH au 30 septembre 2012, de son patrimoine, de ses résultats et de la variation de la situation financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans les notes annexes.

Principes comptables

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les notes 1 et 2 annexées aux états financiers qui décrivent les principes comptables suivis. Les états financiers ont été établis pour satisfaire aux obligations issues de la loi organique du 17 août 1979 relatives à la présentation d'informations financières sur la BRH. En conséquence, ces états financiers peuvent ne pas convenir pour répondre à un autre objectif.

FIRME TURNIER



Antoine Lionel TURNIER
Associé

ERNST & YOUNG (RACINE)



Makha SY
Associé

Le 19 juillet 2013

Sommaire

Rapport d'audit sur les états financiers	1-4
Etats financiers au 30 septembre 2012	6-69
Bilan	6
Compte de pertes et profits	7
Etat de variation des capitaux propres	8
Tableau des flux de trésorerie	9
Notes annexes aux états financiers	10
1. Règles et méthodes comptables de la BRH	10-21
2. Informations sur le bilan	22-65
3. Informations sur le compte de pertes et profits	66-71
4. Divers	72-73

Etats financiers au 30 septembre 2012

Bilan

(En milliers de Gourdes)

	Notes	30/09/2012	30/09/2011	Variation	
				Valeur	%
ACTIF					
Avoirs en or	4	4 342 487	86 580	4 255 907	4916%
Avoirs sur le Fonds Monétaire International	5	4 496 768	4 398 933	97 835	2%
Avoirs en monnaies étrangères	6	87 838 475	77 282 113	10 556 362	14%
Participations dans les organismes internationaux	7	2 485 048	2 225 266	259 782	12%
Placements locaux	8	275 000	275 000	-	0%
Prêts et avances au gouvernement et aux collectivités	9	40 240 760	40 186 920	53 840	0%
Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions	10	2 266 605	2 015 350	251 255	12%
Prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires	11	126 247	103 811	22 436	22%
Immobilisations	12	3 964 817	3 967 236	(2 419)	0%
Autres actifs	13	3 181 358	1 495 067	1 686 291	113%
TOTAL		149 217 565	132 036 276	17 181 289	13%
PASSIF					
Billets et monnaies en circulation	14	22 904 087	21 328 131	1 575 956	7%
Comptes d'engagements	15	92 674 722	85 781 159	6 893 563	8%
Engagements envers le FMI	16	7 155 427	5 182 418	1 973 009	38%
Contributions et engagements de l'Etat Haïtien sur participation au capital des organismes financiers internationaux	17	3 247 822	2 970 735	277 087	9%
Autres passifs	18	17 847 850	14 243 148	3 604 702	25%
Provisions pour risques et charges		195 787	195 787	0	0%
Réserves de réévaluation de change	19	4 675 954	4 171 602	504 352	12%
Réserves générales	20	1 212 269	(1 523 956)	2 736 225	180%
Allocations DTS	21	-	874 280	(874 280)	-100%
Réserve de réévaluation de l'or	22	127 707	116 007	11 700	10%
Réserve allocation spéciale retraite	23	198 323	97 629	100 694	103%
Capital et réserves	24	1 256 282	1 256 282	0	0%
Résultat des exercices antérieurs	25	(2 662 513)	(2 911 937)	249 424	9%
Résultat		383 848	254 991	128 857	51%
TOTAL		149 217 565	132 036 276	17 181 289	13%

Comptes de pertes et profits

(En milliers de Gourdes)

	Notes	30/09/2012	30/09/2011	Variation	
				Valeur	%
Produits des opérations avec l'étranger : intérêts		2 750 761	1 813 929	936 832	52%
Produits de placements, prêts et avances à l'Etat Haïtien		1 099 883	1 099 899	(16)	0%
Produits des opérations de crédit		92 478	86 944	5 534	6%
Intérêts débiteurs et frais financiers		(56 110)	(64 701)	(8 591)	-13%
Résultat net d'intérêts	26	3 887 012	2 936 071	950 941	32%
Dividendes		3 937	4 224	(287)	-7%
Gains sur ventes des valeurs mobilières		452 015	152 143	299 872	197%
Pertes sur ventes des valeurs mobilières		(3 141)	(147 985)	(144 844)	-98%
Résultats sur ventes de valeurs mobilières	27	448 874	4 158	444 716	10695%
Produit net bancaire		4 339 823	2 944 453	1 395 370	47%
Autres produits	28	176 279	162 288	13 991	9%
Gain extraordinaire		836	42 150	(41 314)	-98%
Résultat opérationnel		4 516 938	3 148 891	1 368 047	43%
Entretien de la circulation fiduciaire		303 667	291 960	11 707	4%
Rémunérations et charges sociales		3 028 248	1 884 116	1 144 132	61%
Dépenses administratives		515 526	299 844	215 682	72%
Dotation aux amortissements		141 082	135 920	5 162	4%
Dépenses relatives à la gestion des actifs		53 275	44 255	9 020	20%
Dons		45 115	29 956	15 159	51%
Autres dépenses		853	1 151	(298)	-26%
Pertes nettes dues au séisme		249	-	249	100%
Dotation pour mauvaises créances		45 075	10 911	34 164	313%
Dotation pour risques et charges		-	195 787	(195 787)	-100%
Charges d'exploitation générale	29	4 133 090	2 893 900	1 239 190	43%
Revenus nets de l'exercice		383 848	254 991	128 857	51%

Etat de variation des capitaux propres

(En milliers de Gourdes)

	Capital	Réserves légales	Réserves spéciales	Réserve pour réévaluation d'immeubles	Total capitaux propres
Solde au 30/09/2011	50 000	74 454	412 825	719 003	1 256 282
Affectations	-	-	-	-	-
Prélèvements	-	-	-	-	-
Réévaluation	-	-	-	-	-
Solde au 30/09/2012	50 000	74 454	412 825	719 003	1 256 282

Tableau des flux de trésorerie

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011
Activités d'exploitation		
Revenu net de l'exercice	383 848	254 991
Éléments de conciliation du revenu net aux liquidités résultant des activités d'exploitation		
Dotations aux amortissements	141 082	135 919
Perte sur disposition d'immobilisations	-	-
Provisions pour perte de valeur sur prêts	41 089	60 754
Effet de change suite à la réévaluation de la participation des organismes financiers internationaux	(735 856)	(58 445)
Changement dans les éléments d'actif et de passif résultant des activités d'exploitation		
Augmentation (diminution) des prêts et avances, net	(1 781 720)	(1 035 116)
Billets en monnaies en circulation	1 469 607	1 721 595
Engagements en devises	9 254 515	5 188 592
Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux	2 367 845	922 085
Engagements envers les banques créatrices de monnaie	(3 737 403)	(2 081 556)
Dépôts du Gouvernement Central	3 806 490	5 155 520
Engagements envers les autres institutions	(343 581)	(1 482 740)
Changements dans les autres éléments d'actif, de passif et de réserves	(1 462 448)	2 780 722
Liquidités provenant des activités d'exploitation	9 403 468	11 562 321
Activités d'investissement		
(Augmentation) diminution des placements étrangers	(4 883 895)	(19 871 934)
(Augmentation) diminution des placements locaux	(1 445 273)	275 000
Acquisitions d'immobilisations nettes	(104 249)	(238 058)
Remboursement d'assurance	-	17 696
Liquidités utilisées dans des activités d'investissement	(6 433 417)	(19 817 296)
Augmentation (Diminution) nette des liquidités	2 970 051	(8 254 975)
Liquidités au début de l'exercice	24 497 635	32 752 610
Avoirs en devises à la fin de l'exercice	27 467 686	24 497 635

Notes annexes aux états financiers

Règles et méthodes comptables de la BRH

Note 1 – Cadre juridique et activités

La Banque de la République d'Haïti (BRH), dont le Siège est sis à la rue du Quai à Port-au-Prince (Haïti), est un organisme public autonome, constitué par l'Etat Haïtien, par la loi du 17 août 1979, modifié en ses articles 9 et 17 par le décret du 28 mars 1985. Son capital social n'est pas divisé en actions. Il est détenu par l'Etat Haïtien et peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

La loi du 17 août 1979 portant création de la BRH stipule en son article 6 que celle-ci est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

La BRH est une Banque Centrale et, à ce titre, a pour objet de :

- promouvoir dans le domaine de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables au développement de l'économie nationale ;
- encourager le développement et l'utilisation la plus complète et la plus efficace des ressources productives du pays ;
- adapter les moyens de paiement et la politique de crédit aux besoins légitimes de l'économie haïtienne et, en particulier, à la croissance de la production nationale ;
- aider à éviter toutes tendances inflationnistes, spéculatives et déflationnistes qui seraient nuisibles aux intérêts permanents de la nation ;
- conseiller le Gouvernement en matière de politique monétaire, dans le but principal de maintenir, à l'intérieur du pays, la stabilité relative des prix et à l'extérieur, la croissance des échanges ;
- faciliter l'expansion du commerce intérieur et extérieur en vue de contribuer à l'instauration et au maintien d'un niveau élevé de l'emploi et du revenu réel ;
- assurer l'administration et la gestion des réserves de changes, veiller à l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux institutions financières ;

- contrôler et orienter la circulation et la distribution du crédit ;
- émettre des billets de banque, frapper des pièces métalliques et créer de la monnaie scripturale ;
- exercer toutes les activités de banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit.

La BRH utilise divers instruments dans la mise en œuvre de la politique monétaire, dont l'objectif fondamental demeure la stabilité des prix. Son principal canal de gestion monétaire est, depuis 1996, la vente aux banques de la place des bons qu'elle émet.

La BRH mène des négociations avec le Ministère de l'Economie et des Finances en ce qui a trait au niveau et aux conditions de financement du déficit budgétaire. Ces ententes se matérialisent, en général, par des accords signés entre le Gouverneur de la BRH et le Ministre de l'Economie et des Finances.

Au plan de la réglementation et de la supervision bancaires, la BRH, conformément aux articles 29 à 32 de sa loi organique et à l'article 43 du décret du 14 novembre 1980 réglementant le fonctionnement des banques, a le pouvoir d'inspecter celles-ci et de les soumettre à un régime de normes prudentielles.

En sa qualité de banquier de l'Etat (article 37 de la loi organique), la BRH tient le compte courant de toutes les institutions et collectivités publiques. Elle se charge de la collecte des recettes de l'Etat et encaisse directement pour le compte de celui-ci les taxes internes et les droits de douane. Elle fait aussi fonction de gardienne des titres appartenant à ces entités (article 38 de la loi organique).

Pour l'exécution de ces opérations, la BRH est organisée en un réseau comportant un Siège et une succursale au Cap-Haïtien. La BRH s'est orientée vers une organisation interne destinée à faciliter la mise en œuvre de sa stratégie de modernisation.

Note 2 - Principes et méthodes comptables

2.1 - Référentiel comptable en vigueur au 30 septembre 2012

Les états financiers de la Banque de la République d'Haïti ont été élaborés conformément aux dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et suivant la méthode de comptabilité d'exercice. Ils sont libellés en Gourde qui est la monnaie nationale Haïtienne.

2.2 - Exercice

La durée de l'exercice est de douze mois. L'exercice débute le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

2.3 - Principes comptables

Les principes comptables suivants sont appliqués :

- comptabilité d'engagement,
- intelligibilité,
- pertinence,
- fiabilité,
- comparabilité.

2.4 - Méthode d'évaluation

Les états financiers sont préparés sur la base de la valeur de marché pour l'or, des titres et des éléments d'actif et de passif libellés en devises inscrits au bilan, ainsi que du coût historique pour les autres rubriques

2.5 - Estimations et jugements

Lors de la préparation de ces états financiers, la Direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui affectent l'application des normes comptables et les montants des éléments d'actif et de passif déclarés et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers ainsi que les résultats de l'exercice. Les résultats actuels peuvent être différents de ces estimations.

La BRH établit une provision pour pertes de valeur sur prêts en fin d'exercice qui représente une estimation de la perte de valeur réelle sur le portefeuille de prêts à cette date. Cette provision est établie en prenant en considération les éléments probants spécifiques tels que les arriérés de remboursement, la valeur des garanties, les possibilités de recouvrement futur, et la situation économique de l'emprunteur qui ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt spécifique ou d'un groupe de prêts avec un risque similaire.

2.6 - Effets des transactions et événements

Les effets des transactions et autres événements sont pris en compte dès que ces transactions et événements se produisent.

Par ailleurs, en raison du découpage de l'activité en exercices comptables, les transactions et autres événements sont rattachés à l'exercice qu'ils concernent effectivement et à celui-ci seulement. Dans ce cadre, les produits sont comptabilisés dès qu'ils sont acquis et les charges au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

2.7 - Opérations en devises

Les transactions en devises étrangères sont initialement comptabilisées aux cours de change en vigueur à la date de transaction. En fin de mois, les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis au cours de change en vigueur en fin de période. Les gains ou pertes de change, qui en découlent, sont enregistrés dans un compte de réserve « Réserve de réévaluation de change », conformément à l'article 56 de la loi organique.

2.8 - Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi organique, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'Etat ou des communes à l'occasion de toutes opérations qui lui sont propres. De même, elle bénéficie de l'exemption des droits à l'occasion de ses importations y compris matériels, équipements, lubrifiants, carburants.

2.9 - Avoirs en or

L'or est valorisé au cours en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes résultant de cette valorisation sont inscrits à la réserve de réévaluation. Le stock d'or n'est pas porteur d'intérêts. L'avoir en or fait partie des réserves nettes de change en accord avec l'article 52 de la loi organique de la BRH.

2.10 - Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI

La BRH est l'agent fiscal de l'Etat Haïtien auprès du Fonds Monétaire International (FMI). Elle est en même temps le dépositaire des Gourdes détenus par le FMI. En vertu de la loi du 19 septembre 1952, la Banque représente le Gouvernement Haïtien en toute négociation ou transactions avec le Fonds. Toutes les transactions entre le Gouvernement et le Fonds sont inscrites dans les livres de la BRH.

Les différences résultant des opérations de la BRH avec le Fonds sont supportées par le Gouvernement Haïtien et sont comptabilisées au bilan dans le compte «Avance différence de change FMI».

Les opérations avec le FMI sont libellées dans la monnaie du FMI, à savoir le Droit de Tirage Spécial (DTS).

Les opérations et transactions de l'Etat Haïtien avec le FMI concernent le compte de Droit de Tirage Spécial (DTS), le compte de ressources générales et les comptes administrés.

La position de réserve au FMI est la différence entre les quotes-parts de l'Etat et sa souscription en monnaie nationale, compte non tenu des tirages au titre des ressources générales (avoirs exclus ou recours aux crédits du FMI).

Les tirages effectués par l'Etat auprès du FMI sont reçus et enregistrés dans les comptes dépôt à vue de la BRH à la Federal Reserve Bank en dollars, d'une part, et dans les comptes d'engagements envers le FMI en DTS, d'autre part. Au moment des tirages, les différences entre les montants versés à l'Etat et la dette vis-à-vis du FMI sont portées directement au compte « Avance Différence de change FMI ».

Les avoirs du FMI en monnaie nationale (comptes FMI n° 1, FMI n° 2 et FMI compte titres) font l'objet d'une réévaluation annuelle le 30 avril de chaque année, sur la base du cours représentatif du DTS communiqué par le FMI. Les gains et pertes de réévaluation sont inscrits dans le compte « Avance différence de change FMI ».

A la clôture de chaque période mensuelle, les avoirs du FMI en DTS sont réévalués sur la base du cours du DTS/Gourdes de fin de mois.

Les DTS détenus, les tirages sur les comptes administrés et les allocations de DTS sont convertis en Gourdes sur la base du cours de change en vigueur lors des transactions. Les différences résultant de réévaluations périodiques sont portées au compte « Avance différence de change FMI ».

2.11 - Participations, contributions et engagements dans les autres organismes financiers internationaux

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements. Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice. L'effet de change résultant de la réévaluation des actifs et passifs de l'État Haïtien est enregistré au bilan dans le compte « Réserves de réévaluation de change ».

2.12 - Placements à la Télécommunication d'Haïti (TELECO)

La BRH détient 97 % des actions de la TELECO et le Gouverneur de la BRH est le président du Conseil d'Administration de cette institution. Les titres de participation détenus sur la TELECO ont été initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition. La valeur comptable de ces titres est ajustée en y incluant la quote-part de la BRH dans les résultats annuels enregistrés par la TELECO. Depuis 2001, en l'absence d'états financiers audités de la TELECO, la valeur comptable du placement à la TELECO n'a pas connu d'évolution.

2.13 - Avoirs en monnaies étrangères

Les réserves de change de la BRH sont investies en comptes à vue, en comptes à terme et dans des actifs obligataires.

2.13.1 - Portefeuille titres

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion de son portefeuille, la BRH détient des valeurs mobilières de placement. La BRH a choisi un système de gestion par administrateurs externes de portefeuille (gestion déléguée). Les gérants de portefeuille peuvent bénéficier de pouvoirs discrétionnaires ou peuvent être sujets à des limitations strictes, concernant la sélection des placements.

Ces placements sont disponibles à la vente.

- **Actifs financiers disponibles à la vente**

Ce sont des actifs financiers détenus dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés initialement en comptabilité à leur coût d'acquisition, coupons courus et frais d'acquisition inclus, et sont évalués ultérieurement à leur juste valeur. La variation de juste valeur est constatée directement en capitaux propres dans le compte « Réserve de réévaluation de change ».

2.14 - Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Les crédits à l'Etat Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût. La BRH n'enregistre pas de perte de valeur sur les crédits à l'Etat Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques. Les revenus d'intérêts sur ces prêts, avances et placements sont comptabilisés sur une base d'exercice.

2.15 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, avec possibilité de réévaluation.

Les réévaluations sont effectuées par des experts en évaluation.

L'écart de réévaluation est imputé aux capitaux propres sous une rubrique séparée en contrepartie des comptes d'immobilisations.

Suite au séisme du 12 janvier 2010, les pertes sur les immeubles de la Banque qui ont subi des dommages ont été évaluées et enregistrées dans les livres de la BRH.

A l'exception des terrains, des constructions en cours, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile.

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

Immobilisations	Durées de vie utile (en mois)
Terrains	Non amortissable
Bâtisses	240
Mobilier et matériel de bureau	48
Matériel informatique	60
Logiciel informatique	12
Matériel roulant	48
Equipements	60
Installations	60
Aménagements, Extensions, Agrandissements	60

Les immobilisations entièrement amorties demeurent inscrites au bilan dans un compte distinct « Biens totalement amortis » aussi longtemps qu'elles subsistent. Les immobilisations figurent au bilan à leurs valeurs nettes.

2.16 - Stocks de billets neufs en transit

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

2.17 - Billets et monnaies en circulation

Les billets et pièces de monnaie en circulation sont analysés comme des dettes envers les détenteurs. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur faciale ou valeur nominale.

2.18 - Comptes d'engagements

Les comptes à vue (dettes à vue) et les dépôts auprès de la BRH sont inscrits au bilan à leur valeur nominale et ne sont pas rémunérés.

2.19 - Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsque la BRH a une obligation réglementaire, implicite ou juridique qui résulte d'un événement passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Conformément au principe de prudence, des provisions sont aussi constituées pour tous les risques potentiels liés à certains comptes d'actif (actifs non performants).

2.20 - Fonds de retraite et prime de séparation

La dépense annuelle pour le fond de retraite et primes de séparation est établie en fonction d'un taux de contribution fixé par la Banque de la République d'Haïti.

2.21 - Reserve de réévaluation de change

L'article 56 de la loi organique de la BRH précise que les gains et les pertes, qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or, doivent être comptabilisés à un compte dénommé "Réserve de réévaluation" présenté au bilan au niveau du capital et réserves.

2.22 - Réserve pour réévaluation d'immeubles

Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront comptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.

2.23 - Réserves générales

Ce poste enregistre les pertes et gains latents qui résultent des réévaluations périodiques du portefeuille de titres de la BRH.

2.24 - Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante : 25 % au Trésor Public, 10 % à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissements, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration. En 2010 et 2009, le Conseil d'Administration a convenu avec le Ministère de l'Economie et des Finances de ne pas effectuer de distribution à l'Etat en vue d'éponger les pertes antérieures et de constituer les réserves nécessaires à la recapitalisation de la BRH, tel que prévu dans le cadre d'accords avec les partenaires internationaux.

2.25 - Gestion des risques

La BRH est exposée à des risques variés qui sont les suivants :

- *Risque de marché* : risque de perte due aux changements dans les prix et aux taux de marché (cours de l'or, cours de change et taux d'intérêt) ;
- *Risque de contrepartie* : risque de perte due à l'incapacité des contreparties de la Banque de faire face à leurs obligations financières ;
- *Risque opérationnel* : risque de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance des procédures, des personnes, des systèmes internes ou d'évènements extérieurs.

La gestion des risques est centrée sur le caractère imprévisible de l'environnement financier et a pour objet d'en minimiser les conséquences négatives potentielles sur les performances de la BRH.

2.26 - Reconnaissance des produits et des charges

La reconnaissance des produits et des charges est effectuée selon les règles suivantes :

- les produits et les charges sont pris en compte au cours de l'exercice pendant lequel ils sont réalisés, acquis ou dus ;
- les produits et les charges en monnaies étrangères sont convertis au cours de change de la date de transaction ;
- les plus-values et moins-values latentes sur les instruments financiers liées aux taux d'intérêt et aux prix du marché, sont comptabilisées au bilan dans le compte « Réserves générales » ;
- les écarts de conversion sur les devises étrangères sont comptabilisés au bilan dans le compte « Réserves de réévaluation de change ».

2.27 - Evénements postérieurs à la date de clôture

Les événements significatifs ayant un lien prépondérant et direct avec une situation qui existait à la date de clôture des comptes, donnent lieu à un ajustement des montants comptabilisés dans les états financiers. A cet égard, les actifs et les passifs font l'objet d'un ajustement pour tenir compte d'évènements significatifs survenus entre la date de clôture et la date d'approbation des états financiers. Ceux concernant des situations apparues postérieurement à la date de clôture, sont mentionnés dans les notes annexes, avec une estimation de leur incidence financière.

2.28 - Changement de méthodes, d'estimations comptables

Aucun changement de méthode ou d'estimation comptables n'est intervenu durant l'exercice 2011-2012.

Note 3 - Cours des monnaies étrangères et prix de l'Or

Monnaies étrangères et or	30/09/2012 (en Gourdes)	30/09/2011 (en Gourdes)
1 Dollar des Etats-Unis (USD)	42,3222	40,8742
1 Euro (EUR)	54,4221	54,7224
1 Droit de Tirage Spécial (DTS)	65,2689	63,8300
1 Once d'or	74752,432	66216,20

Informations sur le bilan

Bilan - Actif

Note 4 - Avoirs en or

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012		30/09/2011		Variation
	En onces	En milliers de gourdes	En onces	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
Or en dépôt à la Fédéral Reserve Bank	1 308	98 279	1 308	86 580	11 699
Or en gestion chez Morgan Stanley	56 777	4 244 208	-	-	4 244 208
Total	58 085	4 342 487	1 308	86 580	4 255 907

Cette rubrique enregistre les avoirs en or détenus par la BRH à la Federal Reserve Bank of New York (1,308 Oz) et chez Morgan Stanley (56,777 Oz). Le stock d'or est réévalué mensuellement sur la base du cours de l'once d'or affiché sur le site Bloomberg. L'écart entre la valeur réévaluée du stock et sa valeur comptable est enregistré au compte « 533000 Réserve de réévaluation or », au capital.

L'évolution du solde par rapport à l'exercice précédent résulte de l'appréciation de l'once d'or qui est passé de G.66,216 au 30 septembre 2011 à G.75,164 au 30 septembre 2012, et aussi de l'investissement de 100 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique, en septembre 2012, à titre de placement en or détenu chez Morgan Stanley.

Note 5 - Avoirs sur le Fonds Monétaire International (FMI)

La rubrique « Avoirs sur le Fonds Monétaire International » comprend la position de réserve et les avoirs en DTS et se détaille comme suit :

	30/09/2012		30/09/2011		Variation
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
Position de réserve	68 047	4 441	68 047	4 343	98
Avoirs en Droits de Tirages Spéciaux	68 827 973	4 492 327	68 848 342	4 394 590	97 737
Total	68 896 020	4 496 768	68 916 389	4 398 933	97 835

- **Position de réserve**

Constitué en 1945, le FMI a été investi par ses textes fondateurs de la mission statutaire de restaurer la stabilité du système monétaire international. Les opérations de l'Etat Haïtien avec le FMI (le Fonds) sont régies par l'article VIII des statuts du FMI.

Les souscriptions des pays membres constituent l'origine normale des ressources du Fonds. A chaque pays est assignée une quote-part. Les quotes-parts souscrites sont libérées en devises par les Etats membres à concurrence de 25 %, et en monnaie nationale à concurrence de 75 %.

La position de réserve d'un pays auprès du FMI est égale à la différence entre sa quote-part et la souscription versée en monnaie nationale.

La position de réserve de la République d'Haïti auprès du FMI s'analyse comme suit :

	30/09/2012		30/09/2011		Variation
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
Quota FMI	81 900 000	5 345 522	81 900 000	5 227 676	117 846
FMI, compte n° 1	(36 290 445)	(2 368 637)	(36 290 445)	(2 316 419)	(52 218)
FMI, compte titres	(45 541 508)	(2 972 444)	(45 541 508)	(2 906 914)	(65 530)
Total	68 047	4 441	68 047	4 343	98

- **Quota FMI**

Le quota FMI correspond à la quote-part exprimée en DTS et attribuée à l'Etat Haïtien dans le cadre de sa souscription lors de son admission au Fonds. Il représente un actif la République d'Haïti. Comme sur les exercices précédents, le quota FMI est resté stable en l'absence de décision par le Conseil d'Administration du FMI d'une augmentation de la quote-part de l'Etat Haïtien.

- **Compte FMI n° 1 et compte de titres**

Le compte FMI n° 1 et le compte de titres correspondent à la quote-part réglée en monnaie nationale ou sous forme de titres par l'Etat Haïtien. En qualité de dépositaire, la BRH tient ces comptes enregistrant les avoirs du FMI en Gourdes. Ces comptes constituent des engagements de la BRH vis-à-vis du Fonds.

Au 30 septembre 2012, le compte FMI n° 1 et le compte de titres présentent respectivement des soldes créditeurs de G.2.369 millions et G.2.972 millions. En l'absence d'évolution des soldes en DTS de ces comptes, les variations respectives constatées de G.52 millions et G.65 millions, résultent exclusivement de l'appréciation du cours du DTS qui est passé de G.63,83 au 30 septembre 2011 à G.65,27 au 30 septembre 2012.

- Avoirs en droits de tirages spéciaux

Les DTS détenus ont évolué ainsi qu'il suit :

	En DTS
Solde au 30/09/2011	68 848 342
Acquisitions	-
Cessions	-
Rémunérations perçues	133 939
Commissions payées	(154 308)
Solde au 30/09/2012	68 827 973

Les rémunérations perçues correspondent aux intérêts payés par le FMI sur les avoirs en DTS. Les commissions payées correspondent essentiellement aux intérêts versés au FMI et calculés sur la base du stock de DTS alloués à l'Etat Haïtien.

Note 6 - Avoirs en monnaies étrangères

Cette rubrique comprend l'encaisse, les dépôts à vue et de garantie à l'étranger, les valeurs en transit et les placements en devises étrangères. Elle se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Billets, pièces de monnaie et chèques	2 394 133	753 705	1 640 428
Avoirs dans les banques non résidentes	25 054 884	23 727 268	1 327 616
Valeurs en transit sur l'étranger	11 977	10 714	1 263
Remises en transit en devises sur le pays	6 250	5 527	723
Collateral	550 189	713 283	(163 094)
Placements en devises étrangères	59 821 042	52 071 616	7 749 426
Total	87 838 475	77 282 113	10 556 362

- **Billets, pièces de monnaie et chèques en USD**

Les billets, pièces de monnaie et chèques en devise, essentiellement en dollars, sont constitués par les encaisses détenues au Siège et au Cap Haïtien. Ces encaisses s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Billets devises guichets	6 842	4 374	2 468
Billets devises non triés	808 060	50 723	757 337
Billets devises caveau	1 459 185	632 774	826 411
Pièces devises caveau	287	304	(17)
Sous-total Siège	2 274 374	688 175	1 586 199
Billets devises Cap Haïtien	119 759	65 530	54 229
Total	2 394 133	753 705	1 640 428

- Avoirs dans les banques non résidentes

Les avoirs dans les banques non résidentes sont essentiellement constitués des dépôts à vue et se décomposent comme suit :

Banque	30/09/2012		30/09/2011		Variation
	En devises	En milliers de Gourdes	En devises	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Correspondants USD					
Citibank NY	269 991 756	11 426 645	102 084 722	4 172 631	7 254 014
Fédéral Reserve	316 702 886	13 403 563	334 367 624	13 667 009	(263 446)
Citibank Collatéral	307 107	12 997	307 075	12 552	445
Citibank IDA	359 707	15 224	422 606	17 274	(2 050)
Bladex	570 723	24 154	461 226	18 852	5 302
Bladex collateral	2 691 404	113 906	2 689 052	109 913	
Correspondant EUR					
Banque de France	1 072 995	58 395	104 692 721	5 729 037	(5 670 642)
Total		25 054 884		23 727 268	1 327 616

- Collatéral

Ce compte enregistre les dépôts de garantie constitués auprès de la Citibank New-York pour la mise en place de lettre de crédit, sur demande du Ministère de l'Economie et des Finances haïtien.

- Placements non-résidents

Les placements non résidents sont constitués par un portefeuille de liquidité, en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille aux Etats-Unis. Ils se décomposent comme suit par gestionnaire :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012		30/09/2011		Variation
	En USD	En milliers de gourdes	En USD	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
FIDELITY INVEST/COLBERT INVEST MANAG	111 750 965	4 729 547	103 653 115	4 236 739	492 808
GOLDMAN SACHS ASSET MANAGEMENT	109 632 478	4 639 888	105 777 666	4 323 577	316 311
CITIFX ALPHA LIQUIDITY	151 961 860	6 431 360	43 183 811	1 765 104	4 666 256
CITIGROUP FUNDING INC.	-	-	101 064 583	4 130 934	(4 130 934)
GOLD Account at Morgan Stanley	244 059	10 329	-	-	10 329
BLACKROCK INVEST MANAGEMENT	101 059 270	4 277 051	-	-	4 277 051
MSSB	938 818 574	39 732 867	920 269 076	37 615 262	2 117 605
Total	1 413 467 206	59 821 042	1 273 948 251	52 071 616	7 749 426

Le portefeuille de la BRH est essentiellement composé de cash et d'actifs financiers disponibles à la vente détenus par les gestionnaires de portefeuille pour le compte de la BRH. Ces actifs financiers sont détenus dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés en comptabilité à leur juste valeur.

Ils sont constitués de bons du Trésor et de bons émis par les Agences Fédérales Américaines, d'obligations municipales et de sociétés.

Au 30 septembre 2012, le portefeuille de la BRH se ventile comme suit par catégorie (en USD) :

Placement	Coût	Juste valeur
Comptes en marché (cash)	-	104 955 103
US Treasury Notes	87 707 302	91 528 062
Agences gouvernementales	317 703 316	321 098 653
Obligations municipales	33 106 183	36 284 135
Obligations de sociétés	834 898 796	864 601 254
Unsettled Purchases/Sales	-	(5 000 000)
Total	1 273 415 597	1 413 467 207

Note 7 - Participation dans les organismes internationaux

Cette rubrique comprend les participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2012 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	1 818 649	1 634 960	183 689
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	292 686	282 672	10 014
Banque Caribéenne de Développement (BCD)	139 542	97 573	41 969
Association Internationale de Développement (IDA)	46 925	41 483	5 442
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	132 892	128 345	4 547
Fonds Multilatéral d'Investissement	12 696	-	12 696
Société Internationale de Financement (IFC)	34 789	33 599	1 190
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)	6 869	6 634	235
Total	2 485 048	2 225 266	259 782

Ces participations sont souscrites en devise ou en monnaie nationale pour le compte de la République d'Haïti.

Note 8 - Placements locaux

Cette rubrique enregistre exclusivement des avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit (BNC) par la République d'Haïti en 2009. Ces avances ont été converties en obligations subordonnées conformément au protocole d'accord signé en date du 29 septembre 2010 entre la BRH et la BNC. Ce protocole fixe la durée des remboursements à 20 ans avec un taux d'intérêt de 1 % l'an.

Note 9 - Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Cette rubrique comprend les créances détenues sur l'Etat Haïtien et les intérêts à recevoir. Elle s'analyse comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Frais différés bons BRH	2 247	6 029	(3 782)
Autres prêts et avances au Gouvernement	40 146 846	40 089 237	57 609
Intérêts à recevoir sur prêts et avances au Gouvernement	91 667	91 654	13
Total	40 240 760	40 186 920	53 840

- **Autres prêts et avances au Gouvernement**

Le solde se décompose comme suit :

	(En milliers de Gourdes)		
	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Avances différence de change FMI	1 390 735	1 333 126	57 609
Avances à consolider	38 756 111	38 756 111	0
Total	40 146 846	40 089 237	57 609

- *Avances différence de change FMI*

Ce poste est constitué des écarts de changes constatés lors des réévaluations mensuelles des comptes qui enregistrent les opérations avec le FMI et qui sont libellés en DTS.

Conformément à l'article 12 du décret du 1er octobre 1952 autorisant le Gouvernement de la République d'Haïti à devenir membre du Fonds Monétaire International, à la fin de chaque année fiscale, toute différence résultant des opérations avec le FMI est supportée par le Gouvernement Haïtien.

- **Avances à consolider**

Ce poste enregistre les créances de la BRH sur l'Etat Haïtien, qui ont fait l'objet de consolidation et/ou de protocole d'accord signés entre les deux parties. Il s'analyse comme suit au 30 septembre 2012 :

(En milliers de Gourdes)	
	30/09/2012
Dettes consolidées de l'Etat Haïtien envers la BRH au 30/09/2009 (1)	36 780 637
Dette des institutions publiques envers la TELECO au 31/12/2009 (2)	1 023 479
Billet à ordre du 11 octobre 2007 (2)	951 995
Total	38 756 111

(1) Ce montant correspond à hauteur de G.36 780 422 milliers aux créances de la BRH sur l'Etat haïtien qui ont fait l'objet d'une évaluation contradictoire entre les deux parties et d'un rapport de consolidation signé par le Ministère de l'Economie et des Finances et la BRH au 30 septembre 2009. Il se décompose comme suit en milliers de Gourdes :

Description	Montant
Titres du Gouvernement	1 217 102
Déficit cumulé du Trésor au 30/09/2009	28 655 885
Arriérés d'intérêts	12 435
Autres avances	158 444
Avances à consolider 2007-2008	6 736 556
Total	36 780 422

(2) Ces créances ont fait l'objet d'un protocole d'accord tripartite en date du 29 septembre 2010 entre le Ministère de l'Economie et des Finances, la BRH et la TELECO. Les termes de ce protocole prévoient :

- le paiement à la BRH d'une créance de la TELECO sur l'administration publique pour G.1.023 millions en vue de l'apurement des créances de la BRH vis-à-vis de la TELECO ;
- le remboursement d'un billet à ordre d'un montant de G.952 millions, datant du 11 octobre 2007 et resté sans couverture. Ce billet à ordre avait été émis par l'Etat Haïtien en faveur de la BRH et correspond au montant décaissé par la BRH pour le compte de l'Etat afin de combler le déficit de la SOCABANK.

Le 5 décembre 2012, un protocole d'accord entre le Ministère de l'Economie et des Finances et la BRH a été signé. Ce protocole a pour objet le remboursement par l'Etat des « avances à consolider », du déficit cumulé du Trésor et des arriérés d'intérêt au 30 septembre 2011, par l'émission de bons du Trésor à l'ordre de la BRH.

- **Intérêts à recevoir**

Dans l'attente de la formalisation des modalités de remboursement des sommes dues à la BRH, l'Etat Haïtien s'est engagé à verser un montant annuel de G.1,1 milliard au titre d'intérêts sur sa dette interne vis-à-vis de la Banque.

Sur l'exercice 2012, ce montant a fait régulièrement l'objet de paiement mensuel.

Le solde à la clôture correspond au paiement du mois de septembre et a fait l'objet de remboursement sur la période subséquente.

Note 10 - Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions

Cette rubrique enregistre essentiellement les prêts et avances accordés par la Banque au personnel et à une entreprise publique. Le solde se détaille comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale aux entreprises publiques	21 140	21 140	-
Prêts et avances au personnel	2 586 963	2 296 431	290 532
Intérêt à recevoir sur prêts au personnel	2 376	564	1 812
Provisions pour créances douteuses	(343 874)	(302 785)	(41 089)
Total	2 266 605	2 015 350	251 255

Les prêts et avances au personnel se détaillent comme suit au 30 septembre 2012 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Avances au personnel	1 187 229	1 067 507	119 722
Avances spéciales	272 700	231 362	41 338
Effets escomptés au personnel	17 279	13 646	3 633
Prêts hypothécaires	1 083 320	962 440	120 880
Assurance hypothécaire	26 435	21 476	4 959
Total	2 586 963	2 296 431	290 532

Note 11 - Prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires

Cette rubrique enregistre les prêts et avances aux institutions financières monétaires, non monétaires et les créances rattachées. Le solde se détaille comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires bancaires	-	20 438	(20 438)
Avances aux institutions financières monétaires	39 991	-	39 991
Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires	80 682	80 594	88
Intérêts à recevoir sur prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires	5 574	2 779	2 795
Total	126 247	103 811	22 436

- **Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires bancaires**

Au 30 septembre 2012, la baisse de G.20 millions constatée sur la période s'explique par le remboursement effectué par le Fonds de Développement Industriel d'un prêt d'égal montant.

- **Avances aux institutions financières monétaires**

Au 30 septembre 2012, cette rubrique est constitué à hauteur de :

- G.11 millions d'avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit sur l'exercice,
- G.28 millions correspondant au reliquat sur des avances de fonds accordées à la Banque Populaire Haïtienne pour un montant initial de GDES.96 millions remboursés à hauteur de G.68 millions sur l'exercice.
- **Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires**

Ce poste correspond aux prêts accordés à la Société Haïtienne d'Épargne (SHEC). Cette institution étant en faillite, la BRH a pris l'option de déprécier cette créance à hauteur de G.40 millions sur l'exercice. Une dépréciation d'égal montant avait déjà été constatée sur l'exercice 2008. Par conséquent cette créance a été intégralement dépréciée au 30 septembre 2012.

Note 12 - Immobilisations

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Immobilisations financières	2 030 232	1 995 819	34 413
Immobilisations incorporelles	8 613	992	7 621
Immobilisations corporelles	1 925 972	1 970 425	(44 453)
Total	3 964 817	3 967 236	(2 419)

- Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Titres TELECO	1 923 381	1 923 381	-
Titres BLADEX	106 851	72 438	34 413
Total	2 030 232	1 995 819	34 413

- *Titres de participation TELECO*

Comme sur les exercices précédents, la valeur des titres de participation à la TELECO n'a pas connu de variation et s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

Description	Montant
Valeur au coût d'acquisition des titres	13 600
Quote-part des profits nets de la TELECO	1 909 781
Total	1 923 381

Les titres de participation détenus sur la TELECO ont été initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition. Conformément à la méthode de la « mise en équivalence », la BRH a ajusté la valeur comptable de ces titres en y incluant sa quote-part des résultats annuels enregistrés par la TELECO. Cette quote-part a été comptabilisée de 1997 à 2000 sur la base d'états financiers internes de la TELECO non vérifiés. A partir de l'exercice 2001, en raison de l'absence de fiabilité récurrente des états financiers transmis par la TELECO, la BRH a cessé de comptabiliser cette quote-part.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

(En milliers de Gourdes)

	Valeurs nettes comptables 30/09/2012	Valeurs nettes comptables 30/09/2011	Variation
Terrains	397 824	288 820	109 004
Immeubles	873 586	878 645	(5 059)
Matériels et mobilier	12 015	8 844	3 171
Matériel Informatique	50 669	64 325	(13 656)
Matériels roulants	28 829	31 222	(2 393)
Equipements	108 101	45 491	62 610
Installations	5 277	1 048	4 231
Aménagement Ext & Agr	46 008	29 508	16 500
Immobilisations en cours	403 663	622 522	(218 859)
Total	1 925 972	1 970 425	(44 453)

Les mouvements de l'exercice 2012 se détaillent comme suit :

- *Valeurs brutes*

(En milliers de Gourdes)

Description	Valeur brute au 30/09/2011	Acquisition	Cessions	Autres mouvements (reclassements/régularisations)	Valeur brute au 30/09/2012
Terrains	288 820			109 004	397 824
Immeubles	1 172 228			56 295	1 228 523
Matériels et mobilier	14 558	4 463		(4 974)	14 047
Matériel informatique	153 613	13 162		6 979	173 754
Matériels roulants	44 905	1 757			46 662
Equipements	99 882	89 490		(40 622)	148 750
Installations	8 952	5 722		(8 453)	6 221
Aménagement Ext & Agr	31 108	28 121		(10 442)	48 787
Immobilisations en cours	622 522	115 214		(334 074)	403 662
Total	2 436 588	257 929		(226 287)	2 468 230

- *Cumul des amortissements*

(En milliers de Gourdes)

Description	Cummul amort. et provisions 30/09/2011	Amort. de l'exercice	Amort./disposition	Autres mouvements (reclassements/régularisations)	Cummul amort. et provisions 30/09/2012
Terrains	-	-	-	-	-
Immeubles	293 583	61 354	-	-	354 937
Matériels et mobilier	5 714	4 276	-	(7 958)	2 032
Matériel informatique	89 288	28 296	-	5 500	123 084
Matériels roulants	13 683	9 022	-	(4 872)	17 833
Equipements	54 391	24 044	-	(37 786)	40 649
Installations	7 904	1 493	-	(8 453)	944
Aménagement Ext & Agr	1 600	11 643	-	(10 464)	2 779
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-
Total	466 163	140 128	-	(64 033)	542 258

- *Valeur nette comptable*

(En milliers de Gourdes)

Description	Valeur nette comptable au 30/09/2011	Valeur nette comptable au 30/09/2012	Variation
Terrains	397 824	288 820	109 004
Immeubles	873 586	878 645	(5 059)
Matériels et mobilier	12 015	8 844	3 171
Matériel informatique	50 669	64 325	(13 656)
Matériels roulants	28 829	31 222	(2 393)
Equipements	108 101	45 491	62 610
Installations	5 277	1 048	4 231
Aménagement Ext & Agr	46 008	29 508	16 500
Immobilisations en cours	403 663	622 522	(218 859)
Total	1 925 972	1 970 425	(44 453)

Note 13 - Autres actifs

Les autres actifs se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Comptes à recevoir	175 671	162 161	13 510
Contrats SWAP	1 407 213	-	1 407 213
Remises en transit sur le pays	350 164	243 815	106 349
Stock de fournitures de bureau	7 767	7 441	326
Stock de billets neufs en transit	437 933	741 600	(303 667)
Frais payés d'avances	107 489	91 392	16 097
Dépôts de cautionnements	470	470	-
Intérêts à payer sur Contrats Swap	38 058	-	38 058
Dividendes à recevoir Bladex	-	625	(625)
Autres	656 593	247 563	409 030
Total	3 181 358	1 495 067	1 686 291

- **Comptes à recevoir**

Les recettes fiscales et douanières de l'Etat sont collectées par la BRH qui joue le rôle de caissier de l'Etat. Lorsque la BRH ne dispose pas de succursale dans les lieux de collecte, la Banque Nationale de Crédit (BNC) se charge de la collecte et reverse mensuellement les montants à la BRH.

Le solde de ce poste correspond essentiellement aux recettes du mois de septembre 2012, collectées par la BNC et non reversées à la BRH. Le solde s'apure sur la période subséquente.

- **Contrats Swap**

Sur l'exercice 2012, la BRH a mis en place à compter du mois de juin, des contrats à terme en devises destinés aux banques commerciales. Dans le cadre de ces contrats, la BRH s'engage à céder aux banques commerciales des devises en contrepartie de gourdes pour une durée déterminée.

Le solde est constitué des opérations non dénouées à la clôture et s'apure sur la période subséquente.

- **Remises en transit sur le pays**

Les remises en transit représentent le solde des opérations de compensation à la BRH et retracent les chèques qui y sont présentés ou reçus. Le règlement intervient avec un jour de décalage. Le solde s'apure sur la période subséquente.

- **Stock de billets neufs en transit**

Ce poste est constitué des billets et monnaies neufs non encore émis à la clôture de l'exercice.

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

Le stock de signes monétaires non émis se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011
Stock de billets neufs	316 326	615 396
Stock de pièces de monnaies	121 607	126 204
Total	437 933	741 600

- **Autres**

Ce poste se décompose au 30 septembre 2012 comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Encaisse métallique or et argent	3 058	2 366	692
Dépôt à terme fonds CERA	12 000	12 000	-
Collection pièces or et argent	55	55	6
Objets d'art	17 250	17 091	159
Musée numismatique	18 160	18 160	6
Valeurs à régulariser par service	316 057	18 946	297 111
Avances sur commande	72 962	102 564	(29 602)
Autres comptes à recevoir	167 244	46 769	120 475
Cpte/rec. dessaisissement des banques	1 673	1 673	-
Avances sur quinzaine	93	149	(56)
Véhicule de fonction/BRH	48 041	27 790	20 251
Total	656 593	247 563	409 030

Le solde est essentiellement constitué des valeurs à régulariser et autres comptes à recevoir qui s'établissent respectivement à G.316 millions et G.167 millions au 30 septembre 2012.

Les valeurs à régulariser par service enregistrent les opérations initiées par un service et pour lesquelles un traitement définitif est en attente.

Le poste « Autres comptes à recevoir » est constitué à hauteur de G.108 millions d'une avance de démarrage octroyée dans le cadre du projet de construction de l'annexe 1 de la BRH.

Bilan - Passif

Note 14 - Billets et monnaies en circulation

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Billets émis	26 196 190	26 196 190	-
Encaisse	(3 292 103)	(4 868 059)	1 575 956
Total	22 904 087	21 328 131	1 575 956

Au 30 septembre 2012, la situation comptable des billets en circulation correspond à la différence entre le solde du compte billets émis et la situation de l'encaisse.

La situation détaillée des soldes de l'encaisse est la suivante :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Petite caisse	40	40	-
Guichets	775 354	361 897	413 457
Retrait	498 661	2 193 999	(1 695 338)
Caveau	2 018 048	2 312 123	(294 075)
Total	3 292 103	4 868 059	(1 575 956)

Note 15 - Comptes d'engagements

Cette rubrique comprend les comptes de dépôts en devises et en gourdes du Gouvernement Haïtien, des institutions financières monétaires bancaires, des institutions bancaires résidentes et non résidentes, des entreprises publiques et les bons BRH émis. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Engagements en devises	40 996 172	31 904 749	9 091 423
Engagements en monnaie locale	20 909 999	24 282 727	(3 372 728)
Engagements envers le Gouvernement Central	24 712 553	22 950 684	1 761 869
Bons BRH	6 055 998	6 642 999	(587 001)
Total	92 674 722	85 781 159	6 893 563

Les comptes d'engagement sont des comptes de dépôts à vue ouverts à la BRH. Ils sont libellés en Gourdes et en devises. Conformément à l'article 38 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH, les comptes courants ne sont pas productifs d'intérêt. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les bons BRH sont des titres non matérialisés émis par la BRH. Ils ont comme objectif principal, le contrôle de la liquidité bancaire en permettant soit de fournir des liquidités, ou de réduire des liquidités excédentaires.

- Engagements en devises

Les comptes engagements en devises de la BRH se décomposent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Engagements envers les autres institutions non résidentes	550 189	713 283	(163 094)
Engagements envers les institutions bancaires résidentes	37 649 799	29 174 288	8 475 511
Engagements envers les entreprises publiques	2 696 144	1 874 523	821 621
Chèques certifiés et comptes spéciaux Dollars	20 398	41 006	(20 608)
Engagements envers Eximbank	77 697	75 039	2 658
<i>Engagements en Dollar</i>	<i>40 994 227</i>	<i>31 878 139</i>	<i>9 116 088</i>
Institutions financières monétaires bancaire Euro	1 909	26 576	24 667
<i>Engagements en Euro</i>	<i>1 909</i>	<i>26 576</i>	<i>24 667</i>
Compte FMI n° 2	36	34	2
<i>Engagement en DTS</i>	<i>36</i>	<i>34</i>	<i>2</i>
Total	40 996 172	31 904 749	9 091 243

Ces engagements en devises n'incluent pas ceux du Gouvernement Central.

Ils sont essentiellement constitués d'engagements libellés en dollars et envers les institutions bancaires résidentes qui ont évolué comme suit au 30 septembre 2012 :

(En milliers de Gourdes)

Nom de compte	30/09/2012	30/09/2011.	Variation
Sogebank - Compte clearing US	6 531 691	4 621 611	1 910 080
Sogebel - Compte clearing US	298 807	204 279	94 528
Unibank- Compte clearing US	11 453 773	7 442 840	4 010 933
Banque Nationale de Crédit - Compte clearing US	13 325 497	12 857 061	468 436
Banque de l' Union Haïtienne - Compte clearing US	702 950	688 195	14 755
Citibank NA. - Compote clearing US	1 504 762	961 774	542 988
Banque of Nova Scotia - Compte clearing US	706 813	393 068	313 745
Capital Bank - Compte clearing US	2 129 702	1 242 270	887 432
Banque Populaire Haïtienne - Compte clearing US	338 181	283 028	55 153
Banque Haïtienne de Développement S.A	(455)	(439)	(16)
B.I.C.H. - Compte clearing US	15	14	1
Banque de l'Union Haïtienne - Compte Escrow	-	81 748	(81 748)
Banque de l'Union Haïtienne -Escrow account/l	-	60 494	(60 494)
Sofihdes	762	17	745
Fonds de développement Industriel - FDI	657 301	23 454	633 847
FDI/FGPC/2416/GR-HA Fonds de garantie partielle de	-	306 555	(306 555)
FDI /Fonds de garantie partielle de crédit FGPC 2416	-	8 319	(8 319)
Total	37 649 799	29 174 288	8 475 511

- Engagements en monnaie locale

Les comptes engagements en monnaie locale de la BRH se décomposent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Dépôts des institutions financières	18 770 240	21 920 641	(3 150 401)
Dépôts entreprises publiques	1 742 752	1 893 712	(150 960)
Autres dépôts	397 007	468 373	(71 366)
Total	20 909 999	24 282 726	(3 372 727)

Les engagements en Gourdes n'incluent pas ceux du Gouvernement Central. Ils sont pour l'essentiel constitués des dépôts des institutions financières qui ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Sogebank - Compte clearing Gourdes	4 035 210	6 016 247	(1 981 037)
Sogebel - Compte clearing Gourdes	27 273	64 740	(37 467)
Unibank S.A - Compte clearing Gourdes	5 286 970	6 770 249	(1 483 279)
Banque Nationale de Crédit - Compte clearing Gourdes	5 815 916	5 064 020	751 896
Banque de l' Union Haïtienne - Compte clearing Gourdes	410 603	688 838	(278 235)
Citibank NA. - Compte clearing Gourdes	1 031 753	960 887	70 866
Banque of Nova Scotia - Compte clearing Gourdes	930 805	970 763	(39 958)
Capital Bank - Compte clearing Gourdes	662 453	1 133 644	(471 191)
Banque Populaire Haïtienne - Compte clearing Gourdes	535 372	229 778	305 594
Autres institutions financières	33 885	21 475	12 410
Total	18 770 240	21 920 641	(3 150 401)

Les dépôts des entreprises publiques sont constitués par les dépôts de la société d'Electricité d'Haïti à hauteur de G.1.377 millions, au 30 septembre 2012.

- Engagements envers le Gouvernement Central

Les comptes d'engagements envers le Gouvernement central sont constitués de comptes de dépôts, de comptes spéciaux et du déficit du Trésor Public qui s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Dépôts Gouvernement Central (Dollar)	13 894 731	17 196 552	(3 301 821)
Dépôts Gouvernement Central (Euro)	34 300	34 201	99
Dépôts Gouvernement Central (Gourde)	15 832 428	10 431 721	5 400 707
Dépôts collectivités locales (Gourde)	151 571	111 093	40 478
Sous-total Dépôts	29 913 030	27 773 567	2 139 463
Comptes spéciaux (Gourde)	2 204 584	1 170 786	1 033 798
Déficit budgétaire du Trésor Public (Gourde)	(7 405 061)	(5 993 669)	(1 411 392)
Total	24 712 553	22 950 684	1 761 869

- *Comptes de dépôts*

Ce poste enregistre les opérations courantes du Gouvernement Central (dépôts, retraits et virements).

- *Comptes spéciaux*

Le solde se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
COMPTES.SPEC.TRESOR PENSION CIVILE	2 048 683	1 007 659	1 041 024
TRESOR PBQ. FDS. EN FIDEICOMMIS	117 797	113 417	4 380
FONDS SPECIAL DETTE EXTERNE	37 789	49 335	(11 546)
AUTRES MAIRIES DU NORD	315	375	(60)
Total	2 204 584	1 170 786	1 033 798

- *Compte spécial Trésor Pension Civile*

Ce compte enregistre les prélèvements effectués, sur ordre du Trésor Public, sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH. Ces prélèvements sont destinés aux fonds de pension des fonctionnaires de l'Etat.

- *Trésor Public, fonds en fidéicomis*

Ce compte enregistre les fonds du Trésor Public placés en fidéicomis. Ce compte est alimenté par les prélèvements effectués sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH.

- *Déficit Trésor Public*

Ce poste s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)	
	2012
Déficit cumulé non consolidé au 30/09/2011	(5 993 669)
Dépenses de fonctionnement du Trésor Public	(32 966 657)
Recettes Public 2012	42 313 104
Fonds de financement du trésor Public	(11 758 560)
Approvisionnement compte Trésor Public Déficit budgétaire	1 000 000
Régularisation	721
Déficit cumulé 2012	(7 405 061)

L'article 2 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH précise que la Banque pour objet « d'exercer toutes les activités de Banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit ».

A cet effet, les recettes douanières, les recettes internes (recettes perçues par la Direction Générale des Impôts) et les recettes diverses (frais payés à l'immigration pour les passeports, les prélèvements effectués sur les salaires des employés pour les assurances du secteur public, frais de visa, permis de séjour,...) sont collectées dans les différents guichets de la BRH pour le compte de l'Etat.

Les dépenses budgétaires du personnel, de fonctionnement et les subventions de l'Etat sont effectuées par la BRH sur ordre de l'Etat.

Le déficit budgétaire correspond à la différence entre les recettes collectées par la BRH et les dépenses effectuées par la BRH, pour le compte de l'Etat

Dans le cadre de la restructuration des actifs de la BRH, les créances de la BRH sur l'Etat y compris les déficits budgétaires cumulés antérieurs à l'exercice 2010 ont fait l'objet d'une consolidation au 30 septembre 2009 et ont été reclassés dans un compte d'attente « Avances à consolider ».

- **Bons BRH**

Les bons BRH émis se décomposent comme suit au 30 septembre 2012, par soumissionnaire :

(En milliers de Gourdes)

Soumissionnaires	30/09/2012
BNC	3 397 881
SOGEBANK	600 000
CITIBANK	400 000
UNIBANK	1 264 117
Le Levier	80 000
BPH	297 000
BNS	-
KOTELAM	-
Le Garant	11 000
Caisse Ste Anne	6 000
Total	6 055 998

Les bons BRH sont émis par adjudication à des échéances de 7 ou 28 ou 91 jours. Les intérêts sont précomptés et calculés au prorata temporis.

A la date de communication des résultats de l'adjudication, une dette constituée par la valeur totale des bons attribués, est constatée dans les comptes de la BRH en contrepartie :

- des comptes courants des soumissionnaires pour le montant net ;
- d'un compte de charge constatée d'avance (« frais différés bons BRH ») pour le montant des intérêts précomptés.

A l'échéance, la dette constatée lors de l'adjudication est soldée par le compte courant du soumissionnaire et les intérêts débiteurs précomptés sont enregistrés en charge. Le solde a évolué comme suit, par échéance :

Echéance	30/09/2012	30/09/2011
7 jours	195 000	300 000
28 jours	999 000	332 000
91 jours	4 861 998	6 010 999
Total	6 055 998	6 642 999

Toutes ces opérations se sont apurées à échéance sur la période subséquente.

Note 16 - Engagements envers le FMI

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012		30/09/2011		Variation
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
DTS alloués	78 507 957	5 124 128	64 810 957	4 136 883	987 244
Facilité Elargie de Crédit	31 122 000	2 031 299	16 380 000	1 045 535	985 764
Total	109 629 957	7 155 427	81 190 957	5 182 418	1 973 008

- **DTS alloués**

Ce sont des DTS alloués aux pays membres du FMI au prorata de leur quote-part.

La variation constatée s'explique à hauteur de G.894 millions par le reclassement du solde du compte « 521000 Allocations de DTS » au niveau des capitaux propres vers le compte « 343103 Allocations de DTS ». Ce reclassement a été autorisé par la résolution n° 3-2013 du Conseil d'Administration.

- **Facilité élargie de crédit**

Au 30 septembre 2012, ce poste est constitué des tirages au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) accordée à l'Etat haïtien.

En tant qu'intermédiaire entre le FMI et l'Etat, la BRH reçoit les tirages en devises effectués par la République d'Haïti auprès du FMI et règle en devises les échéances. La contre-valeur en Gourdes des tirages est reversée à l'Etat.

Au 30 septembre 2012, les variations de l'exercice ont porté sur les opérations ci-après :

	En DTS
	FEC
Solde au 30/09/2011	16 380 000
Annulation (-)	
Régularisation Tirages (2011)	
Tirage (2012)	14 742 000
Remboursement (-)	
Solde au 30/09/2012	31 122 000

Sur l'exercice 2012, dans le cadre du programme FEC un tirage de DTS.14.742.000 a été reçu par la BRH pour le compte de l'Etat Haïtien.

Note 17 - Contributions et engagements de l'Etat Haïtien sur participation au capital des organismes financiers internationaux

Cette rubrique correspond essentiellement à la contrepartie au passif des participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2012 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	1 818 649	1 634 960	183 689
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	292 686	282 672	10 014
Banque Caribéenne de Développement (BCD)	139 543	97 573	41 970
Association Internationale de Développement (IDA)	46 925	41 483	5 442
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	132 891	128 346	4 545
Société Internationale de Financement (IFC)	34 789	33 599	1 190
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)	19 565	6 634	12 931
Sous-total	2 485 048	2 225 267	259 781
Dépôts des organismes internationaux	762 774	745 468	17 306
Total	3 247 822	2 970 735	277 087

Les comptes de dépôts des autres organismes concernent exclusivement les comptes courants de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ouverts dans les livres de la BRH.

Note 18 - Autres passifs

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2012 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Provisions pour boni	75 455	65 166	10 289
Provisions pour vérificateurs externes	5 460	4 773	687
Provisions pour prime des caissiers	7 462	6 569	893
Provisions pour prime état de service, état de séparation et pension spéciale	582 846	65 274	517 572
Salaires à payer	25 522	22 504	3 018
Compte à payer	89 055	47 632	41 423
Chèques de direction	33 195	35 611	(2 416)
Fonds non sujets à emploi	333 407	153 714	179 693
Divers créditeurs	2 766 572	1 341 674	1 424 898
Engagement sur fonds annulation dette FMI	595		595
Allègement dette FMI après catastrophe	10 085 607	10 864 581	(778 974)
Compte transit exercice fiscal/chèques en circulation	3 700 000	1 500 000	2 200 000
Autres	142 675	135 650	7 025
Total	17 847 850	14 243 148	3 604 702

- **Provisions pour boni**

Ce compte enregistre la provision pour boni à payer au personnel de la banque.

Conformément à l'article 154 du code du travail de la République d'Haïti, ce boni est payé lors de la deuxième quinzaine de mois de décembre et représente 1/12 du salaire et autres avantages reçus par l'employé au cours de l'année. Le boni est grevé d'une retenue à la source libératoire de 10 % qui est versée à la Direction Générale des Impôts dans la quinzaine qui suit le prélèvement.

- Provisions pour prime état de service, état de séparation et pension spéciale

Ce poste est constitué essentiellement de la provision pour obligation de fin de service et s'analyse comme suit au 30 septembre 2012 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Provision pour obligation fin de service	572 506	53 314	519 192
Provisions spéciales	10 340	11 960	(1 620)
Total	582 846	65 274	517 572

- Provisions pour obligations de fin de service

Cette provision est octroyée au personnel qui part à la retraite. Selon les textes, cette provision est dotée mensuellement à hauteur de 1 % des salaires. Par ailleurs, cette dotation a été renforcée, à la demande du Conseil d'Administration, d'une alimentation forfaitaire de G. 49,5 millions pour l'exercice 2010-2011 et de G.550 millions pour l'exercice 2011-2012.

- Compte à payer

Ce poste enregistre les sommes dues par la BRH au titre des dettes fournisseurs et des provisions diverses constituées par le service des ressources humaines. Il s'analyse comme suit au 30 septembre 2012 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Cautionnement	7 672	7 422	250
Fournisseurs	51 741	13 483	38 258
Retenues de garantie	7 510	3 109	4 401
Provisions diverses ressources humaines	16 639	23 618	(6 979)
Intérêts à payer	5 493		5 493
Total	89 055	47 632	41 423

- **Fonds non sujets à emploi**

Le poste « Fonds non sujets à emploi » se décompose comme suit

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Chèques certifiés BRH non réclamés	98 148	21 855	76 293
Chèques de direction BRH non réclamés	11 270	11 311	(41)
Fonds délaissés	202 242	104 062	98 180
Chèques en devises BRH en circ. Plus d'un an	21 377	16 128	5 249
Valeurs saisies	370	358	12
Total	333 407	153 714	179 693

Ce poste enregistre essentiellement :

- des chèques (chèques certifiés, chèques de direction et chèques en devises) non réclamés par leurs bénéficiaires pour G.131 millions,
- les fonds délaissés pour G.202 millions et qui sont relatifs aux comptes non mouvementés dans les banques commerciales. Ces fonds sont transférés à la BRH qui est chargée de les conserver dans l'attente d'une éventuelle réclamation des titulaires de comptes.

- **Divers créditeurs**

Le poste « Divers créditeurs » se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Prélèvement assurance	7	23	(16)
Prélèvement Fonds d'urgence	-	21	(21)
Prélèvement retenue boni	348	431	(83)
Prélèvement impôt sur le revenu	6	47	(41)
Prélèvement sécurité sociale	263	237	26
Dépôts reçus en garantie lettres de crédit	106 959	103 300	3 659
Fonds de pension BRH	1 644 589	539 732	1 104 857
Intérêts sur titres ONA/DOUANE	883	729	154
Fonds de pension ex-BNDAL	377	377	(0)
Recettes ex-BNDAL	29 957	24 503	5 454
Dépôt à terme fonds ex-BNDAL	12 000	12 000	-
Valeurs à régulariser par service	226 075	426 359	(200 284)
MEF Compte spécial lettres de crédit	149 947	144 817	5 130
Fonds divers USD	595 160	89 098	506 062
Total	2 766 572	1 341 674	1 424 898

- **Dépôts reçus en garantie lettre de crédit**

Ce compte enregistre les provisions de frais prélevés sur les comptes de la clientèle dans le cadre de la mise en place de lettres de crédit.

Selon les procédures de la Banque, ces reliquats sont reversés dans les comptes de dépôts des donneurs d'ordre après mise en place de la lettre de crédit.

- **Fonds de pension BRH**

Ce compte enregistre les contributions de la BRH et de ses employés au titre du plan de pension des agents assujettis au Fonds. Des prélèvements sont effectués sur les salaires et primes des employés actifs assujettis au Fonds de pension, auxquels s'ajoute la contribution de la Banque représentant 12 % du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de pension.

Cette provision alimente le Fonds en vue de procurer une rente mensuelle aux employés qui sont retraités selon les prescrits du Fonds de pension de la BRH.

Sur les exercices précédents, la BRH participait conjointement à ce fonds avec la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire de Haïti (BPH). Depuis le mois d'avril 2011, la BRH s'est retiré du fonds commun de retraite et a pris la décision de constituer son propre fonds.

Le solde du compte a évolué sur l'exercice 2012 :

	(En milliers de Gourdes)
	2012
Solde au 30/09/2011	539 732
Dotations (+)	1 237 179
Allocations aux pensionnaires (-)	132 322
Solde au 30/09/2012	1 644 589

Les dotations sont constituées à hauteur de G.1 000 millions, par un approvisionnement d'égal montant conformément à la résolution du Conseil d'Administration du 26 septembre 2012 « en attendant une nouvelle évaluation actuarielle pour déterminer de façon définitive les obligations de la BRH envers le Fonds ».

- **Valeurs à régulariser service**

Le compte « Valeurs à régulariser service » enregistre des opérations initiées par un service et pour lesquelles un traitement définitif est en attente. Au 30 septembre 2012, le solde est constitué essentiellement de valeurs déposées et de valeurs envoyées à l'encaissement.

- **MEF compte spécial lettre de crédit**

Ce compte enregistre un dépôt de garantie en dollar, constitué sur les exercices précédents pour la mise en place d'une lettre de crédit pour le compte du Ministère de l'Economie et des Finances. Cette lettre de crédit n'a pas été mise en place. Toutefois, le dépôt de garantie n'a pas été restitué au MEF. Les variations constatées sur ce compte entre 2011 et 2012 sont consécutives aux réévaluations mensuelles, au taux de change de clôture.

- **Fonds divers USD**

Ce compte enregistre principalement les commissions sur transferts internationaux prélevées par les banques commerciales et les sociétés financières pour le compte de l'Etat haïtien. Ces commissions sont transférées dans ce compte dans l'attente de leur reversement à L'Etat Haïtien.

- **Allègement dette FMI après catastrophe**

Ce montant correspond principalement à l'annulation de la dette du FMI dont a bénéficié l'Etat Haïtien en 2010 au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance.

Le 21 juillet 2010, le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) a décidé l'annulation totale de l'encours des engagements d'Haïti envers le FMI, pour un montant de 178 millions de DTS, soit 268 millions de dollars.

A ce titre un compte bloqué intitulé « Allègement de dette du FMI après catastrophe » a été ouvert dans les livres de la BRH au nom du Gouvernement Haïtien.

Ce compte est destiné à financer des projets de reconstruction de bâtiments administratifs, de logements sociaux et de mise en place de fonds d'aide (fonds de garantie, fonds de stabilisation des taux d'intérêts sur prêts au logement).

- **Compte transit exercice fiscal/chèques en circulation**

Ce solde correspond à des prélèvements d'égal montant effectués sur le compte « Fonds de financement du Trésor Public », à la demande du Ministère de l'Economie et des Finances.

- **Autres**

Le poste « Autres » est essentiellement constitué des comptes de dépôts des employés de la BRH et décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Autres comptes à payer - Caution El Rancho	250	250	-
Autres assurances véhicules	122	122	-
Dépôt employés BRH Conseil d'Administration	4 207	2 605	1 602
Dépôt employés Cadres direction	100 159	101 938	(1 779)
Dépôt employés Cadres exécution	24 047	16 173	7 874
Dépôt employés Cadres de support	633	450	183
Dépôt employés Hors cadres	3 205	4 408	(1 203)
Personnel, avances et autres	9 368	9 704	(336)
Dépôt des pensionnaires BRH	684		684
Total	142 675	135 650	7 025

Note 19 - Réserve de réévaluation de change

La réserve de réévaluation de change enregistre les bénéfices ou les pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs ou des engagements de la BRH, comme stipulé dans l'article 56 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH.

Elle s'élève à G. 4.676 millions au 30 septembre 2012, contre G. 4.172 millions au 30 septembre 2011, soit une hausse de G. 504 millions. Cette variation correspond à la différence de réévaluation nette des comptes en devises sur l'exercice 2012, à l'exception des comptes libellés en DTS.

Note 20 - Réserves générales

Ce poste enregistre les pertes et les gains latents qui résultent des réévaluations périodiques du portefeuille de titres de la BRH.

La situation dans les livres de la BRH au 30 septembre 2012 s'analyse comme suit :

Solde au 30/09/2011 (a)	Gains latents (+) (b)	Pertes latentes (-) (c)	Résultat net latent (b)-(c)= d	Ecart de réévaluation net (e)	Solde au 30/09/2012 (a)+(d)+(e)
(1 523 956)	2 790 211	-	2 790 211	(53 987)	1 212 268

- **Résultat net latent**

Les gains et pertes latents constatés résultent de l'évaluation mensuelle à la juste valeur des titres détenus dans le portefeuille de la BRH placés en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille. Conformément aux règles et méthodes comptables en vigueur, la BRH ne constate pas au résultat ces gains et pertes.

Le résultat net latent de l'exercice correspond à un gain de G.2.790 millions. Ce gain est constitué à hauteur G.2.348 millions et 86 % par le portefeuille géré par MSSB. Ce portefeuille correspond à 62 % de la totalité des avoirs places par la BRH en gestion déléguée

- **Ecart de réévaluation net**

Le compte de « réserves générales » est libellé en USD et fait l'objet de réévaluations mensuelles. Ce montant correspond à l'écart net de réévaluation des soldes mensuels.

Note 21 - Allocations en DTS

Cette rubrique s'analyse comme suit (en milliers de Gourdes) :

	30/09/2012		30/09/2011		Variation
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
DTS alloués	78 507 957	5 124 128	64 810 957	4 136 883	987 244
Total	78 507 957	5 124 128	64 810 957	4 136 883	987 244

La variation de cette rubrique s'explique par le reclassement du solde s'élevant au 30 septembre 2012 à G.894 millions du compte 521000 « Allocations de DTS » vers le compte 343103 « Allocations de DTS ».

Note 22 - Réserve de réévaluation de l'or

Le stock d'or est réévalué mensuellement à la juste valeur, sur la base du cours de l'once d'or issu de Bloomberg et converti en gourdes au cours indicatif du dollar US du dernier jour du mois écoulé.

La situation dans les livres de la Banque Centrale au 30 septembre 2012 se présente comme suit :

(En millions de Gourdes)

	Encours au 30/09/2011	Plus-value	Moins-value	Encours au 30/09/2012
Réserve de réévaluation or	116 007	34 234	22 534	127 707

Note 23 - Réserve allocation spéciale retraite

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2012 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Réserve allocation spéciale retraite	198 323	97 629	100 694

Cette réserve fait l'objet d'une dotation mensuelle qui équivaut à 5 % du profit mensuel de la Banque.

Note 24 - Capital et réserves

Le capital et les réserves sont restés stables et s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011
Capital	50 000	50 000
Réserve légale	74 454	74 454
Réserves spéciales	412 825	412 825
Réserve pour réévaluation d'immeubles	719 003	719 003
Total	1 256 282	1 256 282

- **Capital social**

Conformément à l'article 3 de la loi du 17 août 1979 créant la Banque de la République d'Haïti, le capital social autorisé de la BRH est fixé à G.50 millions. Il peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

- **Réserve légale**

La réserve légale est dotée à hauteur de 10 % des profits nets.

- **Réserves spéciales**

Les réserves spéciales sont destinées à des fins d'investissement, de placement et d'extension etc. Elles sont dotées à hauteur de 65 % des profits nets.

- **Réserves pour réévaluation d'immeubles**

Les réserves pour réévaluations d'immeubles correspondent aux surplus nets de réévaluation :

- des immeubles en 2006 et suite au séisme en 2010,
- des terrains en 2010,

Le solde se décompose comme suit (en milliers de Gourdes) :

Description	30/09/2012
Immeubles	704 556
Terrains	14 447
	<hr/>
	719 003
	=====

Noté 25 - Résultat des exercices antérieurs

Cette rubrique enregistre essentiellement les résultats cumulés des exercices antérieurs à l'exercice 2012.

Informations sur le compte de pertes et profits

Note 26 - Résultat net d'intérêts

Le résultat net d'intérêts se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Produits d'intérêts	3 943 122	3 000 772	942 350
Produits sur les avoirs dans les banques résidentes	42 720	74 055	(31 335)
Revenus sur avoirs en devises étrangères	42 720	74 055	(31 335)
Produits sur portefeuille de titres	2 708 041	1 739 874	968 167
Produits sur opérations de crédit	1 192 361	1 186 843	5 518
Intérêts sur prêts au Gouvernement	1 099 859	1 099 847	12
Intérêts sur avances au Gouvernement	23	52	(29)
Intérêts sur avances aux collectivités	1	-	1
Intérêts sur créances aux institutions financières monétaires	2 814	2 779	35
Intérêts sur prêts aux institutions financières non monétaires	169	2 129	(1 960)
Intérêts sur avances aux entreprises publiques	-	22	(22)
Intérêts sur prêts aux entreprises publiques	-	-	-
Intérêts sur prise en pension bons BRH	2 163	3 149	(986)
Intérêts acquis/perçus sur prêts au personnel	51 163	44 518	6 645
Intérêts acquis/perçus sur effets escomptés	869	978	(109)
Intérêts acquis/perçus sur effets hypothèques	35 300	33 369	1 931
Charges d'intérêts	56 110	64 701	(8 591)
Charges sur opérations de crédit	56 110	64 701	(8 591)
Intérêts débiteurs payés sur bons BRH	43 759	64 701	(20 942)
Autres dépenses d'intérêts	12 351	-	12 351
Total	3 887 012	2 936 071	950 941

Note 27 - Résultat sur ventes de valeurs mobilières

Le résultat sur ventes de valeurs mobilières s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Gains sur ventes de valeurs mobilières	452 015	152 143	299 872
Pertes sur ventes de valeurs mobilières	3 141	147 985	-144 844
Résultat sur ventes de valeurs mobilières	448 874	4 158	444 716

Ce poste enregistre les gains et les pertes résultants des ventes des titres détenus dans le portefeuille de la BRH en gestion déléguée.

Au 30 septembre 2012, le résultat sur les ventes de valeurs mobilières est un gain qui s'élève à G.449 millions, contre un gain de G.4 millions au 30 septembre 2011.

Note 28 - Autres produits

Les autres produits comprennent essentiellement les frais de virement perçus de la clientèle, les commissions et agios sur les chèques, sur les transferts et sur les lettres de crédit.

Note 29 - Charges d'exploitation générale

Les charges d'exploitation générale ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation	
			Valeur	%
Charges d'exploitation générale				
Coûts de fabrication des billets et des pièces de monnaie	303 667	291 960	11 707	4%
Rémunérations et charges sociales	3 028 248	1 884 116	1 144 132	61%
Dépenses administratives	515 526	299 844	215 682	72%
Dotation aux amortissements	141 082	135 920	5 162	4%
Perte nette du au séisme	249	-	249	100%
Dépenses relatives à la gestion des actifs	53 275	44 255	9 020	20%
Dons	45 115	29 956	15 159	51%
Autres dépenses	853	1 151	(298)	-26%
Dotations pour mauvaises créances	45 075	10 911	34 164	313%
Dotations pour risques et charges	-	195 787	(195 787)	-100%
Total	4 133 090	2 893 900	1 239 190	43%

- **Rémunérations et charges sociales**

Les rémunérations et charges sociales se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Salaires et autres compensations	1 076 362	1 032 986	43 376
Bénéfices sociaux	217 111	182 837	34 274
Contributions - Fonds de Retraite	1 086 432	560 873	525 559
Formation	71 340	35 660	35 680
Autres	577 004	71 760	505 244
Total	3 028 248	1 884 116	1 144 132

- **Salaires et autres compensations**

Ce poste enregistre les salaires de base, les heures supplémentaires et autres gratifications.

- **Contributions - Fonds de retraite**

Ce compte enregistre la part employeur des contributions au fonds de pension des agents de la BRH. Cette contribution s'établit à 12 % du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de Pension.

- **Autres**

Ce poste enregistre essentiellement les congés payés aux agents partis en congés durant la période et la dotation de l'obligation de fin de service.

La variation de G.505 millions enregistrée sur ce compte s'explique essentiellement par l'approvisionnement du compte, sur résolution du Conseil, au titre de l'obligation de fin de service d'un montant de G.250 millions.

• **Dépenses administratives**

Les dépenses administratives, se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2012	30/09/2011	Variation
Communications intérieures	14 369	8 869	5 500
Communications extérieures	23 979	13 745	10 234
Communication postes	1 545	748	797
Papeterie et fournitures de bureau	10 185	11 985	(1 800)
Carburant & lubrifiant	24 866	19 348	5 518
Honoraires professionnels	40 710	28 894	11 816
Electricité	76 335	54 651	21 684
Eau	752	925	(173)
Dépenses administratives meuble et matériel de bureau	687	598	89
Dépenses administratives frais légaux	295	21	274
Dépenses administratives frais de service	101	292	(191)
Dépenses administratives frais de gestion	881	1 776	(895)
Cotisation d'Haïti aux diverses institutions	882	1 764	(882)
Autres frais généraux	118 715	29 000	89 715
Transport de fonds	7 517	9 053	(1 536)
Locations diverses	1 971	743	1 228
Pension spéciale	-	461	(461)
Allocation spéciale	15 388	10 114	5 274
Indemnité spéciale retraite	100 694	53 030	47 664
Allocations BNC	18 000	18 000	-
Sport & loisirs	330	147	183
R.P. funérailles	19	8	11
R.P. anniversaire	60	-	60
R.P. fête fin d'année	6 569	-	6 569
Réception et collation	1 824	1 891	(67)
Publicités	7 671	8 248	(577)
Livres/périodiques/journaux	2 497	4 110	(1 613)
Relations publiques	2 499	733	1 766
Promotion et vulgarisation	13 515	-	13 515
Cafétéria	9 018	8 567	451
Utilisation véhicule de fonction	13 652	12 123	1 529
Total	515 526	299 844	215 682

- **Dotations pour risques et charges**

Ce poste enregistre sur l'exercice précédent la provision pour risques constituée par la BRH au titre d'un litige opposant la Banque Populaire Haïtienne (BPH), la BRH et un client de la BPH dans le cadre d'une opération de SWAP en dollars.

Divers

Note 30 - Opérations avec les parties liées

La BRH désigne comme parties liées les membres du Conseil d'Administration, l'Etat Haïtien, ainsi que le personnel de direction comprenant le Gouverneur, le Gouverneur-Adjoint, le Directeur Général et les autres hauts responsables de direction de la Banque.

La BRH est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Le Conseil est composé :

- du Gouverneur, qui remplit la fonction de Président du Conseil,
- du Gouverneur-Adjoint, qui remplit la fonction de Vice-président du Conseil,
- de trois (3) membres, dont l'un exerce la fonction de Directeur Général.

Les transactions effectuées avec les membres du Conseil d'Administration sont essentiellement des prêts et avances. Les membres du Conseil d'Administration ne bénéficient pas de prêts ou avances qui ne soient pas accessibles aux autres membres du personnel. Ces prêts et avances ont évolué comme suit :

	(En milliers de Gourdes)	
	2012	2011
Avances	18.218	29.533
Prêts hypothécaires	25.025	27.210
Total	43.243	56.743

Note 31 - Procédure judiciaire

Au 30 septembre 2012, le risque financier des actions en justice contre la BRH s'élève à G.156 millions. Ce risque a été intégralement provisionné.

Note 32 - Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

LISTE DES CIRCULAIRES

Date de parution	Objet	Date d'entrée en vigueur
2011-2012		
21 décembre 2011	Circulaire 86-12-K relative au mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies étrangères, défini par la circulaire # 86-5 du 13 mai 1997	1 ^{er} janvier 2012
27 mars 2012	Circulaire 86-12-L relative au mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaies étrangères, défini par la circulaire # 86-5 du 13 mai 1997	16 avril 2012 16 mai 2012
4 septembre 2012	Circulaire 101 Relative à la facturation en gourdes des transactions effectuées à partir des cartes de crédit	1 ^{er} octobre 2012

ANNEXE JURIDIQUE

Conseils d'administration

BANQUE NATIONALE DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI (BRH)

Moniteur # 84 du 25 septembre 1947

Arrêté du 25 septembre 1947 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1947 :

Gaston Margron
C.E. Van Waterschoodt
Emmanuel Thézan *
Christian Aimé *
A.M. Herres

Moniteur # 27 du 21 mars 1949

Arrêté du 21 mars 1949 nommant M. Victor M. Coicou*, membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par la mise à la retraite de M. Chs. Van Waterschoodt.

Moniteur # 22 du 4 mars 1952

Arrêté du 3 mars 1952 nommant M. Arsène E. Magloire Membre du Conseil d'Administration de la BNRH pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par le décès de M. Gaston Margron.

Moniteur # 93 du 29 septembre 1952

Arrêté du 29 septembre 1952 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1952 :

Christian F. Aimé *
Arthur M. Herres
Victor M. Coicou *
Arsène E. Magloire
J. Frédéric Magny *

Moniteur # 23 du 11 mars 1957

Arrêté du 11 mars 1957 nommant pour 5 ans à partir du 11 mars 1957 :

Silvère Pilié *
Maurice Télémaque *
François Auguste *
Jean Méhu
Robert Bonhomme

Moniteur # 114 du 17 octobre 1957

Arrêté nommant M. Benjamin Prophète, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti en remplacement de M. Robert Bonhomme, démissionnaire.

Moniteur # 2 du 4 janvier 1958

Arrêté du 31 décembre 1957 nommant pour 5 ans :

Maurice Télémaque *
Antonio André *
François Auguste *
Marcel Vaval
Jean Pierre Mompont

Moniteur # 8 du 23 janvier 1960

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André *
Joseph Chatelain *
Louis Smith *

Vilfort Beauvoir
Lebert Jean Pierre

Moniteur # 113 du 27 novembre 1960

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans :
Antonio André*
Vilfort Beauvoir
François Murat *
Noé Fourcand
Jean Magloire

Moniteur # 110 du 26 novembre 1965

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans :
Antonio André *, Président et Directeur Général
Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur
François Murat *, Membre et Directeur Commercial
Noé Fourcand, Membre
Jean Magloire, Membre

Moniteur # 82 du 5 octobre 1970

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans :
Antonio André *
Léon Mirambeau
René Adrien *
Noé Fourcand
Jean Magloire

149

Moniteur # 75 du 30 octobre 1975

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans :
François Murat *
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Léon Mirambeau
Donasson Alphonse

Moniteur # 69-a du 9 septembre 1976

Arrêté du 8 septembre 1976 nommant pour 5 ans :
Antonio André *, Président-Directeur Général
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Donasson Alphonse
Léon Mirambeau

BANQUE DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI (BRH)

Moniteur # 76-b du 27 septembre 1979

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans :
Antonio André, Gouverneur *
Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

Moniteur # 42 du 21 juillet 1980

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans :
Gérard Martineau, Gouverneur *
Raoul Berret, Gouverneur Adjoint
René Lafontant, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

Moniteur # 12 du 8 février 1982

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans :
Marcel Léger, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 51 du 14 juillet 1982

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans :
Antonio André, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 87-a du 16 décembre 1982

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans :
Antonio André, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
André Josaphat, Membre *

Moniteur # 26 du 18 avril 1983

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans :
Allan Nolté, Gouverneur *
Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
André Josaphat, Membre *
Stanley Théard, Membre

Moniteur # 70 du 6 octobre 1983

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans :
Allan Nolté, Gouverneur *
Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
André Josaphat, Membre *
Gérard Pierre-Louis, Membre

Moniteur # 43 du 20 juin 1985

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans :
Jean Claude Sanon, Gouverneur *
Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *
Félix Gaston, Directeur Général *
Stanley Théard, Membre
Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 19 du 27 février 1986

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans :
Onill Millet, Gouverneur *
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Sully Belancourt, Directeur Général *
Joseph Lagroue, Membre *
Guy A. Douyon, Membre

Moniteur # 57 du 30 juin 1988

Arrêté du 23 juin 1988 nommant :

Hubert Cameau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

Moniteur # 71-a du 11 août 1988

Arrêté du 3 août 1988 nommant :

Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et
M. Gérard Noël *, Membre.

Moniteur # 85-a du 29 septembre 1988

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans :

Ernest Ricot, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Eddy V. Etienne, Directeur Général *
Yvon Guirand, Membre
Ernst Nicolas, Membre *

Moniteur # 48 du 26 juin 1989

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans :

Jacques Vilgrain, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Charles Beaulieu, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
Fritz Laurenceau, Membre *

Moniteur # 30 du 29 mars 1990

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

Moniteur # 68-a du 6 août 1990

Arrêté du 3 août 1990 nommant :

Charles Beaulieu, Gouverneur *
Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *
Joachim Noel, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
René Durand, Membre *

Moniteur # 28-a du 1er avril 1991

Arrêté du 21 mars 1991 nommant :

Roger Pérodin, Gouverneur *
Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Venel Joseph, Membre *

Moniteur # 94-a du 2 décembre 1991

Arrêté du 25 novembre 1991

Bonivert Claude, Gouverneur *
Fritzner Beauzile, Vice Président *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Serge Pérodin, Membre *

Moniteur d'octobre 1994

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haiti :

Roger Pérodin, Président *
Bonivert Claude, Membre *
Monique Ph. Thébaud, Membre *
Venel Joseph, Membre *
Dumas Benjamin, Membre *

Moniteur # 99 du 15 décembre 1994

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant :

Leslie Delatour, Gouverneur
Fred Joseph, Vice-Gouverneur
Roland Pierre, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Henry Cassion, Membre

Moniteur # 9 du 31 janvier 1996

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

Moniteur # 12 du 12 février 1998

Arrêté du 9 février 1998 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur
Roland Pierre, Gouverneur Adjoint
Henry Cassion, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Max Etienne, Membre *

Moniteur # 71 du 30 août 2001

Arrêté du 16 août 2001 nommant:

Venel Joseph, Gouverneur*
Hancy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*
Réginald Mondésir, Directeur Général
Gladys Péan, Membre
Yvon Guirand, Membre

Moniteur # 22 du 27 avril 2004

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:

Raymond Magloire, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Charles Castel, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Georges Henry Fils, Membre

Moniteur # 86 du 30 septembre 2007

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:

Charles Castel, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Marc Hébert Ignace, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Fritz Duroseau, Membre

Moniteur # 162 du 16 novembre 2011

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:

Charles Castel, Gouverneur
Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint
Jean Baden Dubois, Directeur Général*
Fritz Duroseau, Membre
Georgette Jean-Louis, Membre

*Cadre de la BRNH ou de la BRH

ANNEXE

STATISTIQUE

Tableau I.1

**Produit intérieur brut par branche d'activité économique
(en millions de gourdes de 1986-87)**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ^{1/}	2009 ^{2/}	2010 ^{3/}	2011 ^{3/}	2012 ^{3/}
Secteur primaire										
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	3,348.1	3,187.4	3,270.0	3,317.0	3,393.0	3,141.0	3,305.0	3,306.0	3,344.0	3,271.0
Industries extractives	3,334.0	3,174.0	3,256.0	3,302.0	3,378.0	3,125.0	3,288.0	3,289.0	3,326.0	3,253.0
	14.1	13.4	14.0	15.0	15.0	16.0	17.0	17.0	18.0	18.0
Secteur secondaire										
Industries manufacturières	2,041.5	1,996.8	2,046.0	2,080.0	2,118.0	2,166.0	2,254.0	2,146.0	2,436.0	2,594.0
Electricité, gaz et eau	1,003.5	977.8	994.0	1,017.0	1,030.0	1,029.0	1,067	910.0	1,074.0	1,150.0
Bâtiments et travaux publics	63.0	70.0	75.0	58.0	57.0	52.0	68.0	69.0	88.0	102.0
	975.0	949.0	977.0	1,005.0	1,031.0	1,085.0	1,119.0	1,167.0	1,274.0	1,342.0
Secteur tertiaire										
Commerce, Restaurants et hôtels	6,704.7	6,449.5	6,533.0	6,713.0	6,997.0	7,286.0	7,385.0	6,800.0	7,153.0	7,405.0
Transport et communications	3,530.0	3,305.0	3,350.0	3,451.0	3,661.0	3,868.0	3,911.0	3,600.0	3,766.0	3,906.0
Autres services marchands	774.7	781.4	806.0	842.0	910.0	967.0	991	963.0	1,034.0	1,085.0
Services non marchands	1,535.1	1,522.4	1,542.0	1,573.0	1,602.0	1,653.0	1,654.0	1,536.0	1,577.0	1,639.0
Branche tictive*	1,380.4	1,335.8	1,358.0	1,379.0	1,443.0	1,514.0	1,518.0	1,540.0	1,586.0	1,629.0
	-515.5	-495.0	-523.0	-532.0	-619.0	-716.0	-689.0	-839.0	-810.0	-854.0
Valeur ajoutée brute totale	12,094.3	11,633.8	11,849.0	12,110.0	12,508.0	12,593.0	12,943.0	12,252.0	12,933.0	13,270.0
Impôts moins subventions sur les produits	921.0	924.0	934.0	961.0	1,000.0	1,029.0	1,071.0	1,003.0	1,063.0	1,121.0
Produit intérieur brut	13,015.3	12,557.8	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,014.0	13,255.0	13,996.0	14,391.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.1a

Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage)		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{1/}	2010 ^{2/}	2011 ^{3/}	2012 ^{3/}
Secteur primaire		25.7	25.4	25.6	25.4	25.1	23.1	23.6	24.9	23.9	22.7
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche		25.6	25.3	25.5	25.3	25.0	22.9	23.5	24.8	23.8	22.6
Industries extractives		0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Secteur secondaire		15.7	15.9	16.0	15.9	15.7	15.9	16.1	16.2	17.4	18.0
Industries manufacturières		7.7	7.8	7.8	7.8	7.6	7.6	7.6	6.9	7.7	8.0
Electricité, gaz et eau		0.5	0.6	0.6	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6	0.7
Bâtiments et travaux publics		7.5	7.6	7.6	7.7	7.6	8.0	8.0	8.8	9.1	9.3
Secteur tertiaire		51.5	51.4	51.1	51.4	51.8	53.5	52.7	51.3	51.1	51.5
Commerce, Restaurants et hôtels		27.1	26.3	26.2	26.4	27.1	28.4	27.9	27.2	26.9	27.1
Transport et communications		6.0	6.2	6.3	6.4	6.7	7.1	7.1	7.3	7.4	7.5
Autres services marchands		11.8	12.1	12.1	12.0	11.9	12.1	11.8	11.6	11.3	11.4
Services non marchands		10.6	10.6	10.6	10.6	10.7	11.1	10.8	11.6	11.3	11.3
Branche fictive*		-4.0	-3.9	-4.1	-4.1	-4.6	-5.3	-4.9	-6.3	-5.8	-5.9
Valeur ajoutée brute totale		92.9	92.6	92.7	92.6	92.6	92.4	92.4	92.4	92.4	92.2
Impôts moins subventions sur les produits		7.1	7.4	7.3	7.4	7.4	7.6	7.6	7.6	7.6	7.8
Produit intérieur brut		100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : IHSI

1/ Semi-définif

2/ Provisoire

3/ Estimation

* / Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.1b

Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{1/}	2010 ^{2/}	2011 ^{3/}	2012 ^{3/}
Secteur primaire										
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	0.2	-4.8	2.6	1.4	2.3	-7.4	5.2	0.0	1.1	-2.2
Industries extractives	1.3	-4.6	4.2	7.1	0.0	6.7	6.3	0.0	5.9	0.0
Secteur secondaire										
Industries manufacturières	0.5	-2.6	1.7	2.3	1.3	-0.1	3.7	-14.7	18.0	7.1
Electricité, gaz et eau	3.2	11.2	7.1	-22.7	-1.7	-8.8	30.8	1.5	27.5	15.9
Bâtiments et travaux publics	1.9	-2.7	3.0	2.9	2.6	5.2	3.1	4.3	9.2	5.3
Secteur tertiaire										
Commerce, Restaurants et hôtels	0.2	-3.8	1.3	2.8	4.2	4.1	1.4	-7.9	5.2	3.5
Transport et communications	0.6	-6.4	1.4	3.0	6.1	5.7	1.1	-8.0	4.6	3.7
Autres services marchands	1.6	0.9	3.2	4.5	8.1	6.3	2.5	-2.8	7.4	4.9
Services non marchands	0.2	-0.8	1.3	2.0	1.8	3.2	0.1	-7.1	2.7	3.9
Branche fictive*	-1.4	-3.2	1.7	1.5	4.6	4.9	0.3	1.4	3.0	2.7
Valeur ajoutée brute totale	0.7	-4.0	5.7	1.7	16.4	15.7	-3.8	21.8	-3.5	5.4
Impôts moins subventions sur les produits	0.4	-3.8	1.8	2.2	3.3	0.7	2.8	-5.3	5.6	2.6
Produit intérieur brut	0.1	0.3	1.1	2.9	4.1	2.9	4.1	-6.3	6.0	5.5
	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	2.9	-5.4	5.6	2.8

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.2

Compte du produit intérieur brut
(en millions de gourdes à prix courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{1/}	2010 ^{2/}	2011 ^{3/}	2012 ^{3/}
PIB	119,758.0	140,387.0	168,035.0	197,138.0	220,110.0	250,590.0	266,559.0	264,039.0	297,687.0	329,032.0
Importations	57,317.0	61,784.0	72,154.0	88,769.0	85,715.0	109,215.0	114,048.0	164,454.0	167,122.0	157,949.0
Ressources	177,075.0	202,171.0	240,189.0	285,907.0	305,825.0	359,805.0	380,607.0	428,493.0	464,809.0	486,981.0
Consommation	121,371.0	142,230.0	170,525.0	199,482.0	209,590.0	255,646.0	269,640.0	328,993.0	337,701.0	347,846.0
Investissement	36,758.0	38,386.0	46,072.0	57,861.0	67,092.0	72,281.0	73,161.0	67,154.0	86,415.0	95,619.0
Exportations	18,946.0	21,255.0	23,592.0	28,563.0	29,142.0	31,878.0	37,806.0	32,346.0	40,693.0	43,516.0
Emplois	177,075.0	202,171.0	240,189.0	285,907.0	305,825.0	359,805.0	380,607.0	428,493.0	464,809.0	486,981.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau 1.2 a

Structure du PIB nominal
(en millions de gourdes à prix courants)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{1/}	2010 ^{2/}	2011 ^{3/}	2012 ^{3/}
PIB	119,758.0	140,387.0	168,035.0	197,138.0	220,110.0	250,590.0	266,559.0	264,039.0	297,687.0	329,032.0
Demande intérieure	158,129.0	180,616.0	216,597.0	257,343.0	276,682.0	327,927.0	342,801.0	396,147.0	424,116.0	443,465.0
Consommation	121,371.0	142,230.0	170,525.0	199,482.0	209,590.0	255,646.0	269,640.0	328,993.0	337,701.0	347,846.0
Investissement	36,758.0	38,386.0	46,072.0	57,861.0	67,092.0	72,281.0	73,161.0	67,154.0	86,415.0	95,619.0
Solde extérieur	-38,371.0	-40,529.0	-48,562.0	-60,206.0	-56,573.0	-77,337.0	-76,242.0	-132,108.0	-126,429.0	-114,433.0
Exportations	18,946.0	21,255.0	23,592.0	28,563.0	29,142.0	31,878.0	37,806.0	32,346.0	40,693.0	43,516.0
Importations	57,317.0	61,784.0	72,154.0	88,769.0	85,715.0	109,215.0	114,048.0	164,454.0	167,122.0	157,949.0

Source : IHSI/BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3

Compte du produit intérieur brut
(en millions de gourdes de 1986/87)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{1/}	2010 ^{2/}	2011 ^{3/}	2012 ^{3/}
PIB	13,014.2	12,557.0	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,014.0	13,255.0	13,996.0	14,391.0
Importations	15,225.6	15,063.0	16,062.0	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,318.0	21,980.0	20,881.0	19,528.0
Ressources	28,239.8	27,620.0	28,845.0	29,436.0	29,948.0	30,929.0	32,332.0	35,235.0	34,877.0	33,919.0
Consommation	20,691.0	19,921.0	21,082.0	21,337.0	21,814.0	22,194.0	23,053.0	26,593.0	25,098.0	23,672.0
Investissement	4,526.0	4,381.0	4,444.0	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,967.0	4,649.0	5,067.0	5,372.0
Exportations	3,022.8	3,318.0	3,319.0	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,312.0	3,993.0	4,712.0	4,875.0
Emplois	28,239.8	27,620.0	28,845.0	29,436.0	29,948.0	30,929.0	32,332.0	35,235.0	34,877.0	33,919.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3 a

Structure du PIB réel
(en millions de gourdes de 1986/87)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{1/}	2010 ^{1/}	2011 ^{2/}	2012 ^{3/}
PIB	13,014.2	12,557.0	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,014.0	13,255.0	13,996.0	14,391.0
Demande intérieure	25,217.0	24,302.0	25,526.0	25,878.0	26,494.0	27,005.0	28,020.0	31,242.0	30,165.0	29,044.0
Consommation	20,691.0	19,921.0	21,082.0	21,337.0	21,814.0	22,194.0	23,053.0	26,593.0	25,098.0	23,672.0
Investissement	4,526.0	4,381.0	4,444.0	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,967.0	4,649.0	5,067.0	5,372.0
Solde extérieur	-12,202.8	-11,745.0	-12,743.0	-12,807.0	-12,986.0	-13,383.0	-14,006.0	-17,987.0	-16,169.0	-14,653.0
Exportations	3,022.8	3,318.0	3,319.0	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,312.0	3,993.0	4,712.0	4,875.0
Importations	15,225.6	15,063.0	16,062.0	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,318.0	21,980.0	20,881.0	19,528.0

Source : JHS; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau 1.3 b

Compte du produit intérieur brut
(variations en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{1/}	2010 ^{1/}	2011 ^{2/}	2012 ^{3/}
PIB	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	2.9	-5.4	5.6	2.8
Importations	3.2	-1.1	6.6	1.9	0.5	5.3	5.8	20.0	-5.0	-6.5
Ressources	1.9	-2.2	4.4	2.0	1.7	3.3	4.5	9.0	-1.0	-2.7
Consommation	0.9	-3.7	5.8	1.2	2.2	1.7	3.9	15.4	-5.6	-5.7
Investissement	3.1	-3.2	1.4	2.2	3.1	2.8	3.2	-6.4	9.0	6.0
Exportations	7.1	9.8	0.0	7.2	-2.9	13.6	9.9	-7.4	18.0	3.5
Emplois	1.9	-2.2	4.4	2.0	1.7	3.3	4.5	9.0	-1.0	-2.7

Source : IHSI

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3 c

Structure de la croissance du PIB réel
(variations en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{1/}	2010 ^{1/}	2011 ^{2/}	2012 ^{3/}
PIB	0.4	- 3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	2.9	- 5.4	5.6	2.8
Demande intérieure	1.3	- 3.6	5.0	1.4	2.4	1.9	3.8	11.5	- 3.4	- 3.7
Consommation	0.9	- 3.7	5.8	1.2	2.2	1.7	3.9	15.4	- 5.6	- 5.7
Investissement	3.1	- 3.2	1.4	2.2	3.1	2.8	3.2	- 6.4	9.0	6.0
Solde extérieur	2.2	- 3.8	8.5	0.5	1.4	3.1	4.7	28.4	- 10.1	- 9.4
Exportations	7.1	9.8	0.0	7.2	- 2.9	13.6	9.9	- 7.4	18.0	3.5
Importations	3.2	- 1.1	6.6	1.9	0.5	5.3	5.8	20.0	- 5.0	- 6.5

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.3 dContribution à la croissance du PIB réel
(en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{1/}	2010 ^{2/}	2011 ^{3/}	2012 ^{3/}
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Demande intérieure	193.8	193.5	199.7	198.0	196.1	198.2	199.9	235.7	215.5	201.8
Consommation	159.0	158.6	164.9	163.2	161.5	162.9	164.5	200.6	179.3	164.5
Investissement	34.8	34.9	34.8	34.7	34.6	35.3	35.4	35.1	36.2	37.3
Solde extérieur	-93.8	-93.5	-99.7	-98.0	-96.1	-98.2	-99.9	-135.7	-115.5	-101.8
Exportations	23.2	26.4	26.0	27.2	25.6	28.8	30.8	30.1	33.7	33.9
Importations	117.0	120.0	125.7	125.2	121.7	127.1	130.7	165.8	149.2	135.7

Source : IHSI/BRH

1/ Semi-définitif

2/ Provisoire

3/ Estimation

Tableau I.4

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays
Août 2004 = 100

	Pondération	Oct. 11	Nov. 11	Déc. 11	Janv. 12	Fév. 12	Mars 12	Avr. 12	Mai 12	Juin 12	Juil. 12	Août. 12	Sept. 12
Indice général	100.00%	188.80	189.20	189.70	190.90	191.40	192.10	193.40	194.30	195.90	196.70	198.40	200.50
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	194.60	195.30	196.00	197.90	198.60	199.50	200.90	201.60	203.40	203.80	206.50	208.80
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	179.20	179.60	180.00	180.70	181.00	181.40	182.70	184.20	186.60	188.50	189.50	191.60
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	220.60	220.70	220.90	221.30	221.90	222.20	225.30	226.30	228.30	230.00	231.20	234.70
Aménagement et entretien du logement	4.70%	198.10	198.20	198.80	199.20	199.50	199.90	200.50	202.50	203.90	204.60	205.80	206.50
Santé	2.90%	194.70	195.10	195.70	196.70	197.90	198.10	199.20	200.00	203.00	204.20	205.30	207.10
Transport	13.74%	149.00	149.00	149.20	149.40	149.50	150.20	150.80	151.90	152.90	153.40	154.00	154.50
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	195.90	196.00	196.10	196.10	196.20	196.40	196.50	196.90	196.90	197.90	198.10	200.10
Autres biens et services	4.56%	159.50	160.00	160.20	160.50	161.60	162.00	163.20	163.30	164.60	165.40	165.40	167.00

Source : IHSI

Tableau I.4 a

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays
Août 2004 = 100

	Pondération	Sept. 07	Sept. 08	Sept. 09	Sept. 10	Sept. 11	Sept. 12
Indice général	100.00%	142.6	170.9	162.9	170.5	188.2	200.5
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	143.9	182.4	164.4	172.6	194.80	208.8
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	138.0	153.7	162.1	167.1	179.10	191.6
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	157.2	177.5	173.3	194.6	220.20	234.7
Aménagement et entretien du logement	4.70%	146.4	165.4	181.5	187.9	197.70	206.5
Santé	2.90%	140.2	157.0	167.0	172.9	192.00	207.1
Transport	13.74%	126.9	147.6	141.1	141.3	149.10	154.5
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	159.6	171.3	182.3	183.2	187.70	200.1
Autres biens et services	4.56%	122.9	137.5	142.1	145.9	158.30	167.0

Source : IHSI

Tableau I.5

Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, août 2004= 100)	Oct. 11		Nov. 11		Déc. 11		Janv. 12		Fév. 12		Mars 12	
	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel
Indice général	0.3	10.4	0.2	9.7	0.3	8.3	0.6	7.7	0.3	6.7	0.4	5.7
Alimentation, boisson et tabac	-0.1	12.4	0.4	11.1	0.4	9.0	1.0	8.2	0.4	6.1	0.5	5.3
Habillement, tissus et chaussures	0.1	7.0	0.2	7.0	0.2	6.6	0.4	6.7	0.2	6.5	0.2	5.9
Loyer du logement, énergie, eau	0.2	13.0	0.0	12.8	0.1	11.3	0.2	10.9	0.3	10.7	0.1	8.9
Aménagement et entretien du logement	0.2	5.4	0.1	4.4	0.3	3.4	0.2	2.8	0.2	3.0	0.2	2.7
Santé	1.4	12.3	0.2	12.2	0.3	10.6	0.5	10.4	0.6	10.9	0.1	9.8
Transport	-0.1	5.4	0.0	5.4	0.1	5.5	0.1	5.1	0.1	5.0	0.5	3.2
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	4.4	6.2	0.1	6.3	0.1	6.3	0.0	6.2	0.1	6.3	0.1	6.2
Autres biens et services	0.8	8.7	0.3	8.7	0.1	7.7	0.2	7.6	0.7	8.1	0.2	8.0

Sources : IHSI, BRH

Tableau 1.5 (suite)

Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, août 2004 = 100)	Avr. 12		Mai 12		Juin 12		Juil. 12		Août 12		Sept. 12	
	Variation mensuelle	glis. annuel	Variation mensuelle	glis. annuel	Variation mensuelle	glis. annuel	Variation mensuelle	glis. annuel	Variation mensuelle	glis. annuel	Variation mensuelle	glis. annuel
Indice général	0.7	5.4	0.5	5.2	0.8	4.9	0.4	5.3	0.9	6.1	1.1	6.5
Alimentation, boisson et tabac	0.7	5.5	0.3	5.1	0.9	4.9	0.2	5.3	1.3	6.8	1.1	7.2
Habillement, tissus et chaussures	0.7	6.3	0.8	6.3	1.3	5.5	1.0	5.8	0.5	6.3	1.1	7.0
Loyer du logement, énergie, eau	1.4	7.7	0.4	6.0	0.9	5.9	0.7	6.1	0.5	5.9	1.5	6.6
Aménagement et entretien du logement	0.3	2.9	1.0	3.5	0.7	3.9	0.3	3.7	0.6	4.5	0.3	4.5
Santé	0.6	9.7	0.4	8.4	1.5	8.1	0.6	7.9	0.5	8.2	0.9	7.9
Transport	0.4	3.0	0.7	2.4	0.7	2.8	0.3	3.0	0.4	-16.9	0.3	3.6
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.1	6.1	0.2	6.3	0.0	6.3	0.5	6.7	0.1	6.9	1.0	6.6
Autres biens et services	0.7	8.4	0.1	7.2	0.8	5.3	0.5	5.3	0.0	5.1	1.0	5.5

Sources : IHSI, BRH

Tableau I.5 a

**Taux d'inflation
(variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage, août 2004= 100)**

Indice général	100.00%	7.9	19.8	-4.7	4.7	10.4	6.5
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	7.5	26.8	-9.9	5.0	12.9	7.2
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	9.1	11.4	5.5	3.1	7.2	7.0
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	15.3	12.9	-2.4	12.3	13.2	6.6
Aménagement et entretien du logement	4.70%	12.4	13.0	9.7	3.5	5.2	4.5
Santé	2.90%	10.9	12.0	6.4	3.5	11.0	7.9
Transport	13.74%	-0.2	16.3	-4.4	0.1	5.5	3.6
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	10.1	7.3	6.4	0.5	2.5	6.6
Autres biens et services	4.56%	5.8	11.9	3.3	2.7	8.5	5.5

Source : IHSI

Tableau I.6**Taux de change à Port-au-Prince
(gourdes/dollar EU)**

	Oct. 11	Nov. 11	Déc. 11	Janv. 12	Fév. 12	Mars 12	Avr. 12	Mai 12	Juin 12	Juili. 12	Août 12	Sept. 12
Marché informel ^{1/}												
À l'achat	40.8224	40.9998	40.9599	41.2649	41.4881	41.554	41.6137	41.787	41.946	41.9653	42.0942	42.2306
À la vente	41.2242	41.391	41.3847	41.5294	41.7446	41.7713	41.8553	42.0339	42.1995	42.2079	42.3003	42.4474
Marché bancaire ^{1/}												
À l'achat	40.9571	41.099	41.051	41.1017	41.4046	41.5977	41.66	41.8294	42.0304	42.0151	42.1316	42.2889
À la vente	41.3093	41.4491	41.3716	41.4799	41.6688	41.8484	41.9199	42.0851	42.2877	42.2513	42.366	42.4909
Taux de référence												
Moyen	40.8963	41.0471	41.0139	41.1733	41.4356	41.5785	41.6324	41.8075	41.9917	41.994	42.1075	42.2606
Fin de période	41.006	41.0958	40.9774677	41.3772	41.534	41.5810386	41.723	41.9112	41.9761002	42.0187958	42.1923	42.3222

Source : BRH.

^{1/} moyenne arithmétique de la période.

Tableau I.7

**Composantes et contreparties de l'agrégat M3
(en millions de gourdes)**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Composantes										
Agrégat M3	52,027.89	64,365.69	68,428.88	75,278.45	78,850.61	92,754.00	103,011.45	126,421.40	139,086.35	149,640.26
Agrégat M2	30,345.39	42,113.53	38,977.80	42,879.24	44,730.94	50,254.36	54,846.81	66,066.29	70,326.82	75,866.42
Agrégat M1	14,158.94	23,510.79	19,138.22	19,749.14	21,448.47	25,139.46	28,959.38	37,455.80	40,987.97	46,387.96
Monnaie en circulation	8,442.66	16,150.07	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,231.50
Dépôts à vue	5,716.28	7,360.72	8,591.63	8,590.55	9,878.07	12,109.46	15,511.64	20,173.36	22,586.77	26,156.46
Quasi-monnaie	16,186.45	18,602.75	19,839.58	23,130.10	23,282.47	25,114.90	25,887.44	28,610.48	29,338.85	29,478.46
Dépôts d'épargne	9,930.77	10,629.86	12,510.64	13,443.86	13,997.24	16,522.68	17,799.76	21,345.99	23,036.67	23,625.37
Dépôts à terme et autres	6,255.68	7,972.89	7,328.94	9,686.24	9,285.23	8,592.22	8,087.67	7,264.49	6,302.18	5,853.09
Dépôts en dollars EU	21,682.50	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,499.64	48,164.64	60,355.11	68,759.52	73,773.84
Dépôts à vue	6,119.13	6,620.71	9,179.76	10,317.76	10,820.01	15,198.08	18,592.91	28,606.84	32,480.49	34,881.05
Dépôts d'épargne	7,045.22	7,452.99	9,832.82	10,295.64	11,071.21	14,435.46	16,830.41	20,501.51	24,483.50	26,269.56
Dépôts à terme et autres	8,518.16	8,178.46	10,438.50	11,785.81	12,228.45	12,866.10	12,741.32	11,246.76	11,795.53	12,623.23
Contreparties										
Réserves nettes de change du système bancaire	13,476.33	12,683.10	18,485.57	23,616.87	28,106.42	39,116.13	40,538.65	92,250.60	104,580.57	115,976.94
Avais extérieurs du système bancaire	17,952.76	17,371.92	23,938.15	28,953.34	34,305.71	50,683.46	61,359.57	104,303.83	117,504.81	129,715.74
Engagements extérieurs du système bancaire	4,476.43	4,688.82	5,452.58	5,336.47	6,199.29	11,567.34	20,820.92	12,053.23	12,924.24	13,738.80
Réserve nettes de change BRH	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,040.71	24,001.43	64,168.79	72,469.47	87,436.22
Avais extérieurs BRH	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,324.74	42,510.68	73,773.50	84,065.35	99,269.94
Engagements extérieurs BRH	3,414.69	2,889.41	3,915.78	4,268.05	4,829.52	9,284.03	18,509.25	9,604.71	11,595.88	11,833.72
Réserves de change banques commerciales	8,202.31	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61	18,075.41	16,537.21	28,081.80	32,111.10	28,540.72
Avais extérieurs banques commerciales	9,264.05	7,918.51	11,940.57	13,792.16	12,627.38	20,368.72	18,848.89	30,530.33	33,439.46	30,445.80
Engagements extérieurs banques commerciales	1,061.74	1,799.41	1,536.80	1,068.42	1,369.77	2,283.31	2,311.67	2,448.52	1,328.36	1,905.08
Crédit intérieur net	37,677.43	41,941.57	46,499.72	47,174.55	48,314.35	49,980.35	58,875.10	36,321.01	37,654.18	47,578.25
Crédit au secteur public	18,415.06	20,939.64	21,029.63	20,155.85	18,368.15	12,483.94	15,873.45	-4,264.08	-12,871.46	-17,994.45
Crédit à l'État	18,323.07	21,242.75	21,192.96	20,607.81	18,946.89	12,436.96	17,323.53	-1,502.93	-8,842.34	-12,523.95
Crédit aux collectivités locales	-14.16	-57.18	-61.19	-244.58	-397.26	-208.65	-222.09	-155.10	-121.43	-155.09
Crédit aux entreprises publiques	106.15	-245.93	-102.14	-207.38	-181.49	255.63	-1,227.99	-2,606.04	-3,907.70	-5,315.41
Crédit au secteur privé	19,262.37	21,001.93	25,470.09	27,018.70	29,946.20	37,496.41	43,001.64	40,585.08	50,525.64	65,572.70
Autres postes nets ^{1/}	874.13	9,741.02	3,443.59	4,487.03	2,429.83	3,657.53	3,597.71	-2,150.20	-3,148.41	-13,914.93

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les « créances interbancaires », « comptes de capital » et « autres postes non classés ».

Tableau I.8

La base monétaire et ses sources
(en millions de gourdes)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Base monétaire	26,337.64	30,981.54	33,574.11	38,537.10	42,887.40	49,467.26	56,589.68	81,401.67	88,199.48	97,273.89
Monnaie en circulation	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,231.50
Réserves des banques	17,604.34	21,252.77	22,093.31	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50	64,145.16
Réserves/dépôts des banques	7,857.95	16,150.07	14,716.35	16,342.37	18,324.88	22,308.92	26,692.43	45,824.04	50,769.57	55,730.58
Encaissements des banques et autres	5,303.39	1,557.58	1,875.97	1,827.87	1,595.80	1,883.33	2,098.74	2,373.63	2,926.93	2,672.58
Bons BRH émis	4,443.00	3,545.12	5,501.00	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00
Autres Dépôts	290.65	1,043.60	934.22	1,399.27	2,383.03	2,644.01	4,798.76	6,711.55	9,773.77	12,897.23
Dépôts des collectivités locales	14.16	57.18	61.19	110.17	204.18	208.65	222.09	155.10	121.43	155.09
Dépôts des entreprises publiques	137.79	338.84	267.18	368.61	645.58	575.00	1,986.14	2,661.74	3,946.38	5,132.89
Dépôts du secteur privé	102.86	139.82	139.16	187.61	186.90	174.35	217.53	545.40	952.66	2,193.30
Dépôts des autres institutions bancaires (AIB)	-	-	-	-	-	7.00	141.00	241.00	315.00	314.00
Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB)	35.84	507.76	466.70	732.88	1,346.37	1,679.00	2,232.00	3,108.31	4,438.31	5,101.94
Sources	26,337.64	30,981.54	33,574.11	38,537.10	42,887.40	49,467.26	56,589.68	81,401.67	88,199.48	97,273.89
Avais extérieurs nets	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,040.71	24,001.43	64,168.79	72,469.47	87,436.22
Avais extérieurs BRH	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,324.74	42,510.68	73,773.50	84,065.35	99,269.94
Engagements extérieurs BRH	-3,414.69	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25	-9,604.71	-11,595.88	-11,833.72
Créances nettes sur le secteur public	19,039.24	21,896.15	21,872.91	21,568.69	20,454.84	20,630.99	23,102.79	11,836.77	8,827.76	8,464.33
Créances nettes sur le gouvernement central	18,661.99	21,578.94	21,721.78	21,393.83	20,050.35	19,913.97	22,463.26	11,876.10	8,950.07	8,726.26
Créances nettes sur les Organismes autonomes	-	-	-141.39	-129.92	-136.10	-158.76	-173.90	-207.85	-310.22	-424.56
Créances sur les collectivités locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur les entreprises publiques	377.24	317.21	292.52	304.79	540.59	875.78	813.42	168.52	187.91	162.63
Créances sur institutions financières monétaires	1,011.22	62.95	142.28	2,025.08	538.36	783.30	593.37	761.06	491.88	696.32
Autres postes nets 1/	1,013.17	2,458.43	3,477.12	4,050.21	5,045.39	7,012.26	8,892.09	4,635.05	6,410.36	677.02

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH)

1/ Ce poste regroupe les comptes « capital » et « autres postes non classés ».

Tableau I.9

Bilan de la BRH (en millions de gourdes)	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Avoirs extérieurs nets	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,040.71	24,001.43	64,168.79	72,469.47	87,436.22
Avoirs extérieurs	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,324.74	42,510.68	73,773.50	84,065.35	99,269.94
Engagements extérieurs	-3,414.69	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25	-9,604.71	-11,595.88	-11,833.72
Avoirs intérieurs nets	20,772.98	23,373.93	24,558.10	26,244.70	23,655.56	25,782.54	27,789.48	10,521.32	5,956.24	-3,059.56
Créances nettes sur l'État	18,661.99	21,578.94	21,721.78	21,393.83	20,050.35	19,913.97	22,463.26	11,876.10	8,950.07	8,726.26
Créances internes	20,169.80	24,800.38	25,297.65	24,927.17	29,308.16	32,653.33	36,780.61	43,919.83	44,841.46	46,290.33
Dépôts du gouvernement:	-1,507.81	-3,221.44	-3,575.86	-3,533.34	-9,257.81	-12,739.35	-14,317.35	-32,043.73	-35,891.39	-37,564.06
Créances nettes sur collectivités locales	-14.16	-57.18	-61.19	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09	-150.77	-111.62	-151.89
Créances internes	-14.16	-57.18	-61.19	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09	-150.77	-111.62	-151.89
Dépôts des collectivités locales	239.46	-21.62	25.35	-63.82	-104.99	300.78	-1,172.71	-2,493.23	-3,758.46	-4,970.26
Créances nettes sur les entreprises publiques	377.24	317.21	292.52	304.79	540.59	875.78	813.42	168.52	187.91	162.63
Créances internes	-137.79	-338.84	-267.18	-368.61	-645.58	-575.00	-1,986.14	-2,661.74	-3,946.38	-5,132.89
Dépôts des entreprises publiques	542.19	763.26	935.76	1,050.43	1,354.73	1,568.35	1,771.75	1,612.90	1,343.92	393.75
Créances nettes sur les particuliers	1,011.22	62.95	142.28	2,025.08	538.36	783.30	593.37	761.06	491.88	696.32
Créances sur les institutions financières monétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances nettes sur autres institutions bancaires	-29.85	-504.49	-466.26	-732.88	-1,311.37	-1,602.62	-2,268.74	-3,145.95	-4,672.70	-5,334.94
Créances nettes sur les institutions financières non banc.	-3,745.47	-2,472.76	-2,061.37	-1,004.06	-30.89	-595.15	-409.65	-1,136.30	-506.17	-4,762.89
Comptes de capital	4,107.60	4,024.83	4,321.74	3,686.15	3,363.39	5,622.56	7,034.29	3,197.50	4,219.31	2,344.08
Autres postes non classés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actif = Passif	26,046.99	29,937.93	32,639.90	37,137.83	40,504.37	46,823.25	51,790.91	74,690.12	78,425.70	84,376.66
Engagements envers inst. financières monétaires	17,604.34	21,252.77	22,093.31	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50	64,145.16
Dépôts Cdes des institutions financières monétaires	7,857.95	11,594.67	9,543.46	10,185.42	11,763.40	13,478.65	15,533.19	21,127.03	21,907.05	18,736.93
Encaisses des institutions financières monétaires	1,659.98	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.80	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93	2,672.58
Autres Engagements env. inst. financières monétaires	0.01	0.01	-	0.21	-	0.19	-	0.15	-	-
Dépôts devises des institutions financières monétaires	3,643.40	4,555.40	5,172.89	6,156.95	6,561.48	8,830.27	11,159.24	24,697.01	28,862.52	36,993.64
Bons BRH émis	4,443.00	3,545.12	5,501.00	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00
Engagements envers secteur privé	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,231.50
Monnaie fiduciaire en circulation	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,231.50
Monnaie hors BRH	10,102.64	10,242.74	12,422.55	12,986.25	13,166.20	14,913.15	15,546.48	19,655.93	21,328.13	22,904.09
Encaisses des institutions financières monétaires	-1,659.98	-1,557.58	-1,875.97	-1,827.65	-1,595.80	-1,883.15	-2,098.74	-2,373.48	-2,926.93	-2,672.58
Allocations de DTS 1/	823.02	-740.90	-854.54	-791.26	-775.70	-852.18	-	-	-	-

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).
1/ Suite à une révision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.10

Bilan consolidé des banques commerciales^{1/}
(en millions de gourdes)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Avoirs extérieurs nets	8,202.31	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61	18,075.41	16,537.21	28,081.80	32,111.10	28,540.72
Réserves	17,568.89	21,047.17	21,887.68	25,552.78	28,481.17	33,518.06	38,308.26	56,755.50	60,005.12	63,086.86
Dépôts à la Banque Centrale	11,465.91	15,945.82	14,484.61	15,916.13	17,872.04	22,041.91	26,657.52	45,172.02	50,750.20	54,741.87
Encaissements en monnaie nationale	1,659.98	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.84	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93	2,602.99
Bons BRH	4,443.00	3,543.78	5,527.10	7,809.00	9,013.29	9,593.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00
Portefeuille de crédit	18,720.18	20,238.67	24,534.33	25,953.34	28,404.57	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06	62,985.65
Crédit au secteur public	-	-	-	172.69	-	-	-	-	-	-
Crédit au secteur privé	18,720.18	20,238.67	24,534.33	25,780.66	28,404.57	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06	62,985.65
Comptes de capital	-4,083.68	-4,402.69	-5,067.98	-6,670.77	-8,612.65	-9,160.79	-10,025.45	-10,723.68	-11,753.22	-13,560.63
Autres postes non classés	4,364.72	5,698.12	6,567.40	7,590.91	9,219.66	9,109.22	9,098.13	9,482.51	8,910.43	7,695.88
Total actif	44,772.42	48,700.37	58,325.20	65,150.01	68,750.37	87,295.61	94,930.51	122,022.91	137,502.51	148,748.47
Engagements envers la BRH	628.00	3.00	3.00	3.00	278.00	278.00	278.00	3.00	-	134.34
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	86.97	61.08	64.14	108.02	142.13	104.56	171.00	142.36	138.60	227.89
Engagements envers le secteur privé	43,585.23	48,075.80	57,743.14	63,932.24	67,093.31	79,549.65	89,346.18	108,593.56	119,732.49	127,215.45
Dépôts en gourdes	21,902.73	25,823.64	28,292.06	31,533.04	32,973.64	37,050.01	41,181.54	48,238.44	50,972.96	53,441.62
Dépôts en dollars	21,682.50	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,499.64	48,164.64	60,355.11	68,759.52	73,773.84
Engagements envers le secteur public	472.22	560.49	514.92	1,106.75	1,236.93	7,363.40	5,135.33	13,284.00	17,631.42	21,170.80
Total passif	44,772.42	48,700.37	58,325.20	65,150.01	68,750.37	87,295.61	94,930.51	122,022.91	137,502.51	148,748.47

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Y compris Capital Bank en 1996 et SOGEBEL en 1997.

Tableau I.11

Bilan consolidé des banques commerciales
(en millions de gourdes)

	Oct. 11	Nov. 11	Déc. 11	Janv. 12	Fév. 12	Mars 12	Avril 12	Mai 12	Juin 12	Juill. 12	Août 12	Sept. 12
Avois extérieurs nets	31,828.15	31,699.47	30,582.39	30,366.34	32,602.12	33,726.15	31,353.68	28,646.13	29,076.47	28,962.73	28,277.95	28,540.72
Réserves	59,710.85	58,752.04	58,798.99	59,184.75	58,767.71	59,388.91	62,144.27	65,176.60	65,038.59	64,273.28	65,496.28	63,086.86
Dépôts à la BRH	50,707.61	49,897.96	51,137.81	50,368.64	49,846.12	51,635.47	53,109.18	56,027.85	56,123.77	55,669.81	56,461.78	54,741.87
Encaisses en monnaie nationale	2,885.24	3,340.09	2,802.18	3,713.13	3,417.59	2,315.44	2,835.09	3,170.75	2,951.82	2,647.44	3,072.50	2,602.99
Bons BRH	6,118.00	5,513.99	4,859.00	5,102.98	5,504.00	5,438.00	6,200.00	5,978.00	5,963.00	5,956.02	5,962.00	5,742.00
Portefeuille de crédit	49,132.41	49,812.14	50,670.39	51,452.76	52,456.35	53,242.96	55,102.25	56,011.34	57,564.13	59,175.47	59,671.27	62,985.65
Crédit au secteur public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit au secteur privé	49,132.41	49,812.14	50,670.39	51,452.76	52,456.35	53,242.96	55,102.25	56,011.34	57,564.13	59,175.47	59,671.27	62,985.65
Comptes de capital	-11,958.32	-12,095.60	-12,167.02	-12,137.99	-12,396.24	-12,295.93	-12,166.81	-12,264.74	-12,510.70	-12,705.63	-13,402.82	-13,560.63
Autres postes non classés	8,523.20	8,245.85	8,521.62	8,817.13	8,798.82	8,811.33	8,560.24	7,959.14	8,558.17	7,803.89	8,071.27	7,695.88
Total actif	137,236.28	136,413.90	136,406.37	137,683.00	140,228.75	142,873.42	144,993.63	145,528.48	147,726.66	147,509.74	148,113.95	148,748.47
Engagements envers la BRH	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28.53	28.53	134.34
Engagements envers Inst. Fin. Non-Banc.	155.04	171.94	154.77	158.13	228.35	217.11	227.08	214.34	212.08	219.49	212.85	227.89
Engagements envers le secteur privé	118,347.36	117,313.82	116,740.77	117,535.03	118,070.07	119,421.92	121,413.81	120,533.85	122,365.61	121,503.28	122,250.91	127,215.45
Dépôts en gourdes	50,528.67	49,362.37	49,116.56	49,489.03	49,660.94	50,085.98	50,732.56	51,135.18	51,182.80	51,114.43	52,693.68	53,441.62
Dépôts en dollars	67,818.69	67,951.45	67,624.21	68,045.99	68,409.12	69,335.94	70,681.26	69,398.67	71,182.81	70,388.85	69,557.23	73,773.84
Engagements envers le secteur public	18,733.89	18,928.13	19,510.83	19,989.84	21,930.34	23,234.39	23,352.73	24,780.29	25,148.97	25,758.44	25,621.66	21,170.80
Total passif	137,236.28	136,413.90	136,406.37	137,683.00	140,228.75	142,873.42	144,993.63	145,528.48	147,726.66	147,509.74	148,113.95	148,748.47

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

Tableau I.12

Résumé des Opérations Financières de l'Administration Centrale 1/
(en millions de gourdes)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes Totales	10,502.20	12,473.90	16,252.90	19,912.49	23,667.08	26,961.75	31,303.60	31,445.30	38,932.55	42,313.15
Recettes Courantes	10,502.20	12,473.90	16,252.90	19,912.49	23,667.08	26,961.75	31,303.60	31,445.30	38,932.55	42,313.15
Recettes internes	7,414.10	8,778.00	10,901.30	13,144.70	15,656.91	18,025.51	19,948.14	19,489.64	24,613.13	28,330.67
Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices	3,161.00	2,779.20	3,796.90	4,083.70	4,361.16	5,111.12	5,449.09	5,991.36	6,867.16	9,912.13
Taxe sur le chiffre d'affaires	834.30	3,458.20	4,038.30	5,893.80	6,844.00	8,206.74	9,105.13	8,477.02	10,329.20	11,974.81
Droits d'accises	2,769.00	1,231.70	1,246.10	1,278.20	1,784.45	1,284.09	1,979.94	1,454.54	952.78	1,120.61
Recettes douanières	2,768.70	3,527.60	4,437.80	6,240.56	6,923.90	7,917.12	9,013.28	11,493.80	13,764.87	13,843.21
Dont: Droits de douanes	1,055.70	1,767.00	2,324.70	3,274.50	3,527.40	4,058.00	4,809.68	7,089.06	7,635.23	8,162.89
Frais de vérification	319.40	1,464.30	1,769.00	2,578.00	2,788.10	3,181.85	3,562.03	3,234.95	4,339.94	4,852.63
Autres recettes 2/	319.40	168.30	913.80	527.23	1,086.27	1,019.12	2,342.18	461.86	554.55	139.27
Transferts des Entreprises Publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses Totales	14,149.70	16,838.30	19,247.30	21,203.80	28,369.05	30,346.07	35,554.56	37,966.95	42,709.00	52,092.51
Dépenses Courantes	10,222.00	12,910.60	17,220.30	19,366.80	22,326.05	27,019.07	29,605.48	28,258.95	35,825.93	39,804.51
Dépenses sur biens et services	9,283.90	11,321.10	13,860.70	14,665.20	20,212.02	24,662.64	25,999.55	24,617.12	32,190.58	35,438.39
Traitement et salaires	3,688.90	4,142.60	5,853.00	6,871.20	8,830.82	12,855.63	14,464.95	13,437.23	15,474.06	18,847.34
Autres achats de biens et services	5,595.00	7,178.50	8,007.70	7,794.00	11,381.20	11,807.01	11,534.60	11,179.89	16,716.58	16,591.06
Paiements d'intérêts	278.90	930.30	1,607.90	2,318.90	750.78	730.21	1,336.44	1,408.02	848.11	983.02
Dette interne	155.00	480.00	400.00	1,540.00	0.00	-	827.51	1,100.40	825.15	916.31
Dette externe	123.90	450.30	1,207.90	778.90	750.78	730.21	508.93	307.62	22.95	66.71
Subventions et transferts courants	398.20	398.20	1,322.60	1,840.40	1,363.24	1,626.22	2,269.50	2,233.80	2,787.31	3,383.09
Autres dépenses	261.00	261.00	429.10	542.30	-	-	-	-	-	-
Dont: Dépenses exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	3,927.70	3,927.70	2,027.00	1,837.00	6,043.00	3,327.00	5,949.08	9,708.00	6,883.00	12,288.00
(Financées sur fonds locaux)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde Courant	280.20	-436.70	-967.40	545.69	1,341.03	-57.32	1,698.12	3,186.35	3,106.52	2,508.64
Ajustement	-270.10	-2,601.90	-3,684.80	-2,681.42	-5,837.55	-5,189.02	-1,944.81	-1,641.48	-5,101.47	-10,414.93
Solde Global	-3,377.40	-1,762.50	690.40	1,390.10	1,033.19	1,804.70	-2,306.16	-4,880.17	1,324.85	-502.22
Financement Total	3,377.40	1,762.50	-690.40	-1,390.10	-1,033.19	-1,804.70	2,306.16	4,880.17	-1,324.85	502.22
Financement Externe	35.50	-948.90	-587.50	-828.60	252.81	-781.09	-129.55	9,765.41	3,414.34	1,112.62
Dons externes au comptant	170.80	21.00	2,140.60	766.50	1,235.70	361.10	900.23	9,904.49	3,498.73	1,137.60
Prêts nets	-135.30	-969.90	-2,728.10	-1,595.10	-982.89	-1,142.19	-1,029.78	-139.08	-84.42	-24.98
Titres	2,003.20	0.00	-	-	-	-	-	93.78	0.00	-
Amortissement	-2,138.50	-969.90	-2,728.10	-1,595.10	-982.89	-1,142.19	-1,029.78	-232.86	-84.42	-24.98
Financement Interne	3,341.90	2,711.40	-102.90	-561.50	-1,286.00	-1,023.61	2,435.71	-4,885.24	-4,739.27	-951.98
Système bancaire	3,341.90	2,688.90	-84.20	-560.60	-1,274.80	-1,023.61	2,435.71	-4,884.85	-4,739.27	-610.47
Dont: Autorités monétaires(BRH)	3,669.30	2,820.10	-21.20	-344.00	-949.00	-665.74	2,515.11	-90.43	-3,093.70	-268.86
Autres sources	-	22.50	-18.70	-0.90	-11.20	-	-	0.39	8.61	-22.84
Pour mémoire : (en pourcentage du PIB)										
Recettes courantes	8.77	8.89	9.67	10.10	10.75	10.76	11.74	11.91	13.08	12.86
Dépenses courantes	8.74	9.20	10.25	9.82	10.14	10.78	11.11	10.70	12.03	12.10
Dépenses d'investissement	3.28	2.80	1.21	0.93	2.75	1.33	2.23	3.68	2.31	3.73
Solde courant	0.23	-0.31	-0.58	0.28	0.61	-0.02	0.64	1.21	1.04	0.76
Solde global	-2.82	-1.26	0.41	0.71	0.47	0.72	-0.87	-1.85	0.45	-0.15
Dons	0.14	0.01	1.27	0.39	0.56	0.14	0.34	3.75	1.18	0.35
Prêts(bruits)	1.67	0.00	-	-	-	-	-	0.04	-	-
Financement externe	4.51	-0.68	-0.35	-0.42	0.11	-0.31	-0.05	3.70	1.15	0.34
Financement BRH	3.06	2.01	-0.01	-0.17	-0.43	-0.27	0.94	-0.03	-1.04	-0.08
PIB nominal	119,758.00	140,387.00	168,035.00	197,138.00	220,110.00	250,590.00	266,559.00	264,039.00	297,687.00	329,032.00

Sources : BRH, MEF

1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.

2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douanières ainsi que les recouvrements de dette.

Tableau 1.13

Résumé des opérations financières des administrations publiques ^{1/}

(en millions de gourdes)	1er trimestre 2012					2e trimestre 2012					3e trimestre 2012					4e trimestre 2012				
	Oct. 11	Nov. 11	Déc. 11	Janv. 12	Fév. 12	Mars 12	Avr. 12	Mai 12	Juin 12	Juill. 12	Août 12	Sept. 12	Oct. 11 - Sept. 12							
Recefftes totales (incluant les dons)	4,074.57	3,370.13	3,415.98	4,068.27	3,605.33	3,533.95	3,269.73	3,474.48	2,951.52	3,983.71	4,224.26	3,478.59	43,450.52							
Recefftes totales	4,074.57	3,370.13	3,415.98	4,068.27	3,605.33	3,533.95	3,269.73	3,474.48	2,951.52	3,983.71	4,224.26	3,478.59	43,450.52							
Recefftes courantes	4,074.57	3,370.13	3,415.98	4,068.27	3,605.33	3,533.95	3,269.73	3,474.48	2,951.52	3,983.71	4,224.26	3,478.59	43,450.52							
Recefftes internes	2,784.05	2,111.30	2,187.05	2,844.02	2,509.43	2,420.72	2,422.71	2,309.91	1,975.87	2,186.40	2,350.10	2,229.10	28,330.67							
Recefftes douanières	1,278.46	1,249.41	1,213.00	1,215.39	1,090.67	1,108.82	829.02	1,148.90	947.56	1,282.21	1,238.96	1,240.59	13,842.98							
Recefftes non classées ^{1/}	12.05	9.42	15.92	8.86	5.23	4.41	18.00	15.67	28.10	10.40	2.30	8.90	139.27							
Transferts des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-							
Dons externes au comptant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	504.70	632.90	-	1,137.60							
Dépenses totales	2,748.1	2,787.9	5,779.0	3,076.3	3,008.3	3,687.6	4,388.3	3,470.8	3,647.7	3,648.9	6,097.2	9,752.4	52,092.5							
Dépenses courantes	2,718.14	2,451.87	4,646.01	2,764.29	2,697.26	2,921.62	3,155.35	3,115.77	2,471.69	2,910.90	3,964.20	5,987.40	39,804.51							
Dépenses sur biens et services	2,227.34	1,859.09	4,249.50	2,474.67	2,307.88	2,528.90	3,074.31	2,682.17	2,160.84	2,601.60	3,522.60	5,749.50	35,438.39							
Traitements et salaires	1,329.66	1,386.16	2,563.99	1,809.82	1,215.78	1,561.40	1,821.30	1,504.57	1,112.36	1,402.50	1,525.60	1,614.20	18,847.34							
Dépenses de fonctonn. / Achats de b & s	897.68	472.93	1,685.51	664.85	1,092.10	967.50	1,253.01	1,177.60	1,048.48	1,199.10	1,997.00	4,135.30	16,591.06							
Paiements d'intérêts	2.10	187.90	134.77	92.74	92.74	94.35	0.06	93.50	91.65	95.70	94.40	3.10	983.02							
Subventions	488.70	404.89	261.74	196.88	296.64	298.37	80.98	340.09	212.19	213.60	347.20	234.80	3,383.09							
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-							
Dépenses d'investissement	30.00	336.00	1,133.00	312.00	311.00	766.00	1,233.00	355.00	1,176.00	738.00	2,133.00	3,765.00	12,288.00							
Solde courant	1,356.4	918.3	-1,230.0	1,304.0	908.1	612.3	114.4	358.7	479.8	568.1	-372.8	-2,508.8	2,508.4							
Ajustement ^{2/}	-55.57	-55.55	-956.03	157.68	-415.53	-155.58	-604.43	312.24	-1,665.76	-896.19	-2,662.14	-2,280.52	-9,277.37							
Solde global ^{3/}	1,382.00	637.80	-1,407.00	834.30	1,012.60	1.90	-514.19	-308.53	969.60	726.30	156.30	-3,993.30	-502.22							
Financement total	-1,382.00	-637.80	1,407.00	-834.30	-1,012.60	-1.90	514.19	308.53	-969.60	-726.30	-156.30	3,993.30	502.22							
Financement externe	-	-	-	-	-6.96	-10.72	-	-	-	-	-7.10	-0.20	-24.98							
Prêts concessionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-							
Autres Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-							
Amortissements	-	-	-	-	-6.96	-10.72	-	-	-	-	-7.10	-0.20	-24.98							
Financement interne ^{4/}	-1,381.98	-637.80	1,407.04	-834.29	-1,005.67	8.84	514.19	308.53	-969.63	-1,231.00	-782.10	3,993.50	-610.36							
Financement BRH	-1,256.47	-266.44	1,039.73	-794.31	-1,041.28	179.77	310.79	340.16	-1,069.10	-1,098.50	-694.40	4,081.20	-268.86							
Financement BNC	-125.27	-373.37	372.29	-42.48	34.98	-167.80	178.98	-8.46	96.67	-127.70	-61.80	-94.70	-318.67							
Autres sources ^{5/}	-0.23	2.01	-4.98	2.51	0.63	-3.13	24.42	-23.16	2.80	-4.80	-25.90	7.00	-22.84							

Sources : Direction du Contrôle du Crédit, BRH, Ministère de l'Economie et des Finances.

^{1/} Base : encaissements-décaissements.

^{2/} Le poste «ajustement» permet de rétablir l'équilibre comptable entre la balance globale et le financement.

^{3/} Le solde global est déterminé à partir des opérations considérées comme les moyens de son financement.

^{4/} Exclut les comptes STABEX, PL-480, Farine Canada et Don Japonais.

^{5/} Incluant les dépôts du gouvernement dans les banques commerciales publiques et privées.

Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti
En millions de Dollars É.U. (sauf indication contraire)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (P)	2012 (P)
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES							
Biens et services							
Crédit	-1,452.48	-1,605.25	-2,020.82	-1,874.31	-3,284.92	-3,136.91	-2,795.22
Débit	689.10	779.19	832.97	929.89	802.39	1,017.24	1,045.60
	-2,141.58	-2,384.44	-2,853.80	-2,804.19	-4,087.31	-4,154.16	-3,840.82
Biens							
Crédit	-1,053.05	-1,182.12	-1,617.55	-1,481.11	-2,246.67	-2,245.92	-1,894.37
Débit	495.17	522.08	490.20	551.00	563.38	768.09	784.96
	-1,548.22	-1,704.20	-2,107.76	-2,032.11	-2,810.05	-3,014.00	-2,679.33
Services							
Crédit	-399.43	-423.13	-403.27	-393.20	-1,038.25	-891.00	-900.85
Débit	193.93	257.11	342.77	378.88	239.01	249.16	260.64
	-593.36	-680.24	-746.04	-772.08	-1,277.26	-1,140.15	-1,161.49
Revenus							
Crédit	6.63	2.19	5.55	12.80	22.28	41.00	68.45
Débit	18.69	21.78	28.03	31.13	32.70	44.24	72.41
	-12.06	-19.59	-22.48	-18.33	-10.42	-3.24	-3.96
Transferts courants							
Crédit:	1,360.80	1,517.28	1,726.21	1,635.22	3,096.83	2,757.13	2,367.91
Débit:	1,436.32	1,613.69	1,843.29	1,770.05	3,263.80	2,997.37	2,599.84
Dons officiels	373.45	391.60	473.54	394.50	1,790.00	1,446.00	987.51
Transferts privés	1,062.87	1,222.09	1,369.75	1,375.55	1,473.80	1,551.37	1,612.33
Débit	-75.52	-96.41	-117.08	-134.82	-166.98	-240.24	-231.92
B. COMPTE DE CAPITAL							
Crédit	-	-	-	893.39	1,470.98	726.38	75.69
Débit	-	-	-	893.39	1,470.98	726.38	75.69
C. COMPTE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES							
Investissements directs	139.50	138.30	308.23	-470.54	-782.46	-137.13	555.04
Autres Investissements	160.60	74.50	29.80	37.95	150.00	181.00	178.75
Administrations publiques	-21.10	63.80	278.43	-508.49	-932.46	-318.13	376.29
Décaissements	39.57	51.51	284.11	-706.86	-529.73	-221.44	368.72
Amortissements	-	-	333.87	224.81	291.41	341.43	374.71
dont annulation de la Dette	-	-	49.76	931.67	821.14	562.87	5.99
Secteur bancaire (net)	-83.46	14.43	-141.67	56.54	-307.21	-82.98	109.08
Secteur non bancaire (net)	19.80	-2.00	86.00	19.00	-52.00	-55.00	-65.00
Autres avoirs et engagements (nets)	2.99	-0.14	49.99	122.82	-43.52	41.29	-36.52
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	39.50	145.54	71.21	-46.09	220.13	-64.31	-94.50
BALANCE GLOBALE (A+B+C+D)	93.95	198.05	90.38	150.47	742.83	186.15	177.37
E. FINANCEMENT							
Avoirs de réserve 1/	-93.95	-198.05	-90.38	-150.47	-742.83	-186.15	-177.37
Utilisation des crédits et prêts du FMI	-108.87	-208.27	-163.28	-239.89	-844.89	-209.30	-208.85
Autres Engagements 2/	12.43	23.21	49.20	64.84	96.86	12.45	21.79
Variation des arriérés de paiement 3/	0.80	0.47	0.71	3.09	-0.08	3.20	4.07
Remise de dette	1.69	-38.04	-	-	-	-	-
Rechélonnement obtenu	-	21.01	18.66	17.87	3.07	4.49	1.96
	-	3.58	4.33	3.63	2.21	3.01	3.66
Pour mémoire							
Assistance externe	425.45	466.32	806.85	-247.52	1357.13	1,237.01	1,378.03
Dons officiels 4/	373.45	391.60	473.54	394.50	1,790.00	1,446.00	987.51
Prêts nets	52.00	74.72	333.31	-642.02	-432.87	-208.99	-390.52

Sources : Banque de la République d'Haïti (BRH)

Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P) : Données provisoires

1/ Variation des avoirs de réserve bruts

Le signe (-) signifie une augmentation

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3/ Sans signe = accumulation; (-) = remboursement

4/ Transferts publics (appellation des anciennes éditions du Manuel de BDP)

Enregistrés maintenant dans la rubrique Transferts courants.

Tableau I.15

Position extérieure globale d'Haïti 1/
(En Millions de Dollars E.U.)

	2007	2008	2009	2010	2011(P)	2012(P)
AVOIRS	963.18	1,226.82	1,297.80	2,298.12	2,464.86	2,560.48
Investissements directs haïtiens à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Autres investissements	706.58	938.52	881.98	1,201.70	1,287.33	1,257.92
Secteur bancaire	348.39	509.61	451.21	764.40	818.59	721.68
Secteur non bancaire	308.00	379.00	362.00	385.00	414.00	476.00
Autres avoirs	50.19	49.91	68.77	52.31	54.74	60.24
Avoirs de réserve nets des autorités monétaires	256.60	288.30	415.82	1,096.41	1,177.54	1,302.56
ENGAGEMENTS	2,163.58	2,591.72	2,137.16	1,831.99	1,798.35	2,351.77
Investissements directs étrangers en Haïti	385.56	415.36	453.31	603.31	784.31	963.06
Autres investissements	1,778.02	2,176.36	1,683.85	1,227.68	1,014.02	1,388.71
Dette publique externe	1,541.20	1,884.60	1,247.15	863.08	657.30	1,049.20
Secteur bancaire	37.65	57.15	55.34	61.30	32.50	45.16
Secteur non bancaire	122.00	107.00	109.00	91.00	65.00	62.00
Autres engagements	77.17	127.61	272.36	212.30	259.22	232.35
POSITION EXTÉRIEURE NETTE	-1,200.40	-1,364.90	-839.36	466.13	666.51	208.71

Sources: BRH/DAI-Service économie internationale

Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P): Données provisoires

1/ La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

Tableau I.16

Exportations d'Haïti par produits (En Millions de Dollars É.U.)														
	Café	Cacao	Huiles essentielles	Pite et ficelles	Mangues	Langoustes	Autres produits primaire	Petite industrie	Articles manufactures ^{1/}	Autres produits industriels	Ajustements pour évaluation	Total ^{2/}	Ajustements pour classification	Total Export. ^{3/} (FOB)
2011 (P)														
1er Trimestre	0,73	2,15	2,48	-	0,04	1,58	0,23	0,92	57,62	0,35	5,66	71,76	90,13	161,89
2e Trimestre	2,01	1,94	7,71	-	0,07	1,20	0,26	0,93	58,56	0,24	6,24	79,17	91,59	170,76
3e Trimestre	1,87	1,97	4,51	-	8,66	1,28	0,69	1,13	71,35	0,39	7,86	99,71	111,60	211,30
4e Trimestre	2,39	0,81	1,67	-	1,79	1,79	0,34	1,21	80,28	0,54	7,77	98,58	125,56	224,14
2012 (P)														
1er Trimestre	2,02	1,60	2,34	-	0,24	2,09	0,30	0,99	64,06	0,46	6,35	80,45	100,20	180,65
2e Trimestre	2,39	2,30	2,52	-	0,26	1,45	0,32	0,85	55,44	0,18	5,62	71,33	86,71	158,04
3e Trimestre	2,14	2,98	4,09	-	7,86	1,09	0,71	1,15	75,00	0,40	8,17	103,59	117,31	220,90
4e Trimestre	1,87	2,37	5,31	-	1,70	1,12	0,35	1,24	79,19	0,34	8,00	101,49	123,87	225,36
2012														
Octobre	0,60	0,39	0,91	-	0,08	0,73	0,09	0,40	24,72	0,22	2,41	30,55	38,67	69,22
Novembre	0,56	0,51	0,41	-	0,08	0,60	0,09	0,31	20,45	0,08	1,98	25,07	31,98	57,05
Décembre	0,86	0,70	1,02	-	0,08	0,76	0,12	0,28	18,89	0,16	1,96	24,83	29,55	54,38
Janvier	0,56	1,37	0,70	-	0,08	0,55	0,13	0,19	12,27	0,08	1,36	17,29	19,19	36,48
Février	0,94	-	1,03	-	0,08	0,37	0,07	0,31	21,00	0,03	2,04	25,87	32,84	58,71
Mars	0,89	0,93	0,79	-	0,10	0,53	0,12	0,35	22,17	0,07	2,22	28,17	34,68	62,85
Avril	0,82	1,33	1,45	-	2,97	0,42	0,28	0,36	23,86	0,16	2,71	34,36	37,32	71,68
Mai	0,56	0,22	1,22	-	3,34	0,39	0,23	0,41	26,25	0,20	2,81	35,63	41,06	76,69
Juin	0,76	1,43	1,42	-	1,55	0,28	0,20	0,38	24,89	0,04	2,65	33,60	38,93	72,53
Juillet	0,57	1,53	1,88	-	1,28	0,30	0,18	0,40	26,32	0,06	2,78	35,30	41,17	76,47
Août	0,60	0,37	1,58	-	0,34	0,33	0,08	0,43	27,09	0,12	2,65	33,59	42,37	75,96
Septembre	0,70	0,47	1,85	-	0,08	0,49	0,09	0,41	25,78	0,16	2,57	32,60	40,33	72,93

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH

MCI, AGD - Sites Internet: Dpt du Commerce américain et Start-Can - Base de données OCDE

1/ Produits des industries d'assemblage

2/ Exportations totales tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage

3/ Exportations brutes

(P): Données provisoires

Tableau I.17

Exportations aux U.S.A (F.O.B)
A base de Matières premières locales
(En milliers de Dollars E.U)

Période	Articles manufact. en cuir		Articles manufact. en bois		Vêtements & autres ouvrages. Produits textiles	Tapis & Accessoires de Couverture		Objets de collection d'art Antiquités	Balais Broses Ficelles		Art. déclarés & non déclarés		Autres: Art. en verre & en céram.	Sous-total	Marchandises retournées	Total
	Bois pour meubles	Articles manufact. en cuir	Bois pour meubles	Articles manufact. en cuir		Objets de collection	Accessoires de Couverture		Objets de collection	Accessoires de Couverture	Art. déclarés	Art. non déclarés				
2008																
2009	0.35	99.23	2.528.71	4.80	-	0.78	2.34	31.23	2.667.45	-80.02	2.587.42					
2010 (P)	-	70.66	2.937.03	0.00	-	0.83	45.05	111.71	3.165.28	-94.96	3.070.32					
2011 (P)	8.00	35.73	3.010.26	1.20	-	0.00	34.39	122.53	3.204.11	-96.11	3.108.00					
2012 (P)	6.12	42.53	4.110.41	0.86	-	24.05	40.31	65.21	4.309.17	-129.28	4.179.90					
			4.190.97						4.370.05	-131.10	4.238.95					
2008																
1er Trimestre	-	16.87	695.94	-	-	-	-	2.25	715.06	-21.45	693.61					
2e Trimestre	0.35	18.00	445.93	4.80	-	-	-	7.06	476.14	-14.28	461.86					
3e Trimestre	-	30.34	636.93	-	-	-	2.34	4.00	673.61	-20.21	653.40					
4e Trimestre	-	34.02	749.91	-	-	0.78	0.00	17.92	802.64	-24.08	778.56					
2009																
1er Trimestre	-	31.67	642.62	-	-	0.00	0.00	11.44	685.73	-20.57	665.16					
2e Trimestre	-	13.30	606.36	-	-	0.00	0.00	76.40	696.06	-20.88	675.18					
3e Trimestre	-	25.69	824.71	1.20	-	0.48	29.84	16.98	897.70	-26.93	870.77					
4e Trimestre	-	-	863.34	-	-	0.35	15.21	6.89	885.79	-26.57	859.22					
2010 (P)																
1er Trimestre	-	15.62	786.73	-	-	-	4.13	43.86	850.34	-25.50	824.84					
2e Trimestre	-	10.23	457.34	-	-	-	7.06	19.95	494.58	-14.84	479.74					
3e Trimestre	-	3.69	852.55	1.20	-	11.84	11.84	18.05	887.33	-26.61	860.72					
4e Trimestre	-	6.19	913.64	-	-	-	11.36	40.67	971.86	-29.16	942.70					
2011 (P)																
1er Trimestre	0.34	8.84	883.54	-	-	-	9.37	43.61	945.70	-28.37	917.33					
2e Trimestre	7.66	11.75	899.91	-	-	-	23.05	11.77	954.14	-28.62	925.51					
3e Trimestre	0.00	14.17	1,095.18	-	-	-	32.18	25.29	1,166.82	-35.00	1,131.81					
4e Trimestre	0.00	4.92	1,231.78	-	-	-	5.82	-	1,242.52	-37.28	1,205.24					
2012 (P)																
1er Trimestre	4.38	2.02	981.97	-	-	-	7.61	18.70	1,014.68	-30.44	984.24					
2e Trimestre	1.74	20.29	849.40	-	-	-	9.11	-	880.54	-26.42	854.12					
3e Trimestre	0.00	2.65	1,148.45	0.35	-	-	21.51	19.63	1,192.59	-35.78	1,156.81					
4e Trimestre	0.00	17.57	1,211.15	0.51	-	24.05	2.08	26.88	1,282.24	-38.47	1,243.77					
2012																
Octobre	2.96	2.02	378.68	-	-	-	7.61	16.50	407.77	-12.23	395.54					
Novembre	0.64	-	313.87	-	-	-	-	-	314.51	-9.44	305.07					
Décembre	0.78	-	289.42	-	-	-	-	2.20	292.40	-8.77	283.63					
Janvier	1.74	-	187.60	-	-	-	2.77	-	192.11	-5.76	186.35					
Février	-	2.69	321.86	-	-	-	0.00	-	324.55	-9.74	314.81					
Mars	-	17.60	339.94	-	-	-	6.34	-	363.88	-10.92	352.96					
Avril	-	2.65	365.86	0.35	-	-	4.63	-	373.49	-11.20	362.29					
Mai	-	-	401.57	-	-	-	5.07	16.80	423.44	-12.70	410.74					
Juin	-	-	381.02	-	-	-	11.81	2.83	395.66	-11.87	383.79					
Juillet	-	-	402.40	0.51	-	-	0.00	10.95	413.86	-12.42	401.44					
Août	-	14.04	414.25	-	-	-	2.08	15.93	446.30	-13.39	432.91					
Septembre	-	3.53	394.50	-	-	24.05	-	-	422.08	-12.66	409.42					

Sources : Banque de la République d'Haïti(BRH) -Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(P): Données provisoires

Tableau I.18

Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B)
A base de matières premières importées
(En milliers de dollars É.U)

Période	Tulles Dentelles Rubans Ouvrages Brodés	Appareils (1) Matériels électroniques	Machinerie & Accessoires	Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie)	Vêtements & Art. pour vêtements	Chaussures	Ornements & Artifices de sport	Art. manuf. en caoutchouc et en plastique	Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons	Total
2008	239.67	2,669.97	-	2,429.91	418,924.10	0.30	548.03	119.14	181.46	425,112.58
2009	146.23	1,956.16	-	1,782.31	486,566.97	-	449.93	27.31	171.94	491,100.85
2010 (P)	112.05	3,135.49	-	1,693.68	500,686.38	0.50	433.32	50.19	26.76	506,138.37
2011 (P)	135.58	2,911.99	-	1,876.75	680,958.66	3.62	314.05	67.50	3.05	686,271.19
2012 (P)	106.61	3,121.85	4.00	1,364.19	699,348.16	475.00	1,022.80	486.46	94.02	706,023.09
2008										
1er Trimestre	89.57	571.34	-	752.38	115,294.20	-	182.28	33.12	36.30	116,959.19
2e Trimestre	42.17	749.05	-	518.63	73,876.59	-	119.47	17.11	45.42	75,368.44
3e Trimestre	44.38	753.81	-	610.04	105,516.63	-	161.11	33.72	43.99	107,163.68
4e Trimestre	63.55	595.77	-	548.86	124,236.68	0.30	85.17	35.19	55.75	125,621.27
2009										
1er Trimestre	50.07	533.61	-	574.36	106,460.91	-	102.44	6.41	24.13	107,751.93
2e Trimestre	44.97	494.91	-	396.06	100,452.88	-	113.93	0.00	21.65	101,524.40
3e Trimestre	18.35	469.90	-	351.64	136,626.24	-	130.95	8.64	60.82	137,666.54
4e Trimestre	32.84	457.74	-	460.25	143,026.94	-	102.61	12.26	65.34	144,157.98
2010 (P)										
1er Trimestre	63.93	838.85	-	510.05	132,321.78	-	152.77	9.51	23.76	133,920.65
2e Trimestre	2.98	424.66	-	205.59	75,766.06	-	109.67	0.00	-	76,508.96
3e Trimestre	14.99	984.70	-	493.37	141,239.21	0.50	101.01	14.80	-	142,848.58
4e Trimestre	30.15	887.28	-	484.67	151,359.33	-	69.87	25.88	3.00	152,860.18
2011 (P)										
1er Trimestre	54.70	580.87	-	507.39	146,374.86	3.08	83.83	17.72	-	147,622.45
2e Trimestre	22.58	663.69	-	576.37	149,085.01	-	87.21	2.32	-	150,437.18
3e Trimestre	24.08	724.89	-	420.84	181,434.19	0.54	93.35	43.99	-	182,741.78
4e Trimestre	34.23	942.54	-	372.15	204,064.60	-	49.66	3.57	3.05	205,469.79
2012 (P)										
1er Trimestre	38.55	747.66	-	305.41	165,736.58	0.98	84.67	106.40	10.30	167,030.55
2e Trimestre	21.55	868.41	-	344.50	142,704.56	-	135.13	42.79	61.65	144,178.59
3e Trimestre	21.10	749.04	4.00	375.65	190,259.18	67.13	351.68	143.95	14.07	191,985.80
4e Trimestre	25.41	756.74	-	338.63	200,647.84	406.89	451.32	193.32	8.00	202,828.15
2012 (P)										
Octobre	14.14	255.79	-	58.00	62,735.32	0.70	43.85	80.40	-	63,188.20
Novembre	16.37	199.01	-	97.93	51,998.13	0.28	21.22	26.00	10.30	52,369.24
Décembre	8.04	292.86	-	149.48	51,003.13	-	19.60	0.00	0.00	51,473.11
Janvier	8.34	308.66	-	112.00	31,079.36	-	12.31	17.18	0.00	31,537.85
Février	5.31	211.60	-	117.38	53,321.14	-	52.19	2.76	57.15	53,767.53
Mars	7.90	348.15	-	115.12	58,304.06	-	70.63	22.85	4.50	58,873.21
Avril	5.86	302.57	-	120.29	60,610.85	-	69.84	35.47	0.00	61,144.88
Mai	14.08	253.73	4.00	136.83	66,526.43	4.45	154.26	70.30	14.07	67,178.15
Juin	1.16	192.74	-	118.63	63,121.90	62.68	127.58	38.18	-	63,662.77
Juillet	1.89	207.62	-	112.40	66,664.28	121.59	205.40	133.02	8.00	67,454.20
Août	11.52	253.21	-	108.62	68,628.06	195.29	123.88	28.50	-	69,349.08
Septembre	12.00	295.91	-	117.61	65,355.50	90.01	122.04	31.80	-	66,024.87

Sources : Banque de la République d'Haïti (BRH) - Département du Commerce des États-Unis d'Amérique
(P) : Données provisoires

(1) : Cette rubrique regroupe : les équipements de distribution, les récepteurs de radio et accessoires, les appareils électriques et accessoires, les circuits électroniques, les transformateurs et interrupteurs.

Tableau I.19

Importations Totales d'Haïti par Catégories de Produits.
(En Millions de Dollars E.U.)

Période	Produits Alimentaires	Boissons & Tabacs	Matières brutes non comestibles	Combustibles Minéraux	Huiles & Graisses	Produits Chimiques	Articles manufacturés	Machines & matériels de Transport	Articles manufacturés divers	Articles divers n.d.a.	Total (C.I.F)	Ajustements 1/	Total (FOB)
2009	483.99	27.42	22.92	384.64	55.62	89.02	350.91	196.60	278.05	295.90	2,185.07	152.95	2,032.12
2010	551.26	30.94	42.17	770.38	55.76	129.62	843.09	292.49	502.31	22.83	3,021.57	211.51	2,810.06
2011 (P)	376.04	13.19	7.80	331.11	40.13	42.19	110.68	94.19	72.69	144.99	1,233.01	86.31	3,014.02
2012 (P)	254.36	13.21	12.21	197.26	31.95	44.17	220.57	77.08	136.95	122.86	1,110.62	77.74	2,679.41
2009													
1er Trimestre	110.30	8.77	4.97	91.30	11.03	25.61	62.12	78.37	79.79	103.19	575.45	40.28	535.17
2e Trimestre	119.33	5.44	5.74	96.08	12.64	19.24	68.22	41.15	61.31	69.85	499.00	34.93	464.07
3e Trimestre	125.07	6.39	4.97	88.51	7.39	20.84	99.34	41.73	62.03	69.26	525.53	36.79	488.74
4e Trimestre	129.29	6.82	7.24	108.75	24.56	23.33	121.23	35.35	74.92	53.60	585.09	40.96	544.13
2010													
1er Trimestre	125.37	8.77	4.93	131.50	16.52	24.47	117.80	86.25	70.50	37.50	623.61	43.65	579.96
2e Trimestre	144.06	8.59	7.57	95.10	23.69	15.93	103.61	147.70	47.62	37.50	631.37	44.20	587.17
3e Trimestre	166.09	16.39	16.19	172.71	25.60	31.24	195.06	122.73	151.51	37.50	935.02	65.45	869.56
4e Trimestre	143.13	14.92	14.69	146.36	11.02	30.39	185.36	126.07	122.13	37.50	831.57	58.21	773.36
2011 (P)													
1er Trimestre	109.46	6.50	10.01	120.98	13.99	36.49	220.20	78.83	167.19	6.12	769.78	53.88	715.90
2e Trimestre	142.24	7.28	9.07	224.23	14.41	29.41	211.73	63.71	115.11	4.32	821.51	56.64	764.00
3e Trimestre	142.03	11.87	11.20	216.47	20.50	30.29	189.26	73.84	110.74	2.95	809.15	56.64	752.51
4e Trimestre	157.53	5.29	11.89	208.70	6.86	33.43	221.90	76.11	109.27	9.44	840.44	58.83	781.61
2012 (P)													
1er Trimestre	105.49	7.19	7.76	207.88	5.85	24.52	184.40	70.33	139.85	2.69	755.96	52.92	703.04
2e Trimestre	154.95	9.35	5.10	225.65	1.02	25.24	177.54	47.94	87.71	8.34	742.85	52.00	690.85
3e Trimestre	137.45	8.16	6.30	186.25	6.45	31.99	142.52	45.51	80.86	2.49	647.99	45.36	602.63
4e Trimestre	125.08	7.16	7.18	200.69	11.59	24.83	168.60	60.63	125.90	2.63	734.29	51.40	682.89
2012 (P)													
Octobre	40.77	2.88	3.36	67.99	4.63	9.31	60.04	29.00	33.65	1.05	252.68	17.69	234.99
Novembre	33.56	2.16	1.66	69.13	1.14	9.87	62.42	23.15	32.45	0.86	236.40	16.55	219.85
Décembre	31.16	2.15	2.74	70.76	0.08	5.34	61.94	18.18	73.75	0.78	266.88	18.68	248.20
Janvier	52.62	2.82	2.09	70.57	0.00	5.43	54.44	16.55	31.05	0.69	236.26	16.54	219.72
Février	52.99	3.39	1.49	74.94	0.03	9.78	50.30	14.28	26.42	6.90	240.52	16.84	223.68
Mars	49.34	3.14	1.52	80.15	0.99	10.03	72.80	17.11	30.24	0.75	266.07	18.62	247.45
Avril	60.00	3.79	2.25	66.81	3.44	9.84	41.36	13.00	22.03	0.67	223.19	15.62	207.57
Mai	46.50	2.09	2.17	58.70	2.97	12.94	51.26	10.93	31.72	0.80	220.08	15.41	204.67
Juin	30.95	2.28	1.88	60.75	0.04	9.21	49.90	21.58	27.11	1.02	204.72	14.33	190.39
Juillet	36.33	2.03	2.29	89.60	2.56	6.69	56.29	20.86	34.37	0.77	251.79	17.63	234.16
Août	36.11	2.51	2.44	36.81	4.41	8.92	47.83	18.63	41.10	0.96	199.72	13.98	185.74
Septembre	52.64	2.62	2.45	74.28	4.62	9.22	64.48	21.14	50.43	0.90	282.78	19.79	262.99

Sources : AGD - Sites Internet; Dpt du Commerce américain et Stat-Can

(P) : Données provisoires

1/ Ajustement pour Assurances et Fret

Tableau I.20

Importations de produits pétroliers
(En Milliers de Barils et en Milliers de Dollars É.U.)

Période	Gazoline		Kérosène		Gasoil		Fuel oil (Mazout)		Lubrifiants & autres		Bitume		Gaz de pétrole liquéfié		Total	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
2009	940.84	69,303.19	590.08	44,025.28	2,900.60	215,083.33	39.06	1,919.76	22.30	3,633.26	110.15	12,405.00	172.00	7,510.40	4,775.03	353,880.22
2010	1,031.75	95,643.04	648.48	60,507.70	3,334.19	304,854.05	105.90	7,815.90	14.42	622.05	241.00	23,104.00	118.75	9,472.58	5,494.49	502,019.32
2011 (P)	1,106.47	133,556.12	574.34	72,376.34	3,334.69	407,340.15	611.67	60,559.24	4.84	1,365.11	269.41	24,630.00	101.60	8,918.32	6,003.02	708,745.28
2012 (P)	1,291.79	168,995.99	534.86	71,901.20	3,369.31	443,754.01	109.29	11,237.34	-	-	182.14	17,736.00	36.54	2,641.03	5,523.93	716,265.57
2009	179.00	12,570.90	110.21	10,005.80	630.04	56,284.80	-	-	2.82	1,003.49	23.93	2,135.00	40.70	1,994.60	986.70	83,994.59
1er Trimestre	345.42	20,122.25	178.17	10,915.53	814.51	49,700.75	39.06	1,919.76	-	-	42.14	3,760.00	50.20	1,983.20	1,469.50	88,401.49
2e Trimestre	220.59	17,126.29	136.07	9,470.43	699.45	48,193.88	-	-	5.06	1,977.72	28.89	2,630.00	48.50	2,033.80	1,138.56	81,432.12
3e Trimestre	195.83	19,483.75	165.63	13,633.52	756.60	60,903.90	-	-	14.42	652.05	56.04	3,880.00	32.60	1,498.80	1,221.12	100,052.02
4e Trimestre	252.07	22,067.85	148.91	13,264.30	897.75	79,766.10	-	-	-	-	44.62	2,609.00	37.95	3,273.58	1,381.30	120,980.83
2010	199.04	18,694.85	126.76	11,653.51	584.85	53,404.78	-	-	-	-	39.20	2,309.00	22.30	1,436.70	972.15	87,498.84
1er Trimestre	300.11	29,298.59	190.28	18,479.15	954.28	89,382.04	65.60	4,668.70	-	-	136.90	14,725.00	29.40	2,335.70	1,676.57	158,889.18
2e Trimestre	280.53	25,581.75	182.53	17,110.74	897.31	82,301.13	40.30	3,147.20	14.42	622.05	58.44	3,461.00	29.10	2,426.60	1,502.63	134,650.47
3e Trimestre	207.49	20,568.32	120.06	12,352.77	621.35	62,684.70	111.85	8,961.42	0.62	168.81	-	4,162.00	23.69	2,404.57	1,085.06	111,302.59
4e Trimestre	330.23	37,747.19	176.61	21,941.06	1,096.94	131,095.75	97.14	8,971.56	2.24	649.08	-	4,075.00	26.22	1,813.88	1,729.38	206,293.52
2011 (P)	263.22	35,350.63	152.95	21,367.42	836.54	112,063.92	204.52	21,750.00	1.86	513.12	-	5,107.00	28.68	2,990.38	1,487.77	199,142.47
1er Trimestre	305.53	39,889.98	124.72	16,715.09	779.86	101,495.78	198.16	20,876.26	0.12	34.10	-	11,286.00	23.01	1,709.49	1,431.40	192,006.70
2e Trimestre	322.09	38,544.39	152.29	19,815.45	890.28	115,201.85	109.29	11,237.34	-	-	46.26	3,806.00	36.54	2,641.03	1,556.75	191,246.06
3e Trimestre	331.38	44,777.08	143.90	20,149.60	919.48	126,097.99	90.07	10,044.74	-	-	42.04	3,422.00	33.42	3,110.37	1,560.29	207,601.78
4e Trimestre	322.79	43,590.00	114.37	15,454.80	716.95	94,044.35	79.19	8,173.55	-	-	51.94	6,170.00	46.97	3,920.77	1,332.21	171,353.47
2012 (P)	315.53	42,084.52	124.30	16,481.35	842.60	108,409.82	113.40	11,473.45	-	-	41.90	4,338.00	33.15	1,847.81	1,470.88	184,634.95
2012 (P)	112.48	13,425.57	55.52	7,038.21	275.80	35,376.68	39.80	4,143.89	-	-	16.79	1,407.00	15.53	1,162.94	515.92	62,554.29
Octobre	107.19	13,131.17	51.17	7,017.22	278.58	37,797.67	42.44	4,320.05	-	-	11.93	971.00	5.00	358.75	496.31	63,595.86
Novembre	102.42	11,987.65	45.60	5,760.02	335.90	42,027.50	27.05	2,773.40	-	-	17.54	1,428.00	16.01	1,119.34	544.52	65,095.91
Décembre	92.08	11,635.87	44.38	6,004.97	305.12	40,288.72	32.84	3,518.29	-	-	17.00	1,384.00	18.65	2,088.19	510.07	64,920.04
Janvier	123.17	16,595.77	49.83	7,052.42	300.02	41,533.00	22.09	2,456.47	-	-	10.81	880.00	6.22	428.82	512.14	66,946.48
Février	116.13	16,545.44	49.69	7,092.21	314.34	44,276.27	35.14	4,069.98	-	-	14.23	1,158.00	8.55	593.36	538.08	73,735.26
Mars	115.82	16,498.71	36.47	5,184.31	240.52	33,171.99	20.51	2,313.61	-	-	20.20	2,412.00	17.82	1,881.05	451.34	61,461.67
Avril	104.33	14,067.57	41.86	5,766.60	205.68	27,709.50	41.17	4,220.05	-	-	13.88	1,657.00	10.00	583.44	416.92	54,004.16
Mai	102.64	13,023.72	36.04	4,503.89	270.75	33,162.86	17.51	1,639.89	-	-	17.86	2,101.00	19.15	1,456.28	463.95	58,887.64
Juin	171.07	21,229.02	54.41	6,796.17	409.70	49,768.80	25.35	2,358.77	-	-	12.90	1,403.00	16.17	880.21	689.60	82,435.97
Juillet	40.88	5,633.07	23.89	3,183.39	137.48	17,742.33	50.39	5,236.03	-	-	15.42	1,589.00	8.48	481.56	276.54	33,865.38
Août	103.58	15,222.43	46.00	6,501.79	295.42	40,898.69	37.66	3,878.65	-	-	13.58	1,346.00	8.50	486.04	504.74	68,333.60

Sources : Ministère de l'Économie et des Finances
& Compagnies Pétrolières
(P) Données Provisaires
1 Baril = 42 gallons

Tableau II.1

Chiffres clés du bilan par banques (En milliers de gourdes)

	BICH	BNC	BPH	BUH	Capitalbank	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	SOUS-TOTAL	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
Au 30 septembre 2012														
Actif	- 41,606,303.9	2,101,182.5	3,274,511.2	9,427,750.0	45,856,428.8	53,453,044.0	155,719,220.3	4,310,791.7	4,310,791.7	4,310,791.7	5,575,930.0	4,949,763.0	10,525,693.0	170,555,705.1
Bons B.R.H.	- 3,397,881.0			80,000.0	599,999.6	1,791,680.1	5,869,560.7	-	-	-	399,899.0	-	399,899.0	6,269,459.7
Prêts	- 6,347,999.1	871,518.5	1,384,145.0	4,108,729.0	16,211,855.8	17,174,851.7	46,099,099.1	2,089,734.9	2,089,734.9	2,089,734.9	1,584,777.0	2,086,555.0	3,671,332.0	51,860,166.0
Dépôts	- 36,616,740.0	1,832,506.3	3,227,936.2	7,914,769.0	38,599,405.9	46,470,397.2	134,661,754.6	3,271,676.3	3,271,676.3	3,271,676.3	4,736,603.0	4,168,061.0	8,904,664.0	146,838,094.9
Avoir des Actionnaires	- 2,191,393.1	6,936.7	(227,510.4)	747,194.0	2,990,988.8	4,351,425.3	10,060,427.4	419,892.2	419,892.2	419,892.2	232,986.0	203,901.0	436,887.0	10,917,206.6
Au 30 septembre 2011														
Actif	- 36,189,769.4	1,554,701.0	3,391,930.7	8,072,990.0	43,011,332.6	48,044,439.7	140,265,163.4	4,015,789.9	4,015,789.9	4,015,789.9	5,130,227.0	4,584,124.0	9,714,351.0	153,995,304.4
Bons B.R.H.	- 3,847,999.5	170,000.0			1,425,000.0	350,000.0	5,792,999.5	-	-	-	384,920.0	150,000.0	534,920.0	6,327,919.5
Prêts	- 3,751,142.6	425,797.3	1,123,957.0	3,304,691.0	11,647,178.8	13,143,530.4	33,396,297.2	1,717,204.3	1,717,204.3	1,717,204.3	1,759,910.0	1,823,893.0	3,583,803.0	38,697,304.5
Dépôts	- 31,781,844.8	1,446,227.4	3,306,628.4	6,921,834.0	36,368,342.1	42,763,330.0	124,588,206.7	3,058,020.4	3,058,020.4	3,058,020.4	4,136,629.0	3,766,140.0	7,902,769.0	135,548,996.1
Avoir des Actionnaires	- 1,866,186.4	3,885.2	(182,804.4)	628,467.0	2,597,959.3	3,753,797.4	8,667,491.0	406,399.4	406,399.4	406,399.4	215,001.0	215,543.0	430,544.0	9,504,434.4
Au 30 septembre 2010														
Actif	- 30,442,293.0	1,493,401.9	3,342,079.4	6,789,127.0	42,050,872.9	41,289,789.9	125,407,564.0	3,800,416.4	3,800,416.4	3,800,416.4	4,563,342.0	4,166,063.0	8,729,405.0	137,937,385.4
Bons B.R.H.	- 3,073,222.0	190,000.0	287,324.3	280,000.0	3,389,453.2	1,790,000.0	9,009,999.5	11,000.0	11,000.0	11,000.0	221,668.0	17,391.0	239,059.0	9,260,058.5
Prêts	- 3,910,773.0	518,141.6	877,441.6	2,418,322.0	9,256,907.3	8,037,522.2	25,019,107.7	1,376,395.3	1,376,395.3	1,376,395.3	1,302,778.0	1,732,436.0	3,035,214.0	29,430,717.0
Dépôts	- 26,088,606.0	1,339,316.9	3,044,964.9	5,682,152.0	36,471,880.3	36,426,798.5	109,053,718.7	2,876,630.4	2,876,630.4	2,876,630.4	3,903,981.0	3,418,412.0	7,322,393.0	119,252,742.2
Avoir des Actionnaires	- 1,638,725.0	47,160.8	(18,844.8)	487,506.0	2,362,275.8	3,290,862.6	7,807,685.4	401,799.1	401,799.1	401,799.1	212,131.0	195,501.0	407,632.0	8,617,116.5
Au 30 septembre 2019														
Actif	- 20,244,798.0	1,465,176.2	2,948,853.6	5,379,489.0	34,002,394.5	32,806,251.3	96,846,962.6	3,697,881.6	3,697,881.6	3,697,881.6	3,990,387.0	3,377,863.0	7,368,250.0	107,913,094.2
Bons B.R.H.	- 3,714,000.0	182,000.0	147,133.3	146,067.0	3,312,799.8	1,800,000.0	9,302,000.1	-	-	-	199,922.0	50,000.0	249,922.0	9,551,922.1
Prêts	- 4,615,691.0	548,095.4	1,061,071.8	2,176,819.0	10,349,723.6	9,580,512.9	28,331,913.7	1,550,589.1	1,550,589.1	1,550,589.1	1,695,694.0	1,736,987.0	3,432,681.0	33,315,183.8
Dépôts	- 16,404,652.0	1,269,640.8	2,806,327.4	4,511,866.0	31,042,274.7	27,924,285.6	83,959,046.5	2,784,058.2	2,784,058.2	2,784,058.2	3,059,008.0	2,658,299.0	5,717,307.0	92,460,411.7
Avoir des Actionnaires	- 1,463,347.0	91,349.2	(25,585.4)	440,411.0	1,956,857.1	2,517,474.0	6,443,852.9	351,402.4	351,402.4	351,402.4	241,908.0	207,642.0	449,550.0	7,244,805.3
Au 30 septembre 2008														
Actif	- 20,925,554.2	1,360,100.0	3,056,311.5	4,680,117.0	30,654,076.2	29,627,856.3	90,304,015.2	3,343,957.9	3,343,957.9	3,343,957.9	3,650,525.0	3,003,051.0	6,653,576.0	100,301,549.1
Bons B.R.H.	- 2,422,000.0	11,000.0	30,000.0	225,000.0	2,844,000.0	3,403,000.0	8,935,000.0	234,000.0	234,000.0	234,000.0	157,000.0	70,743.0	227,743.0	9,396,743.0
Prêts	- 4,136,506.0	448,238.1	1,105,833.1	1,772,560.0	8,681,810.8	7,963,563.4	24,108,501.4	1,420,510.3	1,420,510.3	1,420,510.3	1,933,326.0	1,718,438.0	3,651,764.0	29,180,775.7
Dépôts	- 17,629,900.9	1,085,624.1	2,538,787.8	3,909,365.0	27,013,743.6	24,644,633.0	76,822,054.4	2,826,743.6	2,826,743.6	2,826,743.6	2,904,787.0	2,171,073.0	5,075,860.0	84,724,658.0
Avoir des Actionnaires	- 1,270,833.4	95,788.1	(7,241.2)	385,318.0	1,634,465.8	2,363,262.0	5,742,426.1	314,259.5	314,259.5	314,259.5	269,174.0	185,371.0	454,545.0	6,511,230.6
Au 30 septembre 2007														
Actif	- 13,106,547.0	1,183,496.9	2,993,108.0	4,046,101.0	26,122,344.7	23,331,287.9	70,782,885.5	2,725,778.5	2,725,778.5	2,725,778.5	3,811,121.0	2,444,472.0	6,255,593.0	79,764,257.0
Bons B.R.H.	- 2,945,111.0	197,686.5	108,351.0	246,030.0	2,570,636.0	2,529,828.9	8,597,643.4	-	-	-	410,737.0	-	410,737.0	9,008,380.4
Prêts	- 2,265,854.0	314,029.0	1,072,127.0	1,211,201.0	6,868,892.0	6,318,122.8	18,050,225.8	1,087,415.2	1,087,415.2	1,087,415.2	1,905,449.0	1,521,486.0	3,426,935.0	22,564,576.0
Dépôts	- 9,900,391.0	919,393.0	2,742,808.0	3,361,137.0	23,011,401.9	19,972,487.4	59,907,618.3	1,974,051.8	1,974,051.8	1,974,051.8	2,315,684.0	1,833,311.0	4,148,995.0	66,030,665.1
Avoir des Actionnaires	- 1,119,809.0	91,752.2	7,241.0	342,607.0	1,338,847.0	2,003,077.2	4,903,333.4	283,333.0	283,333.0	283,333.0	235,445.0	166,385.0	401,830.0	5,588,496.4

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.2

Chiffres clés du bilan par banques (En millions de gourdes)		BICH	BNC	BPH	BUH	Capitalbank	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	SOUS-TOTAL	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
2012 (oct. 11 - sept. 12)															
	Revenus nets d'intérêt	- 673,434.9	114,758.2	172,170.9	172,170.9	471,781.0	1,047,791.4	1,014,250.4	3,494,186.9	161,307.3	161,307.3	128,679.0	203,218.0	331,897.0	3,987,391.2
	Autres revenus	- 549,210.6	45,648.3	97,566.5	97,566.5	343,796.0	1,280,282.3	1,656,216.6	3,972,720.3	26,012.0	26,012.0	138,026.0	106,723.0	244,749.0	4,243,481.3
	Dot. à la prov. pr créances dout.	- 15,544.2	32,213.3	15,204.4	15,204.4	17,499.0	229,840.1	-	310,301.0	19,745.2	19,745.2	32,539.0	29,180.0	61,719.0	391,765.1
	Frais d'exploitation	- 806,290.5	102,724.7	278,195.5	278,195.5	571,252.0	1,636,377.1	1,564,767.3	4,959,607.1	97,513.5	97,513.5	216,458.0	218,218.0	434,676.0	5,491,796.6
	Bénéfice net (Perte nette)	- 400,810.9	25,468.6	(23,662.5)	(23,662.5)	181,461.0	388,468.4	1,166,306.9	2,138,853.3	51,144.2	51,144.2	12,456.0	37,019.1	49,475.1	2,239,472.6
2011 (oct. 10 - sept. 11)															
	Revenus nets d'intérêt	- 587,664.2	93,811.1	196,331.3	196,331.3	378,464.0	866,119.5	882,339.3	3,004,729.4	147,972.2	147,972.2	135,231.0	205,069.0	340,300.0	3,493,001.6
	Autres revenus	- 430,812.8	36,950.6	128,607.2	128,607.2	308,986.0	1,206,546.3	1,669,064.0	3,780,966.8	28,966.8	28,966.8	141,034.0	104,339.0	245,373.0	4,055,306.6
	Dot. à la prov. pr créances dout.	- 35,304.1	11,267.4	12,400.0	12,400.0	15,722.0	170,883.2	(10,000.0)	235,576.7	14,409.2	14,409.2	(42,882.0)	19,600.6	(23,281.4)	226,704.5
	Frais d'exploitation	- 743,506.6	99,157.4	309,218.2	309,218.2	494,858.0	1,501,824.7	1,444,805.5	4,593,370.5	109,460.1	109,460.1	215,375.9	195,876.0	411,251.9	5,114,082.5
	Bénéfice net (Perte nette)	- 239,666.3	20,336.9	3,320.2	3,320.2	176,870.0	335,803.6	1,054,347.0	1,830,343.9	38,740.9	38,740.9	73,728.1	65,137.1	138,865.2	2,007,950.1
2010 (oct. 09 - sept. 09)															
	Revenus nets d'intérêt	- 598,652.3	87,869.4	195,243.0	195,243.0	349,319.0	898,511.3	871,667.9	3,001,263.0	144,316.1	144,316.1	141,609.0	187,150.0	328,759.0	3,474,338.1
	Autres revenus	- 561,606.9	22,768.5	87,876.1	87,876.1	217,080.0	993,296.2	1,490,081.4	3,372,709.1	24,660.5	24,660.5	132,717.0	78,304.0	211,021.0	3,608,390.5
	Dot. à la prov. pr créances dout.	- 95,941.2	28,118.1	7,360.0	7,360.0	52,568.0	225,045.5	70,000.0	479,032.9	41,114.4	41,114.4	61,590.0	62,730.7	124,320.7	644,468.0
	Frais d'exploitation	- 817,819.0	107,568.3	278,896.4	278,896.4	461,245.0	1,413,619.7	1,290,890.4	4,370,038.8	86,413.5	86,413.5	247,161.0	198,021.0	445,182.0	4,901,634.3
	Bénéfice net (Perte nette)	- 246,499.1	(25,048.5)	(3,137.4)	(3,137.4)	52,586.0	212,576.7	976,784.9	1,460,260.7	31,935.2	31,935.2	(18,708.0)	(10,735.1)	(29,443.1)	1,462,752.8
2009 (oct. 08 - sept. 09)															
	Revenus nets d'intérêt	- 845,543.2	99,834.2	275,688.0	275,688.0	375,289.0	1,201,055.8	1,148,014.8	3,945,425.0	230,890.7	230,890.7	272,629.0	249,079.0	521,708.0	4,698,023.7
	Autres revenus	- 285,258.5	34,967.3	115,654.1	115,654.1	165,476.0	982,082.7	1,080,080.9	2,563,519.5	19,746.6	19,746.6	99,885.0	67,838.0	167,723.0	2,850,989.1
	Dot. à la prov. pr créances dout.	- 57,739.0	5,419.3	26,638.9	26,638.9	15,327.0	141,850.7	-	246,974.9	21,597.6	21,597.6	28,485.0	2,405.8	30,890.8	299,463.3
	Frais d'exploitation	- 810,719.8	106,909.8	316,940.9	316,940.9	418,096.0	1,443,913.3	1,423,745.1	4,520,324.9	88,469.7	88,469.7	171,005.0	195,363.0	366,368.0	4,975,162.6
	Bénéfice net (Perte nette)	- 146,027.4	13,157.8	(32,079.1)	(32,079.1)	59,752.0	329,448.9	530,826.7	1,047,133.7	52,784.3	52,784.3	112,825.0	97,233.3	210,068.3	1,309,976.3
2009 (oct. 07 - sept. 08)															
	Revenus nets d'intérêt	- 742,581.5	94,498.1	300,694.3	300,694.3	330,235.0	1,256,925.1	1,202,972.1	3,927,906.1	219,520.6	219,520.6	296,632.0	292,334.0	588,966.0	4,736,392.7
	Autres revenus	- 281,638.5	57,816.9	96,967.5	96,967.5	167,161.0	1,016,492.2	941,374.3	2,561,450.4	19,597.9	19,597.9	96,727.0	71,498.0	168,225.0	2,749,273.3
	Dot. à la prov. pr créances dout.	- 20,000.0	8,192.8	48,217.8	48,217.8	15,259.0	80,678.7	(58,666.0)	113,682.3	5,442.8	5,442.8	(12,418.0)	9,317.2	(3,100.8)	116,024.3
	Frais d'exploitation	- 682,866.0	107,949.4	347,498.9	347,498.9	385,375.0	1,453,962.1	1,284,724.3	4,262,375.7	79,963.1	79,963.1	186,832.0	175,069.0	361,901.0	4,704,239.8
	Bénéfice net (Perte nette)	- 146,027.4	13,157.8	(32,079.1)	(32,079.1)	59,752.0	329,448.9	530,826.7	1,047,133.7	52,784.3	52,784.3	112,825.0	97,233.3	210,068.3	1,309,976.3

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.3

RATIOS FINANCIERS PAR BANQUE RATIOS DE STRUCTURE FINANCIÈRE ET DE QUALITÉ DE L'ACTIF

	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK*	SOGEBK	UNIBNK	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
STRUCTURE FINANCIÈRE													
Avois des actionnaires en % de l'actif													
Au 30 septembre 2012	-	5,27%	0,3%	-6,9%	7,9%	6,5%	8,1%	9,7%	9,7%	4,2%	4,1%	4,2%	6,4%
Au 30 septembre 2011	-	5,16%	0,2%	-5,4%	7,8%	6,0%	7,8%	10,1%	10,1%	4,2%	4,7%	4,4%	6,2%
Au 30 septembre 2010	-	5,38%	3,2%	-0,6%	7,2%	5,6%	8,0%	10,6%	10,6%	4,6%	4,7%	4,7%	6,2%
Au 30 septembre 2009	-	7,23%	6,23%	-0,87%	8,19%	5,76%	7,67%	9,50%	9,50%	6,06%	6,15%	6,10%	6,71%
Au 30 septembre 2008	-	6,07%	7,04%	-0,24%	8,23%	5,33%	7,98%	9,40%	9,40%	7,37%	6,17%	6,83%	6,49%
Dépôts en % de l'actif													
Au 30 septembre 2012	-	88,01%	87,21%	98,58%	83,95%	84,17%	86,94%	75,90%	75,90%	84,95%	84,21%	84,60%	86,09%
Au 30 septembre 2011	-	87,82%	93,02%	97,49%	85,74%	89,21%	89,01%	76,15%	76,15%	80,63%	82,16%	81,35%	88,02%
Au 30 septembre 2010	-	85,70%	89,68%	91,11%	83,69%	86,73%	88,22%	75,69%	75,69%	85,55%	82,05%	83,88%	86,45%
Au 30 septembre 2009	-	81,03%	86,65%	95,17%	83,87%	91,29%	85,12%	75,29%	75,29%	76,66%	78,70%	77,59%	85,68%
Au 30 septembre 2008	-	84,25%	79,82%	92,49%	83,53%	88,12%	83,18%	75,92%	75,92%	79,57%	72,30%	76,29%	84,47%
QUALITÉ DE L'ACTIF													
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts													
Au 30 septembre 2012	-	2,25%	30,63%	2,67%	0,60%	1,51%	0,26%	5,81%	5,81%	-	12,75%	7,43%	2,42%
Au 30 septembre 2011	-	9,48%	45,87%	7,07%	0,70%	1,45%	0,44%	6,58%	6,58%	0,00%	15,88%	8,30%	3,69%
Au 30 septembre 2010	-	10,74%	41,38%	16,82%	0,97%	2,80%	0,61%	12,34%	12,34%	0,29%	15,78%	9,18%	5,66%
Au 30 septembre 2009	-	32,30%	40,46%	13,91%	0,98%	3,06%	0,09%	4,66%	4,66%	0,29%	12,95%	6,78%	8,48%
Au 30 septembre 2008	-	35,75%	54,11%	13,93%	0,88%	2,75%	0,33%	10,41%	6,50%	-	12,51%	5,99%	9,69%
Provision pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts													
Au 30 septembre 2012	-	131,30%	89,33%	128,85%	116,24%	123,22%	127,61%	58,73%	58,73%	-	59,81%	71,11%	96,66%
Au 30 septembre 2011	-	100,00%	83,09%	99,56%	161,37%	162,23%	90,36%	67,35%	67,35%	-	47,13%	59,64%	93,10%
Au 30 septembre 2010	-	87,45%	69,43%	65,91%	193,55%	122,88%	192,26%	36,99%	36,99%	6,90	42,99%	69,91%	84,07%
Au 30 septembre 2009	-	62,63%	56,20%	94,84%	66,39%	113,49%	287,15%	85,41%	85,41%	-	36,22%	49,69%	69,64%
Au 30 septembre 2008	-	60,20%	57,35%	82,50%	83,14%	125,72%	136,57%	56,36%	56,36%	-	36,86%	49,26%	66,38%
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires													
Au 30 septembre 2012	-	-2,10%	565,12%	4,85%	-0,54%	-1,93%	-0,28%	12,35%	12,35%	-13,97%	56,76%	19,04%	0,39%
Au 30 septembre 2011	-	0,00%	1373,90%	-0,21%	-2,29%	-4,15%	0,15%	9,49%	9,49%	-18,21%	76,79%	29,35%	1,07%
Au 30 septembre 2010	-	3,55%	195,02%	-300,30%	-4,60%	-2,60%	-1,40%	27,91%	27,91%	-36,60%	85,53%	21,98%	3,23%
Au 30 septembre 2009	-	47,73%	137,61%	-34,28%	1,64%	-2,26%	-0,67%	3,13%	3,13%	-12,11%	72,50%	26,97%	12,58%
Au 30 septembre 2008	-	59,02%	156,59%	-420,77%	0,69%	-3,90%	-0,41%	13,31%	13,31%	-10,39%	76,80%	25,17%	15,60%

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.4

RATIOS FINANCIERS PAR BANQUE
RATIOS DE RENTABILITÉ

	BICH	BNC	BPH	BUH Capitalbank*	Sogebank	Unibank	Sous Total	Sogebel	Sous Total	CBNA	Scotiabank	Sous Total	Total
RENTABILITÉ ROA (rendement de l'actif)													
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	-	1.03%	1.39%	-0.71%	2.07%	0.87%	1.45%	1.23%	1.23%	0.23%	0.78%	0.49%	1.38%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	0.72%	1.33%	0.10%	2.38%	0.79%	1.38%	0.99%	0.99%	1.52%	1.49%	1.51%	1.38%
2010 (oct. 09 - sept. 2009)	-	0.97%	-1.69%	-0.10%	0.86%	0.56%	1.31%	0.85%	0.85%	-0.44%	-0.28%	-0.37%	1.19%
2009 (oct. 08 - sept. 2008)	-	0.87%	0.39%	0.62%	1.56%	0.93%	1.15%	1.56%	1.56%	2.02%	1.42%	1.75%	1.21%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	0.86%	1.03%	-1.06%	1.37%	1.16%	1.30%	1.74%	1.74%	3.02%	3.57%	3.25%	1.45%
ROE (rendement de l'avoir des actionn.)													
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	-	19.76%	470.69%	11.53%	26.38%	13.90%	22.84%	12.38%	12.38%	5.56%	17.65%	11.41%	21.93%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	13.68%	79.68%	-3.29%	31.70%	13.54%	22.22%	9.59%	9.59%	34.52%	31.69%	33.14%	22.16%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	15.89%	-36.17%	14.12%	11.33%	9.84%	20.49%	8.48%	8.48%	-8.24%	-5.33%	-6.87%	18.44%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	13.16%	5.91%	-113.20%	18.95%	16.72%	17.71%	16.52%	16.52%	30.14%	23.14%	27.10%	18.27%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	12.22%	14.03%	-32079100.00%	16.42%	22.16%	19.67%	17.67%	17.67%	44.72%	55.28%	49.06%	21.65%
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt													
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	-	94.42%	95.83%	95.52%	95.04%	89.78%	93.07%	77.17%	77.17%	92.07%	96.56%	94.77%	92.44%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	94.71%	95.86%	95.67%	95.70%	86.86%	92.00%	75.78%	75.78%	96.56%	92.26%	93.92%	91.36%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	92.48%	92.26%	95.38%	92.57%	83.84%	87.93%	73.52%	73.52%	91.65%	88.77%	89.99%	87.41%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	90.26%	83.03%	90.17%	92.25%	79.58%	85.55%	71.74%	71.74%	85.59%	84.14%	84.90%	84.80%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	76.39%	75.65%	84.11%	88.79%	72.87%	77.47%	62.92%	62.92%	80.77%	84.57%	82.65%	77.44%
Rendement moyen des prêts													
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	-	11.59%	12.60%	13.58%	12.90%	5.80%	7.95%	8.80%	8.80%	8.04%	9.75%	8.98%	8.07%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	13.69%	13.56%	18.53%	13.29%	6.22%	9.00%	10.02%	10.02%	8.57%	11.42%	10.13%	9.15%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	11.16%	12.75%	17.56%	15.63%	7.57%	10.02%	10.40%	10.40%	9.68%	11.28%	10.55%	10.09%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	11.50%	12.95%	19.20%	17.32%	8.10%	10.60%	11.79%	11.79%	14.58%	13.27%	13.93%	11.02%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	11.09%	13.71%	24.08%	19.12%	10.23%	12.20%	12.46%	12.46%	14.26%	16.79%	15.44%	12.64%
Rémunération moyenne des dépôts													
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	-	0.12%	0.30%	0.25%	0.33%	0.31%	0.20%	1.51%	1.51%	0.25%	0.18%	0.22%	0.23%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	0.11%	0.29%	0.28%	0.27%	0.35%	0.22%	1.59%	1.59%	0.12%	0.48%	0.29%	0.26%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	0.23%	0.57%	0.32%	0.55%	0.51%	0.43%	1.84%	1.84%	0.37%	0.78%	0.56%	0.47%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	0.48%	1.44%	0.96%	0.69%	0.64%	0.71%	2.45%	2.45%	1.32%	1.64%	1.46%	0.81%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	1.27%	2.30%	1.72%	1.02%	1.36%	1.29%	3.61%	3.61%	2.19%	2.25%	2.22%	1.42%
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire (marge nette d'intérêt + autres revenus)													
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	-	65.95%	64.04%	103.14%	70.04%	70.29%	66.42%	52.06%	52.06%	81.16%	70.41%	75.38%	66.72%
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	73.00%	75.83%	95.16%	71.98%	72.46%	67.69%	61.86%	61.86%	77.96%	63.31%	70.22%	67.75%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	70.49%	97.23%	98.51%	81.43%	74.72%	68.56%	51.14%	51.14%	90.10%	74.60%	82.47%	69.21%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	77.33%	90.71%	87.02%	81.71%	0.75	74.85%	47.72%	47.72%	51.32%	70.42%	60.00%	72.79%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	80.44%	83.49%	99.32%	83.71%	75.24%	76.05%	50.70%	50.70%	55.55%	54.93%	55.25%	73.31%
Productivité par employé (000)													
2012 (oct. 11 - sept. 2012)	-	2,395.00	1,179.46	1,196.18	1,782.68	1,933.62	2,118.27	3,501.30	3,501.30	6,927.40	3,646.36	4,669.20	2,223.36
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	2,065.88	1,041.93	1,334.45	1,733.80	1,835.84	2,049.13	3,503.74	3,503.74	7,175.71	3,727.81	4,820.35	2,166.87
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	2,197.46	857.66	1,091.02	1,560.33	1,589.75	1,834.50	3,044.62	3,044.62	6,690.88	3,086.67	4,250.24	1,936.76
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	1,880.57	857.16	1,169.27	1,476.68	1,539.87	1,618.97	3,039.22	3,039.22	7,840.73	3,099.70	4,626.17	1,742.47
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	1,188.09	979.55	954.68	1,477.96	1,601.67	1,978.69	2,606.83	2,606.83	7,731.10	3,390.56	4,763.75	1,609.91

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank à l'origine, une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

** La Socobel, une banque d'épargne et de logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.5

 Système bancaire - Sommaire financier détaillé
 Bilan par banque (au 30 septembre 2012 - En milliers de gourdes)

ACTIF	BNC				BUH	Sogebank			Unibank	Sous Total	Sogebel	Sous Total	CBNA	Scotiabank	Sous Total	Total
	BPH	Capitalbank*	Sogebank	Unibank												
Disponibilités																
Encaisse	1,370,114.0	96,412.0	209,437.0	218,417.0	2,498,599.2	529,917.7	4,922,896.9	15,353.2	42,194.0	81,129.0	123,323.0	5,061,573.1				
Avais à la BRH	18,834,806.6	766,794.2	1,113,552.8	2,755,816.0	10,043,893.2	16,212,771.6	49,727,634.3	312,908.2	2,536,514.0	1,637,353.0	4,173,867.0	54,214,409.6				
Avais à l'étranger	1,198,118.5	56,353.2	158,639.7	687,504.0	972,058.2	3,641,525.8	6,714,199.5	1,050.9	395,584.0	1,020,107.0	1,415,691.0	8,130,941.5				
Avais dans les banques locales	-	-	76,348.9	15,305.0	2,406.2	59,111.9	153,172.0	1,596,205.0	-	-	-	1,749,377.1				
Autres liquidités	264,043.6	28,482.4	34,882.7	268,085.0	407,643.6	782,101.2	1,785,238.4	36,795.1	245,856.0	59,929.0	305,785.0	2,127,818.5				
	21,667,082.7	948,041.8	1,592,861.1	3,945,127.0	13,924,600.3	21,225,428.2	63,303,141.2	1,962,312.5	3,220,148.0	2,798,518.0	6,018,666.0	71,284,119.7				
Bons B.R.H.	3,397,881.0	-	80,000.0	599,999.6	1,791,680.1	5,869,560.7	-	-	399,899.0	-	399,899.0	6,269,459.7				
Autres Placements	7,262,705.0	24,297.4	24,215.4	652,046.0	11,469,064.3	10,857,402.1	30,289,730.2	28,992.9	-	-	-	30,318,723.2				
Portefeuille net	6,347,999.1	871,518.5	1,384,145.0	4,108,729.0	16,211,855.8	17,174,851.7	46,099,099.1	2,089,734.9	1,584,777.0	2,086,555.0	3,671,332.0	51,860,166.0				
Immobilisations	1,109,657.3	129,549.1	213,238.2	296,962.0	1,420,379.1	1,322,498.0	4,492,283.8	154,237.7	247,807.0	54,511.0	302,318.0	4,948,839.4				
Autres actifs	1,820,978.7	127,775.7	60,051.5	344,886.0	2,230,529.6	1,081,183.9	5,665,405.4	75,513.7	123,299.0	10,179.0	133,478.0	5,874,371.1				
	41,606,303.9	2,101,182.5	3,274,511.2	9,427,750.0	45,856,428.8	53,453,044.0	155,719,220.3	4,310,791.7	5,575,930.0	4,949,763.0	10,525,693.0	170,555,705.1				
PASSIF																
Dépôts																
À vue	25,592,452.4	742,742.0	902,954.4	3,966,588.0	15,369,480.8	23,902,240.4	70,476,457.9	840,457.0	3,135,559.0	2,216,716.0	5,352,275.0	76,669,190.0				
Épargne	7,973,275.5	482,950.5	1,709,736.7	2,387,708.0	17,580,604.6	18,102,263.6	48,236,538.8	429,145.1	429,570.0	1,290,146.0	1,719,716.0	50,385,400.0				
À terme	3,051,012.1	606,813.8	615,245.1	1,560,473.0	5,649,320.5	4,465,893.2	15,948,757.9	2,002,074.1	1,171,474.0	661,199.0	1,832,673.0	19,783,505.0				
	36,616,740.0	1,832,506.3	3,227,936.2	7,914,769.0	38,599,405.9	46,470,397.2	134,661,754.6	3,271,676.3	4,736,603.0	4,168,061.0	8,904,664.0	146,838,094.9				
Obligations à vue																
Banques locales	-	-	-	-	-	-	-	-	200,000.0	-	200,000.0	200,000.0				
Banques à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Autres	1,216,512.3	108,975.2	122,885.8	268,674.0	1,956,972.7	661,118.1	4,335,138.2	102,852.7	231,908.0	160,285.0	392,193.0	4,830,183.8				
	1,216,512.3	108,975.2	122,885.8	268,674.0	1,956,972.7	661,118.1	4,335,138.2	102,852.7	431,908.0	160,285.0	592,193.0	5,030,183.8				
Obligations à terme																
Banques locales	3,000.0	28,530.0	-	-	-	650,000.0	681,530.0	500,000.0	-	-	-	1,181,530.0				
Banque à l'étranger	-	-	-	-	634,833.0	-	634,833.0	-	-	-	-	634,833.0				
Autres	1,302,768.9	124,234.2	7,564.8	255,237.0	275,111.1	846,520.3	2,811,436.4	10,785.0	80,230.0	53,924.0	134,154.0	2,956,375.4				
Autres passifs	1,305,768.9	152,764.2	7,564.8	255,237.0	909,944.1	1,496,520.3	4,127,799.4	510,785.0	80,230.0	53,924.0	134,154.0	4,772,738.4				
	275,889.7	-	143,634.7	241,876.0	1,399,117.2	473,583.1	2,534,100.8	5,585.6	94,203.0	363,592.0	457,795.0	2,997,481.3				
	39,414,910.8	2,094,245.8	3,502,021.6	8,680,556.0	42,865,440.0	49,101,618.7	145,658,792.9	3,890,899.5	5,342,944.0	4,745,862.0	10,088,806.0	159,638,498.5				
AVOIR DES ACTIONNAIRES																
Capital versé	500,000.0	5,000.0	150,202.4	270,000.0	750,000.0	2,093,492.0	3,768,694.4	150,000.0	103,837.0	94,373.0	198,210.0	4,116,904.4				
Réserve	186,951.4	46,655.0	24,499.0	147,921.0	1,179,291.6	105,578.8	1,690,896.7	130,985.0	79,883.0	71,875.0	151,558.0	1,973,439.7				
Surplus d'appart	1,504,441.7	(59,043.3)	(507,532.5)	327,886.0	963,217.8	2,152,354.5	4,381,324.2	138,907.2	49,466.0	37,653.0	87,119.0	4,607,350.4				
BNR	219,393.1	6,936.7	(227,510.4)	747,194.0	2,990,988.8	4,351,425.3	10,060,427.4	419,892.2	232,986.0	203,901.0	436,887.0	10,917,206.6				
	41,606,303.9	2,101,182.5	3,274,511.2	9,427,750.0	45,856,428.8	53,453,044.0	155,719,220.4	4,310,791.7	5,575,930.0	4,949,763.0	10,525,693.0	170,555,705.1				
Hors-bilan																
Effets à l'encaissement	-	-	-	-	86,017.3	2,136.5	88,153.8	-	-	-	-	88,153.8				
Credit documentaire	86,889.3	-	-	-	779,585.5	596,824.9	1,463,299.7	-	66,592.0	3,048.0	69,640.0	1,532,939.7				
Autres	46,330.3	174,516.2	150.0	162,745.0	1,980,524.8	362,692.7	2,726,958.9	1,078,134.4	2,729,812.0	293,648.0	3,023,460.0	6,828,553.3				
	6,541,273.8	1,199,872.9	1,433,465.5	4,137,722.0	16,518,676.8	17,231,662.8	47,062,673.9	2,163,512.5	1,617,316.0	2,258,806.0	3,876,122.0	53,102,308.4				
Provisions pour créances douteuses	193,274.7	328,354.4	49,320.6	28,993.0	306,821.1	56,811.1	963,574.8	73,777.6	32,539.0	172,250.6	204,789.6	1,242,142.1				
Portefeuilles de crédit improductif	147,203.4	367,554.9	38,277.0	24,943.0	248,992.8	44,520.3	871,491.3	125,622.0	-	287,980.0	287,980.0	1,285,093.4				

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

LISTE DES SIGLES

AGD	Administration Générale des Douanes
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
BRI	Banque des Règlements Internationaux
DGI	Direction Générale des Impôts
DID	Développement International Desjardins
DIGCP	Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaire
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
ED'H	Électricité d'Haïti
ÉU	États-Unis d'Amérique
FED	Réserve Fédérale Américaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FDI	Fonds de Développement industrielle
IFBC	Institut de Formation de la Banque Centrale
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MUSD	Million de dollar américain
MG	Millions de Gourdes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OEA	Organisation des Etats Américains
OFATMA	Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Marternité
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
UAI	Unité audit Interne
UGCF	Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal
UGB	Unité de Gestion des Bâtiments
UMN	Unité du Musée Numismatique
UOM	Unité Organisation et Methode
USAID	l'Agence Américaine pour le Développement International
UST	Unité de Sécurité et Transport

Dépôt légal: 1er trimestre 2014
No.14-01-006
Bibliothèque Nationale d'Haïti

Conception et Mise en page :
UOM / Unité Graphique et Publication de la BRH
Banque de la République d'Haïti
Achévé d'imprimer: Février 2014
Imprimeur : Protech Inc.
Verdun (Québec), Canada

Pour toutes informations, s'adresser à :

Banque de la République d'Haïti
Direction Monnaie et Analyse Économique
Port-au-Prince, Haïti
Boîte postale : (BP) 1570
Téléphone : 2299-1200 / 2299-1251
Télécopieur : (Fax) 2299-1149
Internet : <http://www.brh.net>
E-mail : brh_mae@brh.net
ISSN 0257 4349